Nations Unies S/2018/171

Conseil de sécurité

Distr. générale
5 mars 2018
Français
Original : anglais

Note du Président du Conseil de sécurité

Au paragraphe 2 de sa résolution 2345 (2017), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) de lui présenter un rapport finalcontenant ses conclusions et recommandations.

Le Président communique donc ci-après le rapport émanant du Groupe d'experts (voir annexe).

18-01593 (F) 140318 150318

Merci de recycler

Annexe

Lettre datée du 1er mars 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2345 (2017), le rapport final sur ses travaux.

Ce rapport a été adressé le 1er février 2018 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui l'a examiné le 21 février 2018.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de sa pièce jointe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le publier comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts créé en application
de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité
(*Signé*) Hugh **Griffiths**

(*Signé*) Benoît **Camguilhem**
Expert

(*Signé*) Dmitry **Kiku**
Expert

(*Signé*) Stephanie **Kleine-Ahlbrandt**
Experte

(*Signé*) Maiko **Takeuchi**
Experte

(*Signé*) Neil **Watts**
Expert

(*Signé*) Jong Kwon **Youn**
Expert

(*Signé*) Jiahu **Zong**
Expert

Pièce jointe

Lettre datée du 1er février 2018, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2345 (2017), le rapport final sur ses travaux.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

Le Coordonnateur du Groupe d'experts créé en application
de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité
(*Signé*) Hugh **Griffiths**

(*Signé*) Benoît **Camguilhem**
Expert

(*Signé*) Dmitry **Kiku**
Expert

(*Signé*) Stephanie **Kleine-Ahlbrandt**
Experte

(*Signé*) Maiko **Takeuchi**
Experte

(*Signé*) Neil **Watts**
Expert

(*Signé*) Jong Kwon **Youn**
Expert

(*Signé*) Jiahu **Zong**
Expert

Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution1874 (2009) du Conseil de sécurité

Résumé

En 2017, la République populaire démocratique de Corée a intensifié les activités relatives à ses programmes avancés d'armes nucléaires et de missiles balistiques en procédant à son essai nucléaire le plus puissant à ce jour, à des essais en vol de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux et d'un missile balistique à portée intermédiaire, tout en brandissant la menace d'un essai nucléaire atmosphérique au-dessus de l'océan Pacifique. Le Conseil de sécurité a adopté quatre résolutions par lesquelles il a renforcé les sanctions existantes et introduit de nouvelles mesures, notamment des sanctions relatives au pétrole et un plafonnement des volumes du pétrole brut. Le Groupe d'experts a établi dans ses enquêtes les plus récentes que, non contente de poursuivre ses précédentes violations et de recourir à des pratiques de contournement de plus en plus sophistiquées, la République populaire démocratique de Corée bafoue déjà les dernières résolutions du Conseil en exploitant les chaînes mondiales de distribution de pétrole, la complicité de ressortissants étrangers, des sociétés offshore et le système bancaire international.

Le Groupe a enquêté sur des transbordements illégaux de pétrole mettant en jeu des millions de dollars et mobilisant un réseau de courtiers et d'affréteurs ainsi que des entreprises commerciales et des compagnies pétrolières internationales exploitées à leur insu. Parallèlement, la République populaire démocratique de Corée a continué d'exporter presque tous les types de marchandises interdites par les résolutions, ce qui lui a permis de dégager des recettes avoisinant les 200 millions de dollars entre janvier et septembre 2017. Aux fins de ses exportations illicites de charbon, elle a eu recours aussi bien à des itinéraires de navigation trompeurs qu'à la manipulation de signaux ou des transbordements et falsifié des documents en vue de dissimuler l'origine de la matière première. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) a désigné sept navires impliqués dans des transferts de charbon et de pétrole, mais il est indispensable que les États Membres mènent une action concertée pour mettre un terme à ces activités illicites endémiques. Par ailleurs, le renforcement des sanctions s'est traduit par la création de marchés lucratifs pour des négociants appuyés par la République démocratique de Corée cherchant à échanger les ressources naturelles du pays contre du pétrole. Du fait de l'importance des bénéfices à tirer de ces activités et de la part prééminente des sociétés offshore dans les secteurs pétrolier, maritime et financier, le secteur privé doit faire bien davantage en matière de devoir de précaution, de partage de l'information et de discipline interne.

Le Groupe a enquêté sur toute une série de projets de coopération militaire interdits entre la République populaire démocratique de Corée et divers pays, de l'Afrique à la région Asie-Pacifique, dont une initiative de coopération en cours avec la République arabe syrienne et le Myanmar sur les missiles balistiques, une kyrielle de contrats de vente d'armes classiques et des opérations cybernétiques organisées en vue de dérober des secrets militaires. Selon les enquêtes menées par le Groupe d'experts, les diplomates de la République populaire démocratique de Corée continuent de jouer un rôle clef dans les programmes prohibés mis en œuvre par le pays. C'est en particulier le cas des membres des ambassades et des missions commerciales, qui fournissent l'appui logistique nécessaire à des transferts d'armes, des techniciens militaires et des agents du renseignement, qui servent de prête-noms à des entités ou à des individus désignés et participent à des activités commerciales

en violation des résolutions du Conseil de sécurité et des dispositions de la Convention de Vienne.

La République populaire démocratique de Corée use de pratiques trompeuses et joue des lacunes dans l'application des sanctions financières pour accéder au système financier international. Les institutions financières nord-coréennes, y compris des banques désignées, comptent toujours plus de 30 représentants à l'étranger qui vivent et circulent librement entre les pays du Moyen-Orient et d'Asie, où ils administrent des comptes en banque, facilitent des transactions et brassent de grandes quantités d'espèces. Les prestataires de services aux entreprises constituent un maillon faible dans l'application des sanctions financières et permettent à la République populaire démocratique de Corée de créer facilement des sociétés-écrans offshore et dans des centres financiers d'Asie où ils s'adjoignent l'assistance d'étrangers et passent par les entreprises locales pour ouvrir des comptes en banque et virer des fonds partout dans le monde. Les coentreprises avec des sociétés étrangères ont en outre produit des devises fortes par l'intermédiaire de compagnies étrangères sans liens connus avec des entités désignées et ne disposant pas d'intérêts en République populaire démocratique de Corée. Les enquêtes financières mettent en évidence les activités d'agents du renseignement et d'individus agissant au nom d'entités désignées, qui gèrent des comptes bancaires en Europe et dans la région Asie-Pacifique et utilisent passeport et véhicule diplomatiques pour traverser les frontières terrestres et aériennes sans être inquiétés outre mesure.

En réaction aux activités nucléaires et balistiques sans précédent auxquelles la République populaire démocratique de Corée s'est livrée en 2017, la communauté internationale a introduit une série de mesures visant à infléchir le comportement et la stratégie du pays en 2018. Toutefois, cette expansion du régime de sanctions n'est pas encore accompagnée de la volonté politique, de la coordination internationale, de hiérarchisation et d'affectation des ressources propres à en assurer la bonne application. Il convient de saisir les occasions qu'offre l'année 2018 avant que ne soit commise une erreur dont les conséquences seraient désastreuses pour la paix et la sécurité internationales.

Le présent rapport comprend une série de recommandations concernant des désignations et d'autres mesures pratiques destinées à aider les États Membres et le Conseil de sécurité à saisir les difficultés à bras le corps et à combler les lacunes existantes.

Table des matières

Page

I. Introduction 7

II. Programmes de missiles balistiques et d'armes de destruction massive 8

III. Sanctions sectorielles 17

IV. Embargos et entités et personnes désignées 39

V. Finances 62

VI. Conséquences involontaires des sanctions 84

Annexes* 85

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Introduction

1. La République populaire démocratique de Corée a procédé à son sixième essai nucléaire le 3 septembre 2017 et tiré pendant l'année 20 missiles balistiques, dont trois missiles balistiques intercontinentaux, en violation des résolutions du Conseil de sécurité et dans la logique de son intention d'accélérer le parachèvement de son programme nucléaire, comme l'avait annoncé Kim Jong-un dans le discours qu'il avait prononcé à l'occasion du Nouvel An 2017[1]. À la suite du tir du nouveau missile balistique intercontinental Hwasong–15, le 29 novembre 2017, Kim a déclaré que le pays comptait désormais au rang des puissances nucléaires[2]. Dans son discours du Nouvel An 2018, il a en outre affirmé que la République démocratique de Corée avait réussi à perfectionner son arsenal nucléaire, grâce à la stratégie consistant simultanément à soutenir l'économie et à consolider la puissance nucléaire du pays (*Byongjin*), tout en faisant de la recherche scientifique une priorité[3].

2. Sur le plan intérieur, Kim Jong-un a continué de consolider son pouvoir en renforçant le contrôle exercé par le parti sur l'armée et l'exécutif. En 2017, pour la première fois depuis 20 ans, le Parti des travailleurs de Corée a procédé à un examen idéologique du Bureau politique général de l'Armée populaire coréenne[4]. Le 3 septembre 2017, Kim a saisi l'occasion de la réunion du Présidium du Bureau politique du Comité central du Parti pour prendre officiellement la décision de lancer un sixième essai nucléaire. À l'occasion de la deuxième session plénière du septième Comité Central du Parti des travailleurs de Corée, le 7 octobre 2017, il a nommé de nouveaux membres au Bureau politique du parti et réaffirmé son adhésion à la politique du *Byongjin* tout en soulignant à nouveau l'indépendance et l'autonomie du pays vis-à-vis des sanctions[5].

3. Les violations systématiques des sanctions par la République populaire démocratique de Corée ont encore accentué son isolement diplomatique et économique. En 2017, plusieurs États Membres ont expulsé des ambassadeurs nord-coréens, réduit le nombre de diplomates nord-coréens accrédités auprès d'eux et certains ont rompu ou limité leurs relations économiques avec le pays, souvent en signe de protestation contre la poursuite de son programme nucléaire et de ses autres activités illicites. Pourtant, même après la visite du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques en République démocratique de Corée en décembre 2017 et malgré la reprise du dialogue intercoréen au sujet de la participation aux Jeux olympiques d'hiver de 2018, le Gouvernement a déclaré que la puissance nucléaire nord-coréenne ne saurait être utilisée comme un moyen de pression politique ou économique et que le pays devrait continuer à la consolider[6].

4. On peut conclure de l'essai nucléaire et des tirs d'essais de missiles balistiques intercontinentaux auxquels la République populaire démocratique de Corée a procédé en 2017 que celle-ci a franchi un certain nombre d'étapes techniques cruciales dans le domaine des armes de destruction massive. Rien n'indique qu'elle mettra un terme à ces activités, et l'objectif déclaré de parvenir à la dénucléarisation et de trouver une solution pacifique à la situation semble de plus en plus difficile à atteindre. La

[1] « Kim Jong Un reviews achievements made last year », Agence centrale de presse coréenne, 1er janvier 2017.

[2] « DPRK Government statement on successful test-fire of new-type ICBM », Agence centrale de presse coréenne, 29 novembre 2017.

[3] « Kim Jong-un's New Year Address », *Rodong Sinmun,* 2 janvier 2018.

[4] « North Korea carries out first political audit of Army in 20 years », *Hankyoreh*, 21 novembre 2017.

[5] « Second Plenum of Seventh WPK Central Committee » Agence centrale de presse coréenne, 8 octobre 2017.

[6] « DPRK's nuclear deterrent guarantees peace », *Rodong Sinmun*, 12 janvier 2018.

République populaire démocratique de Corée a également continué de condamner l'action des Nations Unies relative à la situation des droits de l'homme dans le pays, notamment l'adoption de la résolution 72/188 du 19 décembre 2017, dans laquelle l'Assemblée générale a engagé le Conseil de sécurité à continuer d'examiner la situation des droits de l'homme dans le pays.

5. Le Groupe d'experts est toujours la cible des tentatives de piratage informatique sophistiquées qu'il avait signalées pour la première fois dans son rapport à mi-mandat de 2017[7]. Alors que cette campagne de piratage se poursuivait au moment de la rédaction du présent rapport, le Groupe d'experts a enquêté sur une autre attaque informatique. L'entreprise Microsoft a confirmé que les faits en question avaient été commis par un groupe malveillant « lié à un pouvoir étatique »[8] (voir annexe 1), et l'ONU a conclu que les attaques repérées en octobre 2017 pouvaient être reliées au précédent de mai 2017, preuve de leur récurrence et de la détermination de la partie adverse (voir annexe 2). Le Groupe enquête sur ces affaires et, considérant le caractère stratégique du hameçonnage, les courriels transférés par les pirates et la volonté de déstabilisation que traduit cette campagne, estime qu'il s'agit là d'une tentative de contournement des sanctions.

Recommandation

6. **Conformément à la demande formulée dans les résolutions les plus récentes concernant la fourniture de ressources supplémentaires au Groupe d'experts, celui-ci recommande que le Conseil de sécurité prie le Secrétaire général de prendre des mesures visant à renforcer la sécurité physique et informatique, l'appui administratif et les autres moyens du Groupe.**

II. Programmes de missiles balistiques et d'armes de destruction massive

Tirs de missiles

7. Entre août 2017 et janvier 2018, la République populaire démocratique de Corée a tiré deux missiles balistiques à portée intermédiaire de type Hwasong-12 (au-dessus du territoire japonais) et un missile balistique intercontinental de type Hwasong-15 (voir tableau 1). Après ce dernier tir, Kim Jong-un a déclaré que le pays comptait désormais au rang des puissances nucléaires[9]. Il est toutefois probable qu'en réalité, le pays ne soit pas encore capable d'assurer la rentrée dans l'atmosphère de la charge utile de ses missiles balistiques intercontinentaux sans que leur ogive nucléaire soit détruite.

[7] Cette campagne dure depuis plusieurs années (voir S/2017/742, note de bas de page 1).

[8] Voir annexe 1 (rapport établi par Microsoft daté du 20 novembre 2017).

[9] « Kim Jong Un guides test-fire of Hwasong-15 », Agence centrale de presse coréenne, 29 novembre 2017.

Tableau 1
Tirs de missiles balistiques (août 2017 à janvier 2018)

Date	*Type*	*Nombre*	*Site de lancement présumé*	*Distance parcourue présumée (km)*	*Observations*
26 août	Scud ou dérivé	3	Kittaeryong	250	Un à deux échecs
29 août	Hwasong-12	1	Sunan	2 700	Tiré au-dessus du territoire japonais
15 septembre	Hwasong-12	1	Sunan	3 700	Tiré au-dessus du territoire japonais
29 novembre	Hwasong-15	1	Pyongsong	950	Sommet de la trajectoire : 4475 km

8. La force stratégique spécialisée de l'Armée populaire coréenne a procédé aux deux tirs de missiles balistiques à portée intermédiaire (voir fig. 1) sous la supervision de Kim Jong-un, qui a déclaré que ces opérations avaient pour objectif de confirmer la capacité militaire réelle des missiles balistiques stratégiques nord-coréens à portée intermédiaire et à longue portée[10]. À l'occasion du second essai, il a affirmé que l'efficacité et la fiabilité opérationnelle du Hwasong-12 ne faisait plus de doute[11].

Figure 1
Tirs de Hwasong-12 du 29 août (gauche) et du 15 septembre (droite)

Source : Agence centrale de presse coréenne.

9. Le 29 novembre 2017, la République populaire démocratique de Corée a franchi une étape clef dans son programme balistique en testant avec succès son nouveau missile balistique intercontinental, le Hwasong-15. Ce missile a suivi une trajectoire extrêmement plongeante, comme les deux Hwasong-14 tirés en juillet. Il a effectué un vol de 53 minutes environ avant de s'abîmer dans la zone économique exclusive du Japon[12].

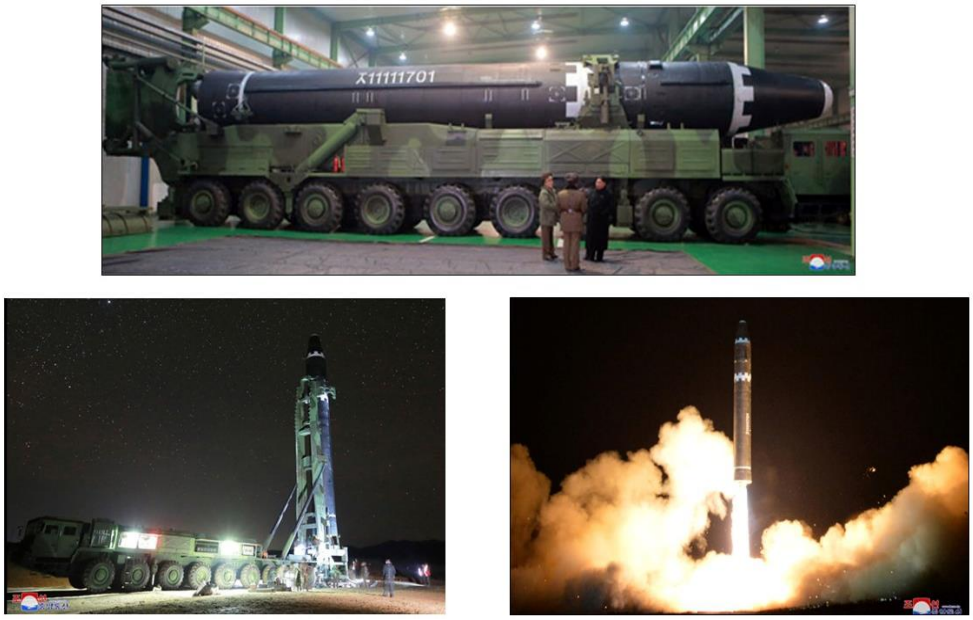
[10] « Kim Jong Un guides strategic ballistic rocket launching drill of KPA strategic force », Agence centrale de presse coréenne, 30 août 2017.

[11] « Kim Jong Un guides Hwasong-12 launching drill again », Agence centrale de presse coréenne, 16 septembre 2017.

[12] « North Korea missile launch (2nd) », communiqué de presse du Ministère de la défense du Japon, 29 novembre 2017.

10. Le Hwasong-15 est un missile balistique à deux étages à carburant liquide dont le premier étage est équipé d'un moteur disposant de deux chambres de combustion jamais vu auparavant. Il a été transporté au moyen d'un nouveau modèle de camion à neuf essieux. De tous les missiles balistiques testés par la République populaire démocratique de Corée, le Hwasong-15 semble être celui qui a la plus longue portée (voir fig. 2)[13]. Quoique le pays ait affirmé que ce missile était à même de porter une tête nucléaire très lourde et de frapper l'ensemble du territoire continental des États-Unis[14], le Groupe d'experts s'emploie toujours à recueillir des informations sur les capacités exactes de l'engin[15].

Figure 2
Tir du Hwasong-15 du 29 novembre 2017



Source : Agence centrale de presse coréenne.

11. En ce qui concerne la capacité de la charge utile des missiles balistiques intercontinentaux à rentrer dans l'atmosphère, selon un État Membre, le succès n'a pas été clairement établi lors du premier tir d'essai (Hwasong-14, 4 juillet 2017), et le corps de rentrée du deuxième missile tiré (Hwasong-14, 28 juillet 2017) se serait désintégré lors de la phase de rentrée atmosphérique. Le corps de rentrée du missile tiré le 29 novembre 2017 se serait également désintégré. Au sujet de la technologie de rentrée atmosphérique, le Groupe d'experts prend note de ce qu'a déclaré le Ministère de la défense nationale de la République de Corée concernant l'essai du 29 novembre 2017, à savoir qu'il n'avait pas permis de confirmer la capacité de la

[13] Selon l'analyse générée par le Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNOSAT) sur la base d'images communiquées par l'Agence centrale de presse coréenne, le missile présente un diamètre d'environ 2,5 mètres pour une longueur de 20,5 mètres.

[14] « Kim Jong Un guides test-fire of Hwasong-15 », Agence centrale de presse coréenne, 29 novembre 2017.

[15] Le 1er décembre 2017, le Ministère de la Défense de la République de Corée a déclaré que si le missile avait été tiré sur une trajectoire conventionnelle, il aurait atteint une portée de plus de 13 000 kilomètres. Pour ce qui est de la portée du missile, on ignore à ce stade si le poids de la charge utile utilisée lors du tir d'essai du 29 novembre 2017 équivalait à celui d'une charge utile opérationnelle.

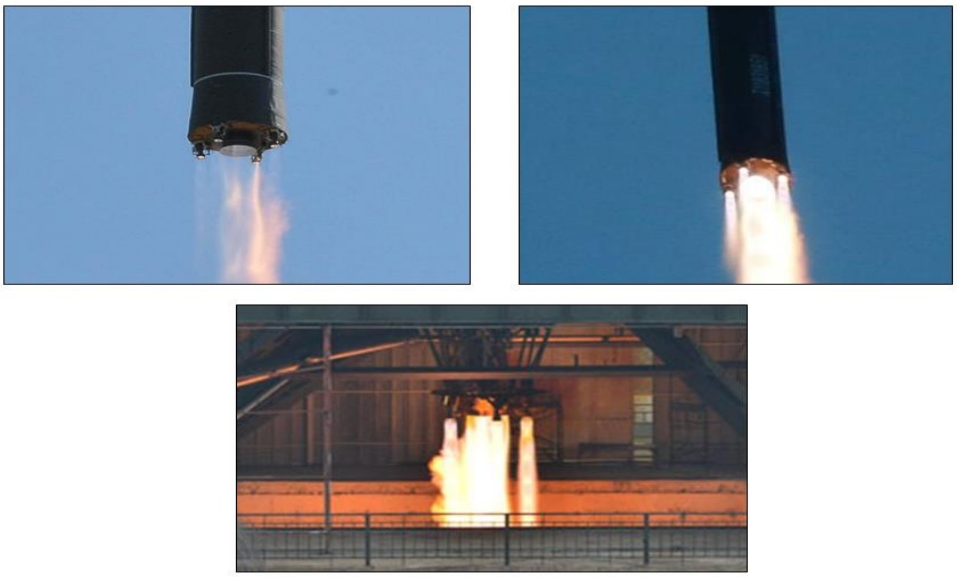
République populaire démocratique de Corée à faire rentrer un missile dans l'atmosphère, à le guider avec précision et à utiliser une tête nucléaire[16].

Activités menées sur les sites de test

12. Le Hwasong-12 et le premier étage du Hwasong-14 semblent être équipés du même moteur à carburant liquide disposant de quatre moteurs auxiliaires qui a été testé le 18 mars 2017 sur le site d'essai de Sohae (fig. 3). Cette fois encore, Kim Jong-un supervisa lui-même l'opération, présentée comme l'essai d'un nouveau « moteur à forte poussée »[17].

13. Étant donné les performances inégales du moteur du Hwasong-10, ce nouveau modèle a véritablement changé la donne en permettant à la République populaire démocratique de Corée de se doter rapidement de missiles balistiques à portée intermédiaire et intercontinentale fiables.

Figure 3
Moteur de Hwasong-14 (gauche), moteur de Hwasong-12 (droite) et nouveau type de moteur testé le 18 mars 2017 (bas)



Source : Agence centrale de presse coréenne.

14. De l'avis d'un État Membre, ce moteur pourrait être un dérivé du RD-250 soviétique, un moteur doté de deux chambres de combustion (fig. 4). Le RD-250 avait été conçu par l'entreprise soviétique Scientific and Production Association Energomash (maintenant enregistrée en Fédération de Russie) qui, en 1965, avait transféré les documents techniques nécessaires à la production en série de ce moteur au Bureau d'études Yuzhnoye et à l'Association de production Yuzhmash (tous les deux se trouvant à présent sur le territoire ukrainien). L'Ukraine a confirmé au Groupe d'experts que le nouveau moteur nord-coréen comprenait très probablement des éléments du RD-250 et utilisait les mêmes ergols [à savoir le tétraoxyde d'azote (NTO) et la diméthylhydrazine asymétrique (UDMH)]. Selon des informations communiquées au Groupe d'experts par les États-Unis d'Amérique, les services de

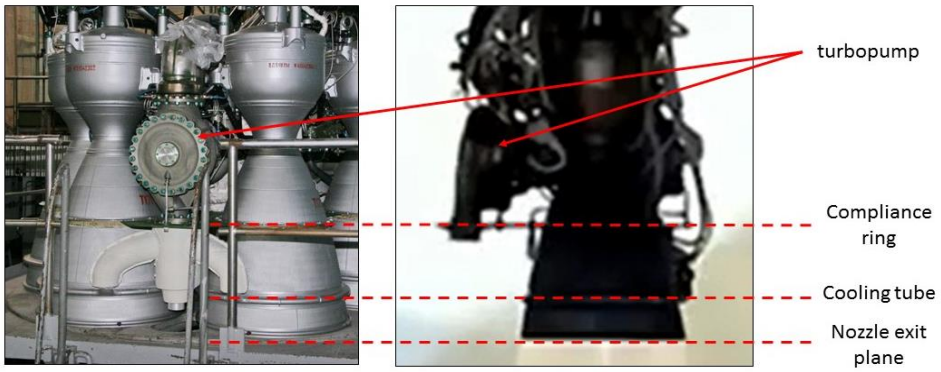
[16] Ibid.

[17] « Kim Jong Un watches ground jet test of newly developed high-thrust engine », Agence centrale de presse coréenne, 19 mars 2017.

renseignement américains ont publiquement déclaré qu'ils disposaient d'éléments indiquant que la République populaire démocratique de Corée n'avait pas besoin d'importer de moteurs et pouvait les fabriquer elle-même.

15. L'Ukraine a informé le Groupe d'experts que tous les RD-250 validés pour un usage en vol avaient été livrés à la République socialiste fédérative soviétique de Russie, devenue l'Union des Républiques socialistes soviétiques et, plus tard, à la Fédération de Russie, en tant que composants de missiles ou de lanceurs. La production des RD-250 s'est arrêtée en 1991 et leur chaîne de fabrication a été démantelée en 1994. L'Ukraine a déclaré que Yuzhnoye et Yuzhmash n'avaient jamais noué ou tenté de nouer de relations ni signé de contrats avec la République populaire démocratique de Corée, et signalé au Groupe d'experts que l'ensemble des documents, concernant notamment la conception et la fabrication de missiles balistiques et de leurs composants étaient conservés en lieu sûr dans des locaux spécialement équipés à cet effet.

Figure 4
Comparaison entre un RD-250 (gauche) et le moteur fabriqué par la République populaire démocratique de Corée (droite)



Source : Groupe d'experts.

16. Selon des experts employés par Yuzhnoye et Yuzhmash, il est impossible de moderniser ce moteur ou d'en créer une variante en l'espace de deux ans sans bénéficier d'une aide à la conception et d'un appui technique. Franz Klintzevich, Premier Vice-Président de la Commission défense et sécurité du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie[18], a affirmé que des experts ukrainiens collaboraient depuis des années avec la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts a demandé à la Fédération de Russie de présenter des éléments à l'appui de cette déclaration ainsi que les noms et les numéros de passeport des personnes concernées, mais n'a pas obtenu de réponse. L'Ukraine, pour sa part, a fait savoir au Groupe d'experts qu'elle surveillait systématiquement les déplacements à l'étranger des employés de son industrie aéronautique.

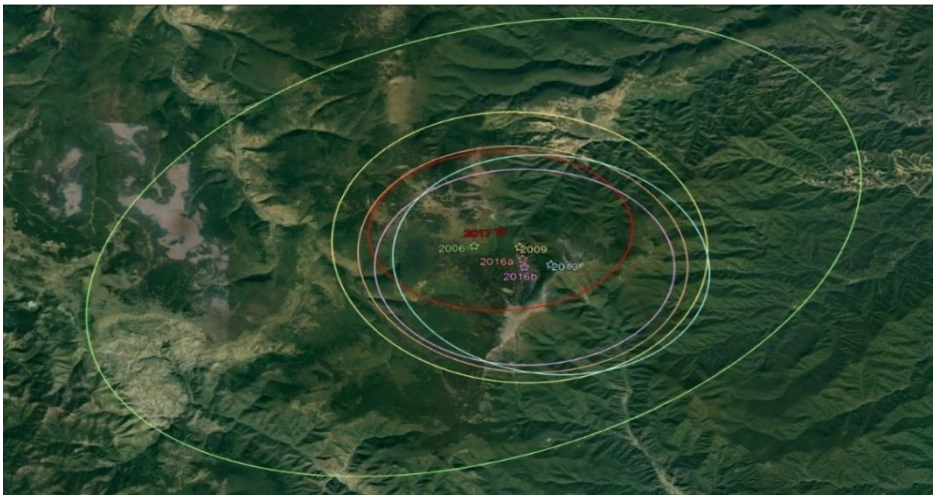
[18] Article de l'Agence de presse fédérale daté du 16 août 2017.

Activités récentes dans le domaine nucléaire

Essai nucléaire du 3 septembre 2017

17. L'Institut des armes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée a déclaré le 3 septembre 2017 que le pays avait testé avec succès une bombe à hydrogène pouvant être montée sur un missile balistique intercontinental [19]. La Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) a détecté « une activité sismique inhabituelle » près du lieu où s'étaient tenus les essais précédents (Punggye-ri) (fig. 5)[20]. La magnitude de la secousse, enregistrée à 6,07, indique qu'il s'agit pour le pays du plus puissant essai réalisé à ce jour[21]. Deux États Membres ont évalué la puissance de l'explosion à plus de 100 kilotonnes, mais le type d'engin utilisé reste à confirmer [22]. De manière cohérente avec la magnitude de l'essai, des ondes de choc ont été enregistrées par la suite et ont probablement causé des dommages supplémentaires sur le site de test. Les travaux d'excavation ont toutefois continué après l'essai, manifestement afin que le site reste opérationnel.

Figure 5
Localisation estimée des zones de test en 2006 (vert), 2009 (jaune), 2013 (bleu), janvier 2016 (orange), septembre 2016 (rose) et 2017 (rouge)



Source : OTICE.

Poursuite des activités et développement des infrastructures

18. Selon l'Agence centrale de presse coréenne, le 3 septembre 2017, Kim Jong-un a donné des orientations concernant la militarisation nucléaire du pays et présenté un objet et un engin métalliques (fig. 6). D'après un État Membre, l'objet semblait être

[19] « DPRK Nuclear Weapons Institute on successful test of H-bomb for ICBM », Agence centrale de presse coréenne, 3 septembre 2017.

[20] « Le Secrétaire exécutif Lassina Zerbo s'exprime sur l'événement sismique inhabituel détecté en République populaire démocratique de Corée », communiqué de presse de l'OTICE, 3 septembre 2017.

[21] Magnitude des essais précédents (OTICE) : 5,10 (septembre 2016), 4,82 (janvier 2016), 4,92 (2013), 4,51 (2009) et 4,08 (2006).

[22] Selon le Japon, la puissance de l'explosion a atteint 160 kilotonnes (M. Onodera, Ministre de la défense, 6 septembre 2017) tandis que la France a indiqué au Groupe qu'elle l'avait estimée à plus de 100 kilotonnes. Le Japon a également noté qu'on ne pouvait exclure la possibilité qu'il se soit agi d'une bombe à hydrogène.

une maquette de dispositif nucléaire présentant des caractéristiques externes correspondant à celles d'un engin thermonucléaire.

Figure 6
Objet inspecté par Kim Jong-un, l'image d'une tête de missile étant exposée à l'arrière-plan.

Source : Agence centrale de presse coréenne.

19. Dans son rapport publié en août 2017, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a déclaré qu'il y avait des éléments indiquant que le réacteur de 5 WMe était en fonctionnement[23]. De plus, un État Membre a fait savoir au Groupe que le réacteur avait fonctionné tout au long de l'année 2017, à l'exception de deux périodes d'interruption en mai et en septembre. L'AIEA a aussi observé des signes d'activités d'extraction, de traitement et de concentration à la mine d'uranium et à l'usine de concentration du minerai de Pyongsan[24].

20. Les activités de construction et de rénovation se sont poursuivies dans le complexe nucléaire de Yongbyon, y compris au niveau du réacteur à eau légère[25]. Un État Membre a détecté ce qui pourrait être une augmentation de la température dans la zone d'évacuation des eaux en mai et en septembre 2017 et estimé que la République populaire démocratique de Corée avait pu conduire des essais à ces deux occasions.

Institut des armes nucléaires

21. C'est par l'intermédiaire de l'Institut des armes nucléaires que les deux essais nucléaires les plus récents ont été annoncés[26], fait révélateur de sa place de premier plan dans le développement nucléaire du pays. Selon deux États Membres, l'Institut est placé sous l'autorité du Département de l'industrie des munitions et dirigé par Ri Hong-Sop, déjà désigné par le Comité en tant qu'ancien Directeur du Centre de recherche nucléaire de Yongbyon[27].

[23] Agence internationale de l'énergie atomique, « Application des garanties en République populaire démocratique de Corée », (GOV/2017/36-GC(61)/21).
[24] Ibid.
[25] Ibid.
[26] Voir S/2017/150, par. 17.
[27] Voir S/2017/150, par. 50.

Recommandation

22. **Le Groupe d'experts recommande que le Comité mette à jour la liste des personnes et des entités désignées comme suit** :

a) **Ri Hong-Sop (KPi.004)**

Désignation : Directeur de l'Institut des armes nucléaires

b) **Département de l'industrie des munitions (KPe.028)**

Renseignements divers : Le Département de l'industrie des munitions supervise le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée. L'Institut des armes nucléaires relève du Département de l'industrie des munitions.

c) **Désigne l'entité ci-après au motif qu'elle participe au programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée :**

Nom : Institut des armes nucléaires

Autre(s) nom(s) connu(s) : N.D.

Adresse : République populaire démocratique de Corée

Renseignements divers : L'Institut des armes nucléaires, sous la direction de Ri Hong-Sop, participe au programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée. Il relève du Département de l'industrie des munitions.

Autres programmes d'armes de destruction massive

23. Le procès de l'assassinat de Kim Jong-nam s'est ouvert le 1er octobre 2017 à la Haute Cour de Shah Alam en Malaisie et se poursuivait à la date de l'établissement du présent rapport[28]. Lors de l'audience publique, l'un des médecins chargés de l'autopsie de Kim a attribué le décès à une intoxication aiguë à l'agent neurotoxique VX[29]. La cour a entendu des témoins et examiné des éléments concernant deux suspectes placées en détention qui auraient, selon l'enquête menée par la police malaisienne, appliqué des précurseurs du VX sur le visage de la victime, ainsi que quatre suspects de nationalité nord-coréenne toujours en fuite[30].

24. Selon le témoignage du principal enquêteur malaisien chargé de l'affaire, un membre du personnel de l'ambassade de République populaire démocratique de Corée, Hyon Kwan Song, et un agent de la compagnie Air Koryo nommé Kim Uk Il, ont rencontré trois des quatre suspects nord-coréens à l'aéroport international de Kuala Lumpur dans l'heure qui a précédé l'attaque. Il a également déclaré que l'agent d'Air Koryo[31] avait aidé trois suspects au comptoir d'enregistrement et avait réservé pour le quatrième une place sur un vol d'une autre compagnie aérienne devant lui permettre de quitter le territoire malaisien[32]. D'autres témoignages entendus lors de

[28] Le 8 octobre 2017, Fuji TV a annoncé que Kim Yu Song, membre du personnel de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Malaisie, avait confirmé que la victime était bien Kim Jong-nam (Hôpital Putrajaya, 13 février 2017).

[29] « Doctor: Kim Jong Nam's underwear soiled, pupils contracted », Associated Press, 27 novembre 2017.

[30] Ri, Jae Nam; Hong, Song Hac; Ri, Ji Hyon; O, Jong Gil (S/2017/742, annexe 6).

[31] Dans le rapport national de mise en œuvre qu'elle a présenté en août 2016, la Malaisie a déclaré que le dernier vol d'Air Koryo à destination de Kuala Lumpur remontait au 8 juin 2014 et qu'elle n'avait autorisé depuis cette date aucun survol de son territoire par des appareils de cette compagnie. Le Groupe d'experts a prié la Malaisie de lui communiquer des informations sur les activités de l'agent d'Air Koryo à Kuala Lumpur.

[32] « Airport video shows North Korean embassy official with Kim Jong Nam murder suspects », Reuters, 6 novembre 2017.

l'audience ont révélé que « Ri Ji U » (alias « James », voir annexe 3), un cinquième suspect de nationalité nord-coréenne, était également impliqué dans les faits.

25. L'Assemblée générale, dans sa résolution 72/43 du 4 décembre 2017, a dit partager la profonde préoccupation exprimée par le Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dans sa décision EC-84/DEC.8 du 9 mars 2017 concernant le fait que, selon les déclarations du Gouvernement malaisien, une arme chimique – l'agent neurotoxique VX inscrit au tableau 1 – ait été utilisée à des fins meurtrières dans le terminal 2 de l'aéroport international de Kuala Lumpur le 13 février 2017. Le Groupe d'experts a demandé à la Malaisie de lui communiquer toutes les informations pertinentes sur cette affaire mais n'a pas reçu de réponse à ce jour. L'enquête se poursuit.

Dépôt d'une demande de brevet portant sur le cyanure de sodium

26. Le Groupe d'experts a ouvert une enquête après l'annonce par les médias de la présence sur le site Web de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) d'une demande de brevet déposée par la République populaire démocratique de Corée intitulée « Procédé de production de cyanure de sodium » (voir annexe 3-1). Le cyanure de sodium est un précurseur d'armes chimiques (notamment du tabun, un agent neurotoxique) inscrit sur la liste du Conseil de sécurité (voir S/2006/853, p. 3 nº 143-33-9). De plus, dans sa résolution 2270 (2016), le Conseil de sécurité a déclaré que la République populaire démocratique de Corée devait abandonner tous programmes liés aux armes chimiques et biologiques et tous programmes afférents et lui a demandé d'adhérer à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

27. Le Groupe d'experts a demandé à l'OMPI de lui communiquer des informations détaillées concernant la demande de brevet déposée par la République populaire démocratique de Corée, les inventeurs cités et les entités auxquelles ils étaient rattachés. L'OMPI a fourni une description de la procédure de dépôt mais n'a pas pu indiquer l'institution dont dépendaient les inventeurs, la communication de cette information n'étant pas obligatoire dans le formulaire de demande de dépôt. Le Groupe d'experts constate qu'il est donc impossible d'établir une éventuelle affiliation des inventeurs nord-coréens à des entités désignées.

28. Le Groupe d'experts a fait savoir à l'OMPI que même si elle avait agi conformément au Traité de coopération en matière de brevets en recevant et en traitant la demande en question, il estimait qu'en vertu du paragraphe 11 de la résolution 2087 (2013) du Conseil de sécurité, elle aurait dû prendre contact avec le Comité pour vérifier que le traitement d'une demande de dépôt de brevet émanant de la République populaire démocratique de Corée concernant la production d'un produit interdit par le Conseil ne contrevenait pas aux dispositions de ses résolutions. Le Groupe d'experts a recommandé à l'OMPI d'informer le Comité de toute nouvelle demande de dépôt de brevet soumise par la République populaire démocratique de Corée concernant tout article, substance ou technologie interdite au titre des résolutions sur le sujet.

29. Le Groupe d'experts a également recommandé qu'en sus de la procédure habituelle consistant à vérifier les noms apparaissant sur les formulaires de demande de dépôt de brevet en regard de ceux qui figurent sur les listes relatives aux sanctions de l'ONU, l'OMPI intègre à son formulaire un champ à remplir obligatoirement concernant l'institution dont dépendent les inventeurs de la République populaire démocratique de Corée, y compris les adresses, numéros de téléphone et de télécopie correspondants et leur ministère ou organisme de tutelle.

30. L'OMPI a informé le Groupe que Mansudae Art Studio, entité désignée en 2017, avait déposé une demande de brevet en 2008 (voir annexe 3-2). Attendu que les entités

désignées par le Conseil de sécurité peuvent déposer ces demandes directement auprès d'un bureau national ou régional des brevets, le Groupe d'experts recommande aux États Membres de faire vérifier par leurs bureaux des brevets qu'aucun des demandeurs ou des inventeurs enregistrés n'est inscrit sur la liste relative aux sanctions, afin de s'assurer que les frais reçus dans le cadre de la procédure de dépôt ne l'ont pas été en violation des dispositions financières pertinentes des résolutions.

III. Sanctions sectorielles

31. Afin de contrôler les exportations de la République populaire démocratique de Corée en application du paragraphe 30 de la résolution 2270 (2106), des paragraphes 26 et 28 de la résolution 2321 (2016), des paragraphes 8, 9 et 10 de la résolution 2371 (2017) et des paragraphes 13, 14 et 15 de la résolution 2375 (2017), le Groupe d'experts a analysé les données douanières communiquées par les États Membres à la Base de données statistiques sur le commerce des marchandises (Comtrade) et au Centre du commerce international (CCI) pour son outil Trade Map, ou tirées de bases de données commerciales sur les échanges mondiaux, en les classant selon les codes du Système harmonisé (SH) énumérés à l'annexe 4[33]. D'après ces données, entre janvier et septembre 2017, la République populaire démocratique de Corée a continué d'exporter des marchandises interdites dont elle a tiré au moins 177 millions de dollars de recettes. Toutefois, ce chiffre ne tient pas compte des marchandises interdites qui n'ont pas été détectées ou signalées par les États Membres à la base de données Comtrade, aux bases de données mondiales ni au Comité, ou qui ont été signalées, sciemment ou par erreur, comme des importations issues de pays tiers autres que la République populaire démocratique de Corée. La prise en compte de ces exportations augmenterait d'au moins 19 millions de dollars les recettes du pays générées par la vente de charbon.

32. Le Groupe d'experts a enquêté sur plus de 30 cas d'exportations de charbon de la République populaire démocratique de Corée à destination d'au moins quatre États Membres en Asie du Sud-Est, un transbordement ayant, dans plusieurs de ces cas, eu lieu dans des ports de l'Extrême-Orient russe. Pour acheminer ces marchandises, la République populaire démocratique de Corée a eu recours à diverses méthodes de dissimulation, emprunté à plusieurs reprises des itinéraires détournés et employé nombre d'artifices, notamment la manipulation des systèmes d'identification automatique (IAS), le fait pour un navire de s'attarder dans certaines zones, les modifications d'itinéraires et l'usage de faux documents.

33. Le Groupe d'experts a par ailleurs enquêté sur des cas de transbordement de produits pétroliers entre navires enfreignant les paragraphes 11 et 14 de la résolution 2375 (2017), et constaté que le réseau derrière ces navires était essentiellement implanté dans la province chinoise de Taiwan, tandis que les sociétés affiliées étaient enregistrées aux Îles Marshall et aux Îles Vierges britanniques pour les besoins de l'exploitation de navires battant pavillon de la Chine, de la Dominique, de Hong Kong, du Panama et de la Sierra Leone. Le Groupe d'experts enquête également sur plusieurs compagnies pétrolières multinationales pour leur rôle dans la chaîne

[33] Le Conseil de sécurité a adopté depuis septembre 2016 trois nouvelles résolutions relatives aux sanctions sectorielles, sans toutefois préciser les codes du Système harmonisé correspondant aux minéraux énumérés. Aussi, suivant la méthode utilisée dans ses deux rapports les plus récents, le Groupe a tenu des consultations avec l'Organisation mondiale des douanes afin de mettre à jour sa liste de codes en y ajoutant les articles dont l'exportation est désormais frappée de sanction conformément aux résolutions 2371 (2017) et 2375 (2017). Étant donné que le Groupe d'experts présente un rapport annuel pour la période allant de janvier à septembre 2017, certaines des données figurant dans les tableaux ci-après se trouvaient également dans le rapport à mi-parcours. De multiples erreurs de communication ayant notamment consisté à signaler des importations en provenance de la République de Corée comme venant de la République populaire démocratique de Corée, ont compliqué le contrôle de ces marchandises par le Groupe d'experts.

d'approvisionnement de produits pétroliers transférés à la République populaire démocratique de Corée.

Chiffres issus de bases de données sur le commerce mondial

Fer et produits à base de fer ou d'acier

Tableau 2
Pays ayant importé du fer et de l'acier (SH 72) de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et septembre 2017
(En dollars des États-Unis)

Pays importateur	*Janvier*	*Février*	*Mars*	*Avril*	*Mai*	*Juin*	*Juillet*	*Août*	*Septembre*	*Total*
Barbade		317 365								317 365
Bolivie (État plurinational de)				40 277						40 277
Chili					35 027					35 027
Chine	4 808 558	5 304 064	5 195 531	6 432 072	8 116 003	6 645 224	6 700 016	6 947 599	2 300 199	52 449 266
Costa Rica	36 762	106 468	89 264							232 494
El Salvador	249 493		30 453	21 975	2 560			11 411		315 892
Fédération de Russie[b]						167 953				167 953
Indie[a]	220 285		112 380	108 011	79 562	51 091	69 577	281 000	487 000	1 408 906
Irlande	17 280									17 280
Mexique		11 792			24 573	6 965				43 330
Pakistan	1 414 610	1 697 461	1 739 059							4 851 130
Philippines				1 062 947	994 948	248 000				2 305 895
Total	**6 746 988**	**7 437 150**	**7 166 687**	**7 665 282**	**9 252 673**	**7 119 233**	**6 769 593**	**7 240 010**	**2 787 199**	**62 184 815**

Source : Comtrade, Trade Map du CCI et Global Trade Atlas.

Note : Lorsque, pour un même mois, les chiffres des deux sources ne coïncidaient pas, le Groupe d'experts a retenu le plus bas et demandé par écrit un complément d'information à tous les États Membres concernés.

[a] Lettre de l'Inde datée du 14 juillet 2017 (S/2017/742, annexe 36).
[b] La Fédération de Russie a informé le Groupe d'experts que la transaction était autorisée en vertu de l'alinéa c) du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016).

34. Entre janvier et septembre 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté pour 62 184 815 dollars de fer et d'acier (code SH : 72) vers les pays suivants : Barbade, Bolivie (État plurinational de), Chili, Chine, Costa Rica, Le Salvador, Fédération de Russie, Inde, Irlande, Mexique, Pakistan et Philippines. Toutes les exportations postérieures au 4 septembre 2017 ont constitué une violation du paragraphe 8 de la résolution 2371 (2017), tandis que celles antérieures au 4 septembre 2017 allaient à l'encontre du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016), sauf si une dérogation s'appliquait au titre de l'alinéa c) du même paragraphe.

Tableau 3
Pays ayant importé des produits à base de fer et d'acier (SH 73) de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et septembre 2017
(En dollars des États-Unis)

Pays importateur	*Janvier*	*Février*	*Mars*	*Avril*	*Mai*	*Juin*	*Juillet*	*Août*	*Septembre*	*Total*
Chine		15 105	240		16	3 855		45 190	420	64 826
Colombie		17 173		29 232	18 827					65 232
Costa Rica					6 677		118 502	64 216		189 395
Fédération de Russie[b]				16 297	176 257					192 554
Ghana	363 654	966 318	5 810 890	189 159	59 868					7 389 889
Inde[a]	9 748	4 227	95 047	19 809	63 384	4 859	11 685	5 000	21 000	234 759
Mexique	10 942	11 890	9 585	6 646	17 924	21 320	13 042			91 349
Mozambique				2 000	17 000					19 000
Nicaragua							907 698	19 526	633 956	1 561 180
Philippines				6 381			145 795			152 176
Thailande				6 208	3 454	19 987		5 380	10 520	45 549
Total	**384 344**	**1 014 713**	**5 915 762**	**275 732**	**363 407**	**50 021**	**1 196 722**	**139 312**	**665 896**	**10 005 909**

Source : Comtrade, Trade Map du CCI et Global Trade Atlas.

[a] Lettre de l'Inde datée du 14 juillet 2017 (S/2017/742, annexe 36).
[b] La Fédération de Russie a informé le Groupe d'experts que la transaction était autorisée en vertu de l'alinéa c) du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016).

35. Entre janvier et septembre 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté des produits à base de fer et d'acier (code SH : 73) d'une valeur totale de 10 005 909 dollars vers la Chine, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie, le Ghana, l'Inde, le Mexique, le Mozambique, le Nicaragua, les Philippines et la Thaïlande. Toutes les exportations antérieures au 4 septembre 2017 allaient à l'encontre du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016), sauf si une dérogation s'appliquait au titre de l'alinéa c) du même paragraphe. Toutes les exportations postérieures à cette date ont constitué une violation du paragraphe 8 de la résolution 2371 (2017).

Minerai de fer

Tableau 4
Importations de minerai de fer (SH 2601) de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et septembre 2017

Mois	*Pays importateur*	*Valeur (dollars É.-U.)*	*Quantité (kg)*
Janvier	Chine	10 770 987	168 266 111
Février	Chine	10 865 501	165 743 540
Mars	Chine	19 153 140	259 477 204
Avril	Chine	20 260 043	285 490 000
Mai	Chine	13 391 114	233 507 851
Juin	Chine	11 512 741	
Juillet	Chine	9 194 639	
Août	Chine	8 195 365	
Septembre	Chine	54 638	
Total		**103 398 168**	**1 112 484 706**

Source : Global Trade Atlas.

36. Entre janvier et septembre 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine 1 112 484 706 kg de minerai de fer (code SH : 2601) d'un montant de 103 398 168 dollars. Toutes les exportations antérieures au 4 septembre 2017 allaient à l'encontre du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016), sauf si une dérogation s'appliquait au titre de l'alinéa c) du même paragraphe. Toutes les exportations postérieures à cette date ont constitué une violation du paragraphe 8 de la résolution 2371 (2017).

Argent

Tableau 5
Importations de minerais et de concentrés de fer (SH 261610) en provenance de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et septembre 2017

Mois	*Pays importateur*	*Valeur (dollars É.-U.)*	*Quantité (kg)*
Janvier	Chine	43 560	109 627
Février	Chine	57 136	128 730
Mars	Chine	24 488	61 149
Avril–Septembre		0	0
Total		**125 184**	**299 506**

Source : Global Trade Atlas.

37. Entre janvier et mars 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine un total de 299 506 kg de minerais et concentrés de fer, d'un montant de 125 184 dollars, en violation du paragraphe 28 de la résolution 2321 (2016). Aucune importation n'a été signalée entre avril et septembre 2017.

Cuivre et ses minerais et concentrés

Tableau 6
Importations de cuivre (SH 74) de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et septembre 2017

Mois	*Pays importateur*	*Valeur (dollars É.-U.)*	*Quantité (kg)*
Avril	Mexique	6 592	
Mai	Inde	6 021	
Juin	Mexique	1 268	
	Inde	37 976	
Juillet	Mexique	13 990	
Août	Inde	47 000	
	Mexique	109 079	
Septembre	Inde	152 000	
Total		**373 926**	**-**

Source : Comtrade, Trade Map du CCI et Global Trade Atlas.

38. Entre janvier et septembre 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté pour 373 926 dollars de cuivre (code SH : 74) vers l'Inde et le Mexique, en violation du paragraphe 28 de la résolution 2321 (2016).

Tableau 7
Importations de minerais et de concentrés de cuivre (SH 2603) en provenance de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et septembre 2017

Mois	*Pays importateur*	*Valeur (dollars É.-U.)*	*Quantité (kg)*
Janvier	Chine	97 826	500,882
Février	Chine	2 371	44,860
Mars-Septembre		0	0
Total		**100 197**	**545 742**

Source : Global Trade Atlas.

39. En janvier et février 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine 545 742 kg de cuivre, y compris des minerais et concentrés de cuivre (2603), d'une valeur de 100 197 dollars, en violation du paragraphe 28 de la résolution 2321 (2016). Aucune importation n'a été signalée entre mars et septembre 2017.

Tableau 8
Zinc et articles en zinc importés (SH 79) de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et septembre 2017

Mois	*Pays importateur*	*Valeur (dollars É.-U.)*	*Quantité (kg)*
Janvier	Inde[a]	526 018	
Février-Septembre		0	
Total		**526 018**	**-**

Source : Comtrade et Global Trade Atlas.

[a] Lettre de l'Inde datée du 14 juillet 2017 (S/2017/742, annexe 36).

40. En janvier 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté du zinc (SH 79) vers l'Inde pour un montant total de 526 018 dollars, en violation du paragraphe 28 de la résolution 2321 (2016). Aucune importation n'a été signalée entre février et septembre 2017.

Tableau 9
Importations de minerai de zinc (SH 2608) de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et septembre 2017

Mois	*Pays importateur*	*Valeur (dollars É.-U.)*	*Quantité (kg)*
Janvier	Chine	65 653	173
Février	Chine	590 469	2 193
Mars	Chine	24 575	49
Avril–Septembre		0	0
Total		**680 697**	**2 415**

Source : Global Trade Atlas.

41. Entre janvier et mars 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine un total de 2 415 tonnes de minerai de zinc, d'une valeur de 680 697 dollars, en violation du paragraphe 28 de la résolution 2321 (2016). Aucune importation n'a été signalée entre avril et septembre 2017.

Tableau 10
Importations de nickel (SH 75) de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et septembre 2017

Mois	*Pays importateur*	*Valeur (dollars É.-U.)*	*Quantité (kg)*
Janvier	Chine	42 000	4
Février-Septembre		0	0
Total		**42 000**	**4**

Source : Global Trade Atlas.

42. En janvier 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté du nickel vers la Chine pour un montant total de 42 000 dollars, en violation du

paragraphe 28 de la résolution 2321 (2016). Aucune importation n'a été signalée entre février et septembre 2017.

Importations de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée signalées au Comité

Charbon

Tableau 11
Importations de charbon (SH 2701) en provenance de la République populaire démocratique de Corée signalées par les États Membres au Comité entre janvier et septembre 2017

Mois	*Valeur (dollars É.-U.)*	*Quantité (kg)*
Janvier	126 390 037.84	1 441 985.60
Février	104 590 640	1 232 000
Mars	575 219.40	6 342
Août	138,000,000[a]	1 637 000
Septembre	44,000,000[b]	511 000
Total	**413 555 897,24**[c]	**4 828 327,60**

Source : Informations transmises au Comité par les États Membres.

[a] Le Comité a décidé d'utiliser le prix fourni par la Chine pour calculer les valeurs indiquées pour août 2017. La valeur moyenne calculée par le Groupe d'experts s'élève à 97,95 dollars, soit une valeur totale de 160 344 150 dollars.

[b] Le Comité a décidé d'utiliser le prix fourni par la Chine pour calculer les valeurs indiquées pour septembre 2017. La valeur moyenne calculée par le Groupe d'experts s'élève à 102,04 dollars, soit une valeur totale de 52 142 440 dollars.

[c] La valeur totale indiquée pour les transactions réalisées en janvier et février a été calculée par le Groupe d'experts avec le prix moyen, tandis que la valeur totale correspondant aux transactions intervenues en août et septembre l'a été avec le prix fourni par la Chine au Comité.

43. Selon les données transmises par les États Membres au Comité, la République populaire démocratique de Corée a exporté entre janvier et septembre 2017 un volume de charbon (code SH : 2701) d'une valeur totale de 413 555 897,24 dollars, soit 12 685 879,24 dollars de plus que le plafond de 400 870 018 dollars fixé par l'alinéa b) du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016). Toutefois, ainsi qu'il est précisé dans la section ci-après, au moins 15 livraisons de charbon nord-coréen antérieures au 5 août 2017 n'ont pas été signalées au Comité comme l'exigeaient les résolutions pertinentes.

Exportations de charbon de la République populaire démocratique de Corée antérieures au 5 août 2017 et non déclarées au Comité

44. Outre ce qui précède, le Groupe d'experts a enquêté sur plus de 30 cargaisons de charbon livrées entre janvier et novembre 2017 par la République populaire démocratique de Corée dans des ports de Chine, de la Fédération de Russie, de Malaisie, de la République de Corée ou encore du Viet Nam. On trouvera dans deux tableaux (annexes 5-1 et 5-2) des informations détaillées sur l'ensemble de ces cargaisons. Dans le premier tableau (voir annexe 5-1) figurent les cargaisons livrées entre le mois de janvier et le 4 août 2017, tandis que le second (annexe 5-2) recense celles livrées après le 5 août 2017, date à laquelle a été adoptée la résolution 2371 (2017) interdisant toute importation de charbon nord-coréen.

45. En ce qui concerne le tableau des cargaisons livrées avant le 5 août 2017 en Chine, dans la Fédération de Russie, en Malaisie et au Viet Nam, le contenu expédié n'a été communiqué au Comité qu'une seule fois, par la Malaisie[34]. Dans tous les autres cas, le paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016) imposant aux États Membres de signaler ces envois n'a pas été respecté. Cette violation tenait la plupart du temps au fait que le pays d'origine indiqué sur les faux documents accompagnant les cargaisons de charbon n'était pas la République populaire démocratique de Corée. C'est pourquoi, le montant du dépassement du plafond fixé pour les exportations de charbon de la République populaire démocratique de Corée, indiqué précédemment, ne donne qu'une idée incomplète de la réalité.

Exportations de charbon de la République populaire démocratique de Corée après l'interdiction totale imposée par la résolution 2371 (2017)

46. S'ils sont confirmés, tous les envois figurant dans le tableau comme cargaisons livrées en Chine, en Malaisie, en République de Corée, dans la Fédération de Russie et au Viet Nam après l'adoption de la résolution 2371 (2017) constitueront une violation des résolutions applicables. La République populaire démocratique de Corée a également tenté de livrer une cargaison en Thaïlande en mars, mais le contrat a été annulé et le navire *Tai An* redirigé vers Vung Tau, au Viet Nam[35]. Bien souvent, les documents accompagnant les cargaisons indiquaient que celles-ci provenaient non pas de la République populaire démocratique de Corée, mais d'un autre pays comme la Chine ou la Fédération de Russie (voir annexes 5-1 et 5-2). Les deux sections suivantes portent sur les réseaux commerciaux qui rendent possibles ces transferts interdits et sur les méthodes de dissimulation employées pour échapper aux sanctions.

Réseaux

47. Le réseau d'entreprises de commerce étrangères ayant violé l'embargo sur le charbon repose sur plusieurs sociétés-écran enregistrées dans de nombreuses juridictions, dont certaines ont fait l'objet d'une enquête du Groupe d'experts. Enregistrées en Australie, en Chine continentale et à Hong Kong, dans les Îles Marshall, dans les Îles Vierges britanniques, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au Samoa et aux Seychelles, ces sociétés-écran sont établies physiquement dans d'autres pays, comme l'Australie, la Chine continentale, Hong Kong, la province chinoise de Taiwan ou encore Singapour.

48. La société Maison Trading Ltd, qui a expédié au moins quatre cargaisons à bord de navires figurant sur la liste de l'annexe 5, est une société-écran de Dandong Chengtai Trading Co., Ltd (également connue sous le nom Dandong Zhicheng Metallic Material Co., Ltd), poursuivie en justice par un État Membre pour blanchiment d'argent (voir annexe 6-1)[36]. Promoteur immobilier enregistré en

---

[34] Dans une note verbale datée du 1er mai 2017 (réf. HA 59/17), la Malaisie a informé le Comité que 6 342 tonnes de charbon avaient été importées de la République populaire démocratique de Corée en mars 2017. Ce chiffre correspond au volume de charbon débarqué, selon certains médias, du *Kum Ya* à Penang le 24 mars 2017 (on trouvera de plus amples détails à ce sujet dans le tableau 11 ci-dessus).

[35] Il était indiqué sur les documents de bord que le charbon provenait de de Tianjin alors que le chargement avait eu lieu à Nampo entre le 5 et le 7 mars 2017. Une société thaïlandaise avait passé contrat avec une firme importatrice thaïlandaise pour 8 000 tonnes d'anthracite mais un autre importateur, Star Bravo, représenté par un ressortissant nord-coréen, avait l'intention d'en importer 26 265 tonnes pour livraison à Koh Si Chang entre le 20 et le 30 mars 2017.

[36] *Affaire Etats-Unis d'Amérique contre Fonds d'un montant de 4 083 935 dollars liés à Dandong Chengtai Trading Limited et consorts*, le 22 août 2017. Les Îles Marshall ont fait savoir au Groupe d'experts que Maison Trading Ltd avait vu son enregistrement du 20 septembre 2016 révoqué le 30 octobre 2017, et que cette société utilisait un compte bancaire chinois. La Chine a informé le Groupe d'experts que Maison Trading Ltd n'était pas enregistrée sur son territoire.

Australie, Brigt Australia a été chargé d'acheminer au Viet Nam du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée. D'après les documents de transport, la cargaison provenait de Nakhodka, mais le navire ne s'y est jamais arrêté, comme l'a confirmé la Fédération de Russie (voir annexe 6-2). L'Australie affirme qu'elle mène l'enquête sur cette société et sa directrice, Livia Wang. Autre entreprise ayant expédié au Viet Nam du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, une société suédoise, a frauduleusement indiqué que la cargaison provenait de la Fédération de Russie. Une société, établie dans la province chinoise de Taiwan, a également dissimulé la véritable origine d'un chargement de même nature (voir annexe 6-3).

Stratégies de dissimulation employées par les transporteurs de charbon

49. En enquêtant sur les envois de charbon susmentionnés, le Groupe d'experts a constaté un recours fréquent à diverses tactiques combinées de dissimulation, consistant notamment à suivre des itinéraires indirects, à faire des détours, à s'attarder volontairement dans certaines zones, à falsifier des documents, à procéder à des transbordements dans un pays tiers, à manipuler les signaux du système d'identification automatique, à changer la destination et l'heure probable d'arrivée des marchandises ou encore à modifier les informations relatives à la classe, à la longueur et au tirant d'eau du navire. Ces techniques permettent de brouiller les itinéraires réels, de dissimuler les escales faites et de donner à croire que le port de chargement du charbon se situe hors de la République populaire démocratique de Corée. Par leur caractère récurrent et leur nature analogue, les tactiques employées semblent s'inscrire dans une seule et même stratégie permettant à la République populaire démocratique de Corée de se soustraire à l'interdiction qui lui est faite d'exporter des produits de base, d'autant plus que ces méthodes avaient déjà été utilisées dans le cas du navire désigné *Jie Shun*[37].

Changements d'itinéraire

50. Dans la quasi-totalité des cas, les navires ayant dévié de leur itinéraire ont manipulé les transmissions du système d'identification automatique[38] pendant le chargement du charbon dans des ports de la République populaire démocratique de Corée, puis repris leur itinéraire normal et réactivé le système d'identification automatique à temps pour la livraison[39]. À titre d'exemple, le *Zhi Kun 7* battant pavillon fidjien a dévié de sa destination officielle, Posyet (Fédération de Russie), le 9 avril 2017, désactivant son système d'identification automatique pour embarquer du charbon à Wonsan, après quoi il a repris son itinéraire initial, réactivé son système d'identification automatique et pénétré dans le port de Nakhodka le 14 avril (fig. VII). Le 11 mai, le navire, qui se trouvait alors au port de Nakhodka jusqu'au 17 mai, a vu son identité modifiée avant que son charbon ne soit débarqué le 19 mai[40]. Sur le trajet

[37] Pour le *Jie Shun*, qui transportait illégalement du minerai de fer et des armes à destination de l'Égypte le 11 août 2016, on a recouru à des tactiques analogues, comme le fait d'indiquer de fausses escales, de manipuler le système d'identification automatique ou encore de modifier les informations relatives au tirant d'eau ou à la classe du navire. Ce navire a été désigné le 3 octobre 2017. Voir https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1718/materials/list-of-designated-vessels.

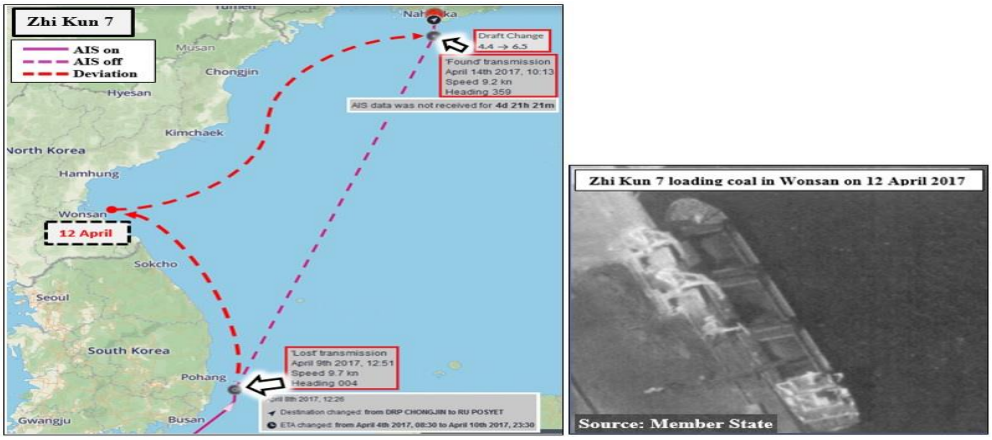
[38] Violation de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS), qui prévoit notamment dans sa version modifiée que les navires de 300 tonneaux de jauge brute ou plus soient munis d'un système d'identification automatique activé en permanence.

[39] Dans de pareils cas, un temps long est nécessaire pour parcourir la distance voulue entre chaque transmission et le tirant d'eau diffère souvent au moment du rétablissement du signal, ce qui témoigne qu'un chargement a eu lieu à bord du navire, information devant être communiquée avant l'entrée dans le port.

[40] Le *Zhi Kun 7* a été rebaptisé *Orient Lidu* et pourvu d'une immatriculation mongole le 11 mai 2017 avant d'appareiller pour le Panama le 17 juillet 2017.

du retour, il a pris un nouveau chargement à Chongjin le 28 mai, employant la même tactique de déviation d'itinéraire, et livré le charbon à Nanjing le 7 juin 2017.

Figure VII
***Zhi Kun 7* : déviation et chargement de charbon à Wonsan**



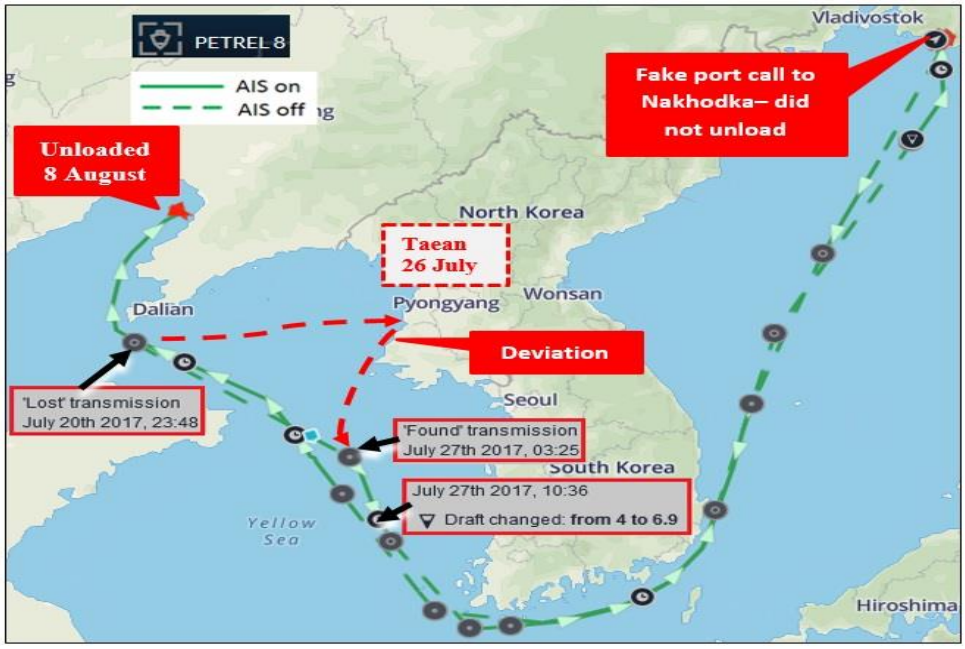
Source : Windward (à gauche) et État Membre (à droite).

51. Parmi les cas notables de changement de trajet, on peut citer celui du *Petrel 8*, qui a dévié de son itinéraire durant près de deux semaines de voyage afin de livrer du charbon à Bayuquan après avoir effectué un arrêt factice au port de Nakhodka[41]. Le 19 juillet 2017, tandis qu'il faisait route vers l'est après avoir quitté Bayuquan, il a indiqué qu'il se dirigeait vers Nakhodka. Pendant le trajet, il a désactivé son système d'identification automatique et dévié de son itinéraire afin de prendre un chargement de charbon à Taean, non loin de Nampo[42], le 26 juillet. Il a repris son itinéraire normal le 27 juillet, réactivé son système d'identification automatique et poursuivi sa route vers Nakhodka où il a fait escale une journée sans y débarquer son chargement, créant ainsi l'illusion que celui-ci provenait de la Fédération de Russie. Il est ensuite retourné à Bayuquan pour y décharger son charbon (fig. VIII).

[41] Le *Petrel 8* a été désigné le 3 octobre 2017. Voir https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1718/materials/list-of-designated-vessels.

[42] La modification du tirant d'eau montre alors que le navire est chargé (il était vide en quittant Bayuquan).

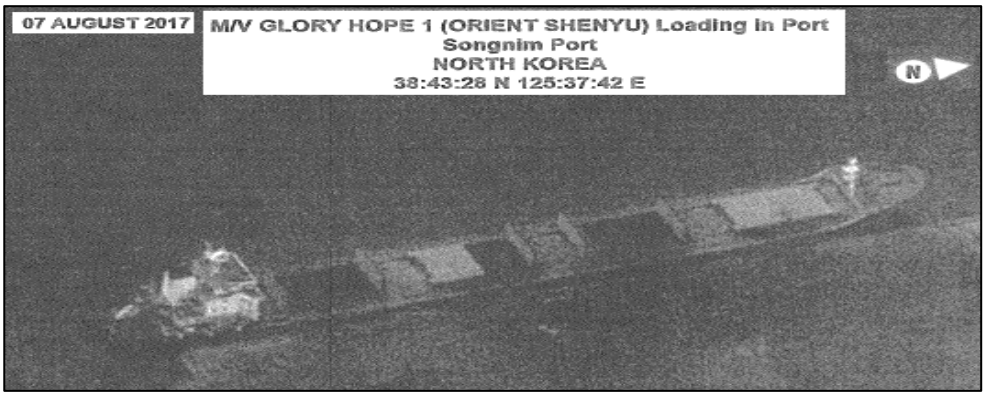
Figure VIII
Déviation d'itinéraire et arrêt factice du *Petrel 8*



Source : Windward.

52. Tandis qu'il s'écartait de son itinéraire en faisant route vers Songnim, près de Nampo, afin d'y prendre un chargement de charbon le 7 août 2017, l'*Orient Shenyu* a éteint son système d'identification automatique pendant huit jours avant de rejoindre Lianyungang, où il s'est attardé à proximité du port pour permettre aux responsables d'affirmer que la marchandise provenait de Chine (voir fig. IX et annexe 7), puis a mis le cap vers Cam Pha (Viet Nam) pour y débarquer son chargement le 26 août.

Figure IX
Image de l'*Orient Shenyu* ayant dévié de son itinéraire pour prendre un chargement à Songnim



Source : État Membre.

Relâche factice

53. Le *Cheng Hong* a déclaré avoir fait escale au port de Penglai, d'où il prétendait que le charbon provenait alors que celui-ci avait été chargé à Nampo le 16 juin 2017 (fig. X). Le navire s'est ensuite attardé au large de Penglai, où il a fallacieusement signalé un changement de tirant d'eau pour faire croire à un chargement de charbon à son bord, avant de rallier Cam Pha afin d'y débarquer la marchandise.

54. Le *Hua Fu* s'est attardé au large de Penglai et de Shidao avant de livrer du charbon à Cam Pha le 14 septembre. Le navire a ensuite pris un chargement de charbon à Najin (République populaire démocratique de Corée) le 23 septembre et tenté de le livrer à Cam Pha en prétendant que la cargaison provenait de Nakhodka, alors qu'il n'avait pas visité un port russe depuis plus d'un an (voir annexe 8). Après que le Viet Nam eut refusé le chargement, le *Hua Fu* a essayé de le livrer à Fang Cheng (Chine).

Figure X
Chargement du *Cheng Hong* à Nampo, suivi d'une relâche factice au port de Penglai

Source : État Membre (à gauche) et Windward (à droite).

55. Des navires ont également modifié leur identité en cours de trajet, changeant de nom, de pavillon et d'indicatif. Le 31 août 2017, le *Xin Guang Hai* a communiqué un faux numéro OMI (Organisation maritime internationale) et un nom erroné tandis qu'il transportait du charbon en provenance de Songnim pour livraison à Hai Phong (Viet Nam) le 19 septembre 2017. Le navire a en outre feint avoir pris un chargement à Hong Kong en signalant fallacieusement un changement de tirant d'eau et modifié son numéro OMI et son nom en cours de route[43]. Le *Hua Fu*, qui a transporté à Cam Pha du charbon en provenance de Nampo, a lui aussi fréquemment modifié son indicatif, tandis que le *Xin Sheng Hai* et le *Glory Hope 6* ont à plusieurs reprises modifié leur longueur et leur classe. L'*East Glory 7* est ainsi passé de « navire cargo » à « navire de pêche », avant de décharger à Guangzhou sa cargaison de charbon en provenance de Nampo, le 16 août 2017.

[43] Du 28 juillet au 2 août 2017, puis le 8 août 2017, le navire a utilisé le numéro OMI 10053276 au lieu de 9004700 et le nom *Xin Guang Hah* au lieu de *Xin Guang Hai*. Lorsqu'il a réactivé son système d'identification automatique, le 5 septembre, son tirant d'eau de 0,0 indiquait qu'il ne transportait aucun chargement. Après s'être attardé au large de Hong Kong le 18 septembre 2017, il a fallacieusement signalé un accroissement de son tirant d'eau, donnant ainsi à penser qu'il avait embarqué le charbon à Hong Kong, avant de rejoindre Hai Phong (Viet Nam) le 19 septembre pour y débarquer son chargement.

Falsification de documents

56. Les enquêtes du Groupe d'experts ont permis d'établir de nombreuses preuves de falsification de documents de transport. Si de nombreux contrats, connaissements, certificats et garanties d'origine étaient accompagnés de documents de vérification et de timbres authentiques, beaucoup de navires n'ont jamais visité les ports en question. Ainsi, le *Kai Xiang*, qui avait, selon ses documents de transport, pris un chargement à Vladivostok le 28 juillet, puis à Nakhodka le 31 août, n'est jamais entré dans ce port. En outre, des images satellites montrent ce navire en cours de chargement à Nampo le 31 août 2017[44].

57. De même, il était indiqué sur les documents de transport du *Hua Fu* que sa cargaison provenait de Lianyungang (Chine). Or, le navire ne s'est pas rendu dans ce port le 6 septembre 2017 : il a embarqué son charbon en République populaire démocratique de Corée entre le 2 et le 7 septembre, période pendant laquelle son système d'identification automatique était désactivé. Le rôle d'équipage du *Bai Mei 8* indique l'arrivée de membres d'équipage à son bord à Nampo, où a eu lieu le chargement, et non à Nakhodka comme il a été affirmé (voir annexe 9).

58. On trouvera dans deux tableaux (annexes 5-1 et 5-2) des informations détaillées issues des enquêtes du Groupe d'experts sur les cargaisons de charbon livrées entre le mois de janvier et le 4 août 2017. Y sont notamment indiqués, lorsqu'ils sont connus, le poids et la valeur des marchandises, les méthodes de dissimulation mises en œuvre et le nom des fournisseurs et des exportateurs.

Transbordements

59. Outre le transbordement vers le *Great Spring* d'une cargaison de charbon d'origine nord-coréenne débarquée le 28 juin 2017 à Nakhodka par le *Sun Union*, le Groupe d'experts a noté que le transport de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée suivait, depuis l'adoption de la résolution 2371 (2017), un nouvel itinéraire en direction du port jusqu'alors rarement fréquenté de Kholmsk (Fédération de Russie). Les données de suivi montrent qu'au moins quatre navires, à savoir le *Ul Ji Bong 6*, le *Rung Ra 2* et le *Un Bong 2* battant pavillon nord-coréen, ainsi que le *Yu Yuan* battant pavillon togolais, ont fait escale à Kholmsk (tableau 12). D'après un État Membre, ils transportaient du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée. À partir d'informations issues de bases de données maritimes, le Groupe d'experts a constaté que plusieurs navires avaient pris, en l'espace de quelques jours, le même mouillage au terminal charbonnier du port et qu'ils présentaient à l'appareillage un tirant d'eau accru[45].

60. Peu après le déchargement de cette cargaison de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, quelques navires ont pris mouillage au même terminal, ce qui laisse supposer que la marchandise a été transbordée grâce à de faux certificats d'origine, comme ce fut le cas pour le *Great Spring* et le *Hua Fu*. D'après des sources publiques, les autorités portuaires de Rizhao et de Qingdao (Chine) ont annoncé début août 2017 l'interdiction de toutes les importations de charbon de Russie, craignant que ces cargaisons renferment également du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée[46]. Le Groupe d'experts attend des réponses à ses demandes d'information à cet égard (tableau 13).

---

[44] Sur les connaissements du *Kai Xiang*, une société suédoise affirme que le charbon provient de Russie (voir annexe 6-3), et une garantie est fournie par une société de la province chinoise de Taiwan, enregistrée à Hong Kong.

[45] Deux autres navires ont pris un chargement de ferraille à ce terminal.

[46] Argus, « China port bans Russian anthracite on N Korea concerns » (en anglais), 7 août 2017, consultable sur argusmedia.com ; Meitanwang, « Analyse des restrictions introduites au port de

Tableau 12
Navires déchargeant à Kholmsk (Fédération de Russie) du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée, 2017

Nom du navire	*N° OMI*	*Pavillon*	*Port de la République populaire démocratique de Corée où a eu lieu le chargement du charbon*	*Date du déchargement à Kholmsk*
Rung Ra 2	9020534	République populaire démocratique de Corée	Nampo, 24 juillet	3-7 août
			Wonsan, 22 août	29 août-2 septembre
			Wonsan, 7 septembre	12-14 septembre (annexe 10)
Ul Ji Bong 6	9114555	République populaire démocratique de Corée	Wonsan, 26 août	9 août (annexes 10 à 12)
Un Bong 2	8913186	République populaire démocratique de Corée	Chongjin	22-25 août/16 octobre (annexe 10)
Yu Yuan	9358694	Togo	Wonsan, 12 août	5 septembre (annexes 11 et 12)

Source : État Membre et Windward.

Tableau 13
Navires vus au même mouillage à Kholmsk (Fédération de Russie)

Nom du navire	*N° OMI*	*Pavillon*	*Date de chargement (2017)*	*Observations*
Sky Lady[a]	9168441	Panama	9-10 août (3 heures)[b]	Origine du connaissement : Chakhtiorsk (Fédération de Russie)
			10 août	3 280 tonnes
				Exportateur : Solntsevsky Coal Mine LLC (annexe 13)
Sky Angel[a]	9168441	Panama	21 septembre[b]	Origine du connaissement : Kholmsk
				Exportateur : Amet Venture Ltd (Royaume-Uni)
				4 156 tonnes (annexe 14)
Rich Glory	8649905	Sierra Leone	5-6 octobre[b]	Origine du connaissement : Kholmsk
				Chargeur : Hong Kong Coal Energy Ltd
				5 000 tonnes (annexe 15)

Source : États Membres.

[a] Exploité par la même société.
[b] Les demandes d'information du Groupe d'experts demeurent pour l'heure sans réponse.

Shandong concernant le déchargement des charbonniers russes » (en chinois), 3 août 2017, consultable sur www.meitanwang.com.

Transbordements de produits pétroliers

61. Le Groupe d'experts a enquêté sur quatre navires ayant enfreint les paragraphes 11 et 14 de la résolution 2375 (2017). S'ils font partie d'un réseau en majeure partie circonscrit à la province chinoise de Taiwan, ces navires sont exploités par des sociétés enregistrées dans une multitude de juridictions, parmi lesquelles les Îles Vierges britanniques, Hong Kong, la Chine, les Îles Marshall, le Samoa et les Seychelles, et battent pavillon dominicain, hong-kongais, panaméen ou encore sierra-léonais.

62. D'après un État Membre, les navires de la République populaire démocratique de Corée ont procédé à des transbordements dans au moins trois zones : les eaux situées au large du port de Wonsan, le port de Nampo et les eaux internationales situées entre la mer Jaune et la mer de Chine orientale.

63. Les deux premiers pétroliers sur lesquels a enquêté le Groupe d'experts, le *Lighthouse Winmore* battant pavillon hong-kongais et le *Billions No. 18* battant pavillon panaméen, ont procédé au transbordement de diesel marin [47] vers deux pétroliers battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, le *Sam Jong 2* et le *Rye Song Gang 1*, respectivement, le 19 octobre 2017[48]. Partis de Yeosu (République de Corée), ils ont désactivé leur système d'identification automatique quelques jours avant et après les transbordements, suivant la méthode décrite précédemment pour les navires transportant du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée. Les deux navires ont fait route vers le sud, retournant à Yeosu au lieu de rejoindre le port de destination qu'ils avaient déclaré (Taichung, dans la province chinoise de Taiwan). Le 24 novembre 2017, les autorités de la République de Corée ont immobilisé le *Lighthouse Winmore* afin de procéder à une enquête.

Figure XI
Transbordement entre le *Lighthouse Winmore* et le *Sam Jong 2*

Source : État Membre.

64. On peut citer un troisième cas de transbordement, réalisé entre le *Jin Hye* (n° OMI : 8518572), pétrolier battant pavillon sierra-léonais, et le *Chon Ma San* (n° OMI : 8660313), pétrolier battant pavillon nord-coréen, dans la mer de Chine orientale le 5 décembre 2017 ou autour de cette date. Le *Chon Ma San* a masqué son identité en recouvrant des inscriptions « *Whale* » et « *Freetown (Sierra Leone)* » le nom et le port d'immatriculation véritables du navire, et en remplaçant par des « 8 » les « 3 » du numéro OMI figurant sur sa superstructure, 8660313 devenant ainsi

[47] Gazole (gasoil) marin d'une teneur en souffre de 500 ppm.

[48] Désigné avec le *Rye Song Gang 1* le 28 décembre 2017, le *Billions No. 1*8 a été rebaptisé *Kingswa*y et est passé sous pavillon palaosien en décembre 2017.

8660818. Le pavillon de la République populaire démocratique de Corée affiché sur la cheminée du navire a également été recouvert de peinture blanche.

Figure XII
Transbordement entre le *Jin Hye* et le *Chon Ma San*

Source : État Membre.

65. Quatrième pétrolier ayant procédé à un transbordement avec un navire de la République populaire démocratique de Corée, le *Koti* battant pavillon panaméen (n° OMI : 9417115), a lui aussi été immobilisé pour enquête par la République de Corée. Suivant une stratégie très proche de celle des transbordements effectués depuis le *Lighthouse Winmore* et le *Billions No. 18* le 19 octobre 2017, le *Koti*, après avoir appareillé de Yeosu, a activé par intermittence son système d'identification automatique pendant quatre jours, puis à nouveau pendant cinq jours à partir du 30 novembre 2017.

66. Le 20 janvier 2018, un autre transbordement a eu lieu entre un pétrolier désigné de la République populaire démocratique de Corée, le *Rye Song Gang 1*, et le *Yuk Tung* battant pavillon dominicain (n° OMI : 9030591) en haute mer, dans la mer de Chine orientale. Le système d'identification automatique était désactivé depuis le départ du navire de Keelung (province chinoise de Taiwan) le 2 janvier. Ce dernier appartient à la société Yuk Tung Energy Inc., enregistrée dans les Îles Cook, est exploité par l'entreprise Yuk Tung Energy Pte Ltd, établie à Singapour, et est essentiellement utilisé pour la vente en gros de pétrole brut[49].

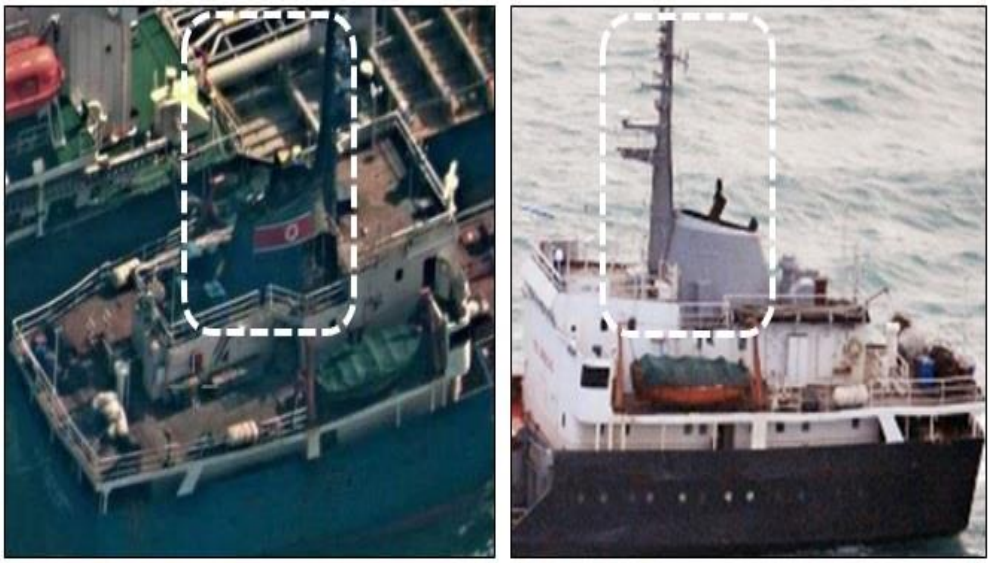
[49] Adresse : 80 Raffles place, # 17-22, UOB Plaza, 048624 Singapour (numéro d'entité unique : 201710754R).

Figure XIII
Transfert nocturne

Source : État Membre.

67. Le fait que ce transbordement ait eu lieu de nuit montre que la République populaire démocratique de Corée adapte ses tactiques de dissimulation (fig. XIII). Après la désignation du pétrolier, on a masqué son identité en repeignant sa cheminée et son mât et en le rebaptisant « *Song Hae* » (fig. XIV).

Figure XIV
Le *Rye Song Gang 1* avant et après sa désignation (les deux photos ont été prises pendant des transbordements)



Source : États Membres.

Réseaux

68. Le *Lighthouse Winmore* a été affrété par une société des Îles Marshall, Oceanic Enterprise Ltd, par l'intermédiaire d'un courtier basé à Singapour en septembre 2017, les transbordements ayant eu lieu le mois suivant[50]. L'unique directeur et actionnaire de cette entreprise est Shih-Hsien Chen (également connu sous le nom de « Sunny Chen »), ressortissant de la province chinoise de Taiwan (annexe 16)[51]. La Yingjen Fishery Company[52] a fourni au propriétaire du navire, via le courtier, des indications d'ordre administratif et logistique, tandis que la Billions Bunker Group Corporation a transmis des consignes opérationnelles au capitaine (voir annexe 17)[53]. L'acquisition par l'affréteur de trois grands systèmes de protection pour la durée de l'affrètement prouve qu'il entendait utiliser ce navire aux fins de transbordements. M. Chen a également ajouté un représentant de sa société à l'équipage du navire[54].

69. Shih-Hsien Chen est le seul actionnaire, propriétaire et exploitant de deux navires et des sociétés auxquelles ils appartiennent, à savoir le pétrolier *Billions No. 18* et la Bunker's Taiwan Group Corporation (Îles Vierges britanniques), ainsi que le pétrolier *Billions No. 88* et la Billions Bunker Group Corporation (Îles Marshall), laquelle a également procédé à un transbordement avec un pétrolier dont l'identité demeure pour l'heure inconnue[55]. Le Groupe d'experts note que le

[50] Propriétaire déclaré : Win More Shipping Ltd. (永嘉船務有限公司), Hong Kong ; exploitant déclaré : Lighthouse Ship Management Ltd. (方向海運管理有限公司), Hong Kong mais basé à Guangzhou. Le propriétaire de ces deux sociétés réside à Guangzhou.

[51] Province chinoise de Taiwan, n° d'identité 308222135 ; date de naissance : 11 décembre 1965.

[52] Chin Tse Chien, surnommé « Money Chien », cchien.yjfishery@gmail.com, cchien.yjfishery@hotmail.com. Shih-Hsien Chen utilisait l'adresse yingjen.fishery@gmail.com.

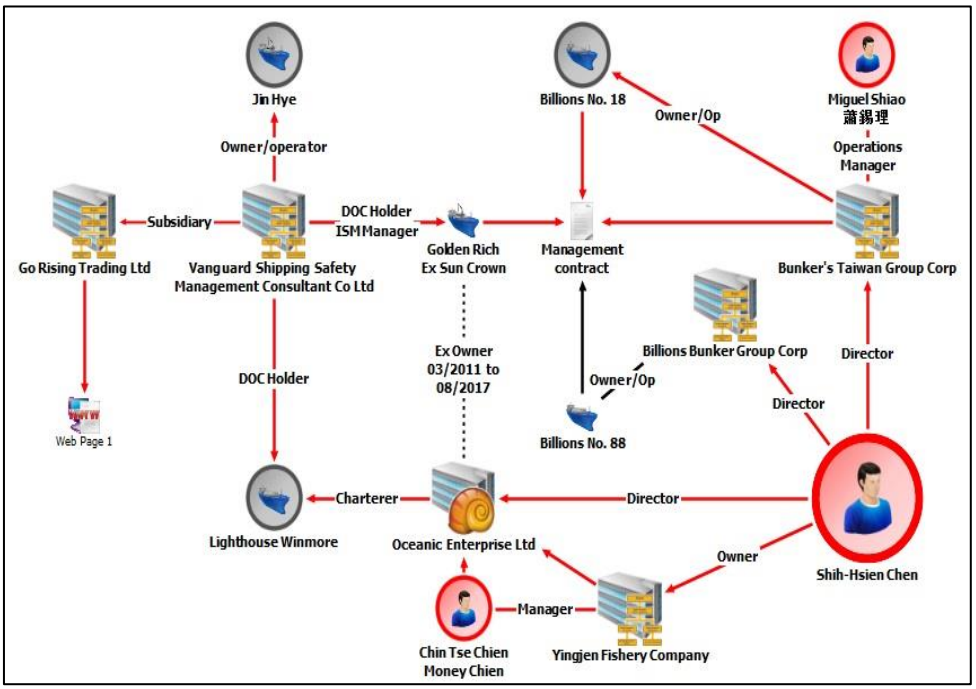
[53] Miguel Shiao (蕭錫理) utilisait l'adresse billions.miguel@gmail.com.

[54] Jiang Bing.

[55] Le *Billions No. 88* battant pavillon panaméen a été rebaptisé *Twins Bull*, est passé sous pavillon palaosien et est devenu la propriété d'une autre société de M. Chen, Pacific Bunker Co. Ltd., en

propriétaire et exploitant du *Lighthouse Winmore*, la société Lighthouse Ship Management (également impliquée dans des transbordements entre navires), s'appelait auparavant Billion Great International Group Ltd (voir annexe 18), nom dont la consonance laisse supposer un lien avec les entreprises de M. Chen. Qui plus est, c'est une seule et même compagnie, la Vanguard Shipping Safety Management Consultant Co. Ltd – propriétaire et exploitante du pétrolier *Jin Hye* ayant lui aussi servi à des transbordements (fig. XV) –, qui détient l'attestation de conformité de deux des pétroliers de M. Chen, le *Lighthouse Winmore* et le *Golden Rich*, et gère ces derniers au titre du Code international de gestion de la sécurité. Le Groupe d'experts poursuit son enquête sur le rôle central de Shih-Hsien Chen dans les transferts de produits pétroliers à la République populaire démocratique de Corée, qui montre que cette dernière continue de s'appuyer sur la coopération de ressortissants étrangers de confiance dans ses activités illicites.

Figure XV
Pétroliers impliqués dans des transbordements illicites en lien avec Shih-Hsien Chen



70. De par l'identité de son propriétaire et les modalités de sa location, le cas du quatrième pétrolier, le *Koti*, est analogue à ceux décrits précédemment, le propriétaire et les sociétés exploitantes étant tous établis dans la province chinoise de Taiwan mais enregistrés ailleurs[56] :

a) Le propriétaire du pétrolier, M.T. Koti Corporation (enregistrée au Panama), l'a loué à Auria Resource Co., Ltd[57] (enregistrée au Samoa) ;

---

décembre. Les Îles Marshall ont fait savoir au Groupe d'experts qu'elles avaient radié les sociétés de M. Chen de leurs registres d'immatriculation le 23 janvier 2018.

[56] 7F, nº 85, sec. 2, Chenggong Rd.,Taoyon District, Taoyuan City. Les trois directeurs de la société sont Chien-Ting Chang, Chien-Huan Chang (également appelé « Norris Chang ») et Shih-Chuan Kao.

[57] 6F-2, nº 51 Hengyang Rd., Taipei.

b) Auria Resource Co., Ltd a affirmé avoir loué le navire à Sailing Petrochemical Incorp. (province chinoise de Taiwan) dans le cadre d'une charte-partie à temps, juste avant le transbordement[58] ;

c) La société Harmonized Resources Shipping Management Co., Ltd, enregistrée à Hong Kong et établie à Dalian, était chargée de l'exploitation du navire. Si l'entreprise M.T. Koti Corporation a assuré que l'enregistrement de la société susmentionnée comme exploitant du navire était une erreur – qu'elle a par la suite « corrigée » en s'enregistrant comme société exploitante –, des échanges montrent que Harmonized Resources avait enregistré les numéros OMI identifiant à la fois le propriétaire du *Koti* et la société gérante de ce dernier au titre du Code international de gestion de la sécurité. Le point de contact de l'entreprise, Lu Tiehe (吕铁和), avait précédemment joué un rôle dans l'affaire du *Light* et s'était associé à Fan Mintian, lui-même impliqué dans l'interception du *Light* et du *Jie Shun*[59].

Transfert de produits pétroliers à la République populaire démocratique de Corée

71. Les connaissements relatifs aux produits pétroliers embarqués à bord du *Lighthouse Winmore* (14 094 tonnes de gazole marin) et du *Billions No. 18* (7 954 tonnes de gazole [diesel]) avant le transbordement du 19 octobre 2017 indiquent que le chargeur était la société multinationale Trafigura Pte. Ltd[60] (voir annexe 19), le consignataire Global Commodities Consultants Ltd et la destination le port de Taichung, ce qui est faux (voir annexe 20). La société Global Commodities est enregistrée à Hong Kong mais l'adresse de domiciliation (12B Wilkinson Road, Singapour, 436759) correspond à celle d'une entreprise singapourienne, Global SGP Pte Ltd. (numéro d'entité unique : 201222231W), ces deux sociétés ayant un seul et même directeur et actionnaire. De plus, tous les courriers électroniques concernant des cargaisons embarquées sur les navires de Shih-Hsien Chen émanaient de Global SGP et non de Global Commodities Consultants (voir annexes 21 et 22). Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur d'autres compagnies pétrolières multinationales pour leur rôle éventuel dans la chaîne d'approvisionnement de produits pétroliers transférés à la République populaire démocratique de Corée.

72. La société Oceanic Enterprise a payé d'avance Global SGP pour la livraison aux navires, franco à bord (FOB), de deux cargaisons d'une valeur de 4 564 942,80 et de 8 510 097,75 dollars, au moyen de virements bancaires adressés à ce fournisseur avec lequel elle était en contrat. En plus de ces deux transbordements depuis le *Billions No. 18* et le *Lighthouse Winmore*, Oceanic Enterprise projetait d'utiliser ces deux navires, ainsi que le *Sky Ace 1*, autre navire appartenant à Shih-Hsien Chen et figurant également sur le contrat (fig. XVI), pour transférer neuf autres cargaisons dont le volume total s'élevait, d'après l'échéancier des livraisons (voir annexes 22 à 25), à 95 000 tonnes, pour une valeur estimée à quelque 65 millions de dollars selon le tarif appliqué aux deux premiers transferts avec la République populaire démocratique de Corée. En outre, M. Chen a demandé qu'un colorant vert soit ajouté au carburant, ce qui est une pratique courante sur les navires de pêche. Singapour a informé le Groupe d'experts que ses autorités procédaient à des contrôles auprès des sociétés liées à ces transactions.

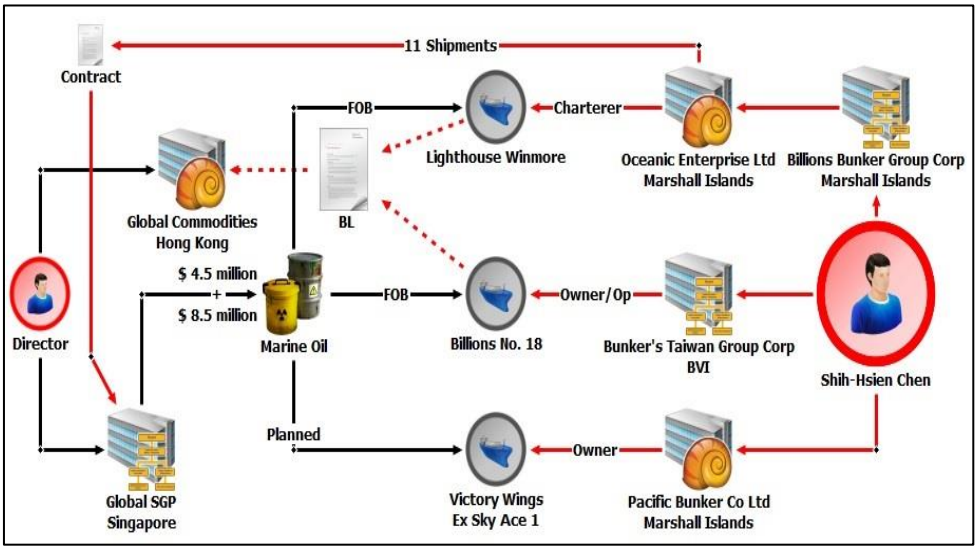
---

[58] Les paiements de Sailing Petrochemical Incorp. provenaient des comptes de Firstec Maritime Ltd. et de Xin Miao Co. Ltd.

[59] Directeurs de Sea Star Ship Co. Ltd., voir S/2017/150, par. 66 et S/2014/147, par. 135 à 137. Lu Tiehe, qui utilise toujours son adresse électronique Sea Star Ship, a nié tout contact avec Fan Mintian.

[60] Officiellement enregistrée aux Pays-Bas, Trafigura a son siège à Genève (Suisse) et des divisions pétrolières à Singapour.

Figure XVI
Transferts organisés par Global SGP en utilisant les pétroliers de Shih-Hsien Chen



73. Selon un État Membre, la République populaire démocratique de Corée a jusqu'à présent fait appel à deux compagnies pétrolières pour ses importations de pétrole : First Oil Center (également connue sous le nom First Oil JV Co. Ltd) et Korea Kumgang Petroleum. La première est affiliée à la First Credit Bank de la République populaire démocratique de Corée (Cheil Credit Bank, 제일신용은행), qui fait également l'objet d'une enquête du Groupe d'experts pour des violations de sanctions financières. La seconde a été créée en janvier 2015 au sein du Korea Kumgang Group[61], lequel est affilié à une entité désignée, le Ministère des forces armées populaires. On trouvera la liste des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée à l'annexe 26.

Recommandations

74. **Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité précise, dans l'énoncé des futures mesures de sanction sectorielle, le code SH des marchandises concernées, ainsi qu'il l'a fait dans sa résolution 2397 (2017).**

75. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres redoublent de vigilance à l'égard de leurs entreprises afin de garantir le respect de l'interdiction du transfert d'articles visés dans les résolutions 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017) et 2397 (2017), y compris toutes les machines industrielles et tous les véhicules de transport.**

76. **Étant donné que les mêmes personnes clefs continuent de voir, dans les rapports du Groupe d'experts, leur nom associé à un nombre croissant de violations de différentes natures, celui-ci engage les États Membres à prendre les mesures qui conviennent pour que ces individus cessent leurs activités illicites.**

77. **Le Groupe d'experts recommande que tout État Membre recevant une cargaison de charbon pour livraison ou transbordement prenne des mesures renforcées visant à valider les documents qui l'accompagnent. Afin d'aider l'État Membre concerné à cet égard, le Groupe d'experts préconise la création d'un**

[61] En coréen : 조선금강그룹 ou 금강경제개발총회사.

mécanisme de coopération permettant d'échanger des informations en vue de déterminer si les navires en question ont bien accosté le quai et embarqué du charbon dans les ports déclarés sur les certificats d'origine. Les États Membres devraient à tout le moins établir un point de contact à cette fin. Le Groupe d'experts restera à la disposition des États Membres pour toute demande d'information.

78. **Les États Membres doivent surveiller avec attention les mouvements de navires dans les zones où les transbordements sont fréquents et faire état de telles opérations au Comité.**

79. **Le Groupe d'experts recommande que le Comité désigne, en leur interdisant l'accès aux ports, tous les navires et leurs capitaines ayant participé à des transbordements interdits vers un navire de la République populaire démocratique de Corée.**

80. **Le Groupe d'experts recommande que le Comité désigne les personnes suivantes pour avoir enfreint les paragraphes 11 et 14 de la résolution 2375 (2017) : Shih-Hsien Chen, Boby Julian Akbari**[62] **et Wang Songchang**[63]**.**

81. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres appliquent rigoureusement les résolutions relatives aux transbordements interdits, y compris en promulguant des lois prévoyant des mesures appropriées contre les navires et leurs capitaines lorsque ceux-ci procèdent à de telles opérations, ainsi que des mesures contre les navires telles que le refus d'accès aux ports (maintenu au moins six mois, tous les coûts étant à la charge des propriétaires ou des affréteurs). En outre, les États du pavillon devraient radier de leurs registres d'immatriculation tous les navires signalés pour avoir procédé à un transbordement interdit. Les États Membres devraient veiller à ce que tous les contrats conclus par des compagnies pétrolières enregistrées ou établies dans leurs juridictions contiennent une clause annulant tout transfert contraire aux résolutions pertinentes, notamment les transferts défendus entre navires et les transbordements interdits de produits pétroliers vers un navire de la République populaire démocratique de Corée.**

82. **Les États Membres où se trouvent des fournisseurs, des courtiers, des importateurs et des exploitants de pétroliers faisant commerce de produits pétroliers doivent renforcer leur vigilance à l'égard des entités concernées pour s'assurer que ces produits ne sont pas redirigés vers la République populaire démocratique de Corée en violation des résolutions applicables. De même, les pays où se concentrent les activités de transbordement de produits pétroliers doivent redoubler de vigilance et prendre les précautions qui s'imposent en vue de certifier l'origine et la destination des marchandises.**

83. **Le Groupe d'experts recommande par ailleurs que les compagnies d'assurance spécialisées dans la protection et l'indemnisation maritime ajoutent à tous leurs contrats une clause de non-applicabilité en cas de transfert contraire aux résolutions pertinentes, notamment les transferts défendus entre navires et les transbordements interdits de produits pétroliers vers un navire de la République populaire démocratique de Corée.**

---

[62] Capitaine du *Billions No. 18* : livret de marin n° B2380031, né le 30 juillet 1985.

[63] Capitaine du *Lighthouse Winmore* : livret de marin n° G50001538, né le 7 août 1973.

IV. Embargos et entités et personnes désignées

Angola

84. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités du Mansudae Overseas Project Group of Companies (Mansudae) en Angola[64]. L'Angola a fait savoir que, en application de la résolution 2371 (2017) et d'un décret présidentiel du 13 novembre, toutes les activités, tous les contrats et visas de travail de Mansudae avaient été annulés et ses responsables, son personnel et ses employés priés de quitter le pays. À la suite de ce décret, promulgué en réponse à une lettre du Groupe datée du 10 août 2017, 152 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ont quitté l'Angola le 18 octobre 2017, dont Yon Jong Gi, administrateur délégué de Mansudae Angola Group. L'Angola a apporté son aide en communiquant des informations détaillées sur les activités de Mansudae et des documents prouvant qu'il avait expulsé des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée[65].

85. Le Groupe d'experts a également enquêté sur des diplomates de la République populaire démocratique de Corée accrédités en Angola comme représentants d'une entité désignée, la Green Pine Corporation, dont Kim Hyok Chan et Jon Chol Young, qui s'étaient déjà livrés à des activités interdites en matière d'armes[66]. L'Angola a fait savoir au Groupe, documents d'immigration à l'appui, que Kim Hyok Chan et les membres de sa famille avaient été expulsés le 29 novembre 2017, par décret présidentiel du Président João Lourenço. Le visa de Jon Chol Young expire le 17 mars 2018 et il demeure à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Luanda. L'Angola considère que la présence de la République populaire démocratique de Corée à Luanda est excessive, compte tenu de l'état de la coopération avec ce pays et s'attachera avec lui à la réduire progressivement.

86. Le Groupe d'experts a en outre enquêté sur les conseillers de la République populaire démocratique de Corée chargés de former la Garde présidentielle angolaise et d'autres unités[67]. Selon un État Membre, une mission consultative de la République populaire démocratique de Corée composée de 80 personnes se trouvait en Angola jusqu'en janvier 2017. Le Groupe a demandé les noms, rangs et liens avec l'Armée populaire des membres de la mission consultative, ainsi que les détails de leurs activités en Angola et dans des pays tiers, mais il n'a pas encore reçu de réponse.

Australie

87. Le 16 décembre 2017, la Police fédérale australienne a arrêté et inculpé un de ses citoyens, Chan Han Choi[68], au motif qu'il aurait travaillé comme agent économique attitré de la République populaire démocratique de Corée. Il menait des activités de courtage destinées à faciliter le commerce de matières premières diverses (charbon, graphite, minerai de cuivre, or et pétrole brut, notamment) vers ou depuis la République populaire démocratique de Corée, ainsi que de missiles et de technologies connexes.

88. Sous le pseudonyme de « Solomon Choi », Chan Han Choi menait ses activités depuis chez lui à travers ses sociétés et intermédiaires australiens, notamment Auskor Engineering Pty Ltd, Above Engineering Pty Ltd, Above Energy Pty Ltd, LWM

---

[64] S/2017/150, par. 116

[65] Y compris des informations sur l'expulsion des 152 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, leurs noms, numéros de passeport et données relatives aux visas.

[66] S/2017/150, par. 103 et 207 à 208.

[67] S/2017/742, par. 23 et S/2017/150, par. 120.

[68] Chan Han Choi a obtenu la citoyenneté australienne en 2001.

Engineering Pty Ltd et Morning World Pty Ltd, et par l'intermédiaire de comptes bancaires extraterritoriaux.

Chine

Salles d'exposition du Mansudae Art Studio à Beijing

89. En Chine, le Mansudae Art Studio occupe une galerie située dans le célèbre quartier d'exposition artistique 798 Art District, à Beijing. La galerie vendait des œuvres du Mansudae Art Studio en 2017, après la désignation de cette entité. Le Groupe d'experts relève que le nom de la galerie utilise la même transcription chinoise du nom coréen du Mansudae Art Studio et qu'un panneau d'affichage installé sur le bâtiment fait la promotion d'une exposition organisée conjointement par le Musée Mansudae Art Studio de la République populaire démocratique de Corée et la Beijingyuan Mansudae Cultural Company Ltd (北京元万寿台文化有限公司), intitulée « Exposition d'artistes du Mansudae Art Studio de la République populaire démocratique de Corée » (fig. XVII). De plus, le Groupe considère que cette collaboration avec la République populaire démocratique de Corée est interdite au titre du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017). Cependant, Ji Zhengtai, directeur du Beijingyuan Mansudae, a publiquement déclaré que les sanctions ne s'appliquaient pas à son activité et qu'elles n'avaient eu aucune incidence sur elle. La Chine n'a pas pu confirmer au Groupe que le Beijingyuan Mansudae était une antenne de l'entité désignée. Toutefois, étant donné que le Beijingyuan Mansudae est une coentreprise financée par des capitaux de la République populaire démocratique de Corée, il a été fermé le 9 janvier 2018 en application de l'avis nº 55 du Ministère du commerce.

Figure XVII
Galerie occupée par le Mansudae Art Studio à Beijing

Égypte

90. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur une cargaison de 30 000 roquettes et composants connexes provenant de la République populaire démocratique de Corée, saisie par les autorités égyptiennes sur le *Jie Shun* en août 2016[69]. L'inspection du navire et du port par le Groupe a révélé que sur les grandes caisses contenant les roquettes figurait très visiblement l'inscription « Al-Sakr Cairo », suivie d'une adresse identique à celle des documents de transports, qui indiquaient comme consignataire le fabricant de roquettes Al-Sakr Factory for Developed Industries[70]. Le Groupe souligne par ailleurs que l'usine Al-Sakr et sa société mère auraient des liens de longue date avec la République populaire démocratique de Corée, notamment dans le domaine des missiles balistiques. L'entreprise et l'Égypte n'ont pas donné suite aux demandes du Groupe de lui communiquer l'identité des exportateurs de la République populaire démocratique de Corée, des informations financières ou le contenu d'échanges avec des entités contrevenant aux dispositions de l'embargo sur les armes.

Érythrée

91. Le Groupe a poursuivi son enquête sur Eritech, destinataire d'une cargaison interdite d'armements et matériels connexes provenant de l'entreprise Glocom, enregistrée en République populaire démocratique de Corée[71]. Le Groupe note que le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée a déterminé que les bureaux d'Eritech étaient sis au Centre technique militaire d'Asha Golgol et que ce site était un complexe des Forces de défense érythréennes servant à la production, la modification ou la réparation de matériel civil et militaire et paramilitaire[72]. Le Groupe a prié l'Érythrée de lui communiquer des informations sur les activités actuelles d'Eritech, également appelée « E-tech », et de lui indiquer s'il s'agit d'une entité qui est placée sous l'autorité des Forces de défense érythréennes ou qui agit sur leurs instructions. L'Érythrée persiste à ne pas communiquer d'informations de fond sur cette affaire, qui s'inscrit dans le cadre d'une coopération établie dans le domaine de l'armement entre la République populaire démocratique de Corée et l'Érythrée[73].

Italie

Représentant du Mansudae Art Studio en Occident

92. Le Groupe d'experts a enquêté sur un individu prétendant être le représentant du Mansudae Art Studio en Occident[74], Pier Luigi Cecioni, après la désignation de cette entité, le 5 août 2017. Le 26 septembre, le Groupe s'est rendu à l'adresse des bureaux du Mansudae Art Studio à Florence (Italie) (fig. XVIII). Le Groupe s'est entretenu avec Pier Luigi Cecioni, qui n'a pas caché avoir coopéré par le passé avec du personnel du Mansudae Art Studio à Pyongyang, notamment pour essayer d'organiser une exposition après la désignation de l'entité. Dans une réponse donnée le 27 novembre, Pier Luigi Cecioni a déclaré que la mention figurant sur son site Web le décrivant comme le représentant en Occident du Mansudae Art Studio était

---

[69] Voir S/2017/150, par. 61 à 71.

[70] Le Groupe n'a pas été autorisé à prendre des photos pendant l'inspection et l'Égypte a refusé de lui donner la permission de reproduire les images et documents qui lui ont été présentés.

[71] Voir S/2017/150, par. 72 à 87.

[72] Voir S/2017/925, par. 21.

[73] Voir S/2017/150, par. 72 à 87 ; S/2016/157, par. 94 et 95 ; S/2015/131, par. 89 ; S/2014/147, par. 94 à 97.

[74] Le Groupe d'experts a accédé au site Web intitulé « Mansudae Art Studio » (www.mansudaeartstudio.com) en août et en septembre 2017. À ces périodes, le site Web, ses documents d'enregistrement et les publicités pour le site présentaient Pier Luigi Cecioni comme le représentant du Mansudae Art Studio en Occident (voir annexe 27).

trompeuse. Le Groupe considère que l'entité de Pier Luigi Cecioni, du fait de sa coopération avec le Mansudae Art Studio de Pyongyang, est une entité de coopération interdite au titre du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017). En décembre 2017, le site Web du Mansudae Art Studio a été renommé « North Korea Art Gallery » et toute mention du rôle de Pier Luigi Cecioni en tant que représentant en Occident du Mansudae Art Studio a été retirée. Au 28 janvier 2018, le site Web était toujours accessible à l'adresse www.mansudaeartstudio.com. Grâce à cette enquête, le Groupe a pu obtenir des renseignements complémentaires sur le Mansudae Art Studio de Pyongyang, notamment le nom de son Vice-Directeur, Kim Song Min. Les autorités italiennes ont indiqué au Groupe que rien ne permettait de prouver, après juillet 2016, que Pier Luigi Cecioni avait importé des articles de la République populaire démocratique de Corée, et d'ajouter qu'il n'existait aucun élément permettant de déterminer que Pier Luigi Cecioni avait contrevenu au régime des sanctions ni aucune preuve qu'il ait agi au nom de l'entité désignée. Par ailleurs, Pier Luigi Cecioni aurait employé le nom de cette entité sur son site Web d'office et dans son seul intérêt. Les autorités s'efforcent de déterminer si ce site Web constitue une violation du régime des sanctions, notamment au titre de l'interdiction des coentreprises et coopératives visée au paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017) et au paragraphe 15 de la résolution 2270 (2016).

Figure XVIII
Adresse et intérieur du Mansudae Art Studio à Florence (Italie), le 26 septembre 2017

Source : Groupe d'experts.

Japon

Grue chargeant le missile Hwasong-12

93. Le Groupe d'experts a enquêté sur une grue de fabrication étrangère, vue à la télévision centrale coréenne (KCTV) le 14 mai 2017, utilisée pour charger le missile Hwasong-12, ce qui appelle l'attention sur l'utilisation de grues commerciales dans des activités liées aux missiles balistiques (fig. XIX). Cette grue a probablement été produite par une entreprise japonaise, qui n'a pas caché au Groupe que deux unités en avaient été exportées en 1992 vers la République populaire démocratique de Corée, tout en indiquant qu'il se pourrait également qu'elle ait été achetée d'occasion[75]. Elle est désormais prohibée en vertu du paragraphe 7 de la résolution 2397 (2017), qui interdit la vente d'articles relevant du code SH 84, ainsi que du paragraphe 27 de la résolution 2270 (2016).

[75] Ce modèle a été produit de 1990 à 2002.

Figure XIX
Grue chargeant le missile Hwasong-12

Source : KCTV.

Mozambique

Coopération militaire

94. Le Groupe d'experts a enquêté sur la coopération militaire entre la Korea Haegumgang Trading Corporation et la société mozambicaine Monte Binga concernant un contrat de 6 millions de dollars portant sur des missiles sol-air, des radars de défense aérienne P-12, la modernisation de chars et des systèmes portables de défense anti-aérienne. Le Groupe s'est procuré des documents, notamment des lettres invitant des techniciens spécialisés dans les radars à se rendre au Mozambique en octobre 2015 dans le cadre de visites organisées par la Mission économique et commerciale de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 28). Selon un État Membre, le personnel de cette mission commerciale est constitué de représentants de Haegumgang, placé sous la tutelle du Bureau général de la coopération militaire du Ministère des forces armées populaires, qui est une entité désignée. Ri Chang Su (numéro de passeport : 927310139, date de naissance : 29 avril 1967), Troisième Secrétaire économique et commercial accrédité auprès de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Afrique du Sud (voir annexe 28), est responsable des projets de coopération militaire entre son pays et le Mozambique depuis 2017 au moins.

95. Bien que le Groupe d'experts ait demandé qu'il lui soit communiqué toutes les informations sur le sujet, y compris les contrats, les connaissements et les relevés de transferts financiers entre Monte Binga et la République populaire démocratique de Corée, la seule pièce produite – une facture non datée pour une liste de marchandises fournies (voir annexe 28) – ne concordait pas avec les renseignements communiqués par un État Membre. Cet État a relevé pas moins de 13 cargaisons distinctes à destination du Mozambique provenant de la République populaire démocratique de Corée, dont 6 tonnes de fret aérien en 2015 et 7 cargaisons après l'adoption de la résolution 2270 (2016). En réponse à la demande du Groupe de lui communiquer des informations financières sur le contrat de 6 millions de dollars, le Président-Directeur général de Monte Binga a déclaré que sa société n'affectait pas de fonds à la coopération militaire. Cependant, le Groupe constate que Monte Binga avait obtenu des fonds pour financer des projets de coopération dans le domaine de l'armement, au moins dans un cas, à savoir le règlement d'un prêt de plus de 24,9 millions de

dollars pour le compte d'une entreprise apparentée, ProIndicus[76], destiné à l'achat de patrouilleurs en 2015. Le Groupe signale que, depuis octobre 2017, le nouveau Gouvernement se montre coopératif.

Représentants d'entités désignées au Mozambique

96. Le nouveau Gouvernement a communiqué au Groupe d'experts des informations sur les voyages effectués entre 2012 et 2017 vers le Mozambique et à l'intérieur de ce pays par cinq ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillant pour le compte de la Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID) et de la Green Pine Associated Corporation, ainsi que d'autres entités désignées, notamment des entités qui seraient associées au commerce d'armes classiques dans d'autres pays africains. Il s'agit de Kim Hyok Chan, Kim Song Chol, Ri Won Ho, Kim Sok Chol et Kim Jung Jong. L'enquête se poursuit.

Activités halieutiques interdites

97. Fin 2017, un État Membre a informé le Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée contrevenait aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution 2371 (2017) par sa participation à une coentreprise de pêche commerciale, EMKIP, qui employait une quarantaine de pêcheurs de ce pays à bord de trois bateaux, dont le *Susan 1* et le *Susan 2* (nº OMI : 8672299). Les bateaux ont été photographiés alors qu'ils se trouvaient dans un port du Mozambique, arborant le pavillon de la République populaire démocratique de Corée et des slogans politiques (voir annexe 28).

98. Les bateaux, dont l'équipage était composé de ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, pêchaient des crevettes, qui étaient ensuite vendues à une société sud-africaine, Supa Packers Fish Processors Pty. Ltd, qui expédiait le produit transformé à une entreprise de Shenyang (Chine). Supa Packers n'a pas donné suite aux demandes de renseignements du Groupe d'experts. Le Mozambique a indiqué au Groupe, documents à l'appui, qu'il avait pris des mesures concrètes, portant notamment sur la dissolution de la société EMKIP, qui allaient être suivies de mesures complémentaires. Le Groupe continue de suivre de près les bateaux et leurs tentatives visant à reprendre leurs opérations dans d'autres pays.

Mansudae

99. D'après des informations détaillées communiquées au Groupe d'experts par le Mozambique, Mansudae n'est pas enregistré dans le pays, aussi l'entité ne compte-t-elle aucune antenne ni filiale dans le pays, et aucun individu ni entité n'est associé à cette entreprise. Le Mozambique a par ailleurs fait savoir que la statue d'un ancien Président du pays était en cours de réalisation par la filiale namibienne de Mansudae. Dans le contrat d'exécution de la statue signé à Pyongyang en juin 2011 avec Sin Kyu Sop, Vice-Président du Mansudae Overseas Project, le devis était chiffré à 170 000 dollars, sans compter un le projet de sept statues supplémentaires d'un montant de 1 360 000 dollars.

Coopération avec le Groupe d'experts

100. Le Mozambique a entamé en octobre 2017 une étroite collaboration avec le Groupe d'experts, qui a conduit à la création d'un groupe de travail ministériel ayant pour tâche de superviser l'application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité

[76] Audit indépendant concernant les prêts contractés par ProIndicus S. A., EMATUM S. A. et Mozambique Asset Management S. A. Rapport établi pour le Bureau du Procureur du Mozambique par Kroll Associates, 22 juin 2017, p. 20.

de l'ONU relatives à la République populaire démocratique de Corée. Concernant le cas de Monte Binga, le Mozambique a indiqué que les trois techniciens de la République populaire démocratique de Corée qui étaient arrivés en 2015 avaient aidé des techniciens mozambicains à réparer et rénover un radar d'alerte rapide P-18 et 15 chars T-55. Le Groupe fait en outre état d'une lettre du Ministère de la défense de la République populaire démocratique de Corée, datée de septembre 2016, par laquelle il indiquait qu'en raison d'une visite imminente du Groupe au Mozambique, il avait décidé de suspendre temporairement, avec effet immédiat, toutes les activités entreprises dans le cadre de l'Accord de coopération bilatérale signé entre les deux ministères (voir annexe 28). Le 4 janvier 2018, le Ministère mozambicain des affaires étrangères et de la coopération a par ailleurs affirmé vouloir poursuivre la coopération avec le Groupe d'experts.

Myanmar

101. Le Groupe d'experts a prié le Myanmar de s'expliquer après avoir reçu notification d'un État Membre que le pays entretenait une relation d'armement avec la KOMID, essentiellement par l'intermédiaire de sa Direction des industries de défense, et qu'il attendait de nouvelles cargaisons en provenance de la République populaire démocratique de Corée. L'État Membre a également transmis au Groupe des documents prouvant que le Myanmar avait reçu de la République populaire démocratique de Corée, outre des systèmes de missiles balistiques, une batterie d'armes classiques, notamment des lance-roquettes multiples et des missiles sol-air, que la KOMID avait accueilli en République populaire démocratique de Corée des techniciens militaires du Myanmar et que du personnel de la République populaire démocratique de Corée avait été envoyé au Myanmar sur des sites de la Direction des industries de défense.

102. L'État Membre a informé le Groupe d'experts que la Direction des industries de défense entretenait un réseau mondial complexe de fournisseurs et que son directeur, Tun Hlaing, aurait été mis en cause dans des achats à l'étranger et associé à au moins deux sociétés singapouriennes, Excellence Metal Casting et STE Global Trading Pte Ltd. Il a par ailleurs indiqué que Tun Hlaing pourrait avoir été associé par le passé à l'entreprise du Myanmar Excellence Mineral Manufacturing Co. Ltd, dont un État Membre avait auparavant indiqué qu'elle travaillait avec des responsables de la République populaire démocratique de Corée pour importer du matériel destiné à des programmes d'armes de guerre. L'État Membre a ajouté que la Direction des industries de défense cherchait à acquérir du matériel auprès de fournisseurs étrangers pour son programme de missiles lié à la République populaire démocratique de Corée, et qu'en sous-traitant à la Direction les activités d'achat, la République populaire démocratique de Corée cherchait à acquérir des articles soumis au contrôle du Groupe des fournisseurs nucléaires, du Régime de contrôle de la technologie des missiles et de l'Arrangement de Wassenaar. L'État Membre a par ailleurs fait savoir au Groupe que l'entreprise du Myanmar Ye Min Hein Co. Ltd était probablement impliquée dans l'acquisition de matériel sensible et qu'elle servait probablement de façade aux activités de la Direction des industries de défense. Par le passé, cette entreprise a exercé ses activités sous le nom de Soe Min Htike Co. Ltd, qu'un État Membre avait également désigné entre 2013 et 2016 comme collaborant avec des représentants de la République populaire démocratique de Corée pour importer du matériel destiné à des programmes de guerre.

103. Le Groupe d'experts avait déjà estimé en 2012 que Soe Min Htike avait joué un rôle dans la tentative d'expédition de matériel en tant que consignataire d'articles interdits liés au nucléaire. Dans la réponse qu'il a fournie au Groupe le 15 juin 2015 sur son implication dans les programmes interdits de missiles balistiques et d'armes classiques de la République populaire démocratique de Corée et sa relation avec la

KOMID, le Gouvernement du Myanmar a déclaré ne pas entretenir de relations bilatérales substantielles avec ce pays autres que celles qui relèvent de liens diplomatiques normaux. Néanmoins, le 26 juillet 2017, le Myanmar a informé le Groupe de l'expulsion, le 9 juin 2017, de Kim Chol Nam, diplomate accrédité de la République populaire démocratique de Corée, pour avoir agi au nom ou sur les instructions de la KOMID. Le 24 janvier 2018, le Myanmar a également fait savoir au Groupe d'experts qu'il étudiait sa dernière demande d'information en date.

Namibie

104. Le 17 novembre 2017, la Namibie a coopéré avec le Groupe d'experts en lui faisant parvenir une réponse de 350 pages aux multiples demandes qu'il lui a adressées depuis 2016. Concernant la désignation de Mansudae, le pays a transmis une évaluation technique réalisée par un comité interministériel sur le rapatriement de 242 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée depuis la Namibie suite à une communication du Groupe datée du 10 août 2017. La Namibie a indiqué, documents à l'appui, que tous les travailleurs de la République populaire démocratique de Corée avaient quitté le pays[77].

105. La Namibie a également communiqué des données détaillées concernant l'immatriculation de l'entité dénommée Mansudae Overseas Project Architectural and Technical Services (Proprietary) Ltd, qui menait des activités en Namibie en 2017. Elle a en outre produit des ordres d'annulation de projets, notamment la lettre du 9 août 2017 adressée à Mansudae par la August 26 Holding Company (PTY) Ltd, qui relève du Ministère de la défense, résiliant le contrat de sous-traitance pour l'agrandissement de la base militaire de Leopard Valley[78]. Le deuxième projet de Mansudae associant la August 26 Holding Company, dénommé « Keetmanshoop Farm project », a été annulé le 9 août 2017.

106. La Namibie a par ailleurs transmis des documents sur un troisième projet de Mansudae, intitulé « Office Space Creation Project », concernant le Bureau du Président de la Namibie. Ce projet semble avoir été achevé le 9 décembre 2016. Selon la Namibie, Qingdao Construction (Namibia) a remplacé Mansudae en tant que maître d'œuvre du projet le 6 février 2017, pour un contrat d'environ 4,4 millions de dollars[79]. Le 1er septembre 2017, la First National Bank de Namibie a écrit au Service du renseignement financier de la Banque de Namibie pour l'informer qu'elle avait mis un terme à ses relations commerciales avec Qingdao Construction et Kim Tong Chol et parties associées conformément aux politiques internes de l'entreprise et après avoir jugé qu'il existait un risque de violation des sanctions internationales de la part de Mansudae[80]. Le 6 novembre 2017, l'Autorité namibienne des sociétés et de la propriété intellectuelle a indiqué que la Mansudae Overseas Project Architectural and Technical Services Company était inscrite au registre centralisé des entreprises sous

---

[77] Lettre datée du 17 novembre 2017, adressée au Groupe d'experts par la Namibie.

[78] Voir S/2017/150, par. 113.

[79] Selon un contrat en date du 31 mars 2017 entre le Bureau du Président de la Namibie et Qingdao Construction, la valeur totale du projet se montait à 62 506 125 dollars namibiens. Selon un additif signé, le montant certifié au titre de la Mansudae Overseas Project Architectural and Technical Services Company s'élevait à 25 501 626,97 dollars namibiens et le montant à certifier au titre de Qindao Construction cc se monterait à 37 004 498,08 dollars namibiens.

[80] Qingdao et Kim Tong Chol avaient été désignés 10 jours plus tôt par les États-Unis d'Amérique. Voir Département du Trésor des États-Unis d'Amérique, « Treasury targets Chinese and Russian entities and individuals supporting the North Korean regime: OFAC Designates 16 for Activities Related to Support of North Korea's Nuclear and Ballistic Missile Programs, Energy Trade, Labor Exports, and Sanctions Evasion », communiqué de presse du 22 août 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/sm0148.aspx.

un nouveau nom : « TRITONIA HOLDINGSG NAMIBIA (PROPRIETARY LIMITED » (sic)[81].

107. La Namibie n'a fourni aucune information concernant les paiements versés à Mansudae pour les projets annulés mentionnés ci-dessus, malgré sa relation avec l'entité désignée KOMID[82]. Elle n'a pas non plus fourni d'informations sur le gel de certains comptes bancaires après la désignation de Mansudae.

108. La Namibie a par ailleurs transmis une liste datée du 27 octobre 2017 répertoriant 24 véhicules immatriculés au nom de Mansudae et signalé qu'elle avait fait porter des indications administratives à un haut niveau sur l'entreprise, en précisant que celles-ci l'empêchaient de mener des activités commerciales officielles. Dans une lettre adressée à la Namibie, le Groupe d'experts a indiqué que ces véhicules devaient faire l'objet d'un gel, tout comme les avoirs et comptes bancaires concernés. L'enquête se poursuit.

Pologne

109. Le Groupe d'experts a enquêté sur la participation de travailleurs détachés de la République populaire démocratique de Corée à la construction d'un navire de guerre danois dans des chantiers navals polonais, ce qui contreviendrait à l'embargo sur les armes imposé par le paragraphe 9 de la résolution 1874 (2009).

110. Le Danemark a informé le Groupe que son Organisation d'acquisition de matériel de défense et de logistique avait signé un contrat en mars 2014 avec un chantier naval danois pour la construction d'un patrouilleur arctique, le *Lauge Koch*. Ce chantier naval a, de son côté, confié au chantier naval polonais Crist S.A. la production de la coque, qui a été construite en Pologne entre mai 2014 et avril 2015 sous le numéro de projet « NB 428 » (fig. XX).

Figure XX
Coque d'un navire de guerre danois dans un chantier naval polonais (Crist)

Source : Groupe d'experts.

111. D'après un document que s'est procuré le Groupe d'experts, Crist a passé un contrat avec une autre société polonaise, Armex Sp. z.o.o., pour employer un « groupe de Coréens » du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2014 sur plusieurs projets, dont le NB 428 (voir annexe 29). Le Groupe avait déjà déterminé que depuis 2012 au moins, Armex employait des travailleurs de la République populaire démocratique de Corée dans le cadre d'un accord passé avec une entité de ce pays, la Korea Rungrado General Trading Corporation (voir annexe 30). Le Groupe a recueilli des preuves de l'implication de Rungrado dans une violation des sanctions qui avait retenu

[81] Courriel daté du 6 novembre 2017, adressé à la Banque nationale par l'Autorité namibienne des sociétés et de la propriété intellectuelle.

[82] Voir S/2017/150, par. 110 à 112.

l'attention : la vente de pièces de rechange de missiles balistiques Scud à une entité égyptienne en 2013.

112. Crist a publié un communiqué rejetant toute participation de travailleurs de la République populaire démocratique de Corée au projet NB 428. Selon le communiqué, le NB 428 a été construit en tant que navire polyvalent à l'aide de techniques classiques de construction navale, sans aucun recours à des services ou à une assistance liés à la fourniture, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation d'armes interdites ou d'éléments connexes. Aucune pièce justificative n'a été fournie, tandis que le Groupe s'est procuré des documents prouvant que Crist savait parfaitement que la coque (projet NB 428) était destinée à un navire de guerre, conformément au cahier des charges accompagnant le contrat, selon lequel la coque devait pouvoir accueillir un système d'armes, notamment un stock de munitions, une torpille, un canon de salut, un fusil-mitrailleur et une mitrailleuse lourde, cahier des charges assorti d'un schéma représentant clairement un canon naval (voir annexe 31)[83].

113. De plus, selon l'Inspection nationale du travail polonaise, 19 travailleurs de la République populaire démocratique de Corée ont été employés au chantier naval Nauta S.A., qui fournit notamment des services dans le domaine de la réparation, de la modification et de la construction de navires de la marine polonaise et de marines étrangères (voir annexe 33). Ces travailleurs ont été recrutés par l'intermédiaire de la société Alson Sp. z.o.o., qui semble être dirigée par les mêmes personnes qu'Amex. La Pologne a informé le Groupe qu'Armex était en cours de liquidation.

114. Au paragraphe 8 de sa résolution 2397 (2017), le Conseil de sécurité a engagé les États Membres à rapatrier vers la République populaire démocratique de Corée tous les ressortissants de ce pays qui perçoivent des revenus sur un territoire relevant de leur juridiction, et ce, immédiatement et au plus tard dans les 24 mois à compter du 22 décembre 2017, date d'adoption de la résolution. Ce cas montre également qu'il importe que les États Membres où travaillent des citoyens de la République populaire démocratique de Corée examinent de très près l'affiliation et les activités de ces travailleurs afin d'éviter toute infraction au régime des sanctions.

Foire commerciale internationale de Pyongyang

Participation d'entités désignées

115. La Korea International Exhibition Corporation, qui est affiliée au Ministère du commerce extérieur de la République populaire démocratique de Corée, a continué d'organiser la Foire commerciale internationale de Pyongyang en mai et septembre 2017[84]. Le Groupe d'experts avait déjà recommandé de désigner la Korea International Exhibition Corporation, du fait de l'aide qu'elle apportait à des entités désignées en tant qu'intermédiaire de transfert, vente ou commercialisation d'articles interdits vers ou depuis la République populaire démocratique de Corée.

116. Le Groupe d'experts note que des entités désignées étaient présentes aux deux foires commerciales internationales de Pyongyang tenues en 2017, sous leur nom officiel ou sous un prête-nom, notamment la Natural Resources Development and Investment Corporation (prête-nom de la Green Pine Associated Corporation) et la Kangbong Trading Corporation. De plus, la Kuryonggang Trading Company semble être un prête-nom de la Korea Kuryonggang Trading Company, qui est elle-même un prête-nom de la Korean Tangun Trading Corporation.

[83] Crist a saisi l'occasion offerte par le Groupe d'experts de répondre par lettre (voir annexe 32).

[84] 20e Foire commerciale internationale de Pyongyang (printemps), 22-25 mai 2017, et 13e Foire commerciale internationale de Pyongyang (automne), 25-28 septembre 2017.

117. En outre, sur la liste des exposants (voir annexe 34) figuraient des entités désignées par des États Membres en raison de leurs activités de commerce de matières premières interdites, comme le charbon : la Songi Trading Corporation et la Wonbong Trading Corporation. La Royal Team Corporation, de la province chinoise de Taiwan[85], déjà visée dans le passé par une enquête du Groupe, a aussi continué de participer aux Foires.

Brochures concernant des véhicules à six essieux

118. Une société chinoise a exposé des brochures concernant des véhicules à six et sept essieux, dont le transfert vers la République populaire démocratique de Corée est interdit (voir annexe 35). La Chine a mené une enquête et informé le Groupe d'experts que cette société n'avait signé aucun accord ni contrat avec une entité ou un citoyen de la République populaire démocratique de Corée.

République de Corée

Épave de drone récupérée en 2017

119. Selon des informations communiquées par un État Membre, l'analyse des données de vol de l'épave de drone récupérée en 2017 indique que l'engin avait décollé du district de Kumgang (République populaire démocratique de Corée) le 2 mai 2017 avant de se diriger vers un site militaire du district de Seongju (République de Corée). À son retour vers la République populaire démocratique de Corée, il s'est écrasé dans le district d'Inje (République de Corée), en raison d'une défaillance du moteur. Son appareil-photo avait pris 555 clichés, dont 19 du site de Seongju, prouvant que le drone était en mission de reconnaissance. Ce drone était semblable à celui qui s'était écrasé en 2014 sur l'île de Baengneyong-do (République de Corée) mais il avait été amélioré pour pouvoir mener ses missions de reconnaissance plus loin sur le territoire de la République de Corée.

120. Le drone comprenait des éléments de fabrication étrangère analogues à ceux récupérés de l'épave de l'île de Baengneyong-do en 2014. Le moteur et le pilote automatique, en particulier, étaient fabriqués par les mêmes entreprises. Cette fois, cependant, la République populaire démocratique de Corée avait effacé le numéro de série afin de dissimuler l'origine de l'engin et donc la filière d'achat. Cette nouvelle épave de drone a incité le Groupe d'experts à faire parvenir à la Chine une nouvelle lettre lui demandant de communiquer des renseignements sur les individus qui avaient servi d'intermédiaires pour l'acquisition du drone retrouvé sur l'île de Baengneyong-do en 2014, mais il n'a pas encore reçu de réponse.

Cybervol de technologie militaire

121. D'après les archives publiques de la République de Corée, la République populaire démocratique de Corée a piraté l'une de ses principales entreprises de construction navale en avril 2016[86]. Cette opération a permis à la République populaire démocratique de Corée de mettre la main sur des informations confidentielles concernant des navires de guerre et des sous-marins, notamment la technique de lancement à froid, qu'elle pourrait appliquer à son programme de missiles balistiques à lanceur sous-marin. Le Groupe d'experts considère que de telles activités constituent un contournement de l'embargo sur les armes, car ces

[85] Voir S/2016/157, par. 182 à 186.

[86] Dans son rapport présenté à l'Assemblée nationale en octobre 2017, le Ministère de la défense nationale de la République de Corée a reconnu que ce piratage avait entraîné le vol de 40 000 documents, dont 60 dossiers couverts par le secret défense, à la Daewoo Shipbuilding & Marin Engineering Co. Ltd.

renseignements technologiques pourraient contribuer directement au développement des capacités opérationnelles des forces armées de la République populaire démocratique de Corée.

Soudan

122. Le Groupe d'experts a enquêté sur les projets de coopération militaire entre la République populaire démocratique de Corée et le Soudan et sur la présence et les activités de représentants de la KOMID dans ce pays. Entre 2016 et 2018, le Groupe a fait parvenir plusieurs lettres au Soudan pour lui demander de donner des précisions et de fournir des documents étayant les propos du Ministre des affaires étrangères, qui aurait déclaré en novembre 2016 que le Soudan avait complètement rompu sa coopération militaire avec la République populaire démocratique de Corée et qu'il appliquait scrupuleusement les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux sanctions contre ce pays[87]. Bien que le Soudan n'ait pas encore répondu au Groupe d'experts, un État Membre a indiqué que la coopération avec la République populaire démocratique de Corée se poursuivait depuis février 2017, notant que la NPN Electronics Company (미래전자회사) avait envoyé des techniciens au Soudan en septembre 2016 et que deux représentants de la KOMID expulsés d'Égypte en avril 2016, Kim Song Chol et Son Jong Hyok, étaient au cœur de nouveaux liens entre le Soudan et la République populaire démocratique de Corée. Un autre État Membre a informé le Groupe en novembre 2017 que la KOMID continuait de collaborer avec l'entreprise soudanaise d'État Military Industry Corporation. Le Groupe enquête également sur plusieurs cargaisons liées à la KOMID, expédiées par air et par mer depuis la République populaire démocratique de Corée vers le Soudan.

République arabe syrienne

123. Le Groupe d'experts a poursuivi de multiples enquêtes sur les transferts interdits de missiles balistiques, de biens pouvant servir à la fabrication d'armes classiques et de biens à double usage vers la République arabe syrienne ainsi que sur les projets interdits menés dans ce pays, notamment :

- Les activités de multiples groupes de techniciens spécialisés dans les missiles balistiques et celles d'entités désignées de la République populaire démocratique de Corée en République arabe syrienne ;
- L'envoi, entre 2012 et 2017, de plus de 40 cargaisons jusque-là non signalées venues de la République populaire démocratique de Corée et destinées à la République arabe syrienne par des entités présentées par les États Membres comme des sociétés-écrans du Centre d'étude et de recherche scientifique de la République arabe syrienne[88] ;
- La saisie par les États Membres de biens présumés dépendre d'un contrat de la KOMID[89] en République arabe syrienne et destinés aux sociétés-écrans du Centre d'étude et de recherche scientifique.

---

[87] République de Corée, Ministère des affaires étrangères, communiqué de presse du 1er novembre 2016.

[88] Le Centre d'étude et de recherche scientifique a été désigné par les États-Unis (décret nº 13382) pour son implication présumée dans les programmes syriens d'armes de destruction massive, par le Règlement du Conseil européen (UE) nº 36/2012, et recensé par le Japon comme une entité liée à la menace de la prolifération dans sa liste des utilisateurs finaux étrangers. Voir Département du trésor des États-Unis, « Three entities targeted by Treasury for supporting Syria WMD proliferation », communiqué de presse HP-216, 4 janvier 2007.

[89] Aucune pièce justificative n'a été fournie.

124. Les enquêtes ont révélé de nouvelles preuves concrètes concernant des programmes interdits existant de longue date et toujours en cours et les activités d'entités désignées de la République populaire démocratique de Corée ainsi que de nouvelles méthodes de dissimulation, notamment l'utilisation d'un système parallèle permettant d'expédier des documents relatifs aux cargaisons maritimes tout en envoyant par voie aérienne les documents authentiques contenant les informations réelles sur le consignataire[90].

Coopération et échanges de techniciens spécialisés dans les missiles balistiques

125. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que la Ryonhap-2 Corporation (République populaire démocratique de Corée) avait été impliquée dans le projet syrien de Scud D à corps de rentrée manoeuvrable en 2008, ainsi que dans le transit par Beijing, en février 2011, d'une délégation de la République populaire démocratique de Corée se rendant en République arabe syrienne et son retour, le 14 mars 2017.

126. Un autre État Membre a informé le Groupe d'experts de la visite en République arabe syrienne, en novembre 2016, d'un groupe de techniciens spécialisés dans les missiles balistiques affilié à l'Academy of National Defence Science, entité désignée. Le groupe a transité par les aéroports de Beijing et de Dubaï pour se rendre à Damas, à bord d'un vol commercial de la Syrian Arab Airlines. Ce voyage avait été précédé par la visite, en août 2016, d'une délégation technique de la République populaire démocratique de Corée en République arabe syrienne, où des valves dotées d'une résistance spécifique et des thermomètres connus pour leur utilisation dans les programmes d'armes chimiques auraient été transférés (en outre, des discussions auraient eu lieu au sujet de 60 types d'articles en vue de leur acquisition). Un troisième groupe de techniciens spécialisés dans les missiles, qui se sont rendus à Damas, en avril 2016, depuis la République populaire démocratique de Corée, vivraient sur des sites militaires syriens[91]. L'État Membre a signalé que des techniciens de la République populaire démocratique de Corée continuaient de travailler dans des usines d'armes chimiques et de missiles à Barzé, Adra et Hama. La République arabe syrienne a répondu au Groupe d'experts qu'« il n'y a pas de société technique originaire de République populaire démocratique de Corée en Syrie et [que] les seuls individus venant de République populaire démocratique de Corée présents sur le territoire travaillent dans le domaine du sport, dans le cadre de contrats individuels privés d'entraînement en athlétisme et en gymnastique » (voir annexe 36). Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de pièces justificatives concernant ces allégations et d'une liste recensant tous les ressortissants de République populaire démocratique de Corée s'étant rendus en République arabe syrienne ; son enquête se poursuit.

---

[90] Rapports du Groupe d'experts sur les cargaisons interdites à destination de la République arabe syrienne, notamment celles des sociétés-écrans du Centre d'étude et de recherche scientifique : S/2010/571, par. 50 et 62 et recommandation n° 9 ; S/2012/422, par. 57, 60 à 61 et 65 à 67 ; S/2013/337, par. 44 à 46 et 86 à 89 ; S/2014/147, par. 51 à 54 ; S/2016/157, par. 62 à 70, 169 à 170 et 174 ; S/2017/150, par. 99 et tableau 8 ; S/2017/742, par. 28.

[91] Les bagages de la délégation d'avril 2016 ont été envoyés à la base aérienne de Mazzé, près de Damas, un centre de logistique et de renseignement majeur qui, d'après les médias syriens, a fait l'objet d'attaques aériennes répétées par les forces étrangères. L'État Membre pense que cette délégation résidait sur la base.

Activités des représentants syriens des entités désignées de la République populaire démocratique de Corée

127. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes concernant les activités de Ryu Jin, représentant en République arabe syrienne de la KOMID, ainsi que d'autres responsables de la KOMID en République arabe syrienne et leurs successeurs. Dans un courrier officiel adressé au Général de division Ali Salim, du Bureau d'approvisionnement des Forces armées arabes syriennes, lui proposant un système de commandement et de contrôle de défense aérienne, Ryu Jin a indiqué avoir le grade de général de division, utilisant l'en-tête de la Tosong Technology Trading Corporation, entité désignée le 22 janvier 2013 en tant que filiale de la KOMID[92]. D'après l'État Membre, les représentants de la KOMID en République arabe syrienne ont également importé du matériel militaire par l'intermédiaire de services commerciaux de fret aérien et, à cet égard, ils ont tenté, en juillet 2016, d'importer des antennes de communication militaire Glocom depuis la République populaire démocratique de Corée[93]. Outre ces activités, entre juillet 2015 et juin 2016, Ryu Jin a envoyé des roulements à billes et des câbles en fibre optique à la République arabe syrienne et invité trois techniciens de la République populaire démocratique coréenne dans le pays. Ryu Jin a gagné au moins 56 000 euros, dont 48 000 euros ont été transférés par l'intermédiaire de la Tanchon Commercial Bank.

128. D'après de multiples États Membres et compagnies aériennes, Ryu Jin a voyagé très souvent à l'étranger entre 2014 et 2016[94]. Il a notamment voyagé avec la Syrian Arab Airlines entre Damas et la ville portuaire de Lattaquié, destination de précédentes cargaisons liées à la KOMID. Ryu Jin voyagerait désormais sous un pseudonyme à l'extérieur de la République arabe syrienne, imitant en cela le deuxième représentant de la KOMID en République arabe syrienne, Kang Ryong[95]. Pak Gwang Il[96] a depuis remplacé ce dernier dans ses fonctions de deuxième représentant de la KOMID en République arabe syrienne. Entre août 2015 et janvier 2017, Pak Gwang Il est entré à 15 reprises sur le territoire de la République arabe syrienne en passant par la frontière de Masnaa, entre la République arabe syrienne et le Liban[97]. En juillet 2017, le Groupe d'experts a envoyé aux autorités syriennes une cinquième lettre demandant des informations sur les activités des individus mentionnés ci-dessus et de deux représentants syriens de la Tanchon Commercial Bank[98]. La République arabe syrienne a répondu qu'« elle n'avait aucune relation

---

[92] La Tosong a été inscrite sur la Liste, le 22 juillet 2013, « pour avoir participé ou apporté un appui, y compris par d'autres moyens illicites, aux programmes en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques et autres armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée ». [La KOMID] est la société mère de la Tosong Technology Trading Corporation, d'après l'entrée concernant la Tosong dans la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Voir www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1718/materials.

[93] Voir S/2017/150, interception de la cargaison Glocom destinée à l'Érythrée et autres activités de Glocom.

[94] Y compris vers la Chine, les Émirats arabes unis, la Fédération de Russie, le Liban et l'Ouganda, ou en y transitant.

[95] Le 12 octobre 2016, Kang Ryong et sa famille se sont vu refuser l'entrée sur le territoire alors qu'ils tentaient de transiter par l'aéroport de Doubaï, arrivant de Damas à bord d'un vol de la Syrian International Airlines et devant embarquer sur un vol Aeroflot vers Moscou (Kang Ryong, sous le pseudonyme de Ri Chun Sik). Il s'est ensuite rendu à Pyongyang en passant par Moscou sous le même pseudonyme, présentant un passeport d'urgence portant le numéro 7640001.

[96] 박광일, date de naissance : 26 février 1973, passeport nº PD836310028.

[97] Les déplacements de Pak Gwang Il sont similaires à ceux de Kang Ryong, qui est entré sur le territoire de la République arabe syrienne et en est sorti à 25 reprises entre février et décembre 2015 ; informations figurant dans une lettre d'un État Membre adressée au Groupe d'experts.

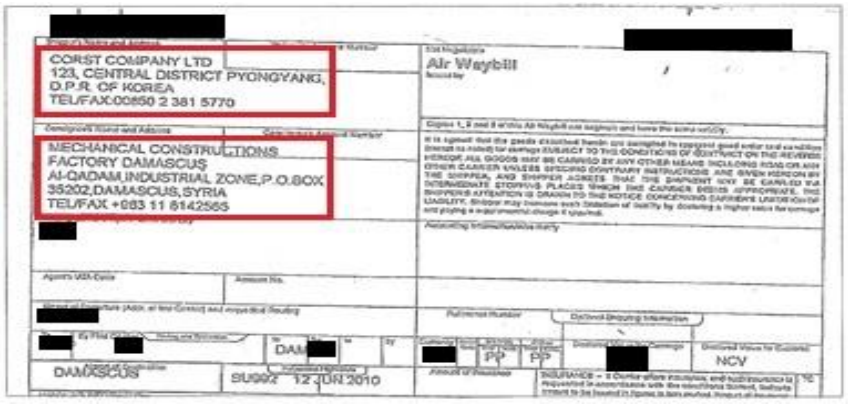
[98] Il s'agit de Jang Bom Su (date de naissance : 15 avril 1957), également connu sous le nom de Jang Hyon U (date de naissance : 22 février 1958 ; passeport nº 654210151), et de Jon Myung Guk,

avec les deux entités ou individus portant les noms mentionnés dans la lettre ». Elle n'a pas répondu à une autre demande d'informations concernant Pak Gwang Il ou les représentants de la Tanchon Commercial Bank et Ryu Jin, ni, en particulier, à la question de savoir s'ils avaient été expulsés. L'enquête se poursuit.

Cargaisons d'armes et coopération entre la République arabe syrienne et les sociétés-écrans d'entités désignées (2010–2017)

129. Les enquêtes du Groupe d'experts sur plusieurs cas jusque-là non signalés d'envois d'armes et de coopération avec les sociétés-écrans d'entités désignées, entre 2010 et 2017, ont mis à jour des preuves supplémentaires de violations de l'embargo sur les armes ainsi que d'autres violations, impliquant notamment le transfert d'articles utiles aux programmes de missiles balistiques et d'armes chimiques. D'après un État Membre, pendant de nombreuses années, la Corst Company (République populaire démocratique de Corée) a agi pour le compte du Second Economic Committee[99], entité désignée, envoyant par bateau des articles liés aux programmes interdits à des entités agissant au nom du Centre d'étude et de recherche scientifique. Le Groupe d'experts a obtenu des documents prouvant que la Corst Company avait tenté, en juin 2010, d'envoyer 16 boîtes d'équipements nécessaires à la production d'armes (pour un poids total de 359 kilos) à Damas (fig. XXI).

Figure XXI
Tentative d'envoi à Damas d'équipements nécessaires à la production d'armes par la Corst Company (République populaire démocratique de Corée), 2010



Source : Groupe d'experts.

130. En juillet 2017, Corst a envoyé à la République arabe syrienne des articles destinés à être utilisés dans le cadre de programmes interdits, dont un membre du personnel de recherche du Centre d'étude et de recherche scientifique a assuré la réception. Le Groupe d'experts a également reçu des documents indiquant que Corst était le chargeur. Le numéro du consignataire syrien indiqué sur la facture[100] correspond à celui qu'ont listé les États Membres et l'Union européenne pour la société-écran du Centre d'étude et de recherche scientifique, Megatrade[101]. En outre, le Centre a utilisé

également connu sous le nom de Jon Yong Sang (date de naissance : 1er janvier 1976 ; passeport nº 654210108).

[99] D'après la liste relative aux sanctions, cette entité est impliquée dans plusieurs aspects essentiels du programme de missiles de la République populaire démocratique de Corée ; elle supervise la production des missiles balistiques de cet État et dirige les activités de la KOMID.

[100] Nº de téléphone : 00963 114471081.

[101] « 52. Megatrade, adresse : Aleppo Street, P.O. Box 5966, Damas, Syrie ; Fax : 963114471081 ; "Agit par procuration pour le compte du Scientific Studies and Research Centre (SSRC), qui figure sur la liste. Impliqué dans le commerce de biens à double usage, interdit par les sanctions

les mêmes numéros de téléphone et de télécopie et la même adresse pour une autre de ses sociétés-écrans, Electric Parts Ltd, concernant une cargaison en rapport avec un missile expédiée depuis la République populaire démocratique de Corée et saisie par la République de Corée en 2012[102].

131. D'après un État Membre, la République populaire démocratique de Corée a également livré des matières interdites à la République arabe syrienne, par l'intermédiaire de Choe Ki Yong (최기용), de la société Pusong Trading (부성무역) (également connue sous le nom de Korea Pusong Corporation), qui est aussi rattachée au Second Economic Committee. Les matières ont été livrées au Centre d'étude et de recherche scientifique par des sociétés agissant pour son compte, Elite Surveying Instruments Co. et Megatrade[103]. À l'aide du numéro de facture fourni par le Groupe d'experts, la compagnie de transport aérien a confirmé les informations communiquées par l'État Membre, notamment celles indiquant comme expéditeur depuis la République populaire démocratique de Corée « Elite Surveying Instruments Co. » et comme consignataire, « M. Adeeb Kabekli, Aleppo Street, Building 54, Damas, Syrie, nº de téléphone 00963-11-447-1081 », nom, adresse et numéro correspondant à la cargaison de juillet 2017 envoyée par Corst à Megatrade (voir annexe 36).

132. La KOMID a utilisé de nouvelles méthodes de dissimulation en République arabe syrienne. À l'inverse de la pratique habituelle consistant à inclure des informations sur le consignataire, le chargeur et l'expéditeur dans les documents accompagnant la cargaison du conteneur, les documents fournissant les informations réelles sur le consignataire étaient en fait envoyés séparément par voie aérienne. Ainsi, la République populaire démocratique de Corée a envoyé par voie aérienne à Kim Kwang Chol, un représentant de la KOMID en République arabe syrienne, le connaissement réel et la liste du chargement destiné à Mechanical Systems, une société-écran du Centre d'étude et de recherche scientifique, qui indiquait comme chargeur une société étrangère opérant à Pyongyang, la « China Delixi Group Pyongyang office », bien que le contact indiqué soit un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée, Pak Song Il. Le consignataire indiqué était l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en République arabe syrienne (voir annexe 36). Le Groupe d'experts remarque que, bien qu'un certain nombre de sociétés internationales de logistique aient renforcé les contrôles afin d'inspecter toutes les cargaisons liées à la République populaire démocratique de Corée, les « envois diplomatiques scellés » constituent une exception et sont souvent utilisés par la République populaire démocratique de Corée pour entreprendre des activités interdites impliquant des entités désignées. Avec le recours à une société prétendument étrangère, ces pratiques sont la preuve d'une tentative pour brouiller davantage la datation, les itinéraires et le contenu de cargaisons interdites. Le Groupe d'experts a identifié 39 envois de cargaisons faits entre décembre 2012 et décembre 2017 par la République populaire démocratique de Corée à la République arabe syrienne qui impliquaient les sociétés précédemment mentionnées. L'enquête se poursuit.

---

prises par l'Union européenne à l'encontre du gouvernement syrien" ; 16/10/2012 » (voir *Journal officiel de l'Union européenne*, L 330/9 du 30 novembre 2012).

[102] Voir S/2013/337, par. 46, annexe IX, qui indique l'adresse « Aleppo Street Damascus » et le numéro de téléphone 00963 114471081.

[103] Dans son rapport final de 2017, le Groupe d'experts a noté que « Elite Surveying Instruments », autre nom de la Korea Pusong Corporation, avait été désignée par un État Membre et qu'elle fabriquait des pièces de machine en rapport avec des véhicules telles que meuleuses et roulements à billes, ajoutant qu'« Elite Surveying Instruments » avait été impliquée dans des envois illicites d'articles à double usage à une entité syrienne, « Megatrade ». Voir S/2017/150, par. 99.

133. L'État Membre a également informé le Groupe d'experts que le ressortissant de la République populaire démocratique de Corée Choe Jin Myong[104], représentant de longue date de la Chilsong Trading Company, qui commercialise des pièces de matériel de transmissions militaire, a collaboré avec Han Il, le représentant pour Beijing de la Daeryonggang Trading Corporation[105], entité désignée, en vue de négocier la vente de pièces destinées à la fabrication d'armes à une société syrienne de munitions, Yona Star International[106]. L'accord consistait à inclure des pièces de matériel de transmissions à large bande et des radars de détection à ultra-longue distance ainsi qu'un véhicule d'élimination des engins explosifs. Un autre État Membre a informé le Groupe d'experts qu'il soupçonnait que « [la Syrie ait acquis] plusieurs tonnes d'armements classiques par l'intermédiaire de l'entité de la République populaire démocratique de Corée Chonryong Technology Corp. ». Les négociations entre les deux parties ont eu lieu en septembre 2016 et concernaient l'achat de lance-grenades de calibre 30 mm, de mitrailleuses à six tubes de calibre 7,62 mm et de canons automatiques à six tubes de calibre 30 mm.

Cargaisons interceptées

134. Deux États Membres ont intercepté des cargaisons destinées à la République arabe syrienne contenant des articles identiques et un autre État Membre a informé le Groupe d'experts qu'il avait des raisons de penser que ces cargaisons relevaient d'un contrat[107] passé entre la KOMID et des entités syriennes connues pour leur participation à des activités interdites de la République populaire démocratique de Corée en lien avec la mise au point d'armes chimiques, de missiles balistiques ou d'armes conventionnelles.

1. Expéditeur

135. Les connaissements des cargaisons désignaient une société chinoise, Cheng Tong Trading Co. Ltd, comme chargeur en janvier 2017 (voir annexe 37). Les cargaisons faisaient partie d'un lot de cinq envoyé par la même société, les trois autres ayant été expédiées entre le 3 novembre et le 12 décembre 2016.

136. Les contrats fournis par Cheng Tong Trading Co. Ltd indiquaient que les marchandises des cinq cargaisons avaient été acquises par les sociétés syriennes pour un montant total s'élevant à près de 320 000 dollars (voir annexe 38). Il était prévu dans ces contrats que 30 % de ce montant soit réglé avant expédition, mais Cheng Tong n'a pas pu fournir de bordereaux de paiement. Le Groupe d'experts a demandé ces documents à la Chine. Cette dernière a répondu aux questions du Groupe d'experts concernant la Cheng Tong Trading Company, affirmant que « la Chine ne détient aucun indice ou élément de preuve indiquant que la Cheng Tong Trading Co. traite avec la Korea Mining Development Corporation (KOMID) ou d'autres entités ou individus désignés de la République populaire démocratique de Corée ou qu'elle prend part à des activités violant les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la République populaire démocratique de Corée. Si le Groupe d'experts dispose de preuves concrètes de la relation entre la Cheng Tong Trading Co. et la KOMID, la Chine le prie de bien vouloir les lui transmettre afin qu'elle puisse approfondir son enquête ».

---

[104] 최진명, date de naissance : 14 octobre 1962, passeport nº 472220689.

[105] D'après l'État Membre, ce nom a été utilisé par la Namchongang Trading Corporation, entité désignée.

[106] Yona Star International a été désignée par un autre État Membre ; voir Département du trésor des États-Unis, « Treasury sanctions networks providing support to the Government of Syria », communiqué de presse, 21 juillet 2016.

[107] Le Groupe d'experts ne possède pas de copie de ce contrat.

2. Consignataire

137. Les cargaisons interceptées étaient destinées à une société établie à Damas, la Metallic Manufacturing Factory (voir annexe 37) qui, d'après un État Membre, agit pour le compte ou au nom de la Mechanical Construction Factory[108], elle-même une société-écran pour le Centre d'étude et de recherche scientifique[109]. La Mechanical Construction Factory a précédemment fait l'objet d'une enquête du Groupe d'experts après avoir servi de consignataire pour une cargaison interdite contenant des articles militaires et d'autres articles pouvant être utilisés à des fins militaires[110].

138. Une des autres cargaisons envoyées par la Cheng Tong Trading Company était destinée à une société établie à Damas, du nom de « General Company for Cables », filiale présumée de la General Organization for Engineering Industries (voir annexe 39), une autre société-écran du Centre d'étude et de recherche scientifique[111].

3. Contenu de la cargaison

139. En inspectant les cargaisons interceptées à la demande des États Membres, le Groupe d'experts a constaté que leur contenu correspondait aux connaissements. La première cargaison se composait de six conteneurs de dalles (briques) résistant à l'acide. La deuxième consistait en sept conteneurs de dalles du même type ainsi que de pâte adhésive et d'accessoires (voir fig. XXII). Le nombre de dalles aurait permis de couvrir 5 000 m², surface correspondant à un projet industriel de grande échelle. Une analyse technique des dalles faite par un État Membre a permis de conclure qu'elles étaient conçues pour des activités menées à des températures élevées. Bien que le Groupe d'experts ait déterminé que les articles saisis n'apparaissaient sur aucune liste de contrôle, un autre État Membre l'a informé qu'ils comprenaient « des matières pouvant être utilisées pour fabriquer des briques pour les murs intérieurs d'[une] usine chimique ».

Figure XXII
Dalles (briques) résistant à l'acide inspectées par le Groupe d'experts

Source : Groupe d'experts.

[108] Département du trésor des États-Unis, « Treasury sanctions senior Al-Nusrah Front leaders concurrently with UN designations », communiqué de presse, 23 février 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/sm0011.aspx.

[109] Département du Trésor des États-Unis, « Treasury increases sanctions against Syria », communiqué de presse, 18 juillet 2012. Disponible à l'adresse www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg1642.aspx. Le Centre d'étude et de recherche scientifique a été décrit par un État Membre comme le responsable de la mise au point et de la production d'armes non conventionnelles et de missiles utilisés pour leur lancement (Département du Trésor des États-Unis, « Fact sheet: increasing sanctions against Syria », 18 juillet 2012).

[110] Voir S/2013/337, par. 86 à 89.

[111] Département du Trésor des États-Unis, « Treasury increases sanctions against Syria ».

140. Les cargaisons de novembre et décembre 2016 contenaient des articles également compatibles avec un projet industriel à grande échelle, notamment des vannes, des tubes soudés (23 tonnes), des tubes sans soudure en acier inoxydable (27 tonnes) et des câbles. L'enquête se poursuit.

Suisse

Bras manipulateur utilisé dans une usine de pièces à usage militaire

141. Le Groupe d'experts a enquêté sur un bras manipulateur produit par un fabricant suisse et visible dans le reportage de la KCTV du 20 décembre 2015 sur la « January 18 General Machinery Plant », usine connue pour la fabrication d'articles militaires (voir fig. XXIII)[112]. Il a découvert que le bras manipulateur avait été indirectement acquis par la République populaire démocratique de Corée entre 2006 et 2015, à l'insu du fabricant. Le Groupe d'experts remarque que les bras manipulateurs sont maintenant interdits au titre du paragraphe 7 de la résolution 2397 (2017), dans laquelle le Conseil de sécurité a interdit la vente d'articles relevant du code 84 du Système harmonisé, et au titre des paragraphes 8 et 27 de la résolution 2270 (2016).

Figure XXIII
Bras manipulateur utilisé dans l'usine January 18 General Machinery Plant

Source : KCTV.

Ouganda

142. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités militaires interdites menées en Ouganda et sur les voyages effectués dans ce pays par des personnes travaillant pour le compte d'entités désignées. Le 6 septembre 2017, l'Ouganda a informé le Groupe d'experts que les derniers projets de coopération militaire avec la République populaire démocratique de Corée interdits par la résolution 1874 (2009) avaient expiré ou qu'il y avait été mis fin[113]. Le premier contrat conclu avec l'équipe de formation militaire de la République populaire démocratique de Corée a expiré le 27 avril 2017 et n'a pas été renouvelé. L'Ouganda a fait remarquer que l'autre contrat concernant des pilotes et techniciens des forces aériennes de la République populaire démocratique de Corée devait expirer le 20 mars

[112] Voir S/2017/150, par. 194.

[113] Bien que le Groupe d'experts ait recommandé à l'Ouganda, en juin 2015, de cesser toute coopération militaire avec la République populaire démocratique de Corée, plus de deux ans se sont écoulés avant que le contrat n'expire et qu'il ne soit pas renouvelé.

2018, mais qu'il y a été mis fin en 2017 à une date non précisée[114]. L'Ouganda a collaboré avec le Groupe d'experts en lui fournissant les contrats demandés et la liste des 19 officiers, dont les rangs allaient de général de brigade à commandant, qui étaient concernés par le contrat des forces armées et des trois colonels ainsi qu'un commandant, qui formaient l'équipe d'entraînement militaire et ont désormais quitté le pays[115]. L'Ouganda n'a toutefois pas encore répondu aux questions du Groupe d'experts concernant les activités de quatre responsables de la KOMID également actifs en Libye, au Soudan et en République arabe syrienne et dont il est rapporté qu'ils se sont rendus en Ouganda[116]. En décembre 2017, l'Ouganda a effectivement signalé que deux diplomates de la République populaire démocratique de Corée, « Yu Kyong Jin et Jong Kuk Chol, qui auraient été employés par une entité visée par les sanctions de l'ONU, la Korea Mining and Development Trading Corporation, ont été priés de quitter le pays en octobre 2017 »[117]. L'Ouganda n'a pas encore répondu aux questions du Groupe d'experts concernant les tentatives entreprises par le bureau de l'attaché militaire à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Kampala pour fournir à des pays tiers des services militaires interdits au titre des résolutions[118].

République-Unie de Tanzanie

143. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur le contrat de 10,49 millions d'euros signé par la Haegeumgang Trading Corporation (également connue sous le nom de Haegumgang) pour la réparation et la modernisation des systèmes de missile sol-air Pechora (S-125) et des radars de défense aérienne P-12 en République-Unie de Tanzanie. Le pays a informé le Groupe d'experts qu'« en 2014, la Tanzanie a pris la décision de mettre fin, avec effet immédiat, à la relation d'affaires entre le Gouvernement tanzanien et la Naegeumgang (sic) Trading Company de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que l'indiquait le rapport du Groupe d'experts »[119]. Toutefois, d'après un État Membre, les contrats militaires n'étaient que « temporairement suspendus » en avril 2014 et, « en juillet 2016, la coopération militaire avec la République populaire démocratique de Corée a repris après réception par celle-ci d'un acompte de 40 % au titre des contrats ». En décembre 2016, le responsable de la Haegeumgang Trading Corporation en République démocratique du Congo, Kim Kwang Nam[120], est entré sur le territoire tanzanien en compagnie de techniciens de la République populaire démocratique de Corée spécialisés dans le matériel de détection électromagnétique. Les techniciens militaires résident sur un site militaire tanzanien à Nyumbu, près de la ville de Kibaha, et participent à la remise en état des radars P-12 depuis février 2017, d'après un État Membre. Le Groupe d'experts a écrit à la République-Unie de Tanzanie pour demander la preuve de l'annulation du contrat et de la durée du séjour de tous les techniciens et membres du personnel d'Haegeumgang dans le pays ; il attend une réponse. Il note que Haegeumgang a exercé des activités dans le Mozambique voisin, participant à la modernisation du même type de systèmes de défense aérienne[121].

---

[114] Le Groupe d'experts a dressé une première liste des instructeurs des forces aériennes de la République populaire démocratique de Corée présents sur une base aérienne ougandaise dans sa lettre du 24 juillet 2015 adressée à l'Ouganda. Voir S/2016/157, par. 114 et fig. XXV.

[115] Le Groupe d'experts note que les salaires de l'équipe d'entraînement militaire de la République populaire démocratique de Corée devaient être versés en dollars des États-Unis à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Kampala.

[116] Voir S/2017/150, tableau 8.

[117] Voir S/AC.49/2018/11, annexe. Rapport de l'Ouganda sur l'application des résolutions 2321 (2016) et 2371 (2017) du Conseil de sécurité, 18 janvier 2018.

[118] S/2017/150, par. 122

[119] Voir S/2017/742, par. 30.

[120] Date de naissance : 27 novembre 1958, passeport n° 836420376.

[121] Voir S/2017/742, par. 26.

Zimbabwe

144. Le Groupe d'experts enquête sur la présence présumée du Mansudae Overseas Project Group of Companies[122] et de personnes travaillant pour le compte de la Green Pine Associated Corporation et du Bureau général de reconnaissance au Zimbabwe. Le Zimbabwe a fourni des informations sur deux sociétés de la Mansudae, la « Mansudae Ordinance Supplies » et la « Mansudae Boka Design Company », affirmant que la deuxième « n'est pas une filiale de Mansudae Overseas Project ou de Mansudae Art Studio ». Il a également affirmé que la Mansudae Ordinance Supplies « est inactive » et que la Mansudae Boka Design Company « est spécialisée dans l'or et les métaux nobles », d'abord en tant que « société de conception de bijoux », et maintenant en tant que « fabricant de bijoux »[123]. Toutefois, le Groupe d'experts remarque que deux des trois directeurs de la Mansudae Boka Design Company, Yun Kyong Chol et Kim Kyong Ryop, sont des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée. Le Zimbabwe a informé le Groupe d'experts que la société était en cours de liquidation. En réponse à la lettre du Groupe d'experts demandant des informations relatives à l'immigration de 83 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée et à leurs activités pour le compte d'entités désignées[124], le Zimbabwe a informé le Groupe d'experts que Ri Hak Chol s'était rendu au Zimbabwe par voie aérienne le 18 août 2017 et avait quitté le pays le 23 août 2017. Kim Yong Nam s'est rendu au Zimbabwe au moins deux fois en 2017 (du 15 au 23 février et du 21 juin au 23 août)[125]. Ri Hak Chol est le président de la Saeing P'il Corporation et a voyagé en Angola, en Égypte et en République islamique d'Iran[126], où des activités de la République populaire démocratique de Corée en rapport avec des armes ont été signalées[127]. Kim Yong Nam serait un officier du Bureau général de reconnaissance, une entité désignée qui supervise les activités de la Green Pine Associated Corporation. Le Groupe d'experts poursuit son enquête sur les activités de ces personnes au Zimbabwe.

Application de l'interdiction relative aux articles de luxe

Meeting aérien de Wonsan

145. Le Groupe d'experts a enquêté sur les manœuvres de deux aéronefs précédemment signalés pendant le « Wonsan Air Festival », en septembre 2016[128]. Concernant l'aéronef P-750 XSTOL fabriqué par Pacific Aerospace Ltd, le Gouvernement néo-zélandais a informé le Groupe d'experts que le Service de douane national avait approfondi l'enquête sur ce cas et poursuivi Pacific Aerospace Ltd pour l'exportation indirecte de pièces d'aéronef vers la République populaire démocratique de Corée. Par ailleurs, Pacific Aerospace Ltd a informé le Groupe d'experts de son adoption de nouvelles politiques et procédures visant à améliorer son système interne de contrôle des exportations.

---

[122] Il est indiqué, à l'annexe II de la résolution 2371 (2017) du Conseil de sécurité, que le Mansudae Overseas Project « aurait eu des activités » au Zimbabwe.

[123] Lettre au Groupe d'experts reçue le 26 octobre 2017.

[124] Lettre du Groupe d'experts adressée au Zimbabwe le 12 octobre 2017.

[125] D'après le Département de l'immigration du Zimbabwe, Ri Hak Chol a utilisé un passeport de la République populaire démocratique de Corée portant le numéro 836220494. Kim Yong Nam a utilisé un passeport de la République populaire démocratique de Corée portant le numéro 836120079.

[126] Voir S/2017/150, tableau 9.

[127] Voir S/2017/150, par. 103 et 207 à 209 (Angola) ; par. 181 et 182 (Égypte) ; communiqué de presse SC/10633, 2 mai 2012 (République islamique d'Iran).

[128] Voir S/2017/150, par. 126 à 128.

Bugsae Shop (autre graphie de Buksae)

146. Le Groupe d'experts a enquêté sur l'activité à Pyongyang de Bugsae Shop, entité liée à l'OCN (Singapore) Pte Ltd, établie à Singapour (fig. XXIV) (voir par. 178 à 188). Des informations diffusées par les médias révèlent l'importation d'articles de luxe produits dans l'Union européenne et au Japon et distribués par une autre société établie à Singapour, T Specialist International (Singapore) Pte Ltd. Le Groupe d'experts remarque que, dans la réglementation singapourienne relative aux importations et aux exportations, il est interdit d'exporter vers la République populaire démocratique de Corée une large gamme d'articles de luxe, dont les vins et les spiritueux[129].

Figure XXIV
Images confirmant l'appartenance de la Bugsae Shop à l'OCN Group, Pyongyang, juillet 2017

Source : NK Pro.

Succursale de Pyongyang liée à la chaîne de commerce de détail MINISO, censée être établie au Japon

147. Le Groupe d'experts a enquêté sur l'ouverture, en avril 2017, d'un nouveau point de vente de la chaîne MINISO à Pyongyang, se présentant comme « une marque de créateur établie au Japon » (voir annexe 40). Le site Web de MINISO affiche des images d'articles présents dans ses boutiques, tels que des produits cosmétiques et des écouteurs, qui pourraient être considérés comme des articles de luxe d'après la résolution 1718 (2006) puisqu'ils sont concernés par l'interdiction japonaise relative aux articles de luxe. Le 18 janvier 2017, avant l'ouverture de la succursale de Pyongyang, MINISO a signé un accord de coopération stratégique avec la République populaire démocratique de Corée. Parmi les personnes présentes à la cérémonie de signature figuraient notamment Nan Chengyi, le représentant en chef du North Korea Economic Cooperation Council [bureau de Dandong (Chine)] et les cofondateurs mondiaux de MINISO, Miyake Junya (responsable de la création) et Ye Guofu (Président-Directeur général) (voir annexe 41). MINISO prétend que les articles qu'elle distribue à Pyongyang n'ont pas été produits au Japon et que le bureau chinois de MINISO gère la franchise extérieure de la marque, dont la succursale de Pyongyang. Après avoir été contactée par le Groupe d'experts, la marque a supprimé l'adresse de son siège au Japon affichée sur son site Web (voir annexe 42). Par ailleurs, la boutique de Pyongyang a également changé son nom commercial sur ses emballages (voir fig. XXV). Le Groupe d'experts a également évoqué sa

[129] Voir S/2015/131, annexe 11.

préoccupation quant à d'éventuelles violations de l'interdiction frappant les coentreprises, dans une lettre adressée à la société, à laquelle il n'a pas reçu de réponse.

Figure XXV
Exemple de changement de nom commercial sur un emballage

Source : NK News.

Autres affaires concernant l'interdiction relative aux articles de luxe

148. Le Groupe d'experts a enquêté sur l'exportation d'articles de luxe vers la République populaire démocratique de Corée par au moins cinq États Membres ; il leur a adressé des questions et a compilé des informations concordantes.

Bijoux et pierres précieuses ou semi-précieuses (code 71 du Système harmonisé)

149. D'après la base de données Comtrade, l'Inde a exporté, entre janvier et juin 2017, des pierres et métaux précieux d'une valeur de 578 994 dollars vers la République populaire démocratique de Corée. Le produit de base le plus exporté pendant cette période était le diamant (code 710239 du Système harmonisé), pour une valeur de 514 823 dollars.

150. Le Groupe d'experts rappelle que les bijoux énumérés au paragraphe 1 de l'annexe IV de la résolution 2094 (2013) correspondent à ceux regroupés sous le code 71 de la nomenclature du Système harmonisé et demande aux États Membres de faire preuve de vigilance en ce qui concerne toute exportation d'articles entrant dans cette catégorie[130].

151. Dans l'annexe IV du Règlement (UE) nº 2016/682 du Conseil en date du 29 avril 2016 modifiant le règlement (CE) nº 329/2007, qui met en œuvre la résolution 2270 (20), figurent les tableaux de la nomenclature du Système harmonisé correspondant à la liste des articles de luxe dont le transfert vers la République populaire démocratique de Corée est interdit.

Vins (y compris vins pétillants), spiritueux et boissons à base de spiritueux (codes 220410, 220421, 220429, 2205 et 2208 du Système harmonisé)

152. Après l'adoption du Règlement du Conseil, l'Allemagne a exporté vers la République populaire démocratique de Corée, entre juin 2016 et juin 2017, des vins, notamment des vins pétillants, et des spiritueux pour un montant de 151 840 dollars. L'Italie a exporté 46 992 dollars de vin et de vermouth entre juillet 2016 et février 2017 et la Bulgarie a exporté 11 959 dollars de vin en avril 2017. Dans leurs réponses au Groupe d'experts, les trois pays ont affirmé que ces transactions n'étaient pas concernées par le Règlement du Conseil de 2016. Bien que la catégorie « vin, vermouth et autres vins de raisins frais » ainsi que l'éthanol fassent effectivement l'objet d'une exception, si les produits de base exportés par l'Allemagne relevaient du code 22041011 (champagne) et du code 22041091 (Asti spumante), ils n'auraient pas été exclus.

[130] Voir S/2016/157, par. 129.

153. Par ailleurs, entre juin 2016 et août 2017, le Chili a exporté du vin pour un montant total de 290 880 dollars. Le Groupe d'experts n'a pas reçu de réponse du pays à la question de savoir si son interdiction relative aux produits de luxe concernait le vin.

Parfums et cosmétiques (codes 3303, 3304, 3305 et 3307 du Système harmonisé)

154. Entre septembre 2016 et juin 2017, la Bulgarie a exporté vers la République populaire démocratique de Corée des parfums et des cosmétiques pour un montant total de 198 074 dollars. Le total des exportations des mêmes articles par l'Allemagne entre septembre 2016 et avril 2017 s'élevait à 62 179 dollars. Les deux pays ont informé le Groupe d'experts que leurs transactions n'étaient pas non plus concernées par le Règlement du Conseil.

155. Le Groupe d'experts note que l'annexe VIII à un nouveau règlement du Conseil de l'Union européenne, le Règlement (UE) nº 2017/2062 en date du 13 novembre 2017, qui modifie le Règlement (UE) nº 2017/1509, éliminait les exemptions mentionnées ci-dessus en introduisant une interdiction totale de ces articles.

V. Finances

156. Des failles majeures dans l'application des sanctions ont permis à la République populaire démocratique de Corée de continuer d'accéder au système financier international sans que ses activités de contournement n'aient pu être dûment décelées et prévenues. L'efficacité des sanctions financières se trouve systématiquement minée par les pratiques frauduleuses de la République populaire démocratique de Corée et par le fait que de nombreux États Membres n'agissent pas comme ils le devraient.

157. Il a été constaté que plusieurs États Membres ne surveillaient pas assez les activités des représentants des banques de la République populaire démocratique de Corée résidant sur leur territoire ou s'y déplaçant. Beaucoup d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée, dont des banques désignées, disposent d'un réseau de représentants à l'étranger qui continuent de franchir librement les frontières pour réaliser des opérations dans plusieurs pays et établir leur résidence à l'étranger. Qu'ils puissent le faire dénote l'insuffisance de la surveillance exercée sur les activités de ces représentants et les lacunes qui existent dans l'application de l'obligation d'expulser les personnes travaillant pour le compte ou sur les instructions de banques nord-coréennes, de fermer les agences, filiales ou bureaux de représentation de ces banques, et de geler tous les avoirs contrôlés par des entités désignées ou des membres du Gouvernement de la République démocratique populaire de Corée qui se livrent à des activités revenant à violer ou contourner des dispositions des résolutions.

158. Le Groupe d'experts a aussi enquêté sur les méthodes généralement utilisées par les banques de la République démocratique populaire de Corée ou leurs représentants pour ouvrir des comptes et réaliser des opérations financières. L'enquête a révélé des défaillances dans les mesures de vigilance et les dispositifs de précaution de plusieurs institutions financières étrangères. Si, dans certains cas, l'ouverture de comptes avait précédé la désignation ou l'adoption des mesures de sanction considérées, le Groupe d'experts a estimé que les institutions financières n'avaient pas rempli leur devoir de précaution de manière satisfaisante au stade de l'acceptation des clients, qu'elles avaient mis en œuvre des procédures de surveillance des opérations qui laissaient à désirer et qu'elles avaient négligé, pour une large part, d'examiner ces comptes à haut risque. L'ouverture de comptes au nom de nationaux étrangers, de sociétés-écrans et de membres de la famille, et l'introduction de clauses délégant le pouvoir de signature et le contrôle des comptes à un national de la République démocratique populaire de

Corée autorisé ont été des moyens, parmi d'autres, de contourner les sanctions. La fréquence des retraits en liquide sur les comptes examinés par le Groupe d'experts souligne l'importance que revêt, pour la République populaire démocratique de Corée, l'argent en espèces dans la conduite de ses affaires.

159. Les enquêtes financières du Groupe d'experts ont aussi mis en évidence la vulnérabilité fondamentale que représentent les entreprises prestataires de services. Au lieu de servir de rempart contre le contournement des sanctions, elles le facilitent souvent, quoiqu'involontairement. Une fois que la République populaire démocratique de Corée a pu, avec l'aide de ressortissants étrangers, établir une société-écran sans liens manifestes avec le pays, il devient beaucoup plus facile pour ses entreprises de satisfaire aux contrôles de précaution sommaires auxquels les institutions financières les soumettent, d'ouvrir des comptes et de les conserver. Une enquête menée concernant une entreprise singapourienne dont le capital est lié à des institutions financières nord-coréennes a révélé qu'en recourant à des représentants et à des sociétés-écrans à l'étranger, en particulier à Hong Kong, ces institutions parvenaient à effectuer des opérations de façon à ne faire apparaître aucun lien manifeste avec une entité désignée ou des intérêts de la République populaire démocratique de Corée.

160. Les investigations du Groupe d'experts à propos de Glocom ont mis en lumière des méthodes de contournement analogues : grâce à de multiples comptes à l'étranger, en particulier les comptes ouverts au nom de sociétés-écrans avec l'aide de partenaires locaux fiables, Glocom parvenait à déplacer des fonds en permanence dans une même banque ou juridiction et à les mobiliser d'une banque et d'une juridiction à l'autre. Dans ses opérations, qu'il s'agisse de transférer de l'argent entre plusieurs de ses comptes ou de régler des fournisseurs, le réseau a souvent mis en jeu plusieurs tactiques de contournement, dont le recours à de grandes quantités d'argent liquide, à des sociétés-écrans établies à Hong Kong et ailleurs, à des intermédiaires et à des manipulations comptables.

161. Le Groupe d'experts a également enquêté sur le Malaysia-Korea Partners Group of Companies (MKP), un réseau d'agences à l'étranger d'une importante coentreprise de la République populaire démocratique de Corée associée au Bureau général de reconnaissance et à Mansudae Overseas Group et ayant des liens avec des institutions financières nord-coréennes. Ce réseau tire largement parti d'un modèle d'entreprise décentralisé qui lui permet de dissocier, sur le papier, les activités qu'il mène de leurs bénéficiaires nord-coréens et des nationaux d'autres pays qui y apportent leur concours, dont des personnalités éminentes du monde de la politique et des affaires des pays concernés. De plus, le Groupe d'experts a établi que plusieurs sociétés et, dans certains cas, des gouvernements étrangers aident le réseau à financer ses activités, en violation des dispositions des résolutions qui interdisent de telles pratiques.

Représentants de banques et comptes bancaires de la République populaire démocratique de Corée à l'étranger

162. Le Groupe d'experts a mené l'enquête sur plus de 30 représentants d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée ayant des activités à l'étranger, dont Tanchon Commercial Bank, Korea Kumgang Group Bank, Foreign Trade Bank, Cheil Credit Bank, Daesong Bank, Ilsim International Bank, Bank of East Land, Daedong Credit Bank et Ryugyong Commercial Bank qui, en 2017, ont opéré en Chine, aux Émirats arabes unis, en Fédération de Russie, en Libye et en République arabe syrienne (voir annexes 43 et 44). Le Groupe d'experts a déjà fait état, dans certaines des affaires répertoriées, de l'utilisation par la République populaire démocratique de Corée de ses ambassades pour effectuer des opérations

bancaires [131]. Il constate également qu'un grand nombre de ces représentants continuent de voyager dans différents pays. Le représentant de la Foreign Trade Bank en Libye, Ku Ja Hyong, s'est ainsi déplacé à plusieurs reprises depuis l'adoption de la résolution 2321 (2016), se rendant notamment à Dubaï (Émirats arabes unis) et à Djeddah (Arabie saoudite). Le Groupe d'experts rappelle que les États Membres sont tenus d'expulser toute personne dont il a été établi qu'elle travaille pour le compte ou sur les instructions d'une banque de la République populaire démocratique de Corée, en violation du paragraphe 33 de la résolution 2270 (2016) et du paragraphe 33 de la résolution 2321 (2016).

Comptes bancaires détenus à l'étranger par des particuliers ou entités agissant pour le compte d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée

163. Le Groupe d'experts a adressé des lettres à plus de 10 États Membres dans la juridiction desquels des institutions financières et entités désignées de la République populaire démocratique de Corée ont ouvert des comptes bancaires, leur demandant de lui transmettre les documents relatifs aux comptes et des renseignements concernant les opérations effectuées. Un État Membre a répondu que sur les 125 comptes mentionnés par le Groupe d'experts dans sa lettre, 99 avaient été localisés et fermés sauf 1, ouvert sous un nom ne faisant pas l'objet d'une désignation.

164. Les réponses d'autres États Membres ont permis au Groupe d'experts d'analyser les moyens mis en œuvre par les institutions financières de la République populaire démocratique de Corée et leurs représentants pour ouvrir des comptes bancaires à l'étranger[132]. Les renseignements obtenus ont mis en évidence plusieurs techniques de contournement employées par les représentants des banques ayant des opérations à l'étranger, dont le recours à des ressortissants étrangers, à des sociétés-écrans et aux ambassades locales de la République populaire démocratique de Corée pour ouvrir et utiliser des comptes sur lesquels des nationaux de la République populaire démocratique de Corée avaient pouvoir de signature bancaire. Par exemple, le 23 novembre 2013, un compte en euros a été ouvert à l'International Arab Bank of Tunisia par le détenteur d'un passeport chinois, Jin Huixing (金辉星) (voir annexe 45), la gestion du compte étant confiée à un national de la République populaire démocratique de Corée, Nam Sok Chan. Le 7 août 2016, le compte, dont le solde s'élevait alors à 181 730,00 dollars, a été gelé par la banque. Le 27 novembre 2013, un compte en dollars a été ouvert dans le même établissement par un autre détenteur de passeport chinois, Ji Hong Hua (吉红花), le pouvoir de signature bancaire étant délégué au même national de la République populaire démocratique de Corée. Le 24 juillet 2015, la banque a gelé le compte, qui affichait un solde de 25 869,70 dollars. Les documents relatifs à l'ouverture des comptes montrent que Jin Huixing et Ji Hong Hua ont tous deux renseigné l'adresse de « l'ambassade de la Corée démocratique à Tripoli, en Libye » (voir annexe 45). Un autre compte en euros a été ouvert à l'International Arab Bank of Tunisia, le 18 juillet 2012, par Ri Chun Song, en sa qualité de « Délégué du Secrétaire de la Mission de la République populaire démocratique de Corée à Tripoli », avant d'être fermé le 22 août 2013. Ri Chun Song est le représentant de la Foreign Trade Bank à Beijing[133]. Il figurait également, aux côtés de Nam Sok Chan, comme ayant la signature sur un compte en dollars des États-Unis ouvert le 2 juillet 2012 à l'Arab Tunisian Bank au nom de la Foreign Trade Bank de la République populaire démocratique de Corée, et clos le 11 novembre 2012.

[131] Voir S/2017/150, par. 236, 241 et 185 et annexes 14 à 27.

[132] Le Groupe d'experts a reçu des réponses de l'Autriche, du Bélarus, de la Belgique, de la France, de l'Italie, de la Lettonie, de la République de Corée, de Singapour, de la Suisse et de la Tunisie.

[133] La Chine a répondu au Groupe d'experts que, compte tenu de sa désignation, il lui est interdit d'entrer sur son territoire et les banques chinoises ont demandé le gel de ses avoirs.

Enfin, la Foreign Trade Bank a utilisé le nom d'une société-écran, « Kartos », pour ouvrir un autre compte à l'Arab Tunisian Bank le 12 mai 1999, désignant régulièrement comme nouveaux signataires autorisés différents nationaux de la République populaire démocratique de Corée. Le compte a été fermé le 3 mars 2012. Ces cas mettent en relief la nécessité pour les institutions financières de prendre en considération, dans leurs évaluations du risque client, la participation de Nord-Coréens à la gestion des comptes. En donnant le pouvoir de signature bancaire à plusieurs personnes, la Foreign Trade Bank a pu continuer à effectuer des opérations sur les mêmes comptes alors que ses représentants se déplaçaient dans différents pays, d'un bureau à l'autre. Le Groupe d'experts s'est procuré un ordre émis en 2011 par le représentant de la Foreign Trade Bank en Libye, envoyé par télécopie à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Vienne à l'intention du représentant de la banque en Autriche, pour des transferts de fonds sur les comptes en euros et en dollars des États-Unis qu'elle détenait auprès de l'Arab Tunisian Bank en Tunisie – preuve des relations de coopération existant à l'intérieur du réseau mondial de la Foreign Trade Bank.

165. En ce qui concerne les comptes détenus en Autriche, l'ancien représentant local de la Foreign Trade Bank, Kim Yu Jin, a joué un rôle déterminant dans la création d'un réseau complexe de relations financières, ouvrant des comptes au nom de la Foreign Trade Bank dans au moins trois institutions financières distinctes (dont trois comptes dans un même établissement) et ouvrant d'autres comptes en son propre nom, au nom de l'entreprise Korea Ungum Co. et au nom de l'épouse d'un fonctionnaire de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée. D'après les autorités autrichiennes, Kim Yu Jin a lui-même fait partie du personnel administratif et technique de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Autriche et quitté le pays lorsque son accréditation est arrivée à expiration[134]. Au 26 octobre 2017, les autorités autrichiennes avaient fermé 12 comptes bancaires détenus par des personnes rattachées à l'ambassade. L'Autriche a signalé que cette action est allée au-delà des obligations énoncées au paragraphe 16 de la résolution 2321 (2016), qui fait uniquement référence aux diplomates et agents consulaires. Cette interprétation donne à penser que certains États Membres ne considèrent pas le personnel administratif et technique comme étant visé par cette disposition. Or, le Groupe d'experts estime que le paragraphe 16 de la résolution 2321 (2016) s'applique à tout le personnel des ambassades de la République populaire démocratique de Corée, y compris au personnel commercial, administratif, technique et au personnel d'appui, d'autant plus que ces ambassades ont déjà fait appel à cette catégorie d'employés pour ouvrir des comptes bancaires et effectuer des opérations au nom d'institutions financières du pays. Le Groupe d'experts rappelle aussi une recommandation qu'il a formulée antérieurement, demandant aux États Membres de veiller à ce que de nouveaux comptes ne soient pas ouverts au nom de membres de la famille de diplomates[135].

Documents relatifs à l'ouverture de comptes bancaires

166. L'analyse des documents présentés par les institutions financières de la République populaire démocratique de Corée et leurs représentants pour ouvrir des comptes a montré que les établissements financiers n'avaient pas pris les précautions qui s'imposent au stade de la vérification des dossiers en vue de leur acceptation. Par exemple, à la suite d'une demande d'ouverture d'un compte libellé en euros déposée par un représentant de la Korea Daeson Bank auprès d'une grande banque européenne, celle-ci n'a réalisé, au titre de la diligence raisonnable, ni d'examen

[134] Un autre membre de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée, Pak Kang Son, a aussi établi des comptes dans quatre banques différentes.

[135] Voir S/2017/742, par. 65.

indépendant ni de vérification des réponses données par la banque de la République populaire démocratique de Corée dans le questionnaire relatif à la lutte contre le blanchiment d'argent. Il est ressorti d'une liste récapitulant les éléments contrôlés que, alors que des informations négatives sur les demandeurs existaient dans le domaine public (y compris une entrée dans la base de données World-Check de Thomson Reuters), que l'organisme de réglementation de la banque était la Banque centrale de la République populaire démocratique de Corée et qu'aucune documentation vérifiée n'était disponible [136], le service de déontologie de la banque européenne a recommandé que la demande soit acceptée.

167. Singapour a remis au Groupe d'experts une copie des formulaires d'ouverture de compte présentés par une société-écran de la Northeast Asia Bank, Great Best Trading Pte, Ltd, ainsi que les relevés de compte. Great Best Trading partageait ses locaux avec Chinpo Shipping et Tonghae Shipping Agency, les deux sociétés ayant aussi les mêmes principaux cadres dirigeants et actionnaires, ce qui porte à croire que des liens existeraient avec Ocean Maritime Management Company. Le compte a certes été ouvert en 1995, mais rien n'indique que la banque ait jamais procédé à un examen de celui-ci, ni quand l'entreprise a déposé sa première demande d'ouverture d'un compte « business privilege », ni quand un compte en euros a été ajouté sur simple demande envoyée par télécopie, ni quand, en 2013, d'importants retraits et dépôts, de montants ronds, ont été effectués sur le compte, qui affichait un solde moyen de 995 000 dollars. Le Groupe d'experts souligne qu'aux termes du paragraphe 11 de la résolution 2094 (2013), les États Membres sont tenus d'exercer une surveillance renforcée pour prévenir les transactions qui pourraient constituer des violations des résolutions ou des contournements des sanctions.

Banques d'un État Membre européen utilisées pour violer les sanctions

168. De 2009 à 2016, des banques d'un État Membre européen ont été utilisées par des groupements criminels étrangers pour contourner le régime de sanctions, notamment pour exporter des biens et matériels associés aux programmes de la République populaire démocratique de Corée faisant l'objet d'une interdiction. Dans le cadre d'une série d'opérations complexes faisant intervenir des comptes détenus par des sociétés offshore, des clients de plusieurs banques ont transféré des fonds au bénéfice d'entités de la République populaire démocratique de Corée. Les clients offshore de la banque n'ont pas traité directement avec des entités visées par les sanctions, mais ont eu recours à un réseau d'intermédiaires. L'État Membre dont les banques ont reçu une amende pour ces pratiques a transmis des renseignements à ce sujet au Groupe d'experts, qui montrent que les banques n'avaient pas fait preuve de la diligence raisonnable attendue, n'avaient pas exercé une surveillance suffisante des opérations ni procédé à un examen satisfaisant de leurs bénéficiaires. Même si la République populaire démocratique de Corée est géographiquement éloignée de l'État Membre en question, les institutions financières de ce dernier ont été utilisées pour contourner les sanctions, notamment par le recours à des sociétés-écrans offshore. Cette violation a été découverte grâce à la mise en commun d'informations à l'échelle internationale. L'affaire montre comment les méthodes de contournement employées par la République populaire démocratique de Corée rendent l'application des sanctions financières considérablement plus difficile et met en relief l'importance qu'il y a à mettre en place des mécanismes praticables de partage d'informations entre

[136] Des recherches n'ont pas non plus été menées concernant la société mère de la banque, Korea Daesong Economic Group.

les États Membres et les banques, dont la capacité de communiquer librement des informations confidentielles est presque toujours strictement limitée[137].

Opérations financières du Bureau général de reconnaissance

169. Le Groupe d'experts a analysé les relevés d'opérations remis par l'Italie concernant plus de six comptes ouverts dans deux grandes institutions financières du pays par Kim Su-Gwang, un fonctionnaire du Bureau général de reconnaissance dont la France a gelé les avoirs en janvier 2014 ; les avoirs de son père et de sa sœur, Kim Su-Gyong, une des responsables de la Korean United Development Bank, ont également été gelés[138]. Même si l'emploi dans une organisation internationale qui servait de couverture à Kim Su-Gwang a pris fin le 23 janvier 2015, ce dernier détient toujours des biens et au moins un compte en banque en Italie et a signé deux contrats de location d'appartements pour une durée de quatre ans, à compter de février 2015 et de novembre 2016, respectivement. D'après les relevés, il se pourrait que ces appartements soient sous-loués à d'autres nationaux de la République populaire démocratique de Corée[139]. Par ailleurs, Kim Su-Gwang a occupé les fonctions de représentant adjoint au commerce de la République populaire démocratique de Corée au Bélarus, du 24 septembre au 16 décembre 2017, période pendant laquelle, avec une voiture portant une plaque diplomatique, il s'est rendu dans des pays voisins avec son épouse et y a fait des achats.

170. Kim Su-Gwang a ouvert au moins six comptes en Italie en utilisant différentes combinaisons des noms de son père, de sa sœur, de son épouse et de sa mère (Djang Tcheul Hy), le nom de cette dernière étant associé à trois comptes bien que, d'après les archives italiennes, elle n'ait jamais séjourné dans le pays. Sur l'un de ses comptes en dollars des États-Unis (également ouvert au nom de sa mère et de son père), des salaires ont été régulièrement versés par son employeur, ainsi que des pensions provenant de l'autre organisation internationale pour laquelle travaillait son père. Ces paiements se sont poursuivis après que la France a gelé leurs avoirs en janvier 2014.

171. Il apparaît qu'un grand nombre de retraits d'espèces, atteignant souvent le montant maximum autorisé et réalisés à l'aide de plusieurs cartes bancaires à quelques minutes d'intervalle à un même guichet automatique bancaire (GAB), ont été effectués sur ces comptes à Rome, ainsi qu'à Beijing, Kuala Lumpur, Moscou et Shanghai. Une carte a été utilisée pour retirer des espèces à Shanghai et à Kuala Lumpur en février et mars 2014, soit à une période qui coïncide avec la détention en Malaisie (en février 2014) de trois agents du Bureau général de reconnaissance soupçonnés d'avoir fait sortir clandestinement 450 000 dollars en liquide du pays. Des espèces ont aussi couramment servi à l'achat de billets d'avion et de devises. Le recours aux retraits en liquide est une pratique régulièrement utilisée par le réseau Glocom dans ses transactions financières, qui sont l'objet de la section suivante ; elle

[137] L'échange d'informations est limité pour plusieurs raisons. Dans certains États, il n'est autorisé que lorsqu'il y a soupçon d'infraction pénale. D'autres États sont dotés d'un cadre juridique relatif aux sanctions financières ciblées qui les autorise à communiquer légalement des renseignements se rapportant au contournement de sanctions, mais les textes d'application correspondants font défaut. Surtout, de nombreux États n'ont pas étudié la question des mécanismes et voies de communication et des points de contact nécessaires à une telle coopération internationale, ou n'y ont pas accordé une attention prioritaire.

[138] Le Groupe d'experts a précédemment rendu compte de la coopération entre Kim Su-Gwang et son père, Kim Yong-Nam, lui aussi agent du Bureau général de reconnaissance, ainsi que sa sœur, Kim Su-Gyong, responsable de la Korean United Development Bank, relativement à des activités financières en Europe. Voir S/2017/742, par. 52 et 53, et S/2017/150, par. 72 à 87 et 232 à 241 ; voir aussi les annexes 46 à 48.

[139] Ces contrats sont signés de son nom d'emprunt, « Kim Souk Wang ». Les versements mensuels de loyer sur son compte semblent indiquer qu'il sous-loue ces appartements à d'autres nationaux de la République populaire démocratique de Corée.

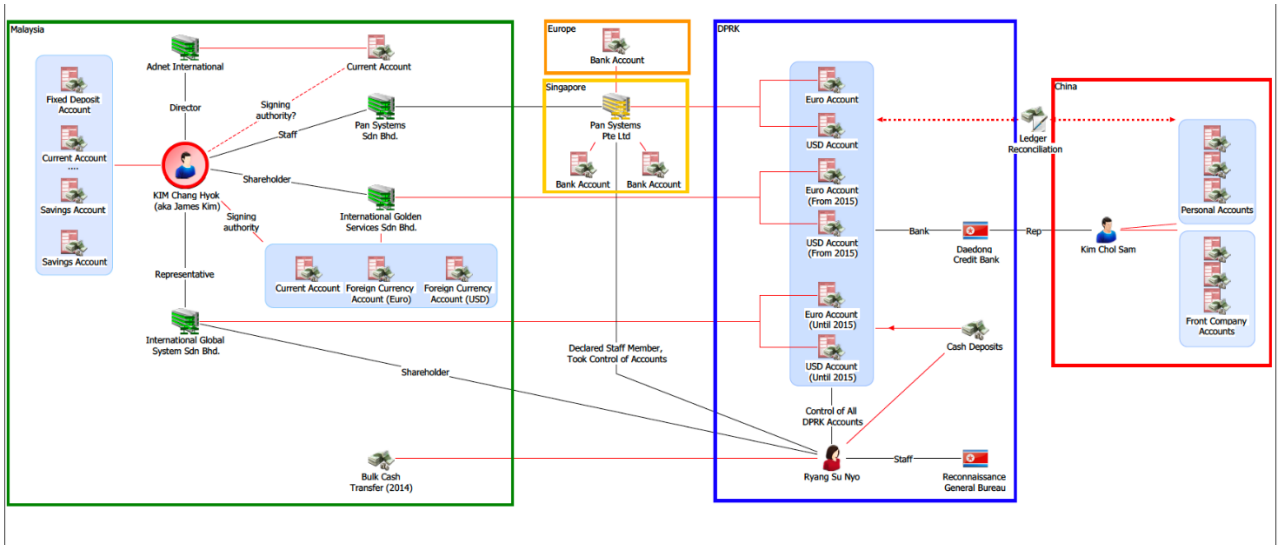
souligne la nécessité pour les institutions financières concernées de prendre, dans le cadre d'une approche fondée sur les risques, les mesures de diligence voulue et d'examiner minutieusement les comptes sur lesquels des nationaux de la République populaire démocratique de Corée ont un pouvoir de signature ou un contrôle indirect.

172. Tous les comptes ont été fermés, à l'exception d'au moins un, ouvert en mars 2014 (soit deux mois après le gel des avoirs prononcé en France) au nom de Kim Kyong Hui, l'épouse de Kim Su-Gwang, à l'adresse de l'employeur de ce dernier, adresse qui reste associée au compte, en dépit de la fin du contrat, intervenue le 23 janvier 2015.

Opérations financières de Glocom

173. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur le financement de Glocom, un réseau contrôlé par le Bureau général de reconnaissance qui vend des technologies de communication militaires interdites [140]. Outre ses quatre comptes bancaires à la Daedong Credit Bank à Pyongyang, le réseau Glocom gérait au moins 10 comptes dans quatre autres pays entre 2012 et 2017, notamment par l'intermédiaire de sociétés-écrans basées en Malaisie. La documentation montre que, grâce aux différents comptes à l'étranger qu'il contrôlait, Glocom a pu sans cesse transférer des fonds d'une banque et d'un pays à l'autre dans le cadre de son commerce illicite.

Figure XXVI
Comptes contrôlés par Glocom



174. Kim Chang Hyok, qui représente Glocom en Malaisie, était le seul à détenir le pouvoir de signature sur les comptes des sociétés-écrans qu'il dirigeait, International Golden Services et International Global System. Contrairement à d'autres affaires étudiées par le Groupe d'experts dans lesquelles les nationaux de la République populaire démocratique de Corée ont cherché à dissimuler leurs liens avec leur pays sur les documents officiels, les pièces du dossier d'ouverture des comptes montrent que la banque malaisienne avait parfaitement connaissance du fait qu'ils étaient contrôlés par la République populaire démocratique de Corée. Kim Chang Hyok s'est présenté comme citoyen de la République populaire démocratique de Corée et a indiqué que c'était de ce pays que provenaient les fonds qu'il avait l'intention

[140] Le réseau est dirigé par la succursale à Pyongyang de Pan Systems Pte. Ltd. Voir S/2017/742, par. 52 et 53, et S/2017/150, par. 72 à 87 et 232 à 241.

d'utiliser pour ouvrir une usine en Malaisie. Ces signaux d'alarme ont été ignorés de la même manière lors des démarches d'ouverture de comptes et dans le cadre des mesures de vigilance relatives à la clientèle par l'institution financière européenne susmentionnée au moment d'établir sa relation d'intermédiaire de la Korea Daesong Bank.

175. En plus des quatre comptes des sociétés-écrans qu'il gérait, Kim Chang Hyok détenait quatre comptes personnels dans une banque malaisienne. Il a réglé ses dépenses courantes presque exclusivement par carte de crédit et fréquemment retiré le montant maximum journalier autorisé dans des GAB. Il a réparti les retraits d'espèces entre ses différents comptes, limitant ainsi la capacité de la banque de cerner la nature de ses activités[141]. Les comptes ont été réapprovisionnés périodiquement par des dépôts en liquide ou l'endossement de chèques d'un gros montant émis par la même banque.

176. Pour payer ses fournisseurs et transférer des fonds à l'intérieur du réseau, Glocom a souvent eu recours à une succession précise de procédés combinant diverses tactiques couramment utilisées par la République populaire démocratique de Corée pour contourner les sanctions financières[142]. Dans un premier temps, un national de la République populaire démocratique de Corée déposait de l'argent liquide dans un des comptes de Glocom à Pyongyang[143]. Le dépôt était dans un deuxième temps rapproché entre le grand livre et des comptes contrôlés par Kim Chol Sam, alors représentant de la Daedong Credit Bank en Chine[144]. Le même jour ou le lendemain, Kim Chol Sam réalisait un transfert du même montant au bénéfice du destinataire visé en Malaisie ou à Singapour. Pour ce faire, l'argent passait du compte où le dépôt avait été enregistré à une société-écran à Hong Kong contrôlée par la République populaire démocratique de Corée, déduction faite des frais de virement et d'une commission pour les intermédiaires. La société-écran remettait alors à son tour les fonds au destinataire final. En conséquence, l'institution financière qui recevait les fonds en Malaisie ou à Singapour constatait simplement un versement en provenance de la société-écran basée à Hong Kong, et non des détenteurs réels des comptes à la Daedong Credit Bank, à savoir International Global System ou Pan Systems. Il en allait de même pour les établissements correspondants qui traitaient les opérations, y compris ceux de New York, qui n'avaient qu'une idée imprécise de l'origine ou des bénéficiaires de l'opération. Glocom a appliqué cette méthode non seulement pour payer ses fournisseurs, mais aussi pour déplacer des sommes à l'intérieur de son réseau, plus précisément entre les comptes de ses sociétés-écrans à Pyongyang et ceux

---

[141] En moins de deux ans, entre 2013 et 2015, Kim Chang Hyok a effectué 63 retraits d'espèces dans des GAB, pour un total de 88 000 ringgit (environ 21 000 dollars). La grande majorité de ces retraits ont atteint le maximum autorisé. Ils ont souvent été effectués en série, le même jour ou sur des jours consécutifs. Ainsi, sur une période de deux jours en août 2014, Kim Chang Hyok a réalisé huit retraits d'un montant total de 9 000 ringgit (environ 2 200 dollars).

[142] Comme le Groupe d'experts l'a indiqué dans son rapport à mi-mandat de 2017, deux sociétés-écrans de Glocom – International Global System et Pan Systems – avaient des comptes auprès de la Daedong Credit Bank. Ces comptes étaient gérés par Kim Chol Sam, alors représentant de la banque en Chine, qui a utilisé ses propres comptes personnels et les comptes de sociétés-écrans pour réaliser des opérations pour le compte de clients de la banque ayant des liens avec Glocom.

[143] Plusieurs de ces dépôts ont été effectués par Ryang Su Nyo, membre du Bureau général de la reconnaissance, actionnaire d'International Globla System et actrice de premier plan dans le réseau Glocom. Ryang était signataire autorisée des comptes de Glocom à la Daedong Credit Bank et est connue pour avoir joué un rôle déterminant dans le transfert d'espèces en lien avec des activités de Glocom. En 2014, elle a été interceptée alors qu'elle quittait la Malaisie en possession d'un montant de 400 000 dollars des États-Unis en coupures neuves.

[144] La Chine a répondu au Groupe d'experts qu'il était retourné en République populaire démocratique de Corée le 14 octobre 2016 et qu'à l'instar des autres personnes désignées, il n'était pas autorisé à entrer dans le pays.

de Malaisie. La figure XXVII donne à voir un exemple de ce type d'opérations qui ont permis à Glocom de transférer des fonds en interne.

Figure XXVII
Paiement d'un fournisseur de Singapour par l'International Global System

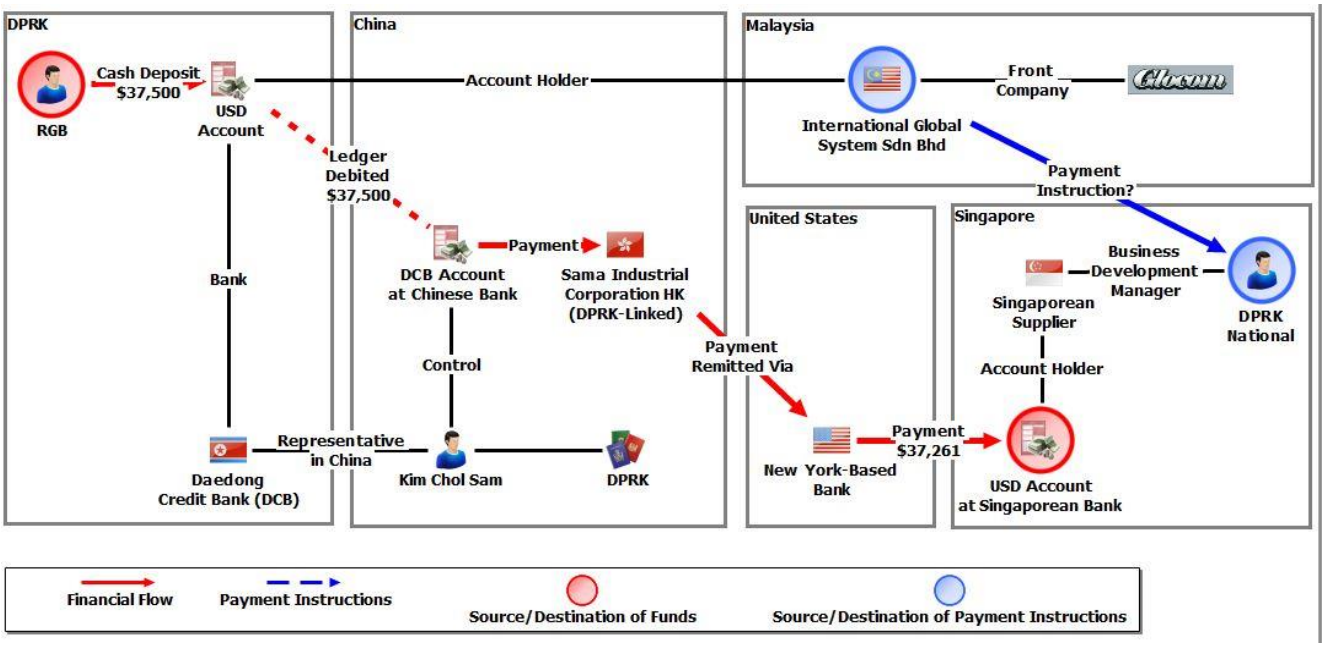
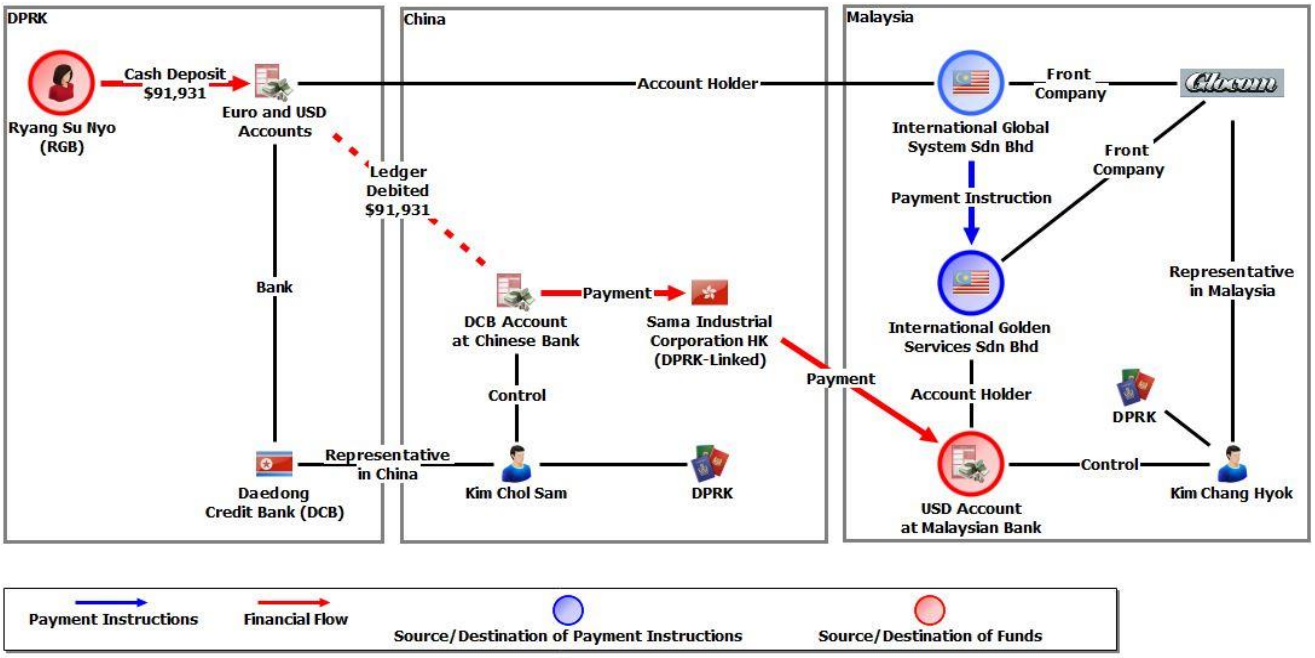


Figure XXVIII
Paiements entre sociétés-écrans de Glocom



177. Le Groupe d'experts recommande que les États Membres concernés expulsent de leur territoire tous les représentants de banques de la République populaire démocratique de Corée et gèlent tous les comptes bancaires et autres avoirs détenus par eux, ainsi que par toutes les personnes et entités agissant pour le compte de Pan Systems ou de Glocom.

Liens de la Ryugyong Commercial Bank et de la Daedong Credit Bank avec l'étranger

178. Le Groupe d'experts a enquêté sur trois sociétés singapouriennes et sur un particulier et deux entités chinois soupçonnés non seulement de vendre des articles de luxe, mais aussi d'entretenir des liens d'affaires avec des institutions financières de la République populaire démocratique de Corée en violation du paragraphe 33 de la résolution 2270 (2016), du paragraphe 33 de la résolution 2321 (2016) et du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017) concernant les coentreprises. Dans le cas de deux des entreprises chinoises et singapouriennes et dans celui du particulier chinois, les liens ayant fait l'objet de l'enquête impliquaient également des prises de participation au capital d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée, une des méthodes généralement employées que le Groupe d'experts a recensées en 2017 dans son rapport à mi-mandat et dans son rapport final[145].

Activités d'entreprises étrangères en République populaire démocratique de Corée

179. Les deux principales entreprises faisant l'objet d'une enquête, OCN (Singapour) Pte Ltd et T Specialist International (Singapour) Pte Ltd, ont la même adresse à Singapour et le même directeur, « Leo » Ng Kheng Wah (voir annexes 49 et 55). La firme OCN a des activités en République populaire démocratique de Corée depuis 1995 et exporte des marchandises dans le pays depuis au moins 2006 ; elle fournit notamment les grands magasins Bugsae à Pyongyang en produits destinés à la vente, dont des articles de luxe (voir par. 146 ci-dessus). Depuis 2004, elle emploie un directeur pour son bureau de Pyongyang, Ri Ik (également connu sous le nom de Li Ik) (voir annexes 56 et 57). Au moment de la rédaction du présent rapport, celui-ci était toujours sous contrat avec OCN, mais selon les archives tenues par Singapour concernant les voyages, il a passé beaucoup de temps à Singapour ces dernières années. En réponse aux demandes de renseignements du Groupe d'experts, les avocats d'OCN ont affirmé qu'elle ne possédait pas de locaux à usage de bureaux à Pyongyang et qu'à la fin de 2012, elle avait mis fin à la vente de marchandises en République populaire démocratique de Corée. D'après leur réponse, le 1er janvier 2013, T Specialist, entreprise qui est affiliée à OCN, a conclu avec Wang Zhi Guo (王志国, voir annexes 50 à 54)[146], directeur de Pinnacle International Distribution (Hong Kong) Company Ltd (entreprise enregistrée à Hong Kong), un contrat portant sur des services de conseil et des services logistiques, aux termes duquel des marchandises seraient expédiées par T Specialist à Dalian, le port de destination, pour leur distribution en Chine.

---

[145] Voir S/2017/742, par. 54, et S/2017/150, par. 228.

[146] Une entreprise singapourienne homonyme, « Pinnacle International Pte. Ltd », qui a existé de 1993 à 2009, a été co-dirigée par Wang Zhi Guo et Ng Kheng Wah (« Leo »), ce qui met en évidence les liens étroits les unissant. Wang apparaît comme actionnaire de Lagun Sari, aux côtés des deux filles de Leo, et directeur d'OCN Shipping Hong Kong, dont on sait qu'elle est liée à la République populaire démocratique de Corée. Dans les documents d'enregistrement, il a renseigné une adresse en Chine (nº 17 Jiangjia Hutong Li Gong Lou, Hedong District, Tianjin, Chine) et le numéro de passeport 140254055 (voir annexes 53 à 55). Wang Zhi Guo est un résident permanent de Singapour.

180. Toutefois, jusqu'en juillet 2017, dans les magasins Bugsae de Pyongyang, des sacs en plastique portant la marque d'OCN étaient distribués aux clients (voir les annexes 60 et 61). Les adresses figurant sur ces sacs correspondent également à l'adresse de la société « OCN Pyongyang » telle qu'elle apparaît dans des documents d'exportation d'une entreprise ukrainienne datés de 2017 (voir annexe 62) [147]. En outre, des marchandises des marques T Specialist et OCN (que ces entreprises sont les seules à détenir et à distribuer) ont continué d'être commercialisées dans les grands magasins Bugsae à Pyongyang jusqu'en juillet 2017 (voir annexes 63 et 64). Les avocats d'OCN ont dans une lettre adressée au Groupe d'experts indiqué : « Nos clients n'ont pas connaissance de la vente de marchandises en République populaire démocratique de Corée telle que décrite dans votre lettre et ignorent comment de telles marchandises ont pu se retrouver en République populaire démocratique de Corée. » Cependant, le Groupe d'experts dispose d'une réponse datant de 2017, adressée par un employé d'OCN/T Specialist à un client nord-coréen potentiel au sujet de l'achat de matériel électronique devant être expédié à Rason, dans laquelle OCN a accepté de fournir un devis pour l'envoi des articles en Chine, ce qui montre que l'entreprise connaissait bien leur usage final.

181. Par ailleurs, concernant le fait que Ri Ik ait continué d'être employé après qu'OCN a supposément mis fin à toutes ses ventes en République populaire démocratique de Corée, l'entreprise a expliqué que « son assistance était nécessaire pour veiller à la recouvrabilité des créances correspondant aux arriérés constatés en 2012 sur les marchandises vendues ». Aucune preuve permettant d'étayer ces affirmations n'a été donnée au Groupe d'experts, malgré ses demandes.

Daedong Credit Bank

182. Les avocats d'OCN ont affirmé au Groupe d'experts qu'OCN n'avait, ni n'avait jamais eu, aucun lien avec FTB, Jae-il Shinyong Unhaeng, First Credit Bank ou Daedong Credit Bank (DCB). OCN a pourtant été l'un des premiers clients de la Daedong Credit Bank, où elle a ouvert un compte en mars 1997, avant de changer le nom du titulaire pour T Specialist. C'est principalement Ri Ik, directeur du bureau de Pyongyang d'OCN, qui a géré le compte. Le compte susmentionné a été utilisé aussi bien par OCN que par T Specialist à partir de 2006 pour transférer le produit de la vente d'articles réalisée dans le magasin Bugsae Shop d'OCN vers les comptes détenus en euros et en dollars par T Specialist auprès de la Development Bank of Singapore, presque toujours pour des montants égaux.

183. Entre novembre 2011 et mai 2014, des opérations évaluées à plus de 5 millions de dollars ont été effectuées sur ce compte au bénéfice de T Specialist et d'une autre société singapourienne, SCN Singapore Pte Ltd, pour le paiement de marchandises vendues au magasin Bugsae Shop d'OCN à Pyongyang et pour le règlement d'autres dépenses. Plus de 25 de ces opérations, d'un montant rond allant de 100 000 à 350 000 dollars, ont été effectuées sur un compte tenu par T Specialist auprès de la Development Bank of Singapore. T Specialist a affirmé au Groupe d'experts que ces fonds avaient été « envoyés par Hongdae International Ltd (HK) et non pas par une institution financière de la République populaire démocratique de Corée quelle qu'elle soit », mais le Groupe d'experts a précédemment établi que Hongdae avait été

[147] OCN Pyongyang Office nº 01-05, Changgwang House, Ryenhwa-Dong, Central district, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée. Un guichet automatique de la Ryugyong Commercial Bank renvoie aussi à une adresse à la Changgwang Foreign House, Suite nº 05-24 (voir annexe 58). Dans une lettre adressée au Groupe d'experts, les avocats d'OCN ont affirmé que les sacs en plastique portant la marque d'OCN avaient cessé d'être imprimés en 2012 ou autour de cette date, mais qu'ils étaient « vendus à M.Ri Ik suite à sa demande » et que « après 2012,M.Ri Ik les a imprimés ailleurs sans que notre client le sache».

créée par Kim Chol Sam (alias Jin Tiesan 金铁三), représentant de la Daedong Credit Bank à Dalian (Chine), afin de réaliser des opérations financières pour le compte de la Daedong Credit Bank[148]. D'après T Specialist, ces transferts correspondaient à « des arriérés relatifs à des montants restant dus pour des marchandises vendues » avant octobre 2012, mais l'entreprise a refusé d'apporter des pièces justificatives. Le Groupe d'experts constate également que Pan Systems – une société dont il a recommandé la désignation[149] – a effectué un transfert de 1 157,69 euros en juillet 2011 en faveur de T Specialist. Cela met en évidence le lien existant entre ces deux entités et réseaux de Singapour et de la République populaire démocratique de Corée.

184. En ce qui concerne une dizaine de transactions d'un montant allant de 70 000 à 150 000 dollars réalisées depuis ce compte au bénéfice de l'autre entreprise singapourienne, SCN Singapore Pte Ltd, auprès de la Overseas-Chinese Banking Corporation Limited Singapore, les avocats d'OCN ont déclaré que « l'entité SCN Singapore n'[avait] pas de liens avec nos clients ». SCN n'a pas encore donné suite aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

185. Des renseignements complémentaires que le Groupe d'experts a obtenus indiquent que des transferts, en euros comme en dollars des États-Unis, ont été réalisés à maintes reprises en faveur de T Specialist, à partir d'un compte détenu par le « Département de la gestion financière du Parti » auprès de la Korea Kwangson Banking Corporation, pour le paiement de marchandises fournies à Changgwang Foreigners' Dormitory, ainsi que pour le règlement à des entreprises chinoises de divers biens de consommation, le paiement de redevances portuaires de navires étrangers, de notes d'hôtel, « d'investissements d'OCN dans le bâtiment » et de ciment. OCN/T Specialist ont nié avoir connaissance de ces transferts.

Ryugyong Commercial Bank et Koryo Commercial Bank

186. Les enquêtes du Groupe d'experts ont également mis en évidence les liens étroits existant de longue date entre OCN/T Specialist et la Ryugyong Commercial Bank, y compris sous la forme de participation au capital. En 2012 et 2013, trois transferts de 499 970 dollars chacun ont été réalisés sur un compte de T Specialist à Singapour par Pinnacle International, société dirigée par Wang Zhi Guo, auxquels s'ajoute un virement de 499 935 dollars en provenance de Mars Rock International (soit 1 999 845 dollars au total). Ces transactions correspondaient à la livraison d'un GAB ainsi qu'à l'achat de parts de la Ryugyong Commercial Bank, facilité par Ri Ik. Non seulement les fonds ont été transférés sur un compte de T Specialist mais, par ailleurs, un État Membre a informé le Groupe d'experts qu'OCN et la Koryo Commercial Bank formaient une coentreprise avec la Ryugyong Commercial Bank. Le Groupe d'experts a par la suite reçu des informations selon lesquelles T Specialist et la Koryo Commercial Bank constituaient une coentreprise dénommée Ryugyong Commercial Bank. OCN a cependant nié avoir des intérêts dans la Ryugyong Commercial Bank, affirmant au Groupe d'experts qu'elle « [n'avait] jamais eu pour intention d'être le bénéficiaire effectif ou la partie intéressée dans l'achat ». OCN a également prétendu que son rôle s'était limité à apporter des services de traduction entre Ri Ik et Wang et que les parts de la Ryugyong Commercial Bank étaient rachetées à une entreprise chinoise dénommée TungHye[150]. OCN n'a pas fourni au Groupe d'experts les documents demandés pouvant étayer ces affirmations et il est improbable que Ri Ik et Wang Zhi Guo aient nécessité des services de traduction en général, et de la part d'OCN en particulier, étant donné l'expérience qu'ils ont tous deux en matière de travail, de voyage et de résidence à l'étranger. En effet, ces quatre dernières années,

[148] Voir S/2017/150, par. 228 à 230.

[149] Voir S/2017/742, par. 52 et 62, et S/2017/150, par. 232 à 241.

[150] En mandarin, son nom pourrait être rendu comme suit : Tungha, Tunghai ou Donghai.

Wang Zhi Guo a effectué 25 déplacements à Singapour et à l'extérieur, passant 1 256 jours dans le pays, tandis que Ri Ik s'est déplacé à 37 reprises, passant 518 jours à Singapour (voir les annexes 51 et 57). T Specialist a aussi admis avoir entretenu une correspondance entre 2012 et 2014 avec Ri Ho Nam [151], directeur général et représentant de la Ryugyong Commercial Bank à Beijing depuis au moins 2014, et avec Ri Jong Ui, représentant de la Koryo Commercial Bank, à propos de l'opération d'achat de parts de la Ryugyong Commercial Bank. Cette correspondance n'a pas été remise au Groupe d'experts, malgré ses demandes.

187. Preuves supplémentaires des liens existant entre la Ryugyong Commercial Bank et OCN à Pyongyang, un GAB de la banque a été installé au printemps 2017 dans le magasin Bugsae Shop, et plus tard la même année, les clients de la banque qui déposaient au moins 10 000 dollars pour une durée minimum d'un an se sont vus offrir une carte « VIP » Gold ou Silver et une réduction de 5 % au Bugsae Shop et au Pothonggang Ryugyong Store (voir annexe 59).

188. Ces affaires mettent en lumière la pratique systématique qui consiste à faire que le capital d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée soit en partie détenu par des entités et particuliers étrangers, qui facilitent directement les activités illicites du pays en lui donnant accès au système financier et commercial international. Elles illustrent comment les institutions financières nord-coréennes contournent les sanctions en passant par des représentants et des sociétés-écrans à l'étranger pour effectuer des opérations de façon à ne faire apparaître aucun lien manifeste avec une entité désignée ou des intérêts du pays. Les sociétés-écrans de la République populaire démocratique de Corée enregistrées à Hong Kong qui réalisent des transactions par l'intermédiaire de banques chinoises et singapouriennes ne vont pas nécessairement éveiller des soupçons. Les banques qui servent principalement la clientèle des centres financiers offshore devraient par conséquent exercer une surveillance suffisante en s'informant sur l'identité de leurs clients et en accomplissant leur devoir de diligence relatif à la clientèle ; elles devraient également procéder à un contrôle et un filtrage adéquats des transactions, lesquels auraient dû déclencher des signaux d'alerte compte tenu de la fréquence, sur une longue période, de transferts de montants importants et égaux en provenance d'un pays dans la juridiction duquel des sociétés-écrans de la République populaire démocratique de Corée sont régulièrement enregistrées. En ce qui concerne les pratiques relatives aux registres du commerce, ce cas illustre également la technique de contournement bien connue utilisée par la République populaire démocratique de Corée, qui consiste à ce que des personnes du pays se fassent passer pour des nationaux de la République de Corée dans les formalités administratives commerciales (technique que l'on retrouve également dans le cas de MKP mentionné au par. 199 ci-dessous). Conformément aux dispositions financières des résolutions, le Groupe d'experts recommande que les États Membres concernés prennent toutes les mesures nécessaires pour appliquer les dispositions énoncées au paragraphe 33 de la résolution 2270 (2016), au paragraphe 33 de la résolution 2321 (2016) et au paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017), notamment en faisant en sorte que tous les avoirs d'entités agissant pour le compte d'entités désignées soient gelés, que tous les représentants de banques de la République populaire démocratique de Corée soient expulsés et que les avoirs des personnes désignées soient gelés, et qu'il soit mis fin à toutes les coentreprises avec des entités de la République populaire démocratique de Corée.

[151] Ri Ho Nam (date de naissance : 3 janvier 1967) exerce les fonctions de représentant à Beijing de la Ryugyong Commercial Bank depuis novembre 2014. On trouvera à l'annexe 43 un complément d'information.

Malaysia-Korea Partners Group of Companies

189. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur le siège de MKP en Malaisie et sur son réseau de filiales sur le territoire malaisien et dans le monde. Il a découvert à ce jour des cas de contournement ou de violations de nombreuses dispositions prévues par le régime de sanctions, dont :

a) La participation de Han Hun Il, ressortissant nord-coréen et agent du Bureau général de reconnaissance, à la création et aux activités de plusieurs entreprises du groupe MKP[152], en violation de l'interdiction concernant les coentreprises ;

b) Les relations qu'entretient MKP avec des entités désignées, notamment Mansudae Overseas Project, le Bureau général de reconnaissance et l'Ocean Maritime Management Company Ltd[153] ;

c) Les relations qu'entretient MKP avec des institutions financières nord-coréennes, parmi lesquelles la Korea Kwangson Banking Corporation[154], qui figure sur la liste relative aux sanctions, et peut-être l'International Consortium Bank à Pyongyang ;

d) La sollicitation de diplomates de République populaire démocratique de Corée pour faciliter les échanges commerciaux ;

e) De possibles violations de l'interdiction d'accorder un appui financier public ou privé aux échanges commerciaux avec la République populaire démocratique de Corée ;

f) La participation à la prestation de services de sécurité ;

g) Le recours par MKP à des noms d'emprunt ou à des noms commerciaux qui masquent l'identité du groupe ; le choix d'un modèle d'entreprise fondé sur la décentralisation partielle dans les filiales situées hors du territoire malaisien, et la nomination de facilitateurs étrangers aux postes de direction locale, en vue de pouvoir opposer un déni plausible à l'hypothèse d'un contrôle exercé par Han Hun Il et le Bureau général de reconnaissance sur les entreprises liées à MKP.

Présentation et rôle du citoyen nord-coréen Han Hun Il

190. Selon les informations communiquées par un État Membre, Han Hun Il, alias Edward Han (voir annexe 65), a été envoyé en Malaisie en 1995 en tant que représentant du Mansudae Overseas Project avant de créer MKP, en 1996, avec le Malaisien Yong Kok Yeap. D'après un État Membre, alors que la mission à l'étranger de Han devait prendre fin en 2006, le Troisième Bureau de la Commission de défense de la République populaire démocratique de Corée lui a permis de prolonger son séjour en tant qu'agent du Bureau général de reconnaissance[155]. MKP a assuré, à un moment ou un autre, le contrôle de 13 entreprises situées en Malaisie, parmi lesquelles 10 étaient inscrites au registre du commerce comme toujours existantes au 15 décembre 2017 (voir annexes 66 et 67). Han Hun Il est toujours directeur de sept de ces entreprises, quoique MKP ait indiqué au Groupe d'experts qu'on entendait le

[152] Le 20 mai 1994, Han a ouvert à Singapour une filiale de Mansudae nommée M.O.P. (S) Pte. Ltd, qui a été radiée du registre du commerce le 30 septembre 2009 (voir annexe 68).

[153] Voir S/2017/150, annexes 14-9 et 15-3 et S/2017/742, par. 57.

[154] Voir S/2017/742, par. 57.

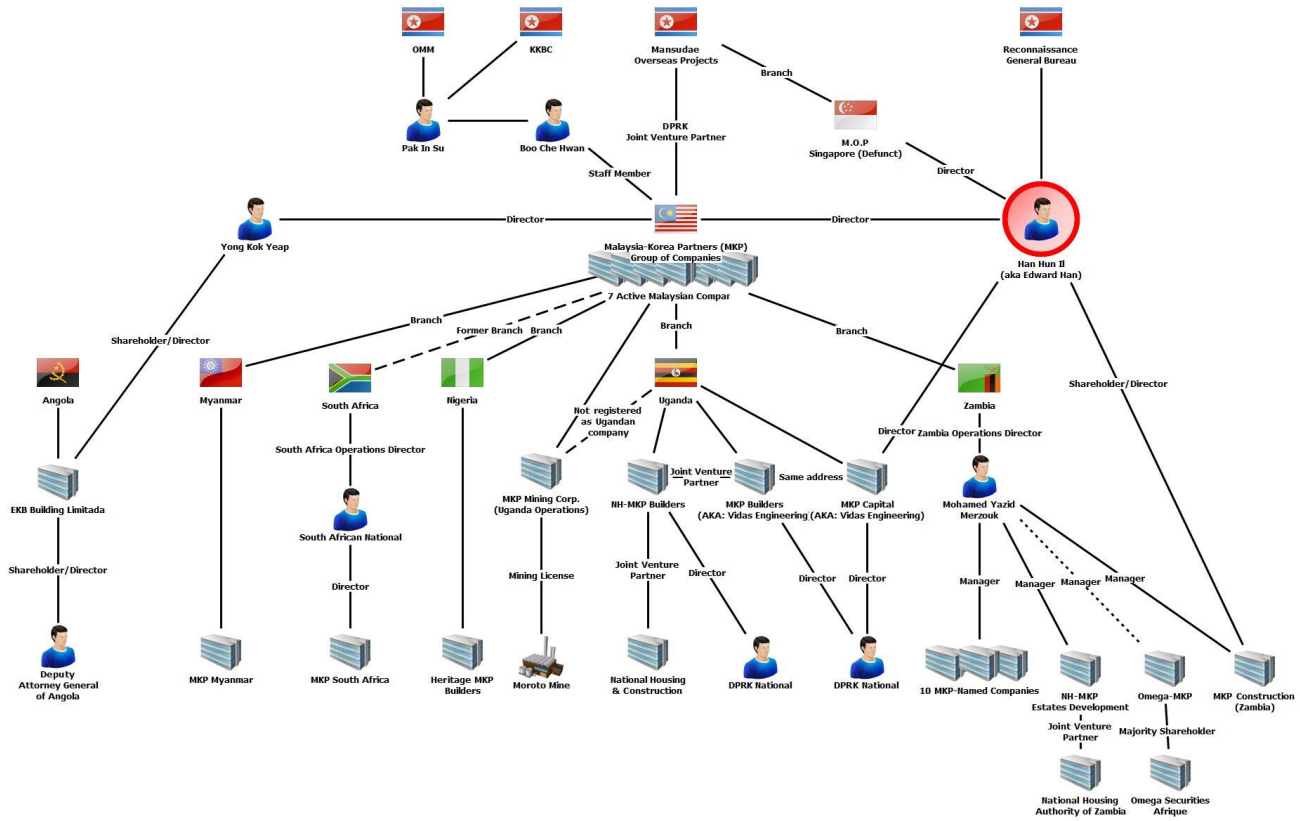
[155] Selon un État Membre, alors que sa mission à l'étranger devait prendre fin en 2006, Han a soudoyé des fonctionnaires du Troisième Bureau de la Commission de défense de la République populaire démocratique de Corée pour obtenir la permission de prolonger son séjour, suite à quoi il s'est vu attribuer le statut d'agent du Bureau général de reconnaissance. Son fils, Han Kum-Ryong (alias « Han Song » ou « Harvard Han »), est devenu membre de la Commission de défense en 2010 et a été employé par MKP au Myanmar jusqu'en 2013.

démettre de ses fonctions. En ce qui concerne la localisation de Han, MKP a fait savoir au Groupe d'experts, le 4 octobre 2017, que l'intéressé ne se trouvait pas alors en Malaisie mais a refusé de communiquer des informations sur ses déplacements et ses visas de travail ou une copie de ses passeports. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que Han Hun Il s'était rendu dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est en 2016, notamment, au mois d'octobre, en République démocratique populaire lao. Au moment de la rédaction du rapport, cette dernière n'avait pas donné suite à la demande de renseignements que lui avait envoyée le Groupe d'experts.

Opérations mondiales de MKP

191. MKP a tissé un réseau vaste et complexe sur plusieurs continents et dans plusieurs secteurs d'activité, notamment l'informatique, le bâtiment, l'extraction minière, le commerce de charbon, la sécurité, les transports et les infrastructures, et dispose d'au moins 15 filiales dans quatre pays. Le Groupe d'experts a pu réunir des éléments sur nombre des activités du groupe en Afrique et à Hong-Kong, mais pas sur celles que MKP affirme publiquement, sur ses différents sites Web, mener dans 18 pays d'Afrique, 6 pays du Moyen-Orient et d'autres pays de toutes les régions du monde (voir annexe 69). La figure XXIX comporte une représentation détaillée des liens entre les personnes et entités affiliées à MKP sur lesquels le Groupe d'experts a enquêté.

Figure XXIX
Opérations mondiales de MKP



192. Les documents versés au registre du commerce concernant les filiales de MKP à l'étranger révèlent que le groupe et ses directeurs ont délégué une partie de leur contrôle sur ces entités, tout leur en conservant la marque « MKP »[156]. Selon ce modèle de propriété et de contrôle, les partenaires étrangers de MKP ont la latitude de décider où, quand et avec qui le groupe fait affaire[157]. En Zambie, où MKP dispose d'au moins 12 filiales, Mohamed Yazid Merzouk, de nationalité algérienne, a assuré un rôle organisationnel central tandis que les postes de direction ont été attribués à un petit nombre de citoyens zambiens (voir annexes 80 à 85). La Zambie n'a pas encore donné suite aux lettres du Groupe d'experts, mais dans la réponse que ce dernier a reçue de MKP le 4 octobre 2017, Yong Kok Yeap a affirmé que Yazid Merzouk avait dirigé et dirigeait toujours MKP (Zambie) et les activités menées dans le pays en toute indépendance vis-à-vis des bureaux du groupe en Malaisie. Cela étant, Yazid Merzouk apparaît fréquemment dans les supports promotionnels de MKP ainsi que dans les documents administratifs des filiales zambiennes au côté de plusieurs directeurs de nationalité nord-coréenne, notamment ceux de MKP Holdings et MKP TMS Hospital (voir annexes 74 à 78 et 80 à 81). Il est également actionnaire majoritaire de l'entreprise zambienne MKP Irehab, dont Yong Kok Yeap reconnaît qu'elle est affiliée à MKP Malaisie (voir annexe 84).

Liens de MKP avec des institutions financières

193. En 2011, MKP a acheté des parts d'une banque zambienne du nom de Commercial Capital Corporation Ltd[158]. Aux dires de Yonk Kok Yeap, MKP (Zambie) détenait une part minoritaire (10 à 20 %) du capital de la Commercial Capital Corporation Ltd. Selon lui, la banque aurait depuis cessé ses opérations, mais les données du registre du commerce semblent indiquer qu'elle est toujours en activité (voir annexe 85)[159]. Sur son site Web, MKP fait également état de ses relations avec l'International Consortium Bank, basée à Pyongyang. Le groupe nie à présent avoir eu des liens quelconques avec cette institution et prétend que tous les éléments de preuve à cet égard, y compris les publicités pour l'International Consortium Bank qu'il a fait paraître sur son site officiel, seraient des faux. Ces déclarations sont contraires aux éléments de preuve accessibles publiquement (voir annexe 86). Des informations concernant la Hi-Fund International Bank, dont MKP reconnaît qu'il s'agit d'un autre nom de l'International Consortium Bank, sont consultables, depuis

[156] Les noms de Yonk Kok Yeap et Han Hun Il apparaissent moins fréquemment dans les documents administratifs des branches du groupe situées hors Malaisie.

[157] L'utilisation de la marque MKP par les filiales du groupe doit être soulignée, en ce qu'elle diffère des pratiques adoptées par d'autres réseaux nord-coréens, qui ont tendance à utiliser une série de noms différents pour leurs sociétés-écrans. La dépendance des filiales au nom du groupe est manifeste même dans le cas de MKP Afrique du Sud, qui a rompu avec MKP Malaisie mais a néanmoins choisi de conserver son nom. Il semble que la réputation de l'entreprise n'ait en rien souffert de cette décision.

[158] Ces faits contredisent les déclarations de Yazid Merzouk, selon lequel MKP prenait part à des activités de financement en Zambie depuis 2008. Voir Lam Seng Fatt, « Healing touch of Malaysian firm », *Star Online*, 31 juillet 2008. Disponible en anglais à l'adresse suivante : www.thestar.com.my/news/nation/2008/07/31/healing-touch-of-malaysian-firm/#zD4XqZ7kt2CKIEMw.99.

[159] Yazid Merzouk n'en est actuellement ni directeur ni actionnaire, ce qui pourrait s'expliquer par le procès qui a récemment opposé Merzouk et la Commercial Capital Corporation Ltd, porté devant la Cour suprême en 2014 (voir annexe 79). Samson Sakala, un des directeurs de MKP Security Systems Zambia Ltd (voir annexe 84) détient en revanche une part considérable du capital de Commercial Capital Corporation Ltd. La section « Finances » du site Web de MKP fait également la promotion d'un service d'envoi de fonds baptisé « Cash4Africa ». En réponse à des demandes d'information concernant ce service, Yong Kok Yeap a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une banque ou d'une entité financière, mais d'un produit de Commercial Capital Corporation proposant des services s'apparentant à ceux de Western Union. Le Groupe d'experts a constaté, dans le cadre de son enquête, que Cash4Africa n'est plus en activité à l'heure actuelle.

2009 au moins, sous l'onglet « Services » du site de MKP. Le Groupe d'experts constate également que MKP et la Korea Kwangson Banking Corporation sont liées de manière indirecte par un contrat de vente de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée et à destination de la Malaisie[160].

194. Yong Kok Yeap admet diriger l'entreprise angolaise EKB Building Limitada conjointement avec l'ancien Vice-Procureur général de l'Angola. Lloyd Chingambo, actionnaire et financeur de MKP-Lloyd's en Zambie, est Président du Conseil consultatif économique national et siège au conseil d'administration de plusieurs grandes banques zambiennes (voir annexe 83). On compte également l'ex-Ministre de la défense zambien parmi les actionnaires de MKP Security Systems Zambia Ltd. Ce type de relations favorise la création de débouchés commerciaux et l'obtention de sources de financement, facilite les contacts avec les décideurs locaux et peut dissuader les gouvernements de prendre des mesures coercitives[161].

Étude de cas d'une opération de MKP à l'étranger

195. La façon dont MKP a créé son bureau sud-africain illustre les méthodes utilisées par le groupe pour monter ses opérations à l'étranger, y compris son utilisation du personnel de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée pour nouer des contacts et des relations, et la présentation de documents falsifiés en vue de satisfaire aux critères de diligence raisonnable de leurs partenaires. Dans le cas qui nous occupe, c'est précisément cette dernière pratique qui a poussé le partenaire sud-africain de MKP, M. X, à rompre tous liens avec MKP Malaisie.

196. C'est en 2008, à Johannesburg, que Han Hun II et Yong Kok Yeap ont rencontré leur partenaire local, M. X, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée en Afrique du Sud et de son attaché commercial. Han Hun Il et Yong Kok Yeap se sont présentés comme étant des industriels du bâtiment et ont invité M. X à se rendre, cette même année, dans les bureaux de MKP à Kuala Lumpur, où il a été nommé Président-Directeur général de MKP Builders et s'est vu proposer 50 % de tous les bénéfices futurs de l'entreprise. En vertu du « partenariat » signé le 17 septembre 2009, celui-ci a été chargé de mettre en œuvre les opérations et de transmettre les projets de contrats à MKP Malaisie, qui assurerait à la fois les activités de construction et de financement.

197. Lorsque M. X a demandé à Han Hun Il et Yong Kok Yeap de lui fournir les états financiers vérifiés complets de l'entreprise et une garantie de restitution d'acompte, MKP lui a envoyé les états financiers de WLS Holdings Limited (HK) – une entreprise enregistrée à Hong Kong avec laquelle le groupe entretient des liens étroits – et la copie scannée d'une garantie bancaire portant sur un montant de 5 millions de dollars émise par une grande banque malaisienne et datée du 28 juillet 2010. M. X s'est rendu en Malaisie accompagné d'un client rwandais afin de vérifier, auprès de la banque émettrice, l'authenticité de la garantie qu'il n'avait pu confirmer lui-même. Il est ressorti de cette prise de contact avec l'institution que les documents avaient été falsifiés, en conséquence de quoi M. X a décidé de rompre avec MKP Malaisie tout en continuant d'utiliser le nom du groupe (sans que la réputation de son entreprise s'en soit ressentie).

---

[160] Voir S/2017/742, par. 57.

[161] Parallèlement, MKP a également créé des entreprises ad hoc distinctes, dans l'unique but de faciliter la passation de contrats particulièrement lucratifs ou de lancer une nouvelle gamme de produits ou de services en partenariat avec une entreprise locale. On pourra citer, à titre d'exemple, l'entreprise Heritage MKP Builders, créée au Nigéria principalement aux fins de la construction du Heritage City Park. Cette stratégie peut également contribuer à limiter les incidences d'éventuelles mesures coercitives à la portion congrue d'un réseau très éclaté.

198. Les branches ougandaise et zambienne de MKP se sont lancées dans une série de projets de construction, dont bon nombre bénéficient d'un financement public (voir annexes 91 et 92). La lettre adressée au Groupe d'experts par MKP faisait directement référence à des contrats passés dans les secteurs du bâtiment et de la culture en Angola, en Malaisie, en Ouganda et en Zambie. L'administration publique ougandaise a octroyé plusieurs contrats à MKP et, pas plus tard qu'en septembre 2017, tentait de lever 200 millions de dollars à investir dans un projet de MKP Holdings Ltd[162] concernant la mine de marbre de Moroto située dans la municipalité de Kasimeri-Moroto (voir annexe 93). L'Ouganda n'a pas répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts. Ce dernier rappelle aux États Membres qu'il est interdit d'accorder un appui financier public ou privé aux échanges commerciaux avec la République populaire démocratique de Corée.

199. En dehors de ses activités minières, MKP possède et contrôle au moins trois entreprises en Ouganda : MKP Capital Bernard Co. Ltd, MKP Builders San Bhd et NH-MKP Builders Ltd (voir annexes 88 et 89). Il est indiqué dans le dossier d'immatriculation de MKP Capital qu'elle est la propriété partagée de deux Ougandais ; les noms d'Edward Han et Yong Kyon Kin y sont inscrits en regard de leur nationalité « coréenne », sans plus de précisions. MKP Builders San Bhd est probablement une branche d'une entreprise malaisienne du même nom dépendant du groupe MKP et appartenant à Han Hun Il et Yong Kok Yeap. De plus, MKP Capital et MKP Builders opèrent en Ouganda sous le nom de Vidas Engineering Services Company Ltd, entité immatriculée séparément au registre ougandais des sociétés. Le Ministère ougandais de l'eau et de l'environnement a octroyé à Vidas au moins quatre contrats portant sur des projets de développement des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement des villes du pays (voir annexes 91 et 92). Ces projets ont été en partie financés par des organismes internationaux de développement, ce qui pourrait constituer une violation de l'interdiction d'accorder un appui financier public ou privé aux échanges commerciaux avec la République populaire démocratique de Corée. Qui plus est, les médias locaux ont rapporté qu'en 2011, le Gouvernement ougandais avait confié à MKP un projet de construction de logements et que le groupe avait abandonné le chantier après avoir reçu un paiement anticipé de 5,2 millions de dollars[163].

200. Le Groupe d'experts a enquêté sur les activités d'Omega MKP Security Systems Zambia, prestataire de services de sécurité sur le territoire zambien. La direction d'Omega a déclaré avoir noué des relations avec MKP après que le directeur de MKP Security Systems Zambia lui a proposé de s'associer, dans le cadre d'une coentreprise. Ce dernier a déclaré que la société cherchait un partenaire stratégique capable de fournir un financement et de l'équipement aux fins de ses activités dans le secteur de la sécurité, plus particulièrement s'agissant d'un projet de surveillance et de sécurisation des frontières à distance confié à MKP Security Systems par le Gouvernement zambien.

201. Selon ses dires, la direction d'Omega aurait accepté de créer une nouvelle entreprise au sein de laquelle les directeurs de MKP Security Systems exerceraient leurs fonctions à titre personnel. Omega a également déclaré n'avoir rencontré Yazid Merzouk qu'à une seule occasion, en 2013. Le Groupe d'experts constate la présence sur le site Web de MKP, depuis le 3 janvier 2012 au moins, d'une photo sur laquelle

[162] Le groupe malaisien MKP est propriétaire d'une entreprise du nom de MKP Holdings Ltd. Aucune entreprise n'est enregistrée sous ce nom en Ouganda. Il est également précisé, dans les informations officielles publiées par l'Ouganda pour faire la publicité du projet minier, que les travaux de prospection réalisés sur le site dans les années 1990 avaient été confiés à une entité nord-coréenne.

[163] Edris Kiggundu, « Police clears Migereko over Naalya project », *The Observer*, 27 octobre 2014.

on verrait les hauts responsables d'Omega en compagnie de Yazid Merzouk (voir annexes 94 à 97).

202. Dans la réponse qu'il a adressée au Groupe d'experts, MKP Malaisie expose une vision différente de sa relation avec l'entreprise zambienne, arguant qu'il participe à Omega MKP dans le cadre d'une coentreprise avec Omega et affirmant que la direction des opérations en Zambie revient à Yazid Merzouk. Les déclarations divergentes des deux parties concernées illustrent combien la structure organisationnelle de MKP, fondée sur la décentralisation partielle et le recours à des intermédiaires, contribue à obscurcir ses opérations et permet d'opposer un déni plausible à l'hypothèse que la République populaire démocratique de Corée participe à l'une quelconque des activités du groupe ou en tire profit.

Utilisation à des fins commerciales de biens diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée

203. Le Groupe d'experts a enquêté sur la location de biens appartenant aux ambassades de la République populaire démocratique de Corée à des fins autres que des activités diplomatiques ou consulaires en Allemagne, en Bulgarie, au Pakistan, en Pologne et en Roumanie, en violation du paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016). Le Groupe d'experts note que l'utilisation prolongée de biens appartenant à la République populaire démocratique de Corée à des fins interdites par la résolution est constitutive d'une violation, indépendamment du fait que l'ambassade reçoive ou non une compensation financière en échange de la mise à disposition de son espace.

Bulgarie

204. Deux entités bulgares, Terra et Technologica, louent des biens immobiliers appartenant à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Sofia. En février 2017, le Ministre bulgare des affaires étrangères a informé l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée et les entreprises concernées des restrictions imposées en vertu de la résolution 2321 (2016) et les a appelées à mettre un terme à toutes les activités visées et à quitter les lieux (voir annexe 98). Les autorités bulgares ont confirmé au Groupe d'experts que, depuis le début de 2017, ces entreprises n'avaient procédé à aucun versement sur le seul compte bancaire dont disposait l'ambassade en Bulgarie. Au moment de l'établissement du présent rapport, le groupe Terra proposait toujours au grand public de louer sa « Résidence Terra », à savoir l'ancienne résidence de l'Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 99).

205. Technologica a indiqué au Groupe d'experts qu'elle avait obtenu, en échange de travaux de rénovation, le droit d'utiliser gratuitement les locaux en question pour une période de 40 mois arrivant à terme à six mois de là. Le Ministre bulgare des affaires étrangères a fait savoir au Groupe d'experts que la situation était d'autant plus complexe qu'il existait un accord bilatéral de réciprocité entre la Bulgarie et la République populaire démocratique de Corée, par lequel la première pouvait utiliser à Pyongyang des biens immobiliers appartenant à la seconde. Le Groupe d'experts note que l'utilisation prolongée par la Bulgarie, à des fins commerciales, de biens appartenant à la République populaire démocratique de Corée constitue une violation du paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016), et ce, même lorsque cette utilisation s'inscrit dans un schéma de compensation bénéficiant à des entreprises précises dans le cadre d'un contrat existant ou dans l'optique d'amortir des pertes financières qu'elles auraient encourues.

Allemagne

206. Après l'adoption, par le Conseil de l'Union européenne, de la décision 2017/345 du 27 février 2017 reprenant les dispositions du paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016)[164], le Ministre allemand des affaires étrangères, dans une lettre datée du 16 mars 2017 concernant la location de biens immobiliers appartenant à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Berlin par EGI Gmbh (City Hostel Berlin) pour un loyer mensuel de 38 000 euros[165] et celle d'une salle de réception par ForXFestival, a exhorté la République populaire démocratique de Corée à se conformer aux paragraphes 17 et 18 de ladite résolution 2321 (2016). Dans une réponse adressée le 21 mars 2017, cette dernière a contesté la validité et la légitimité de ladite résolution et de tous les actes en découlant. Le 7 avril 2017, le Gouvernement allemand a informé les locataires des biens immobiliers concernés de leurs obligations au titre de la résolution 2321 (2016) et de la législation européenne et, par un décret relatif aux échanges extérieurs en date du 4 mai 2017, a érigé en infraction administrative le fait de louer des biens de la République populaire démocratique de Corée. L'Allemagne a parallèlement exercé une pression diplomatique plus forte sur la République populaire démocratique de Corée, en réitérant l'obligation qui incombait à l'ambassade de cesser d'utiliser ses biens à des fins autres que des activités diplomatiques et l'a exhortée, à de nombreuses reprises et à tous les niveaux, à respecter les dispositions de la résolution. En conséquence, le 10 août 2017, l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée a mis fin aux baux de ses deux locataires et leur a demandé d'évacuer les lieux le 30 septembre 2017 au plus tard. Les deux entreprises ont toutefois rejeté cette décision et menacé d'intenter une action en justice. Le 6 novembre 2017, l'Autorité douanière centrale allemande a officiellement lancé une procédure à l'encontre des entreprises participant à des activités illicites telles que visées par les dispositions précitées.

Pologne

207. L'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Varsovie est actuellement occupée par au moins neuf entreprises, dont la plupart appartiennent aux secteurs des médias, de la publicité, de l'immobilier et de la santé (voir annexe 100). D'autres entreprises sont également présentes dans les locaux et servent d'intermédiaire entre l'ambassade et les locataires. La Pologne a fait savoir au Groupe d'experts qu'elle avait d'abord envoyé, en février 2017, une note diplomatique à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée concernant l'utilisation illégale de biens lui appartenant, ce à quoi cette dernière a répondu que ses locaux n'étaient pas utilisés à des fins commerciales, mais simplement pour en assurer l'entretien. La Pologne a envoyé, en novembre 2017, une seconde note demandant à la République populaire démocratique de Corée de lui restituer tous les locaux utilisés à des fins autres que des activités diplomatiques, conformément à l'accord bilatéral de 1966 signé entre les deux pays, mais n'a pas encore reçu de réponse (voir annexe 101). Ce n'est qu'en octobre 2017 que les autorités polonaises

[164] En application du paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016), les États Membres doivent interdire à la République populaire démocratique de Corée d'utiliser des biens immobiliers qu'elle possède ou loue sur leur territoire à des fins autres que des activités diplomatiques ou consulaires. La législation européenne va encore plus loin, l'article 31 *ter* 2) de la Décision (PESC) 2017/345 du Conseil de l'Union européenne modifiant la décision (PESC) 2016/849 disposant qu'« il est également interdit de louer auprès de la RPDC des biens immobiliers situés en dehors du territoire de la RPDC ». Aux fins de l'application de cette décision, le Règlement (CE) n° 329/2007 du Conseil a été modifié de sorte à inclure le paragraphe 1 b) de l'article 4 *sexies*, qui dispose qu'« il est interdit de : [...] b) louer des biens immobiliers, directement ou indirectement, auprès de personnes, auprès d'entités ou auprès d'organismes du gouvernement de la Corée du Nord ». Cette disposition est directement applicable dans tous les États membres de l'Union européenne.

[165] Voir S/2017/742, par. 58.

ont enjoint aux entreprises de quitter les lieux. Le 15 janvier 2018, la Pologne a informé le Groupe d'experts que huit entreprises avaient mis fin à leur bail et qu'une autre était en passe de le faire. Elle a également signalé au Groupe d'experts qu'elle avait donné pour instructions aux services chargés du registre du commerce de ne plus enregistrer d'entités à l'adresse de l'ambassade. Dreamsound Sp. z o. o. a indiqué au Groupe d'experts qu'elle sous-louait des locaux de l'ambassade auprès de Digital Beast Estate Sp. z o. o. Le Groupe d'experts constate qu'au moment de l'établissement du présent rapport, Digital Beast Estate Sp. z o. o. proposait toujours à la location des biens immobiliers appartenant à l'ambassade nord-coréenne (voir annexe 102).

Roumanie

208. La Roumanie a signalé au Groupe d'experts que des biens immobiliers appartenant à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Bucarest avaient été loués, respectivement depuis 2001 et 2011, à deux entreprises qui, à leur tour, les sous-louaient à 27 personnes et entités. Une entreprise, qui s'acquittait d'un loyer mensuel de 46 000 dollars (hors frais) a informé le Groupe d'experts qu'elle avait cessé ses versements à l'ambassade le 10 avril et qu'elle et trois autres entreprises qui lui sous-louaient les espaces concernés avaient évacué les lieux en décembre 2017.

209. La Roumanie a fait savoir au Groupe d'experts que l'entreprise IMA Partners SRL avait elle aussi cessé de verser des fonds à la République populaire démocratique de Corée à partir du 21 mars 2017, mais que ni le bail ni les accords de sous-location qui les liaient n'avaient été rompus[166].

Pakistan

210. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée avait utilisé des biens immobiliers qu'elle possédait ou louait au Pakistan à des fins autres que des activités diplomatiques ou consulaires. Le Groupe d'experts a adressé plusieurs lettres au Pakistan à ce sujet mais n'a pas reçu de réponse à ce jour. Il enquête par ailleurs sur l'utilisation de locaux diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée à des fins de contrebande d'alcool[167].

Recommandations

Recommandation 1

Le Groupe d'experts réitère les recommandations qu'il a formulées dans ses précédents rapports concernant la désignation de Pan Systems[168]. Il recommande en outre la désignation des personnes et entités suivantes : Han Hun Il (Edward Han), Ri Ho Nam, Ri Ik (Li Ik), Wang Zhi Guo, Pak In Su, Kim Chang-Hyok et Kim Su-Gwang ; International Global System et International Golden Services.

[166] Le Groupe d'experts note également que le contrat de prolongation du bail souscrit par IMA Partners SRL auprès de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée avait été signé le 13 février 2017, soit après la date d'adoption de la résolution 2321 (2016) (voir annexe 103).

[167] Drazen Jorgic, « In Pakistan, North Korean diplomat's alcohol stash raises bootlegging suspicions », *Reuters*, 8 novembre 2017.

[168] Voir S/2017/742, par. 62.

Recommandation 2

Le Groupe d'experts recommande que, dans le cadre de l'application des dispositions financières prévues par les résolutions, les États Membres veillent à ce que leurs institutions financières adoptent, dans leurs programmes de connaissance de l'identité des clients et de contrôle du respect des sanctions, une approche fondée sur les risques permettant de repérer les violations et fassent preuve, notamment, d'une vigilance renforcée lors des phases de prise en charge de nouveaux clients, de surveillance des transactions et d'examen des comptes bancaires. À cette fin, les États Membres devraient communiquer plus régulièrement à leurs institutions financières des informations détaillées sur les risques liés au contournement des sanctions.

Recommandation 3

Le Groupe d'experts recommande aux États Membres d'étendre le champ d'application du paragraphe 16 de la résolution 2321 (2016) à tous les membres du personnel d'ambassade, de veiller à ce que les diplomates n'ouvrent pas de comptes bancaires supplémentaires au nom de membres de leurs familles ou de sociétés-écrans, et de vérifier que le compte de chaque diplomate soit fermé au terme de sa mission dans le pays.

Recommandation 4

Compte tenu de la fréquence avec laquelle des sociétés-écrans sont utilisées pour contourner les sanctions financières, les États Membres devraient veiller à ce que les prestataires de services aux entreprises opérant sur leur territoire prennent les précautions qui s'imposent pour recueillir des informations détaillées et exactes sur leurs clients et les propriétaires réels des entreprises et pour soumettre une déclaration de soupçon chaque fois que des dispositions semblent avoir été prises à des fins illicites.

Recommandation 5

Les États Membres devraient prendre des mesures afin que les responsables du secteur financier relevant de leur juridiction accordent une attention prioritaire aux orientations, à la supervision et à la mise en œuvre des contrôles à l'appui de l'application des résolutions.

Recommandation 6

Les États Membres qui disposent des connaissances et de l'expérience requises devraient offrir à ceux qui la demandent une assistance technique concernant le cadre juridique et les mécanismes nécessaires à l'application des dispositions financières prévues par les résolutions.

Recommandation 7

Le Groupe d'experts recommande que les États Membres, en sus de disposer d'un cadre juridique propre à lutter contre le financement de la prolifération, exigent la création de mécanismes solides de mise en commun des informations à l'usage des responsables du secteur financier, des cellules de renseignement financier, des autorités douanières, des autorités chargées du contrôle des échanges commerciaux stratégiques, du contrôle et de la sécurité des frontières, des services de renseignement et du secteur privé.

Recommandation 8

Le Groupe d'experts recommande que les pays concernés fassent le nécessaire pour mettre un terme aux activités autres que diplomatiques pratiquées dans des locaux appartenant à des ambassades de la République populaire démocratique de Corée et interdites en vertu du paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016) et pour annuler l'ensemble des baux correspondants.

VI. Conséquences involontaires des sanctions

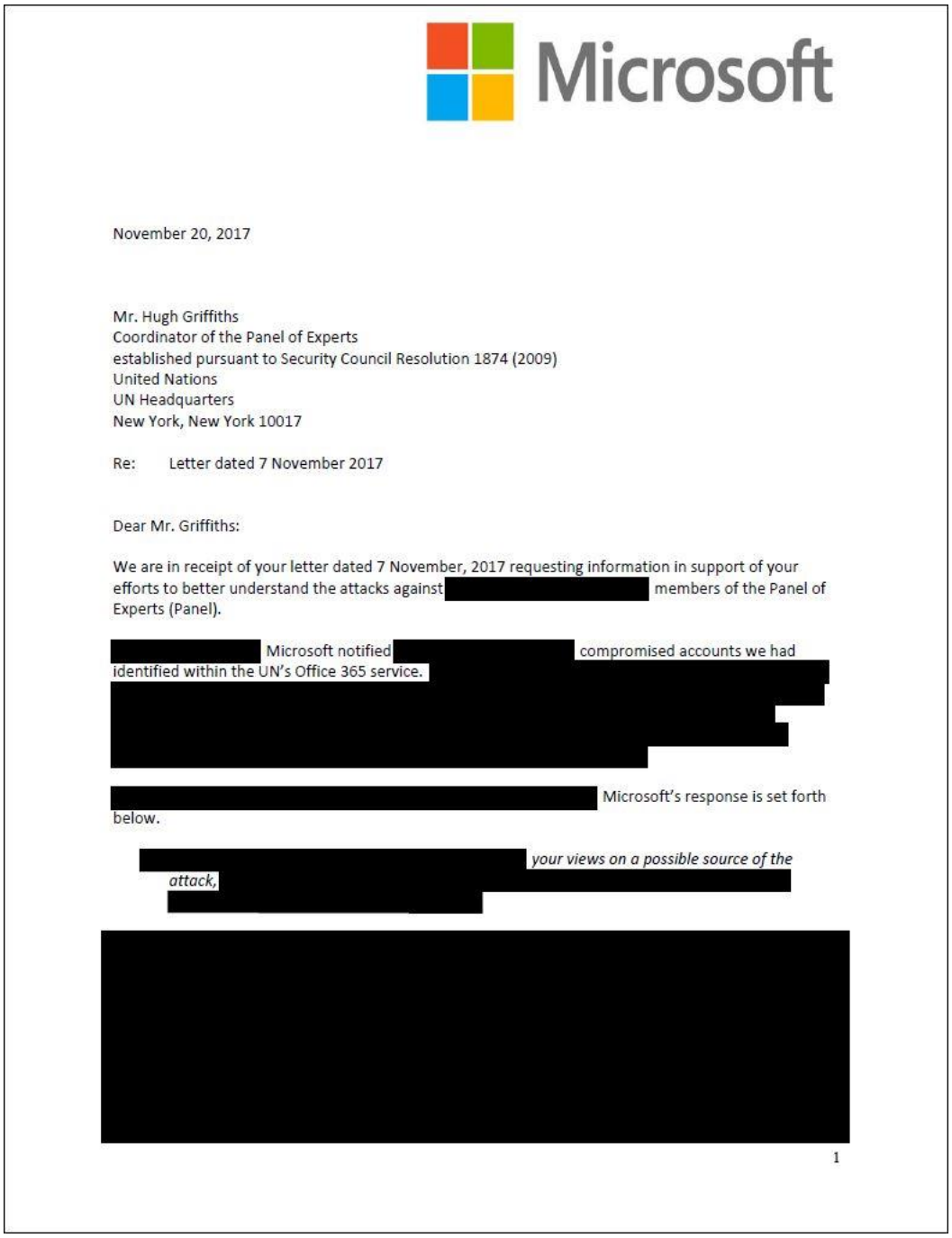
211. Le Groupe d'experts a noté qu'il était dit, dans le rapport du Secrétaire général daté du 3 août 2017 sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, que l'adoption de la résolution 2270 (2016) du Conseil de sécurité et de sanctions contre la République populaire démocratique de Corée avait eu un effet négatif non voulu sur les opérations humanitaires de l'Organisation des Nations Unies et d'autres acteurs, notamment sur le transfert de fonds dans le pays par l'intermédiaire des institutions financières, ce qui causait des retards dans l'acheminement de l'aide humanitaire ou la suspension de certaines activités menées dans le cadre des programmes (A/72/279, par. 70).

212. Le Comité a publié, le 8 décembre 2017, un communiqué de presse (SC/13113)[169] destiné à dissiper tout malentendu éventuel concernant le régime des sanctions imposé par le Conseil de sécurité à la République populaire démocratique de Corée et à faciliter encore davantage l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays. Le Comité a appelé les États Membres à clarifier la situation auprès des entités publiques et privées relevant de leur juridiction en vue de les tenir informés des dérogations pour raison humanitaire prévues par les résolutions, soulignant la nécessité d'éviter de restreindre indûment l'acheminement de l'assistance humanitaire vers la République populaire démocratique de Corée.

213. **Le Groupe d'experts recommande par conséquent que les États Membres, dans les rapports nationaux qu'ils soumettent au Comité, fassent figurer des informations concernant la prise en compte dans leur droit interne des dérogations pour raison humanitaire prévues par les résolutions.**

[169] « Le Comité 1718 appelle l'attention sur les dérogations accordées pour raisons humanitaires par le paragraphe 26 de la résolution 2375 (2017) », Nations Unies, communiqué de presse SC/13113, 8 décembre 2017. Disponible à l'adresse https://www.un.org/press/fr/2017/sc13113.doc.htm.

Annex 1: Letter of notification from Microsoft identifying compromised accounts



Microsoft

November 20, 2017

Mr. Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts
established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations
UN Headquarters
New York, New York 10017

Re: Letter dated 7 November 2017

Dear Mr. Griffiths:

We are in receipt of your letter dated 7 November, 2017 requesting information in support of your efforts to better understand the attacks against [redacted] members of the Panel of Experts (Panel).

[redacted] Microsoft notified [redacted] compromised accounts we had identified within the UN's Office 365 service. [redacted]

[redacted] Microsoft's response is set forth below.

[redacted] *your views on a possible source of the attack,* [redacted]

[redacted]

1

[redacted] the threat actor group we associate the attack with is nation-state associated. That information remains consistent as of this writing.

[redacted]

Microsoft appreciates this opportunity to assist in your investigation. If you have additional questions, please do not hesitate to contact me.

[redacted]

Very truly yours,

Tom Burt
Vice President, Deputy General Counsel, Digital Trust
Microsoft Corporation

3

Annex 2: UN Incident report: Compromise of email accounts

Incident report: Compromise of email accounts

This report documents the findings and analysis related to the incident affecting email accounts of members of the DPRK panel, [redacted]

Executive summary

The analysis of the incident revealed that [redacted] email accounts of current and former members of the panel of experts had been compromised since July 2016. An unauthorised third party had accessed these email accounts remotely over extended periods of time.

It was further established that [redacted] email messages had been forwarded to external email addresses.

[redacted]

The method by which the accounts had been compromised, i.e. how the passwords have become known to the adversary, remains unknown. [redacted]

[redacted] The subsequent attacks can be linked to an earlier incident in May 2017 and demonstrate the persistent nature of the attacks, and the level of determination by the adversary.

[redacted]

[redacted] revealed that a third party had been accessing [redacted] mailboxes remotely, and that a considerable number of email messages had been forwarded to external accounts that were presumably created for this specific purpose.

[redacted] briefed DPA on 25 October, and the panel on 26 October. [redacted]

1/8

[redacted]

[redacted]Since the forwarded messages are believed to include communications from the security council committee, DPA requested to brief the committee; the briefing was provided on 30 October.

[redacted]

The incident resulted in the compromise of four email accounts of current or former members of the DPRK panel. [redacted]

[redacted]

[redacted]

2/8

[redacted]

As can be seen there are significant communalities between the different incidents over an extended period, which demonstrate that they form a persistent and sophisticated attack by a professionally operating adversary. [redacted]

[redacted]

[redacted] observed, and members of the panel as well as staff members from DPA reported a significant increase in targeted "spear phishing attacks".

The attacks use forged email messages that contain [redacted] files as attachments that are based on legitimate documents that were either access by or forwarded to the adversary. Some of these messages were sent through the same infrastructure used in an earlier attack against the panel in May

[redacted]

3/8

2017, clearly linking the individual incidents to a common source. One example of such an attack is depicted in figure 3 below.

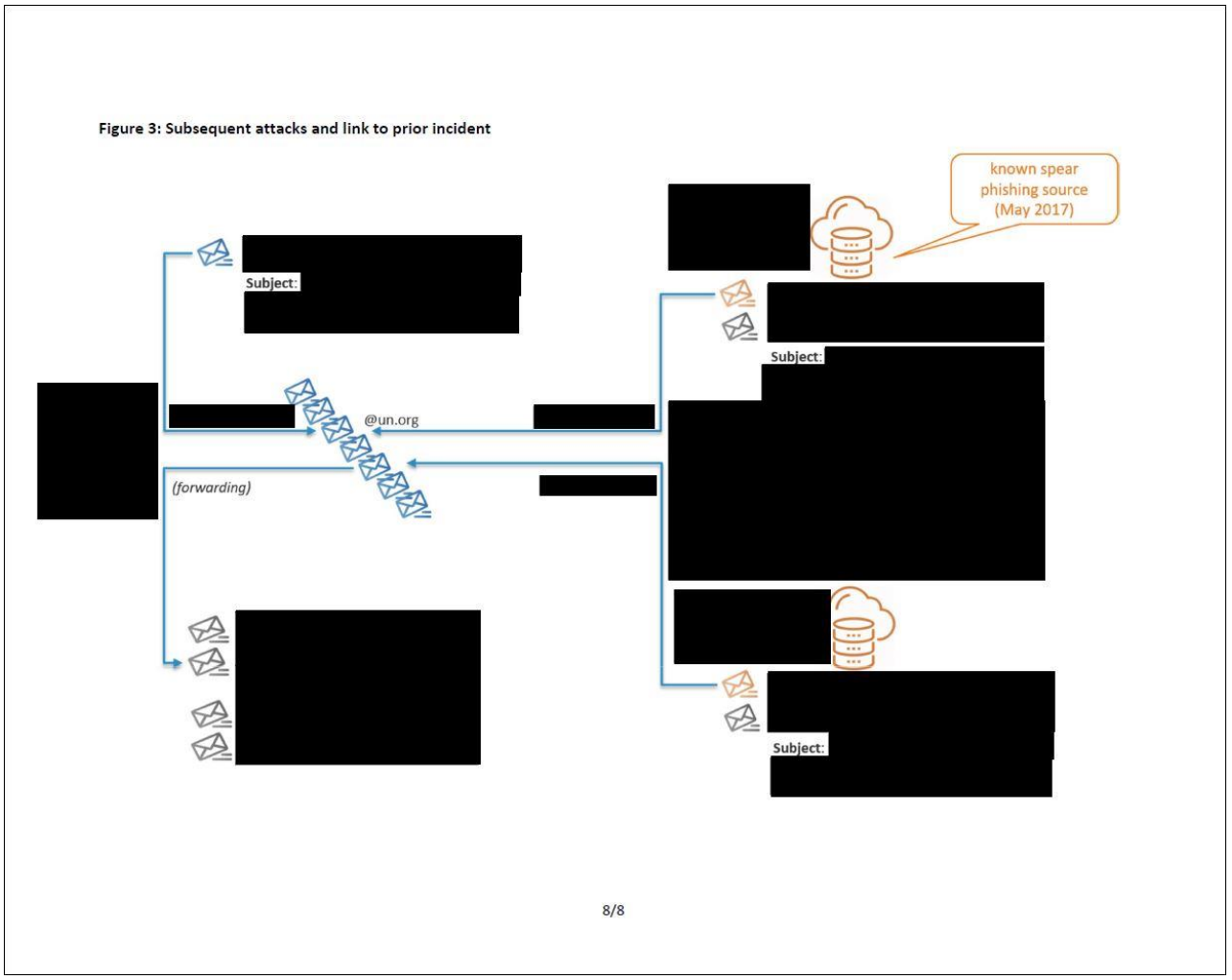
[redacted]

[redacted]

4/8

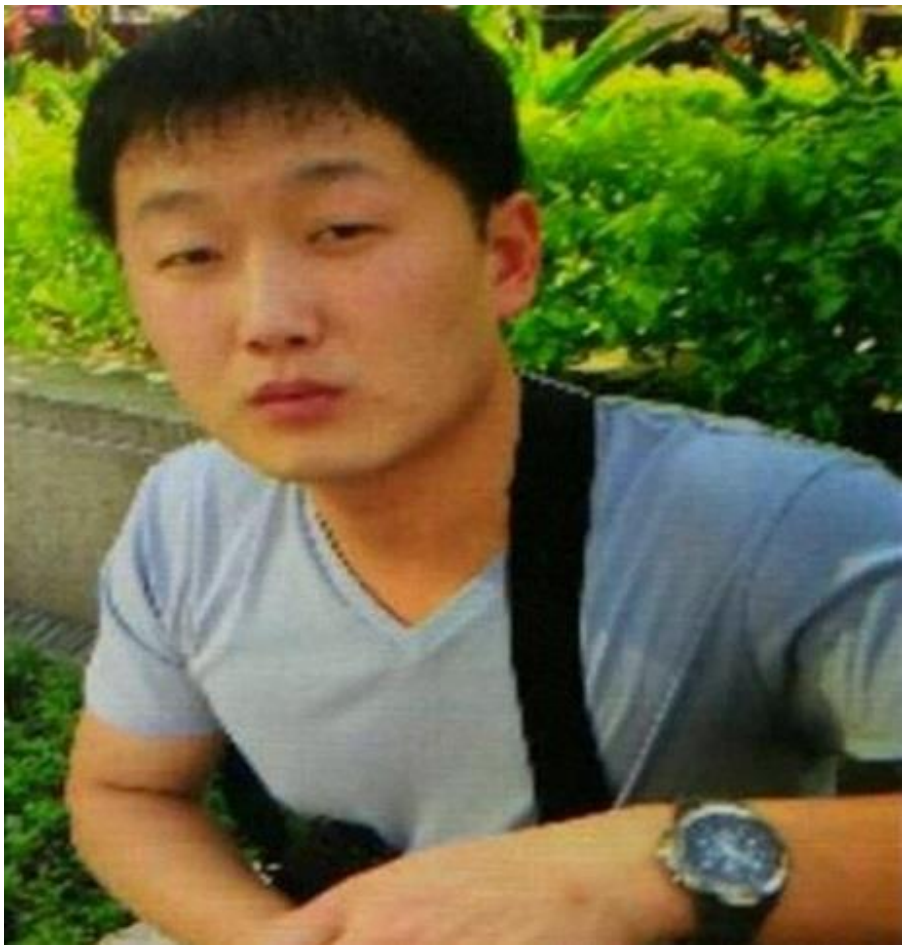
Figure 2: Remote access and forwarding

7/8



Source: United Nations

Annex 3: Image of Ri Ji U (aka “James”)



Source: YouTube

Annex 3-1: Report on the DPRK patent application on the production of Sodium Cyanide

(12) International Application Status Report

Received at International Bureau: 14 February 2016 (14.02.2016)
Information valid as of: 18 November 2016 (18.11.2016)
Report generated on: 11 May 2017 (11.05.2017)

(10) Publication number:	(43) Publication date:	(26) Publication language:
WO2016/199944	15 December 2016 (15.12.2016)	English (EN)
(21) Application Number:	**(22) Filing Date:**	**(25) Filing language:**
PCT/KP2015/000039	01 November 2015 (01.11.2015)	English (EN)
(31) Priority number(s):	**(31) Priority date(s):**	**(31) Priority status:**
2015 10002015 (KP)	09 June 2015 (09.06.2015)	Priority document received (in compliance with PCT Rule 17.1)

(51) International Patent Classification:
C01C 3/10 (2006.01)

(71) Applicant(s):
RI, Jong Hwa [KP/KP]; 66, Mirim-dong Sadong District Pyongyang (KP) *(for all designated states)*

(72) Inventor(s):
RI, Chol Min; 66, Mirim-dong Sadong District Pyongyang (KP)
YUN, Jae Ho; 78 Ryungyong-dong No 2 Potongyang District Pyongyang (KP)
KIM, Yong Hae; 64, Ryonghung-dong No 1 Daesong District Pyongyang (KP)
HWANG Suk Yong; 54, Sinwon-dong Potonggang District Pyongyang (KP)

(74) Agent(s):
JO Song Chol; Taedonggang Patent & Trademark Law Office P.O Box 777 Kaeson-dong, Moranbong District Pyongyang (KP)

(54) Title (EN): PROCESS FOR PRODUCTION OF SODIUM CYANIDE

(54) Title (FR): PROCÉDÉ POUR LA PRODUCTION DE CYANURE DE SODIUM

(57) Abstract:

(EN): A process for the production of sodium cyanide with urea and sodium carbonate as main raw materials comprises: a) step for blending raw materials; b) step for first-order reaction; c) step for second-order reaction; d) step for centrifugal atomization; e) step for agitating and dissolving; f) step for precipitating and filtering; g) step for vacuum distillation; and h) step for centrifugal separating and drying. High purity (above 98%) of sodium cyanide finished product may be obtained.

(FR): L'invention concerne un procédé pour la production de cyanure de sodium avec de l'urée et du carbonate de sodium en tant que matières premières principales, comprenant : a) une étape de mélange de matières premières ; b) un étape de réaction de premier ordre ; c) une étape de réaction de deuxième ordre ; d) une étape d'atomisation par centrifugation ; e) une étape d'agitation et de dissolution ; f) une étape de précipitation et de filtration ; g) une étape de distillation sous vide ; et h) une étape de séparation et de séchage par centrifugation. Une pureté élevée (supérieure à 98 %) du cyanure de sodium en tant que produit fini peut être obtenue.

Source: The Panel

Annex 3-2: Mansudae Art Studio patent application

LIST OF ALL PATENT APPLICATIONS RECEIVED BY WIPO
FROM THE DPRK SINCE OCTOBER 2006

(A) INTERNATIONAL APPLICATIONS FILED AT THE INVENTION OFFICE OF THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA (35)

PCT/KP2007/000010 – International filing date: 15 Jul 2007; Published: 24 Jan 2008
A DIE ASSEMBLY AND A METHOD OF MAKING IT
ISA: AT; link: https://patentscope.wipo.int/search/en/detail.jsf?docId=08/010614
Agent: RI, Myong Hwa, Nansanjae Patent & Trademark Agents, Grand People's Study House, P.O. Box 200, Pyongyang, KP
Applicant and Inventor: CHOE, Sung Gi (KP/KP), 8, Sonkyo-Dong No.1, Sonkyo District, Pyongyang, KP

PCT/KP2007/000011 – International filing date: 23 Nov 2007; Published: 29 May 2008
A METHOD FOR CREATING POSOKHWA PAINTING WITH FAST COLOR MATERIAL AND ITS DRAWING MEANS
ISA: AT; link: https://patentscope.wipo.int/search/en/detail.jsf?docId=08/062912
Agent: CHOE Yong Suk, Chonggyechon Patent & Trademark Agency, Chonggye-dong, Ryongsong District, P.O Box 303, Pyongyang, KP
Applicant: MANSUDAE ART STUDIO (KP/KP), 38 Jongpyong-dong, Pyongchon District, Pyongyang, KP
Applicant and Inventor: SIN Bong Hwa (KP/KP), 77 Saemaul-dong No.1, Pyongchon District, Pyongyang, KP

PCT/KP2008/000012 – International filing date: 21 Jan 2008; Published: 27 Nov 2008
COMPOSITION CONTAINING CHLORELLA AND HERBAL EXTRACTS
ISA: AT; link: https://patentscope.wipo.int/search/en/detail.jsf?docId=08/143365
Agent: YO, Chung Il, Moronbong Patent & Trademark Agency, P.O. Box 43, Wasan-Dong, Podunamu St., Sosong District, Pyongyang, KP
Applicant and Inventor: RIM, Sin Yong (KP/KP), 85 Uiam-Dong, Daedonggang District, Pyongyang, KP

PCT/KP2008/000013 – International filing date: 28 Mar 2008; Withdrawn before publication: 20 May 2008
METHOD OF MANUFACTURING HEATHCARE WATER BY THE COMBINATION OF OZONE AND KUMGANG MEDICAL STONE
ISA: AT
Agent: CHOE, Un Hui, OUN PATENT OFFICE, Ryonghung-Dong No.1, Taesong District, P.O. Box 33, Pyongyang, KP
Applicant and Inventor: OM, Chol Jin (KP/KP), Tongmun-Dong No.1, Taedonggang District, Pyongyang, KP
Applicant and Inventor: CHOE, Mee Hyang (KP/KP), Tongmun-Dong No.1, Taedonggang District, Pyongyang, KP
Applicant and Inventor: CHOE, Hye Yong (KP/KP), Tongmun-Dong No.1, Taedonggang District, Pyongyang, KP

PCT/KP2008/000014 – International filing date: 23 Apr 2008; Published: 30 Oct 2008
OVERLOAD ADAPTIVE AND NON-STEP CONTROLLABLE WINCH
ISA: AT; link: https://patentscope.wipo.int/search/en/detail.jsf?docId=08/130062
Agent: KIM, Myong Nam, Cholsan Patent & Trademark Agency, P.O. Box 62, Central District, Pyongyang, KP
Applicant and Inventor: TAE, Nung Jun (KP/KP), 2, Chongsong-Dong No.3, Pohang District, Chongjin City, North Hamgyong Province, KP
Inventor: TAE, Yong Il, 2, Chongsong-Dong No.3, Pohang District, Chongjin City, North Hamgyong Province, KP
Inventor: KIM, Yong Chol, 19, Sunam-Dong No.1, Sunam District, Chongjin City, North Hamgyong Province, KP

Annex 4: HS Codes for all sectoral bans in resolutions 2270 (2016), 2321 (2016), 2371(2017), 2375 (2017) and 2397 (2017)

Table 1: HS codes for Sectoral Bans on imports from the DPRK

Item	HS Codes	Description	Resolutions
Coal	**2701**	Coal; briquettes, ovoids and similar solid fuels manufactured from coal	Para. 8 of res 2371 (2017)
Iron Ore	**2601**	Iron ores and concentrates, including roasted iron pyrites	
Iron	**Chapter 72**	Iron and steel products (**7201-7229**)	
Iron and Steel products	**Chapter 73**	Iron and steel products (**7301-7326)**	
Gold	**261690**	Gold ores and concentrates	Para. 30 of res 2270 (2016)
	7108	Gold (incl. put plated), unwrought, semi-manufactured forms or powder	
	710811	Gold Powder, Unwrought	
	710812	Gold in Other Unwrought Forms	
	710813	Gold in Other Semi-manufactured Forms	
	710820	Monetary Gold	
Titanium	**2614**	Titanium ores and concentrates	
Vanadium	**2615**	Vanadium ores and concentrates	
Rare Earth Minerals	**2612**	Uranium or thorium ores and concentrates [**261210** and **261220**]	
	2617	ores and concentrates, [Nesoi code **261790** - Other Ores and Concentrates]	
	2805	alkali metals etc., rare-earth metals etc., mercury	
	2844	radioactive chemical elements & isotopes etc.	
Copper	**Chapter 74**	Copper and articles thereof (**7401-7419**)	Para. 28 of res 2321 (2016)
	2603	Copper ores and concentrates	
Zinc	**Chapter 79**	Zinc and articles thereof (**7901-7907**)	
	2608	Zinc ores and concentrates	
Nickel	**Chapter 75**	Nickel and articles thereof (**7501-7508)**	
	2604	Nickel ores and concentrates	
Silver	**2616100** **7106, 7107**	Silver ores and concentrates Silver unwrought or semi manufactured forms, or in powdered forms; base metals clad with silver, not further worked than semi-manufactured	
	7114	articles of goldsmiths or silversmiths' wares or parts thereof, of silver, whether or not plated or clad with other precious metal	
Seafood (incl fish, crustaceans, mollusks, and other aquatic invertebrates in all forms)	**Chapter 3**	Fish and Crustaceans, Molluscs and other Aquatic Invertebrates (**0301-0308)**	Para. 9 of res 2371 (2017)
	1603	Extracts and juices of meat, fish or crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates)	
	1604	Prepared or preserved fish; caviar and caviar substitutes prepared from fish eggs	
	1605	Crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates, prepared or preserved	
Lead	**Chapter 78**	Lead and articles thereof (**7801-7806**)	

Lead ore	**2607**	Lead ores and concentrates	Para. 10 of res 2371 (2017)
Condensates and natural gas liquids	**2709**	Oils; petroleum oils and oils obtained from bituminous minerals	Para. 13 of res 2375 (2017)
	2711	Petroleum gases and other gaseous hydrocarbons	
Refined petroleum products	**2710**	Petroleum oils and oils from bituminous minerals, **not crude**; preparations n.e.c, containing by weight 70% or more of petroleum oils or oils from bituminous minerals; these being the basic constituents of the preparations; waste oils	Para. 14 of res 2375 (2017)
	2712	Petroleum jelly; paraffin wax, micro-crystalline petroleum wax, slack wax, ozokerite, lignite wax, peat wax, other mineral waxes, similar products obtained by synthesis, other processes; coloured or not.	
	2713	Petroleum coke, petroleum bitumen; other residues of petroleum oils or oils obtained from bituminous minerals.	
Crude Oil	**2709**	Oils; petroleum oils and oils obtained from bituminous minerals, crude	Para. 15 of res 2375 (2017)
Textiles (including but not limited to fabrics and partially or fully completed apparel products)	**Chapters 50-63**		Para. 16 of res 2375 (2017)
	50	Silk, including yarns and woven fabrics thereof	
	51	Wool And Fine Or Coarse Animal Hair, Including Yarns And Woven Fabrics Thereof; Horsehair Yarn And Woven Fabric	
	52	Cotton, Including Yarns And Woven Fabrics Thereof	
	53	Vegetable Textile Fibers Nesoi; Yarns And Woven Fabrics Of Vegetable Textile Fibers Nesoi And Paper	
	54	Manmade Filaments, Including Yarns And Woven Fabrics Thereof	
	55	Manmade Staple Fibers, Including Yarns And Woven Fabrics Thereof	
	56	Wadding, Felt And Nonwovens; Special Yarns; Twine, Cordage, Ropes And Cables And Articles Thereof	
	57	Carpets And Other Textile Floor Covering	
	58	Fabrics; special woven fabrics, tufted textile fabrics, lace, tapestries, trimmings, embroidery	
	59	Textile fabrics; impregnated, coated, covered or laminated; textile articles of a kind suitable for industrial use;	
	61	Apparel and clothing accessories; knitted or crocheted;	
	62	Apparel and clothing accessories; *not* knitted or crocheted;	
	63	Textiles, made up articles; sets; worn clothing and worn textile articles; rags	
Agricultural products	**07**	Vegetables and certain roots and tubers; edible	Para. 6 of res. 2397 (2017)
	08	Fruit and nuts, edible; peel of citrus fruit or melons	

	12	Oil seeds and oleaginous fruits; miscellaneous grains, seeds and fruit, industrial or medicinal plants; straw and fodder	
Machinery	**84**	Nuclear reactors, boilers, machinery and mechanical appliances; parts thereof	Para. 6 of res. 2397 (2017)
Electrical equipment	**85**	Electrical machinery and equipment and parts thereof; sound recorders and reproducers; television image and sound recorders and reproducers, parts and accessories of such articles	
Earth and stone including magnesite and magnesia	**25**	Salt; sulphur; earths, stone; plastering materials, lime and cement	
Wood	**44**	Wood and articles of wood; wood charcoal	
Vessels	**89**	Ships, boats and floating structures	

Table 2: HS Codes for Sectoral Bans on exports to the DPRK according to paragraph 7 of resolution 2397 (2017)

Item	HS Codes	Description	Resolutions
Industrial Machinery	**84**	Nuclear reactors, boilers, machinery and mechanical appliances; parts thereof	Para. 7 of res. 2397 (2017)
	85	Electrical machinery and equipment and parts thereof; sound recorders and reproducers; television image and sound recorders and reproducers, parts and accessories of such articles	
Transportation vehicles	**86**	Railway, tramway locomotives, rolling-stock and parts thereof; railway or tramway track fixtures and fittings and parts thereof; mechanical (including electro-mechanical) traffic signaling equipment of all kinds	Para. 7 of res. 2397 (2017)
	89	Ships, boats and floating structures	
Iron, steel and other metals	**Chapters 72-83**		Para. 7 of res. 2397 (2017)
	72	Iron and steel	
	73	Articles of iron or steel	
	74	Copper and articles thereof	
	75	Nickel and articles thereof	
	76	Aluminum and articles thereof	
	77	Reserved for possible future use	
	78	Lead and articles thereof	
	79	Zinc and articles thereof	
	80	Tin and articles thereof	
	81	Other base metals; cermets; articles thereof	
	82	Tools, implements, cutlery, spoons and forks, of base metal; parts thereof of base metal	
	83	Miscellaneous articles of base metal	

Table 3: Harmonized System codes assigned by WCO and Member States for commodities listed only in resolutions 2371 (2017) and 2375 (2017)

Commodity	*WCO*	*Member State and regional organization interpretations*
Seafood (including fish, crustaceans, mollusks, and other aquatic invertebrates in all forms)	Fish, crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates in all forms (all codes of chapter 03); Animal products; of fish or crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates; dead animals of chapter 03, unfit for human consumption (chapter 05, heading 0511, subheading 0511.91); Extracts and juices of meat, fish or crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates; Prepared or preserved fish; caviar and caviar substitutes prepared from fish eggs; Crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates, prepared or preserved (1603-1605); Meat and edible meat offal of aquatic mammals, fresh, chilled or frozen (chapter 02, heading 0208); Meat and edible meat offal; salted, in brine, dried or smoked; edible flours, meals of meat or meat offal of aquatic mammals (chapter 02, heading 0210, subheading 0210.92); Flours, meal and pellets, of meat or meat offal, of fish or of crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates (chapter 23, heading 2301)	**China**[1] Fish, crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates in all forms (all codes of chapter 03); Extracts and juices of meat, fish or crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates; Prepared or preserved fish; caviar and caviar substitutes prepared from fish eggs; Crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates, prepared or preserved (1603-1605) **European Union**[2]: Fish, crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates in all forms (all codes of chapter 03); Extracts and juices of meat, fish or crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates; Prepared or preserved fish; caviar and caviar substitutes prepared from fish eggs; Crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates, prepared or preserved (1603-1605); Stuffed pasta, whether or not cooked or otherwise prepared containing more than 20 % by weight of fish, crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrate (1902.20.10); Soups and broths and preparations therefor; homogenised composite food preparations, containing fish, crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates (2104) **United States of America**[3]: Fish, crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates in all forms (all codes of chapter 03); Prepared or preserved fish; caviar and caviar substitutes prepared from fish eggs; Crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates, prepared or preserved (1604-1605)

[1] Official announcements by China No. 52 of 22 September 2017 and No. 40 of 14 August 2017 regarding the implementation of resolutions 2375 (2017) and 2371 (2017).

[2] Council Regulations (EC) No. 2017/1836 of 10 October 2017, No. 2017/1548 of 14 September 2017 and No. 2017/1509 of 30 August 2017.

[3] Communication to the Panel from U.S. Department of State of 19 October 2017

Commodity	*WCO*	*Member State and regional organization interpretations*
Lead and lead ore	Lead ores and concentrates (2607); Lead oxides; red lead and orange lead (chapter 28, heading 2824); Tetramethyl lead and tetraethyl lead (chapter 29, heading 2931, subheading 2931.10); Lead and articles thereof (codes of chapter 78)	**China**: Lead ores and concentrates (2607); Lead and articles thereof (all codes of chapter 78) **European Union**: Lead ores and concentrates (2607); Lead and articles thereof (all codes of chapter 78) **United States of America**: Lead ores and concentrates (2607); Lead and articles thereof (all codes of chapter 78)
All condensates and natural gas liquids; Crude oil	Condensates and natural gas liquids; refined petroleum products and crude oil (2709-2713); Biodiesel and mixtures thereof; not containing or containing less than 70% by weight of petroleum oils or oils obtained from bituminous minerals (2826)	**China**: Condensate oil, excluding crude oil (2709.00.00.00); Petroleum oils and oils from bituminous minerals, not crude; preparations n.e.c, containing by weight 70% or more of petroleum oils or oils from bituminous minerals; these being the basic constituents of the preparations; waste oils (2710); Liquefied natural gas (2711.11.00.00); Petroleum jelly; paraffin wax, micro-crystalline petroleum wax, slack wax, ozokerite, lignite wax, peat wax, other mineral waxes, similar products obtained by synthesis, other processes; coloured or not (2712); Petroleum coke, petroleum bitumen; other residues of petroleum oils or oils obtained from bituminous minerals (2713) **European Union**: Oils and other products of the distillation of high temperature coal tar; similar products in which the weight of the aromatic constituents exceeds that of the non-aromatic constituents (2707); Petroleum oils and oils obtained from bituminous minerals, crude; Other than crude; Petroleum gases and other gaseous hydrocarbons (2709-2711); Petroleum jelly (2712.10); Paraffin wax containing by weight less than 0,75 % of oil (2712.20); Other (2712.90); Petroleum coke, petroleum bitumen and other residues of petroleum oils or of oils obtained from bituminous minerals; Bitumen and asphalt, natural; bituminous or oil-shale and tar sands; asphaltites

Commodity	*WCO*	*Member State and regional organization interpretations*
		and asphaltic rocks; Bituminous mixtures based on natural asphalt, on natural bitumen, on petroleum bitumen, on mineral tar or on mineral tar pitch (for example, bituminous mastics, cut-backs) (2713-2715); Preparations for the treatment of textile materials, leather, furskins or other materials (3403.11, 3403.91); Other (3403.19, 3403.99); In the form of a liquid at 20 °C; Other (3824.99.92, 3824.99.93, 3824.99.96); Fatty-acid mono-alkyl esters, containing by volume 96,5 % or more of esters (FAMAE); Other (3826.00.10, 3826.00.90) **United States of America**: Condensates and natural gas liquids; refined petroleum products and crude oil (2709-2713);
Textiles (including but not limited to fabrics and partially or fully completed apparel products)	Woven, knitted or crocheted fabrics, felt and nonwovens, impregnated, coated, covered or laminated with plastics, and articles thereof, belong to chapter 39 Section XI (chapters 50-63)	**China**: Plastics; articles of apparel and clothing accessories (including gloves, mittens and mitts) (3926.20.11, 3926.20.19 and 3926.20.90); Articles of apparel and clothing accessories (including gloves, mittens and mitts), for all purposes, of vulcanised rubber other than hard rubber (4015*);* *A*rticles of apparel and clothing accessories, of leather or of composition leather (4203); Fur skin articles; apparel and clothing accessories (4303.10); Section XI “Textile and textile articles” (select codes of chapters 50-53 and 55: 5004-5007; 5106-5113; 5204-5212; 5306-5311; 5508-5516; codes 54 and 56-63) Select codes of chapter 65 “Headgear and parts thereof” (6501-6502; 6504-6507). Select codes of subchapter 7019 “Glass fibres (including glass wool) and articles thereof (e.g. yarn, woven fabrics)” (7019.11-7019.12; 7019.4; 7019.51.00-7019.52.00; 7019.59.00) **European Union**: Section XI “Textile and textile articles” (all codes of chapters 50-63) **United States of America**: Section XI “Textile and textile articles” (all codes of chapters 50-63)

Source: The Panel

Annex 5-1: Panel investigations of coal shipments delivered between January and 4 August 2017 (*shading indicates transshipment*)

Table 1

	Port of discharge and date	Vessel / IMO / Flag at time of shipment (current)	Volume and Value ($)	Date / Port of Loading	Remarks
1	Penang, Malaysia 18 March	*Cheng Hong (Jia Feng)* 9136541 Palau (Togo)		Nampo, DPRK circa 25 January *claimed port: Penang, Malaysia, 18 March	AIS off from 11-25 January and 2 -9 March 2017.
2	Port Klang, Malaysia, 15-25 March	*New Global* 8660521 Kiribati Jamaica		Nampo, DPRK 13 February	AIS off from 30 January to 17 March and 7-14 March 2017 Vessel de-registered by Jamaica
3	Nghi Son, Thanh Hoa, Vietnam, 15 March	*Kai Xiang* 9634359 Panama (Sierra Leone)	20,048 MT	Nampo, DPRK *claimed: Qingdao, China 6 March	Posted ETA for Nampo, DPRK for 19 February 2017 but AIS off from 18 February 2017 to 9 March 2017. No port call at Qingdao, China 6 March 2017
4	Penang, Malaysia, 18 March	*Jian Fu* 8306890 Fiji (Palau)		Nampo, DPRK 26 February	AIS off from 23 February to 4 March and 6-14 March 2017.
5	Penang, Malaysia, 24 March	*Kum Ya* 9004073 DPRK	6,342 MT	DPRK 2 March	Only cargo of this list reported to the 1718 Committee by Malaysia
6	Vung Tao, Vietnam, 26 March-14 April	*Tai An* 8400529 Panama (Togo)	26,265 MT	Nampo, DPRK, 5-7 March *claimed: Tianjin and Penglai, China	AIS off from 4-11 March. Draft change 6 to 9.7 on 19 March. Thailand cancelled the import planned for Koh Si Chang 20-30 March, and the vessel re-routed to Vung Tao. Vessel broken-up 6 May 2017.
7	Cam Pha, Vietnam 16 March	*Zhang Hong No 1* 8307894 Taiwan Province of China	9,934.06 MT / $665,582,02 (@ $67/ton)	Nampo, DPRK circa 17 Feb *claimed: Tianjin, China, 3 March	Supplier: Maison Trading Ltd.**, a front company for Dandong Chengtai Trading Co., Ltd., also known as Dandong Zhicheng Metallic Material Co., Ltd. (Annex 6-1)
8	Cam Pha, Vietnam 21 March	*Zhang Hong No 1* 8307894 Taiwan Province of China	22,000 MT /$1,474,000 (@ $67/ton)	Nampo, DPRK circa 17 Feb *claimed: Tianjin, China, 15 March	Supplier: Maison Trading Ltd.**, a front company for Dandong Chengtai Trading Co., Ltd., also known as Dandong Zhicheng Metallic Material Co., Ltd. (Annex 6-1)
9	Ho Chi Minh, Vietnam 21 April	*Bai Mei 8* 9584578 St. Kitts &Nevis (China)	31,903 MT	Nampo, DPRK 17 March	AIS off from 12 February to 31 March 2017 Exporter: Maison Trading Ltd. ** (Annexes 6-1 and 9)

10	Nakhodka, Russia 25 April	*Zhi Kun 7* *(Orient Lidu)* 9614610 Mongolia (Panama)		Wonsan, DPRK 12 April	AIS off from 9 to 14 April 2017. Draft changed from 4.4 to 6.5 on 14 April.
11	Cam Pha, Vietnam, 27 May	*Jian Fu* 8306890 Fiji (Palau)	20,089MT	Nampo, DPRK *claimed: Qingdao, China, 10-19 May	AIS off from 8 -16 May 2017. At anchor only 17 to18 May 2017 – no port call at Qingdao. Exporter: Maison Trading Ltd. ** (Annex 6-1)
12	Nanjing, China, 7 June	*Zhi Kun 7* *(Orient Lidu)* *9614610* Mongolia (Panama)		Chongjin, DPRK 28 May	
13	Cam Pha, Vietnam, 24 June	*Cheng Hong* *(Jia Feng)* 9136541 Panama (Togo)	24,140MT	Nampo, DPRK 15 June *claimed: Penglai, China 14-18 June	AIS off from 13-17 June 2017 Loitered 17-18 June 2017 off Penglai – no port call
14	Ningbo, China 30 June	*Bai Mei 8* 9584578 St. Kitts &Nevis (China)		Nampo, DPRK 16 June *claimed: Vladivostok, Russia, 23 June	AIS switched off 7 June and back on after rejoining its voyage on 19 June 2017 Satellite image of 16 June 2017 shows the vessel laoding coal in Nampo, DPRK.df
15	Nakhodka, Russia 28 June (For transshipment)	*Sun Union* *(Gold River)* (9098517) Palau		Wonsan, DPRK 14 June	AIS off from from 6 to 15 July 2017. DPRK coal discharged loaded and transshipped by the *Great Spring* on 11 July 2017. Vessel de-registered by Jamaica
16	Tianjin, China 18 July	*Great Spring* (9560326) Panama		Nakhodka, Russia 11 July	Loaded DPRK coal discharged by the *Sun Union* on 28 June 2017.

Sources: Member States, maritime databases

Annex 5-2: **Panel investigations of shipments delivered after the comprehensive coal ban on 5 August 2017 (shading indicates transshipment)**

	Port of discharge and date	Vessel Name (IMO #) and Flag at time of shipment (current)	Amount and Value of Coal Discharged	Actual Port of Loading and Date	Remarks
1	Kholmsk, Russia 3-7 August (For transshipment)	*Rung Ra 2* (9020534) DPRK		Wonsan, DPRK	First of three calls to the Kholmsk coal terminal Designated 28 December 2017 (annexes 10-12)
2	Can Tho, Vietnam 8 August	*Toyo Maru* (9009097) Palau	6680 MT $ 268,536.00	Nampo, DPRK *claimed port: Lianyungang, China 18 July	AIS off from 4 to 17 July. No port call, only loitering off Lianyungang 18 to 19 July
3	Bayuquan, China 8 August	*Petrel 8* (9562233) Comoros		Taean, DPRK 26 July	AIS off from 20 to 27 July. Draft changed from 4 to 6.9 on 27 July. Designated 3 October 2017 China reply stated …. ″from 8 to 24 August 2017 coal originated Russian Federation″.
4	Kholmsk, Russia 9-11 August 2017 (For transshipment)	*Ul Ji Bong 6* (9114555) DPRK		Wonsan, DPRK 26 August 2017	AIS off from 26 July to 2 August. Unloaded at same terminal where coal had been discharged by *Rung Ra 2* for transshipment. Designated 28 December 2017. (annexes 10-12)
5	Bayuquan, China 13 August	*Xin Sheng Hai* (9485617) Belize		Nampo, DPRK 26 July	AIS off from 20 to 29 July. Draft changed from 5 to 8.6 on 29 July. China reply stated …. ″from 8 to 24 August 2017 coal originated Russian Federation″.
6	Nantong, China 14 August	*Hao Fan 6* (8628597) St Kitts & Nevis		Nampo, DPRK 29 July	AIS off from 19 July to 3 August. Draft changed: from 3.7 to 8 on 3 August. Designated 3 October 2017 China reply stated …. ″from 8 to 24 August 2017 coal originated Russian Federation″.
7	Guangzhou, China 16 August	*East Glory* *(Fast Glory)* (8673114) Palau (Togo)		Nampo, DPRK 25 July	AIS off from 22 to 27 July. Loitered of Shidao, fake call to Yantai, China. China reply stated …. ″from 8 to 24 August 2017 coal originated Russian Federation″.
8	Cam Pha, Vietnam 16 August	*Kai Xiang* (9634359) Panama (Sierra Leone)	20,090 MT	Nampo on 26 July ***claimed port:** Vladivostok, Russia 28 July	AIS off from 21 August to 3 September 2017. Draft changed from 6.6 to 9.5 on 3 September. Russia confirmed no port call
9	Kholmsk, Russia 22-25 August (For transshipment)	*Un Bong 2* (8913186) DPRK		Chongjin, DPRK	Unloaded at same terminal where coal had been discharged *Rung Ra 2* and *Ul Ji Bong for*. transshipment.
10	Bayuquan, China 24 August	*Tong San 2* (8937675) DPRK		Nampo, DPRK 15 June	AIS off froms 22 April to 15 July; 20 July to 13 August (en route Najin); and 14 to 17 August (en route to Bayuquan). Designated 3 October 2017 China reply stated cargo caustic calcite magnesite

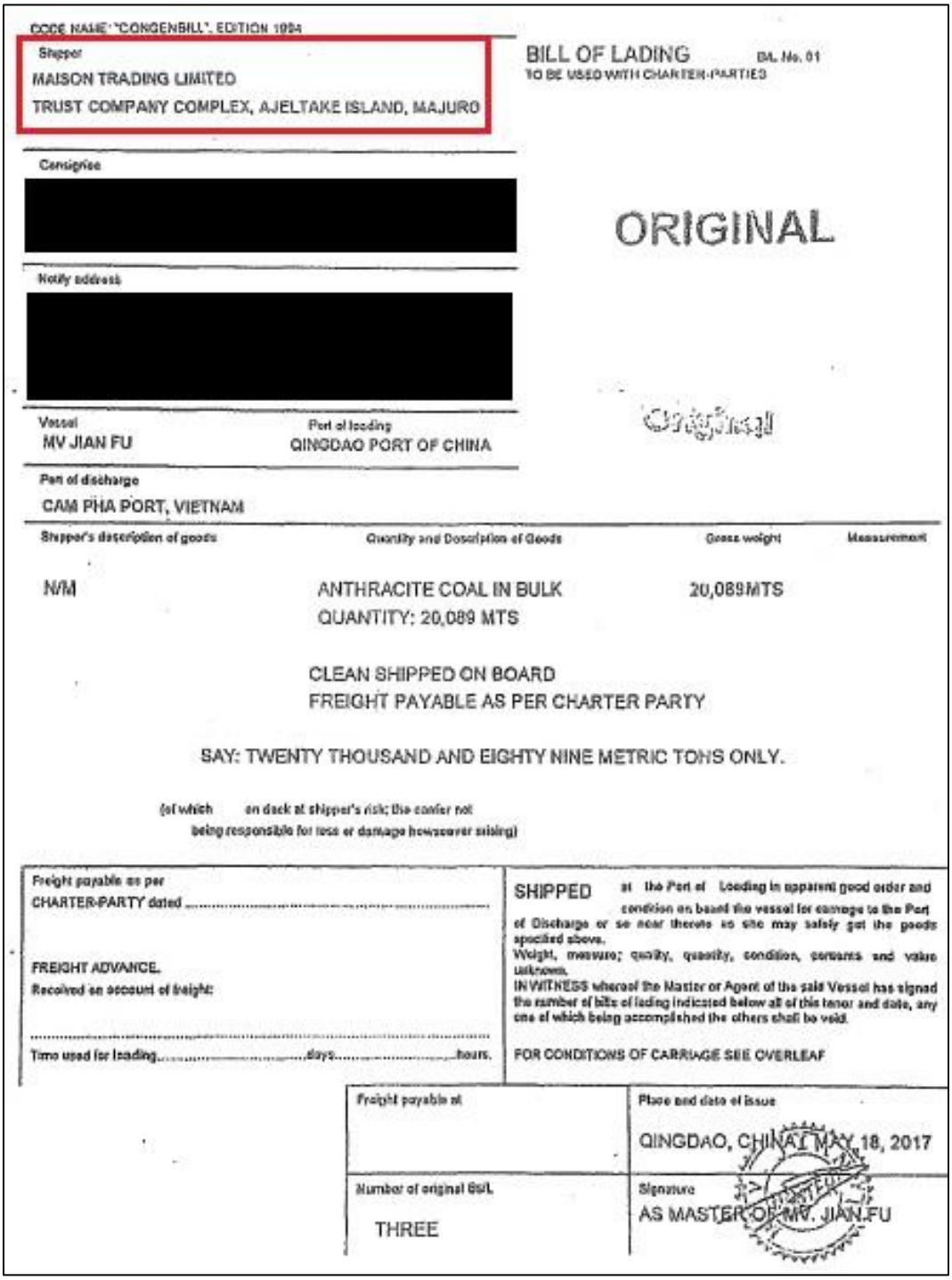
11	Cam Pha, Vietnam 26 August	*Orient Shenyu* (8671611) Panama (China)		Songnim, DPRK 7 August	AIS off from 3 to 12 August. Loitered off Lianyungang, China 13 to 15 August. Draft changed from 5.8 to 10.2 on 13 August. (Annex 7)
12	Kholmsk, Russia 29 August - 1 September (For transshipment)	*Rung Ra 2* (9020534) DPRK		Wonsan, DPRK 26 August	Second of three port visits to the Kholmsk coal terminal for transshipment. Designated 28 December 2017 (Annex 10)
13	Cam Pha, Vietnam 1 September	*Glory Hope 6* (8684527) Panama (China)		Nampo, DPRK 6-13 August	AIS off from 5 to 14 August. Loitered off Qingdao, China on 16 August
14	Kholmsk, Russia 4 -5 September (For transshipment)	*Ul Ji Bong 6* (9114555) DPRK		Wonsan, DPRK 26 August	AIS off from 12 August to 4 September. Unloaded at same terminal where coal had been discharged by *Rung Ra 2* and *Un Bong 2* for transshipment. Designated 28 December 2017 (Annexes 10-12)
15	Kholmsk, Russia 1-5 September (For transshipment)	*Yu Yuan* (9358694) Togo		Wonsan, DPRK 12 August	Unloaded at same terminal at which coal had been discharged by *Rung Ra 2*, *Un Bong 2*, *Ul Ji Bong 6*. (Annex 11)
16	Kholmsk, Russia 12-17 September (For transshipment)	*Rung Ra 2* (9020534) DPRK		Wonsan, DPRK 7 September	Third of three drop-offs at same berth at Kholmsk for transshipment. Designated 28 December 2017 (Annex 10)
17	Cam Pha, Vietnam 14 September	*Hua Fu (9020003)* Panama	12,652.52 MT @$ 65.40/MT $ 827,474.81	Nampo, DPRK ***claimed port**: Lianyungang, China 6 September	Loitered off Shidao 17 August to 2 September. Draft changed from 4.3 to 10.4 on 17 August. AIS off from 2 to 7 September. Loitered off Hong Kong 7 September. (Annexes 6-2 and 7)
18	Cam Pha, Vietnam 18 September	*Kai Xiang* (9634359) Panama (Sierra Leone)	20,180 MT	Nampo, DPRK 31 August ***claimed**: Nahodka, Russia 31 Aug	AIS off from 21 August to 3 September 2017. Draft changed from 6.6 to 9.5 on 3 September. Russia confirmed no port call
19	Hai Phong, Vietnam 19 September	*Xin Guang Hai* (9004700) Panama (Togo)		Songnim, DPRK 31 August	AIS off from 31 August to 5 September. Draft changed from 4.3 to 0 on 4 September. Loitered off Shidao 5 to 8 September. Loitered off Hong Kong 18 September and draught change 0 to 7.
20	Cam Pha, Vietnam 27 September	*Xin Sheng Hai* (9485617) Belize		Nampo, DPRK 31 August	AIS off from 24 August to 2 September. Draft changed from 4.6 to 8.8 on 2 September.
21	Incheon, Republic of Korea 2 October	*Sky Angel* (9168441) Panama (China)		Kholmsk, Russia 21 September (coal terminal)	Loaded at same terminal at which coal had been discharged by *Rung Ra 2, Un Bong 2, Ul Ji Bong 6, and Yu Yuan.* Same operator as *Sky Lady* which used the same berth on 9 August. China reply stated …. ″coal originated Russian Federation″.

22	Cam Pha, Vietnam 7 October	*Hua Fu* (9020003) Panama	11,850 MT @$ 66/MT $ 770,250	Wonsan / Chongjin, DPRK ***claimed port**: Nakhodka, Russia	AIS off from 21 to 27 September. No port call to Nakhodka. Russia confirmed no port call (Annex 8)
23	Pohang, Republic of Korea 11 October	*Rich Glory* (8649905) Sierra Leone	5,000 MT @$ 65/MT $ 325,000	Kholmsk, Russia 5-6 October (coal terminal)	Loaded at same terminal at which coal had been discharged by *Rung Ra 2*, *Un Bong 2*, *Ul Ji Bong 6*, and *Yu Yuan*. (Annexes 10-12, 15)

Source: Member States, maritime databases

Annex 6-1: Documents showing Maison Trading Ltd. as the exporter of at least 4 shipments of DPRK coal

Jian Fu



CODE NAME: "CONGENBILL", EDITION 1994

Shipper
MAISON TRADING LIMITED
TRUST COMPANY COMPLEX, AJELTAKE ISLAND, MAJURO

BILL OF LADING B/L No. 01
TO BE USED WITH CHARTER-PARTIES

Consignee
[redacted]

ORIGINAL

Notify address
[redacted]

Vessel
MV JIAN FU

Port of loading
QINGDAO PORT OF CHINA

Port of discharge
CAM PHA PORT, VIETNAM

Shipper's description of goods	Quantity and Description of Goods	Gross weight	Measurement
N/M	ANTHRACITE COAL IN BULK QUANTITY: 20,089 MTS	20,089MTS	

CLEAN SHIPPED ON BOARD
FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY

SAY: TWENTY THOUSAND AND EIGHTY NINE METRIC TONS ONLY.

(of which on deck at shipper's risk; the carrier not being responsible for loss or damage howsoever arising)

Freight payable as per CHARTER-PARTY dated .....

FREIGHT ADVANCE.
Received on account of freight:

Time used for loading.....days.....hours.

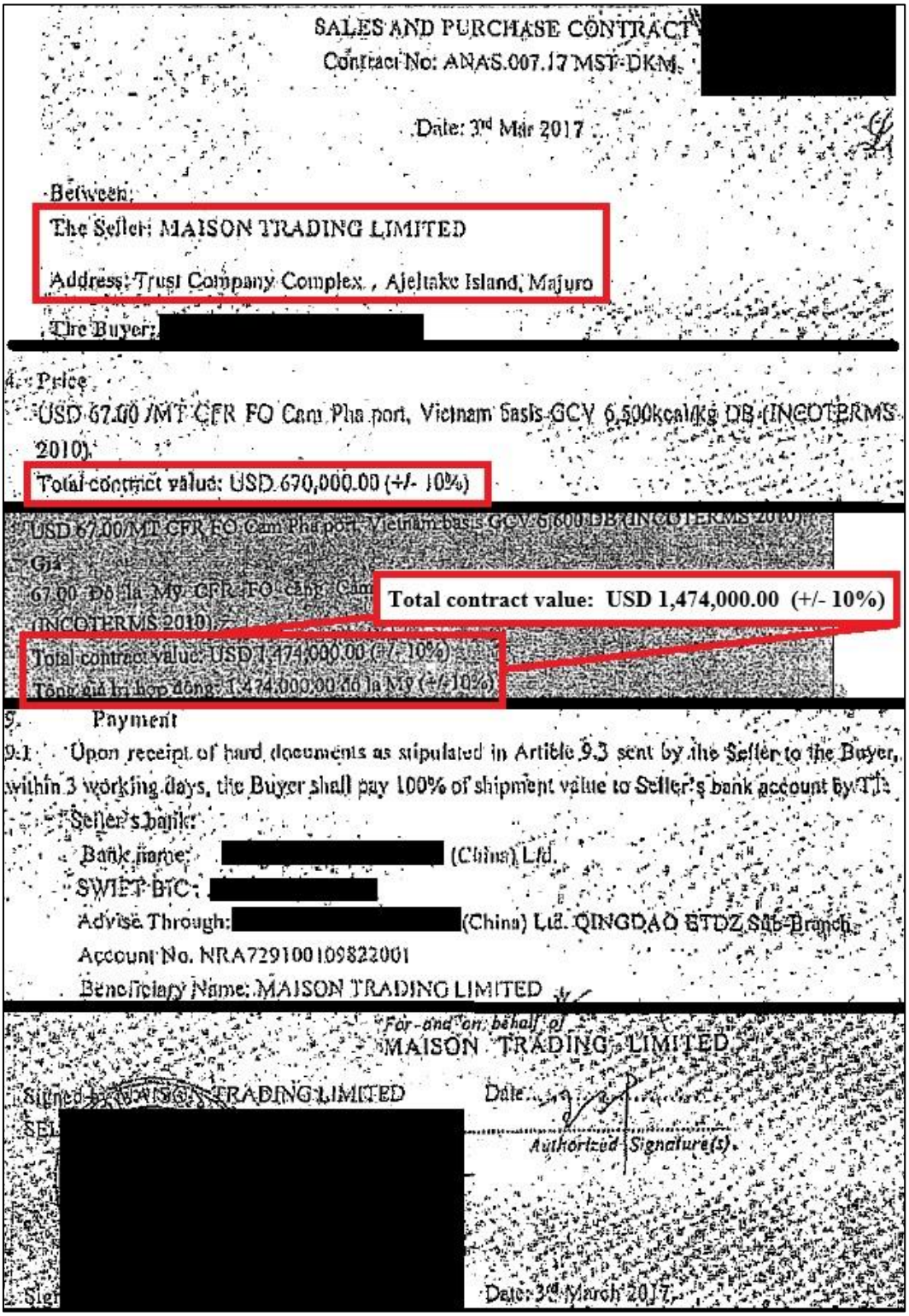
SHIPPED at the Port of Loading in apparent good order and condition on board the vessel for carriage to the Port of Discharge or so near thereto as she may safely get the goods specified above.
Weight, measure; quality, quantity, condition, contents and value unknown.
IN WITNESS whereof the Master or Agent of the said Vessel has signed the number of bills of lading indicated below all of this tenor and date, any one of which being accomplished the others shall be void.

FOR CONDITIONS OF CARRIAGE SEE OVERLEAF

Freight payable at	Place and date of issue
	QINGDAO, CHINA, MAY 18, 2017
Number of original B/L THREE	Signature AS MASTER OF MV. JIAN FU

Source: Member State

Extracts of Maison Trading contracts: Zhang Hong 1



SALES AND PURCHASE CONTRACT

Contract No: ANAS.007.17 MST-DKM

Date: 3rd Mar 2017

Between:

The Seller: MAISON TRADING LIMITED

Address: Trust Company Complex , Ajeltake Island, Majuro

The Buyer: [redacted]

4. Price

USD 67.00 /MT CFR FO Cam Pha port, Vietnam basis GCV 6,500kcal/kg DB (INCOTERMS 2010).

Total contract value: USD 670,000.00 (+/- 10%)

USD 67.00/MT CFR FO Cam Pha port, Vietnam basis GCV 6,500 DB (INCOTERMS 2010)

Giá

67.00 Đô la Mỹ CFR FO cảng Cam

(INCOTERMS 2010)

Total contract value: USD 1,474,000.00 (+/- 10%)

Tổng giá trị hợp đồng: 1,474,000.00 đô la Mỹ (+/-10%)

Total contract value: USD 1,474,000.00 (+/- 10%)

9. Payment

9.1 Upon receipt of hard documents as stipulated in Article 9.3 sent by the Seller to the Buyer, within 3 working days, the Buyer shall pay 100% of shipment value to Seller's bank account by TT:

Seller's bank:

Bank name: [redacted] (China) Ltd.

SWIFT BIC: [redacted]

Advise Through: [redacted] (China) Ltd. QINGDAO ETDZ Sub-Branch

Account No. NRA729100109822001

Beneficiary Name: MAISON TRADING LIMITED

For and on behalf of

MAISON TRADING LIMITED

Signed by: MAISON TRADING LIMITED Date:

SEL [redacted]

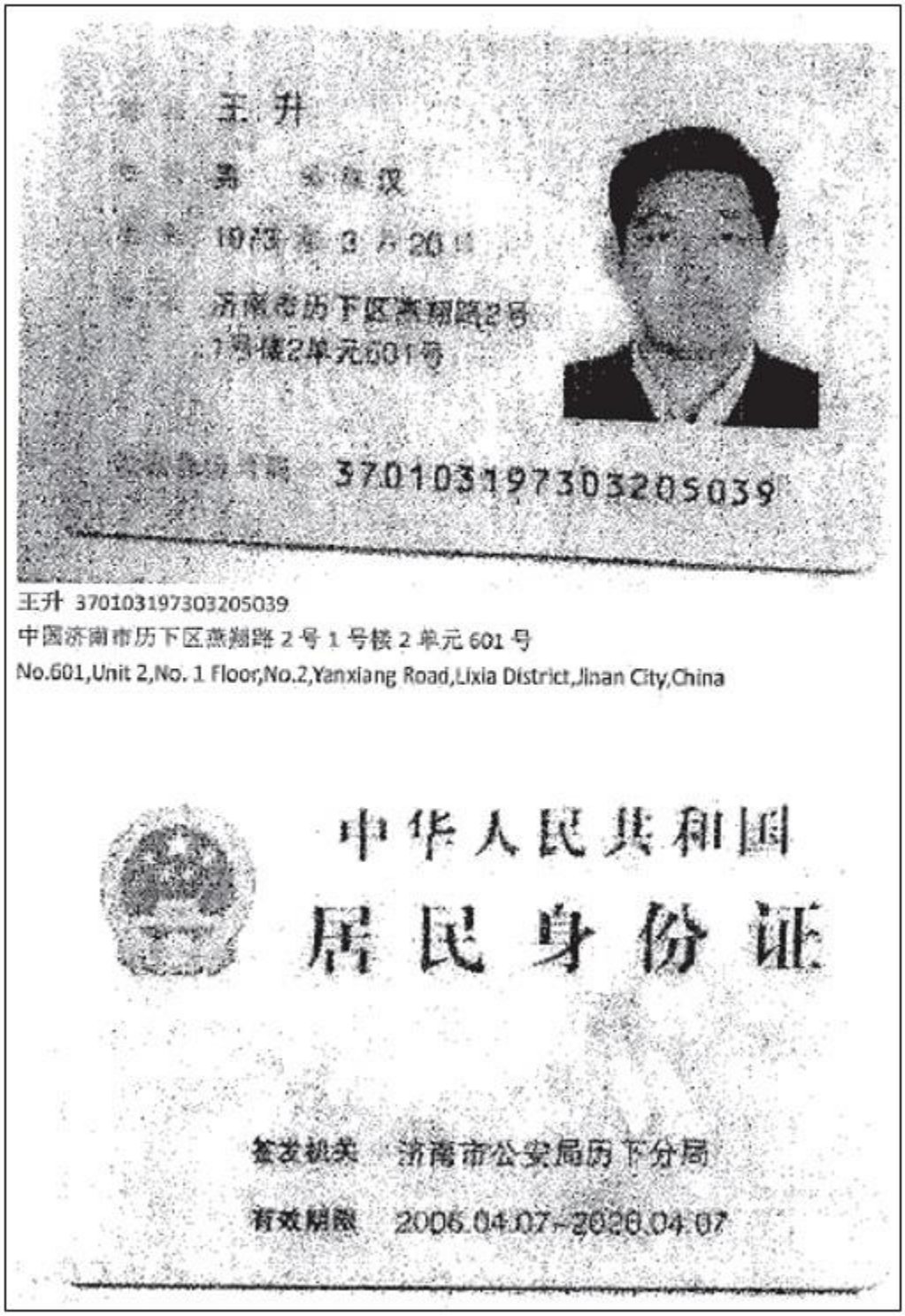
Authorized Signature(s)

Sig

Date: 3rd March 2017

Source: Member State

Identification document of the Director of Maison Trading Limited: Sheng Wang
Date of Birth: 20 March 1973



Source: Member State

Note : Marshall Islands informed the Panel that Maison Trading Ltd.'s registration was revoked on 30 October 2017. The company had been registered on 20 September 2016.

Annex 6-2: Documents showing Brigt Australia as the shipper of DPRK coal claiming Russian origin.

Hua Fu

PROFORMA INVOICE

Date : Sep. 25, 2017
Attention : KTD Strong Development Joint Stock Company
ADD: Bai Mac, Thuong Quan Ward, Kinh Mon District,
Hai Duong Province, Vietnam
Invoice no. : 2017018

COMMODITY:	ANTHRACITE COAL IN BULK
UNIT PRICE:	USD 65.00 /METRIC TON
B/L QUANTITY:	11,850.00 MT
COUNTRY OF ORIGIN:	RUSSIA
PRICE TERMS:	CFR FO HON NET ANCHORAGE, CAM PHA PORT, VIETNAM
VESSEL NAME:	M/V HUA FU
PORT OF LOADING:	NAKHODKA, RUSSIA
PORT OF DISCHARGE:	HON NET ANCHORAGE, CAM PHA PORT, VIETNAM
Total amount:	USD770,250.00

Russia confirmed no port call made

IN WORDS: SEVEN HUNDRED SEVENTY THOUSAND TWO HUNDRED FIFTY US DOLLARS ONLY.

SAO NGUYÊN VĂN BẢN CHÍNH

For and on behalf of ....

For and on behalf of
Brigt Australia Pty Ltd

.....
Authorized Signature(s)

Brigt Australia Pty Ltd

Source: Member State

Extracts of a Brigt Australia contract for DPRK coal shipped to Vietnam

SALES AND PURCHASE CONTRACT [redacted]
HỢP ĐỒNG MUA BÁN
Contract No: HL-VAD/004-17
Số: HL-VAD/004-17

On 15th September 2017
Ngày 15/09/2017

Between / *Giữa:*
The Seller: Brigt Australia Pty Ltd
Bên Bán: Brigt Australia Pty Ltd
Address: SUITE 03, LEVEL 14, 100 WALKER ST, NORTH SYDNEY, NSW 2060, AUSTRALIA
Represented by: Ms Livia Wang Position: Director
Địa chỉ: SUITE 03, LEVEL 14, 100 WALKER ST, NORTH SYDNEY, NSW 2060, AUSTRALIA

The Buy[redacted]
Address:[redacted]

Considering that:/*Xét rằng:*

- Seller's company is established and registered underAustralia law and Seller's certificate/license of business registration allowed for selling coal cargo as specified in this contract.
  (Bên bán là doanh nghiệp được thành lập và kinh doanh hợp pháp theo pháp luật Australia theo giấy phép/ đăng ký kinh doanh, có khả năng bán hàng hóa như qui định tại Hợp đồng này) and (và)
- Buyer's company is established and registered under Vietnamese law allowed for buying coal cargo as specified in this contract.
  (Bên mua là doanh nghiệp được thành lập và kinh doanh hợp pháp theo pháp luật Việt Nam, có nhu cầu mua hàng hóa như qui định tại Hợp đồng này)

The Buyer and the Seller hereinafter shall be jointly referred to as the "Parties" and respectively as the "Party "
Người bán và người mua sau đây sẽ được gọi là các bên trong hợp đồng

- The seller agrees to sell and the buyer agrees to buy thecargo in the Contract with the terms and conditions as follows:
  Người bán đồng ý bán và người mua đồng ý mua hàng hóa trong hợp đồng với các điều khoản, điều kiện như dưới đây.

1. Contract cargo
   Anthracile Coal in Bulk,hereinafter referred to as "Coal"
   Origin: Russia
   Hàng hóa:

[redacted]

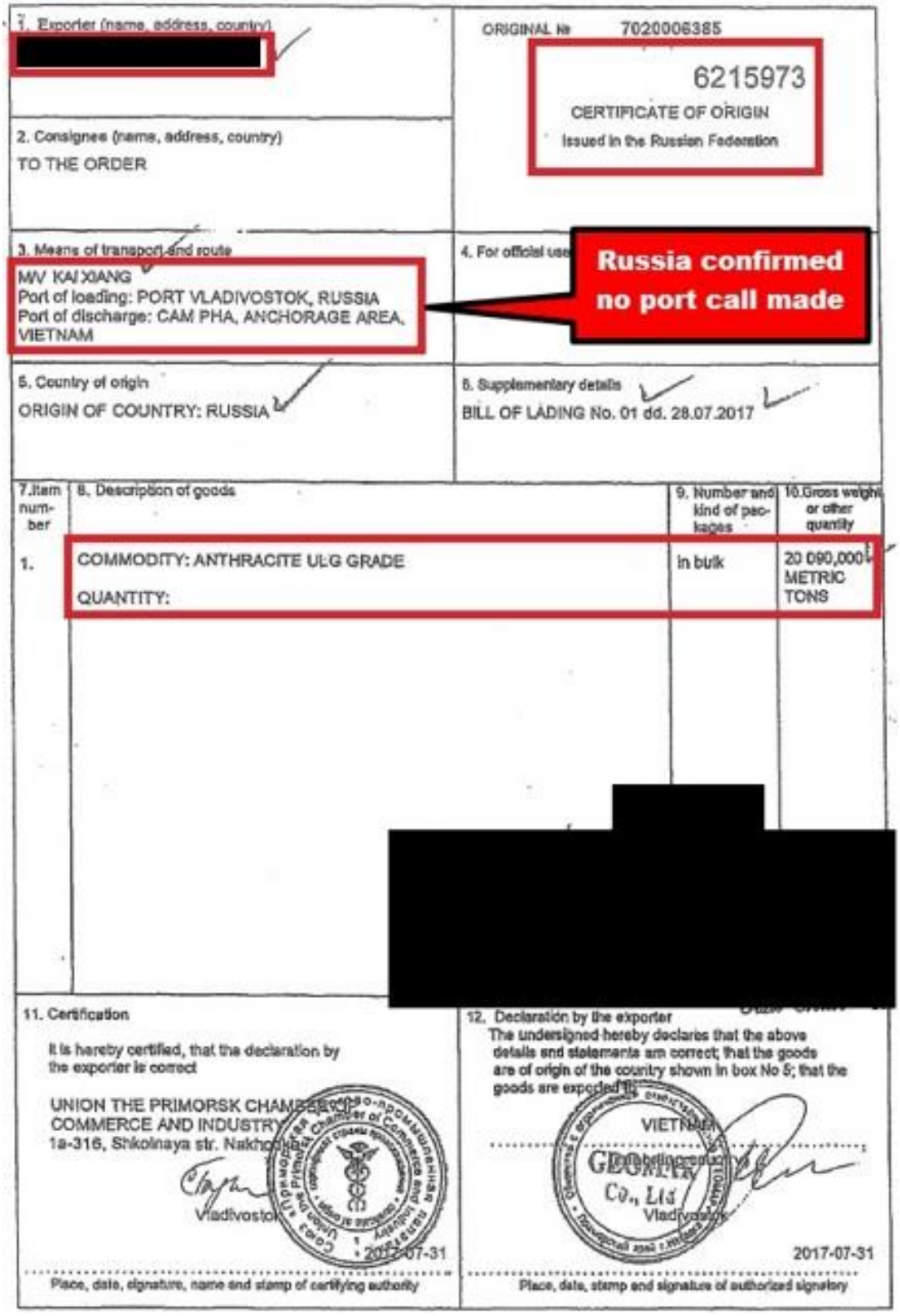
Signed by Brigt Australia PTY Ltd

BRIGT AUSTRALIA PTY LTD ABN 41 603 818 868 THE COMMON SEAL OF

Source: Member State

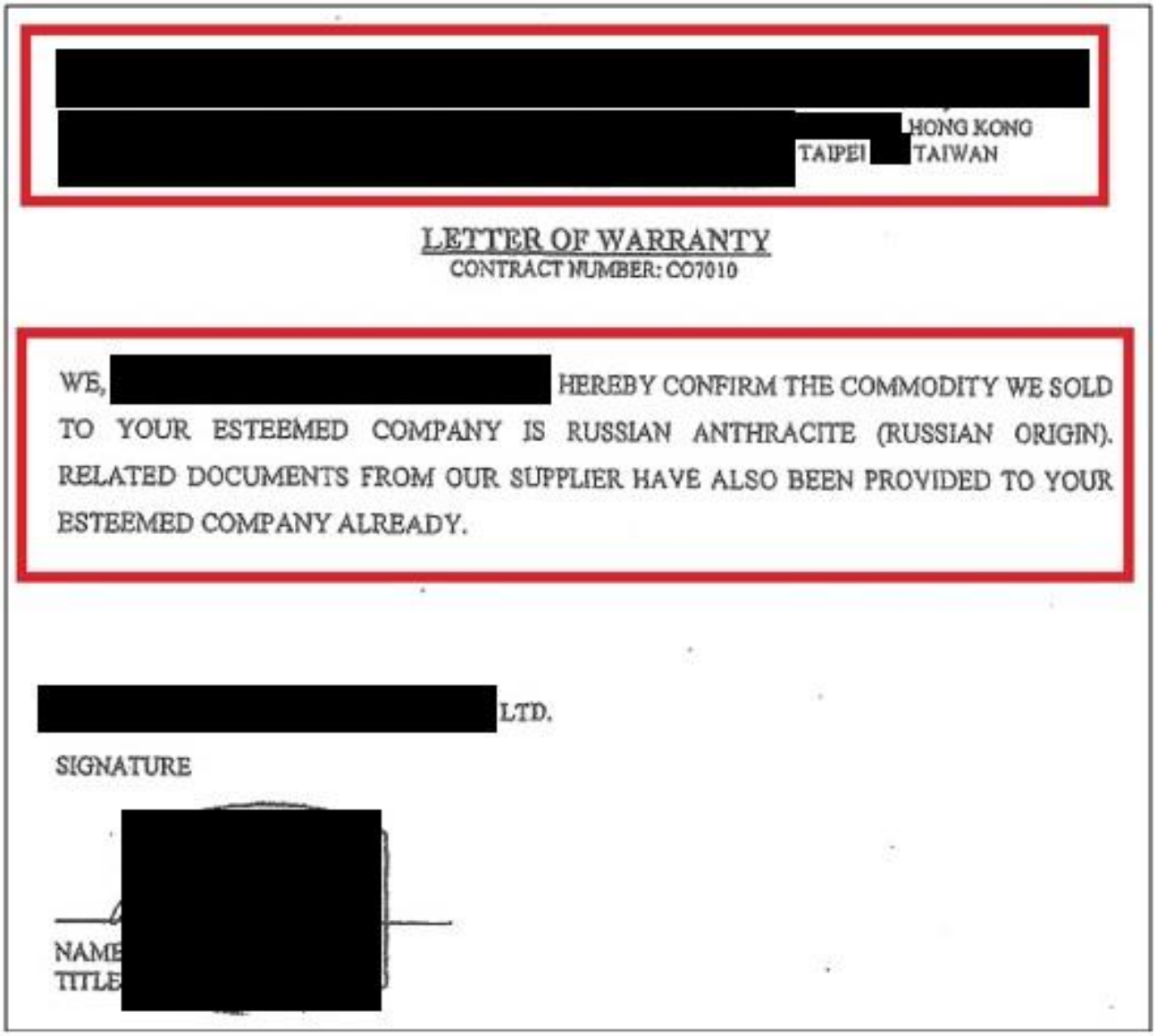
Annex 6-3: Documents for DPRK coal onboard the *Kai Xiang* falsely claiming Russian origin

Company based in Sweden



Source: Member State

Warranty of origin for DPRK coal onboard the *Kai Xiang* falsely claiming Russian origin



[redacted]
[redacted] HONG KONG
TAIPEI [redacted] TAIWAN

LETTER OF WARRANTY
CONTRACT NUMBER: CO7010

WE, [redacted] HEREBY CONFIRM THE COMMODITY WE SOLD TO YOUR ESTEEMED COMPANY IS RUSSIAN ANTHRACITE (RUSSIAN ORIGIN). RELATED DOCUMENTS FROM OUR SUPPLIER HAVE ALSO BEEN PROVIDED TO YOUR ESTEEMED COMPANY ALREADY.

[redacted] LTD.

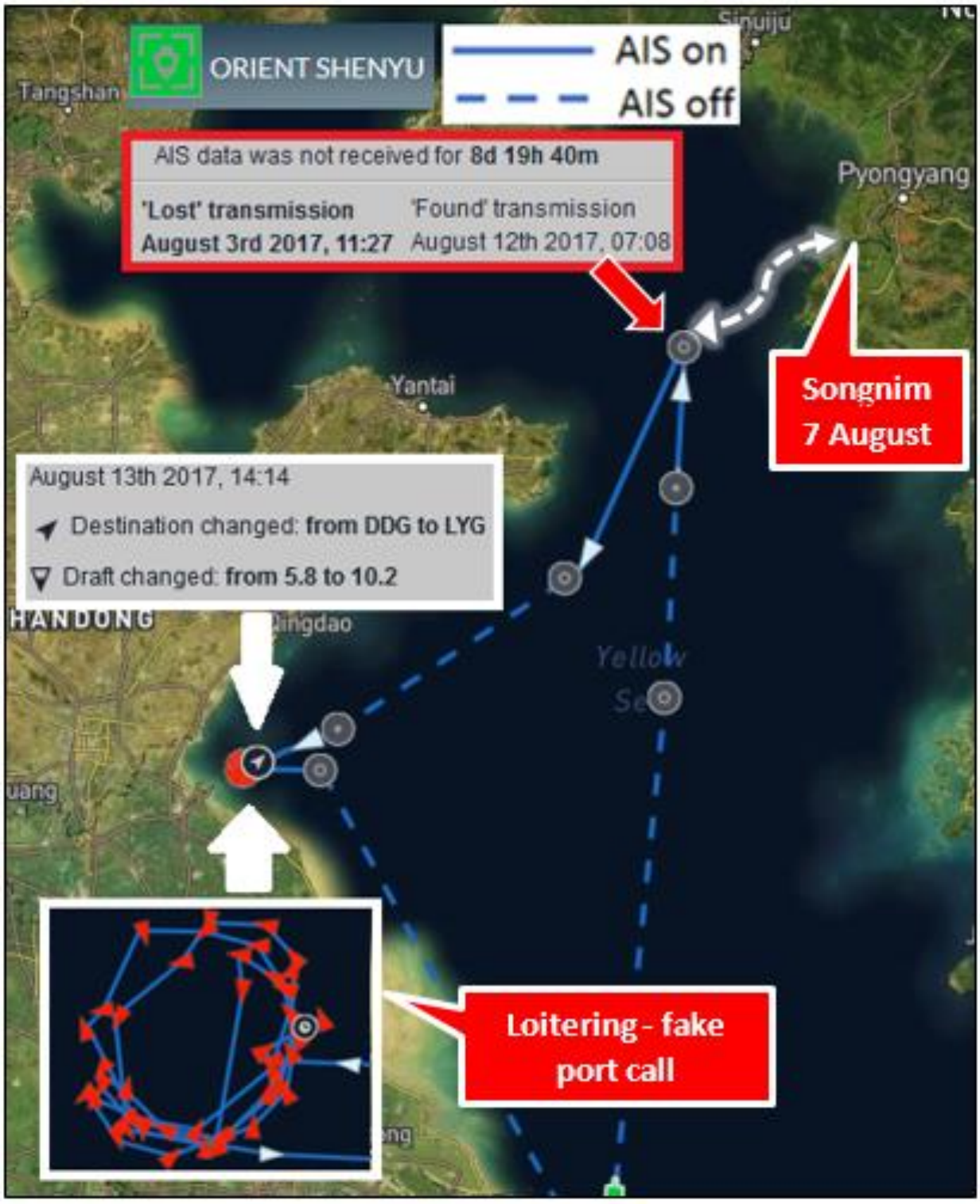
SIGNATURE

[redacted]

NAME
TITLE

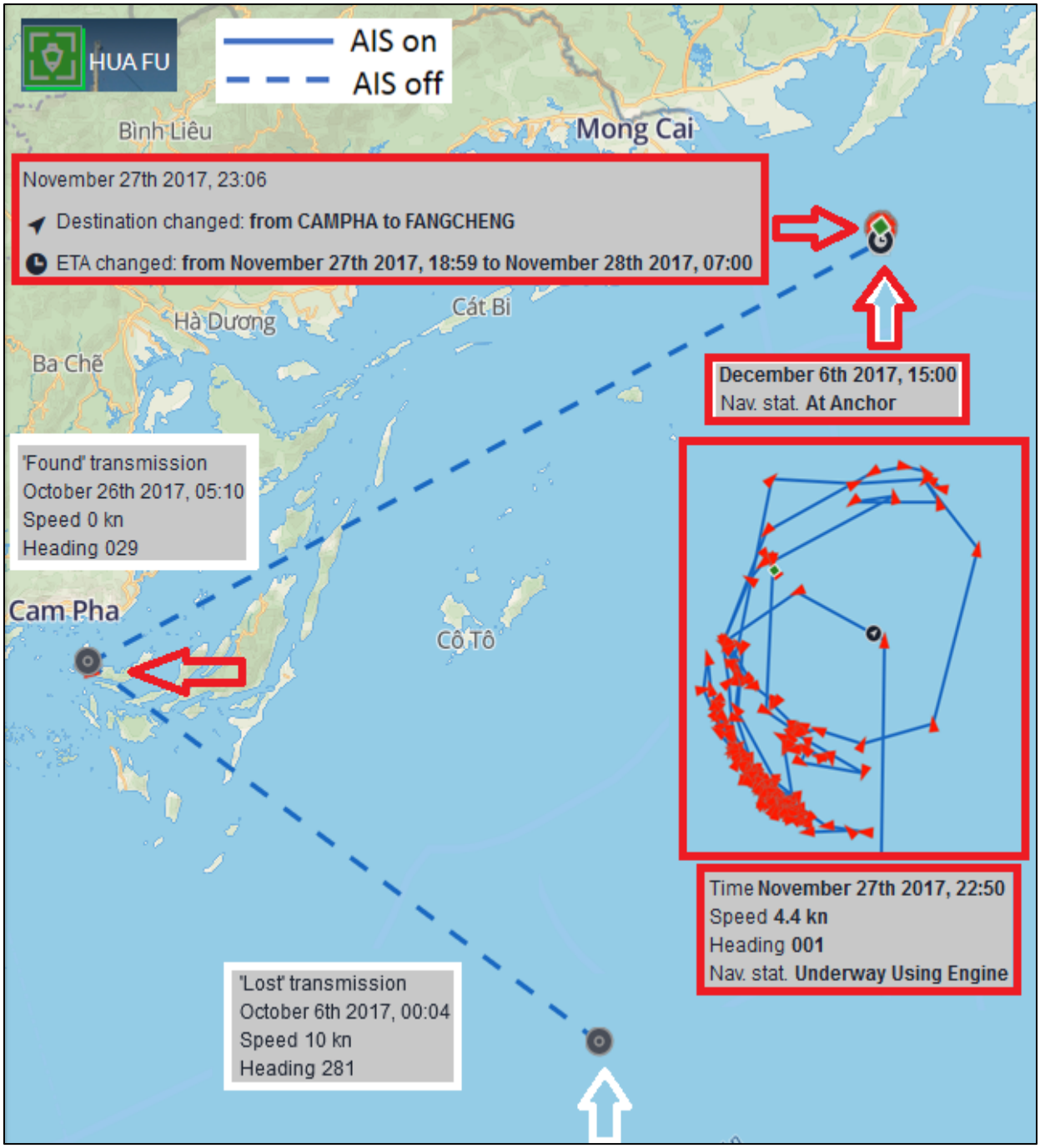
Source: Member State

Annex 7: The *Orient Shenyu's* deviation of the vessel loading in Songnim on 7 August 2017



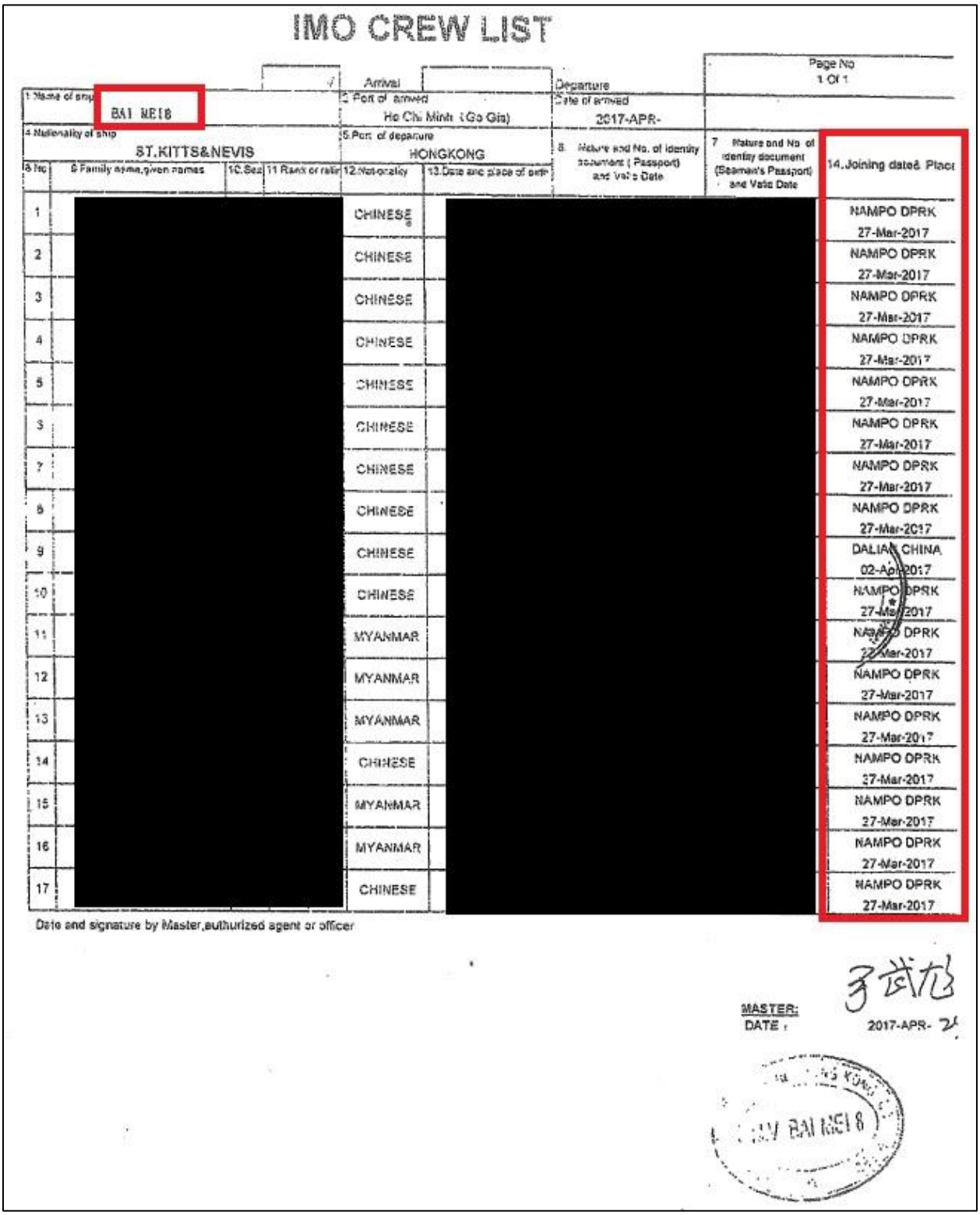
Source: Windward

Annex 8 *Hua Fu's* voyage showing a second attempt to deliver its DPRK coal



Source: Windward

Annex 9: Crew list of the *Bai Mei 8* showing the crew joining in Nampo, DPRK confirming the vessel's call there



IMO CREW LIST

Page No 1 Of 1

Arrival / Departure

1 Name of ship: BAI MEI 8
2 Port of arrived: Ho Chi Minh (Go Gia)
Date of arrived: 2017-APR-
4 Nationality of ship: ST.KITTS&NEVIS
5 Port of departure: HONGKONG

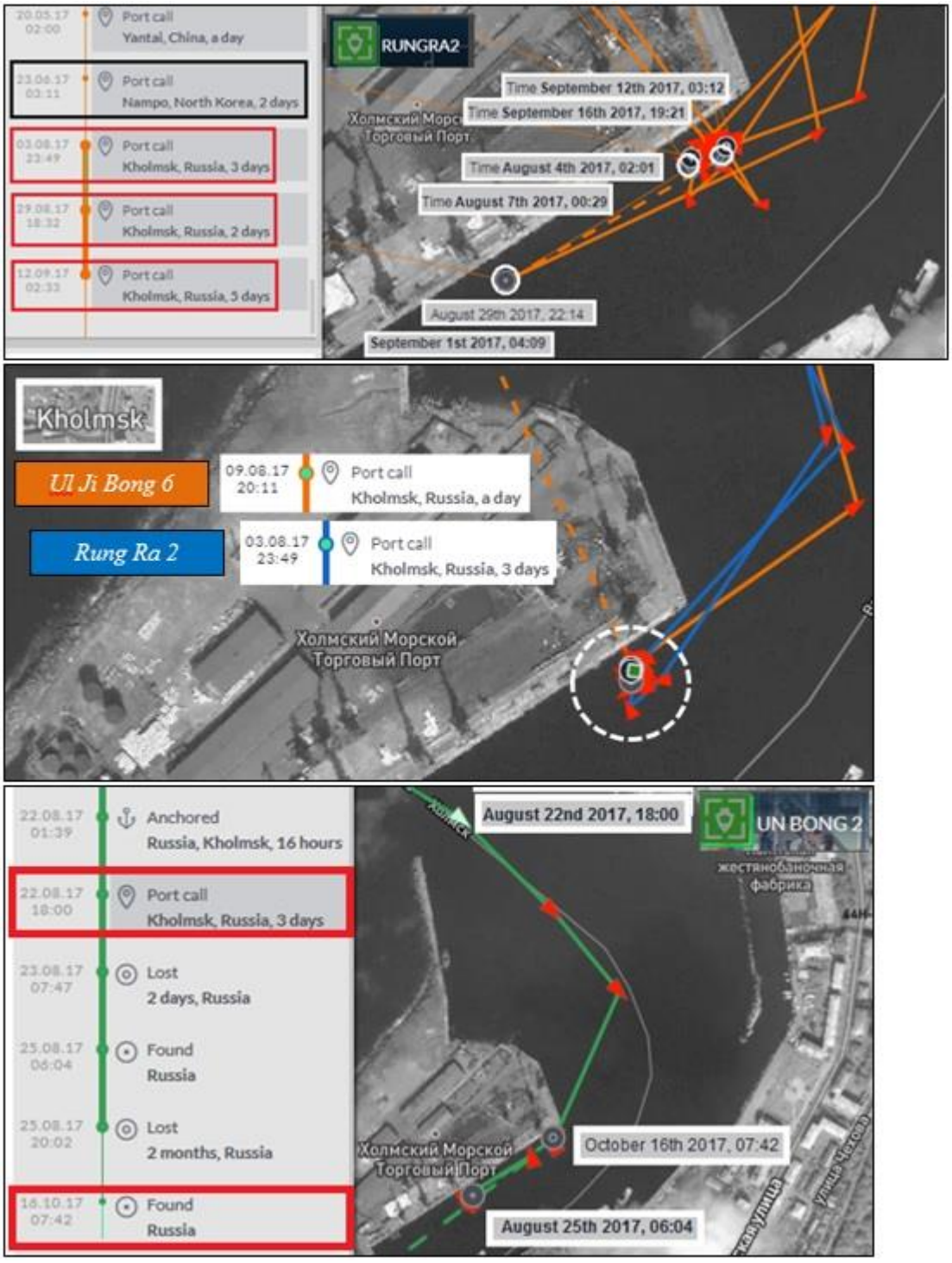
8 No	9 Family name,given names	10 Sex	11 Rank or rate	12 Nationality	13 Date and place of birth	8 Nature and No. of identity document (Passport) and Valid Date	7 Nature and No of identity document (Seaman's Passport) and Valid Date	14 Joining date& Place
1	[redacted]			CHINESE	[redacted]			NAMPO DPRK 27-Mar-2017
2				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
3				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
4				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
5				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
6				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
7				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
8				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
9				CHINESE				DALIAN CHINA 02-Apr-2017
10				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
11				MYANMAR				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
12				MYANMAR				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
13				MYANMAR				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
14				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
15				MYANMAR				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
16				MYANMAR				NAMPO DPRK 27-Mar-2017
17				CHINESE				NAMPO DPRK 27-Mar-2017

Date and signature by Master,authurized agent or officer

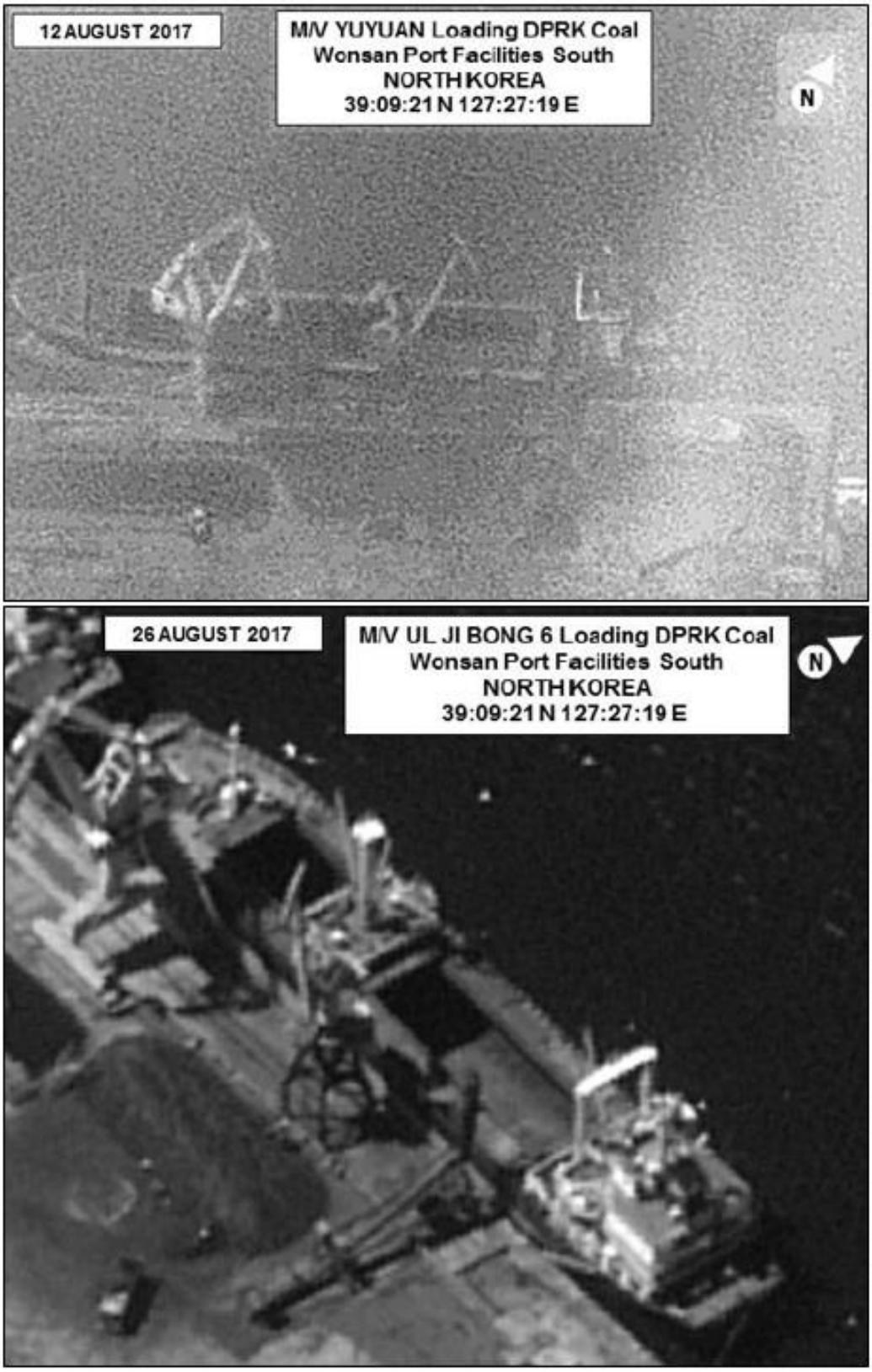
MASTER:
DATE : 2017-APR- 2

Source: Member State

Annex 10: *Rung Ra 2, Ul Ji Bong 6* and Un Bong 2 at the same coal terminal in Kholmsk

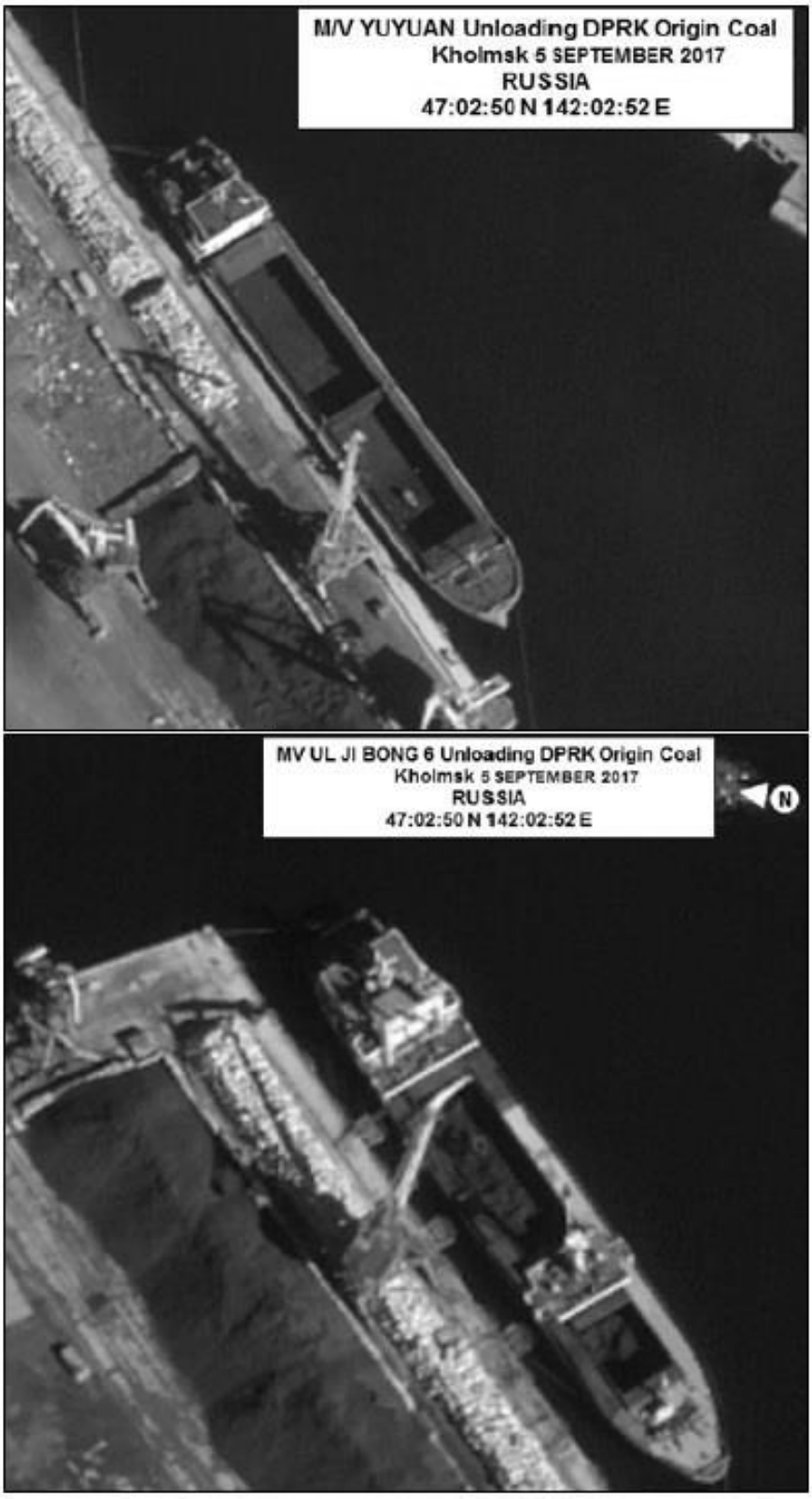


Annex 11: Images of the *Yu Yuan* and *Ul Ji Bong 6* loading coal in Wonsan



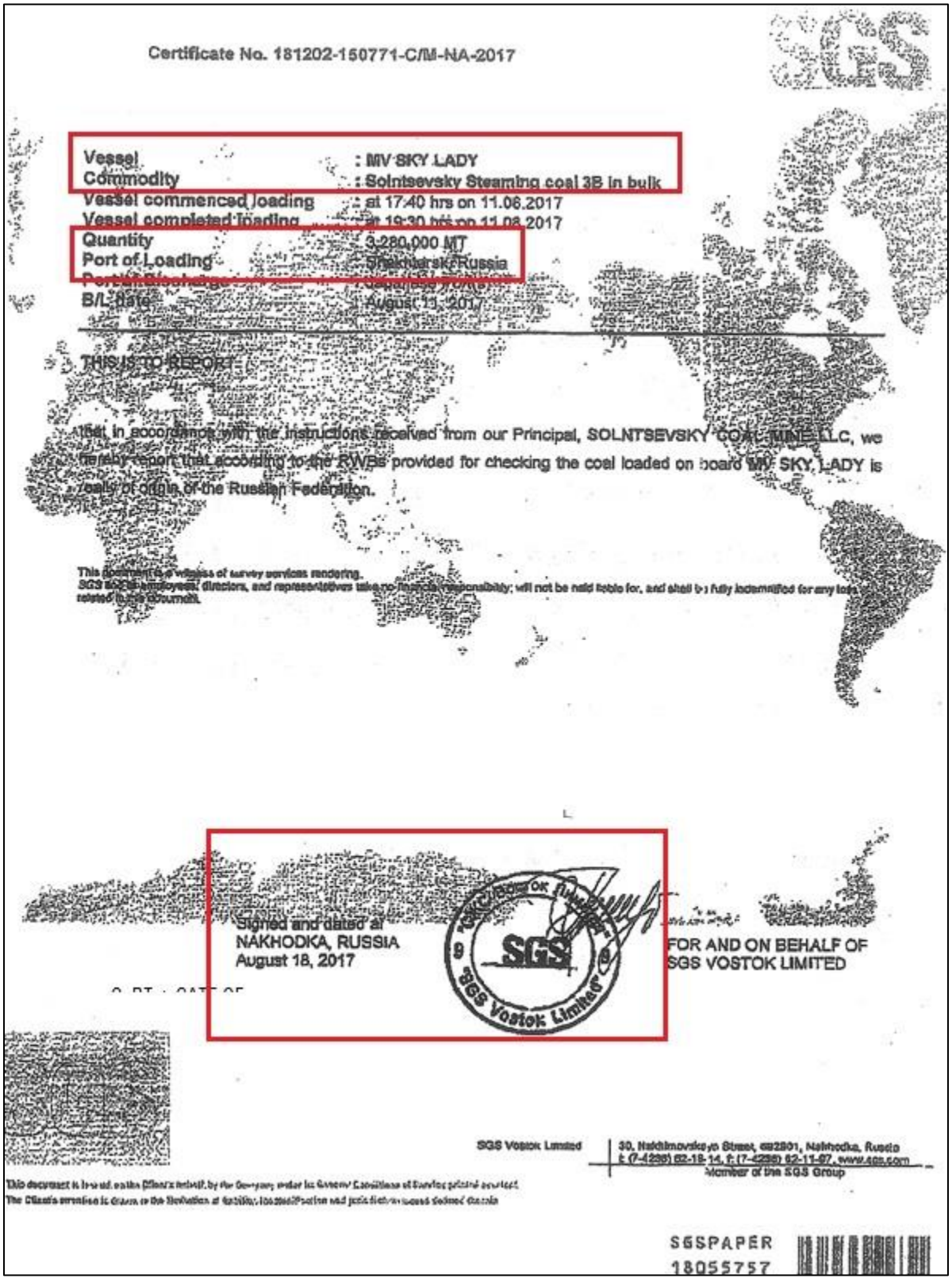
Source: Member State

Annex 12: Images of the *Yu Yuan* and *Ul Ji Bong 6* discharging DPRK coal in Kholmsk



Source: Member State

Annex 13: Certificate of origin for *Sky Lady* showing coal origin as Shakhtersk



Certificate No. 181202-150771-C/M-NA-2017

Vessel : MV SKY LADY
Commodity : Solntsevsky Steaming coal 3B in bulk
Vessel commenced loading : at 17:40 hrs on 11.08.2017
Vessel completed loading : at 19:30 hrs on 11.08.2017
Quantity : 3,280.000 MT
Port of Loading : Shakhtarsk/Russia
Port of Discharge : Qingdao/China
B/L date : August 11, 2017

THIS IS TO REPORT -

That in accordance with the instructions received from our Principal, SOLNTSEVSKY COAL MINE LLC, we hereby report that according to the AWBs provided for checking the coal loaded on board MV SKY LADY is coal of origin of the Russian Federation.

This document is a witness of survey services rendering. SGS SGSS employees, directors, and representatives take no financial responsibility; will not be held liable for, and shall be fully indemnified for any loss related to this document.

Signed and dated at
NAKHODKA, RUSSIA
August 18, 2017

FOR AND ON BEHALF OF
SGS VOSTOK LIMITED

SGS Vostok Limited

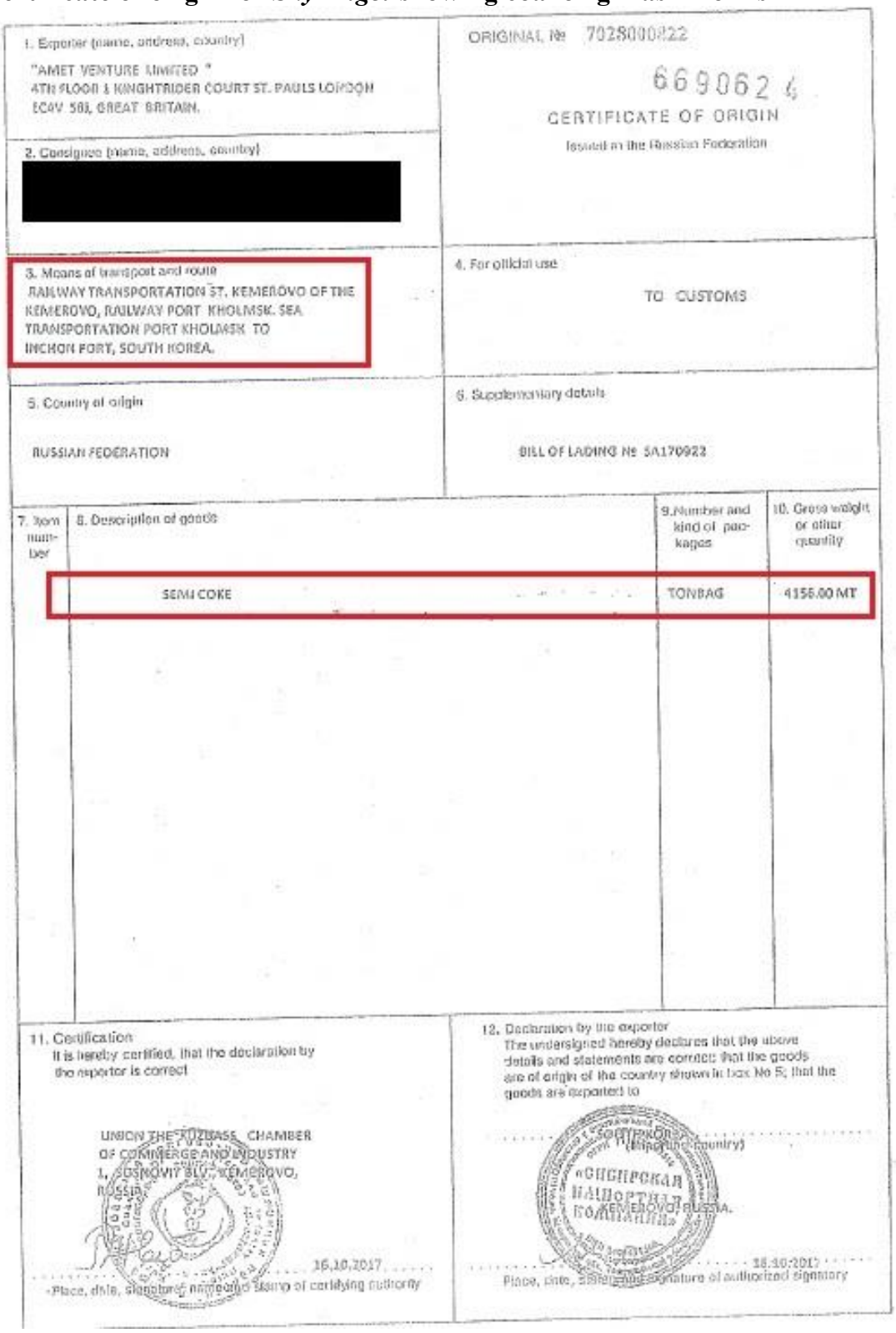
SGS Vostok Limited | 30, Nakhimovskaya Street, 692901, Nakhodka, Russia
t (7-4236) 62-18-14, f (7-4236) 62-11-97, www.sgs.com
Member of the SGS Group

This document is issued on the Client's behalf by the Company under its General Conditions of Service printed overleaf.
The Client's attention is drawn to the limitation of liability, indemnification and jurisdiction issues defined therein.

SGSPAPER
18055757

Source: Sky Ocean

Annex 14: Certificate of origin for *Sky Angel* showing coal origin as Kholmsk



1. Exporter (name, address, country)

"AMET VENTURE LIMITED "
4TH FLOOR 1 KINGHTRIDER COURT ST. PAULS LONDON EC4V 5BJ, GREAT BRITAIN.

ORIGINAL № 7028000822

669062 4

CERTIFICATE OF ORIGIN

Issued in the Russian Federation

2. Consignee (name, address, country)

[redacted]

3. Means of transport and route

RAILWAY TRANSPORTATION ST. KEMEROVO OF THE KEMEROVO, RAILWAY PORT KHOLMSK. SEA TRANSPORTATION PORT KHOLMSK TO INCHON PORT, SOUTH KOREA.

4. For official use

TO CUSTOMS

5. Country of origin

RUSSIAN FEDERATION

6. Supplementary details

BILL OF LADING № SA170922

7. Item number	8. Description of goods	9. Number and kind of packages	10. Gross weight or other quantity
	SEMI COKE	TONBAG	4156.00 MT

11. Certification

It is hereby certified, that the declaration by the exporter is correct

UNION THE KUZBASS CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY 1, KOSMOVIY BLV., KEMEROVO, RUSSIA

16.10.2017

Place, date, signature and stamp of certifying authority

12. Declaration by the exporter

The undersigned hereby declares that the above details and statements are correct; that the goods are of origin of the country shown in box № 5; that the goods are exported to

SOUTH KOREA

(country)

«СИБИРСКАЯ ТРАНСПОРТНАЯ КОМПАНИЯ» KEMEROVO, RUSSIA.

16.10.2017

Place, date, signature of authorized signatory

Source: Sky Ocean

Annex 15: Shipping document of *Rich Glory* showing coal origin as Kholmsk

PACKING LIST

1.Shipper / Exporter HONG KONG COAL ENERGY LIMITED 11/F AXA CENTRE, 151 GLOUCESTER ROAD WANCHAI HONG KONG	8. NO. & Date of Packing List HKC20171006-B OCT 06, 2017 9. No. & Date of L/C
2 For Account & Risk of Messrs. [redacted]	
3. Notify Party [redacted]	
4. Port of Loading KHOLMSK PORT, RUSSIA	5. Final Destination POHANG PORT, KOREA
6.Carrier MV. RICH GLORY	7.Sailing and or about 05TH OCT, 2017

11. Shipping Marks	12. Description of Goods	13. Quantity	14.Net-Weight (MT)	15.Gross-Weight (MT)	16.Measurement
N/M		5,000.00MT			

ANTHRACITE COAL

- TOTAL MOISTURE (ARB) : 8% MAX
- ASH (ADB) : 12% MAX
- CALORIFIC VALUE(DB) : 6,600kcal MIN
- FIXED CARBON (DB) : 82% MIN
- VOLATILE MATTER (ADB) : 5% MAX
- SIZE : 0~50mm 90% MIN
- COUNTRY OF ORIGIN : RUSSIA
- PACKING IN BULK

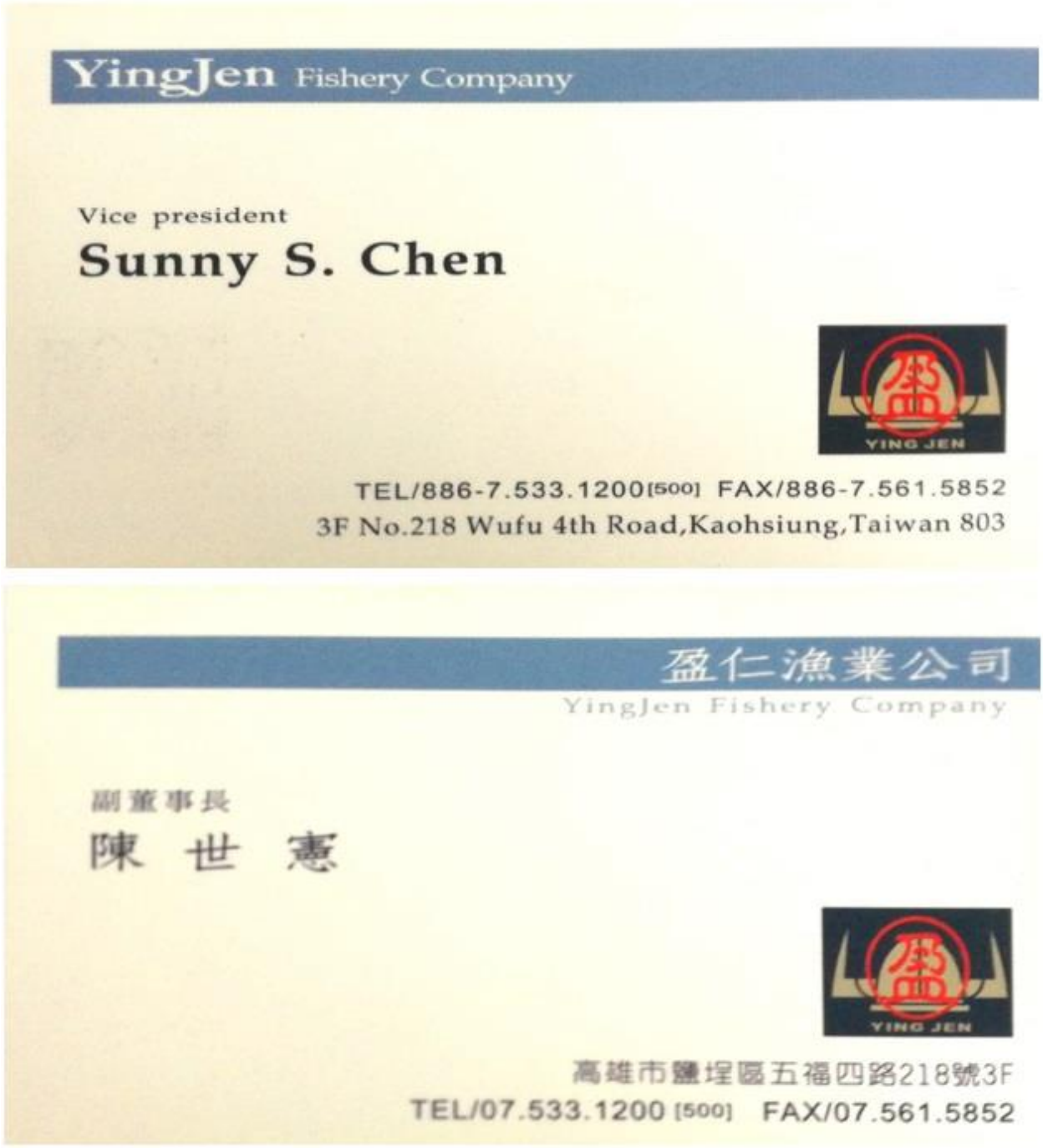
17. Signed by

HONG KONG COAL ENERGY LIMITED HCL

[redacted]

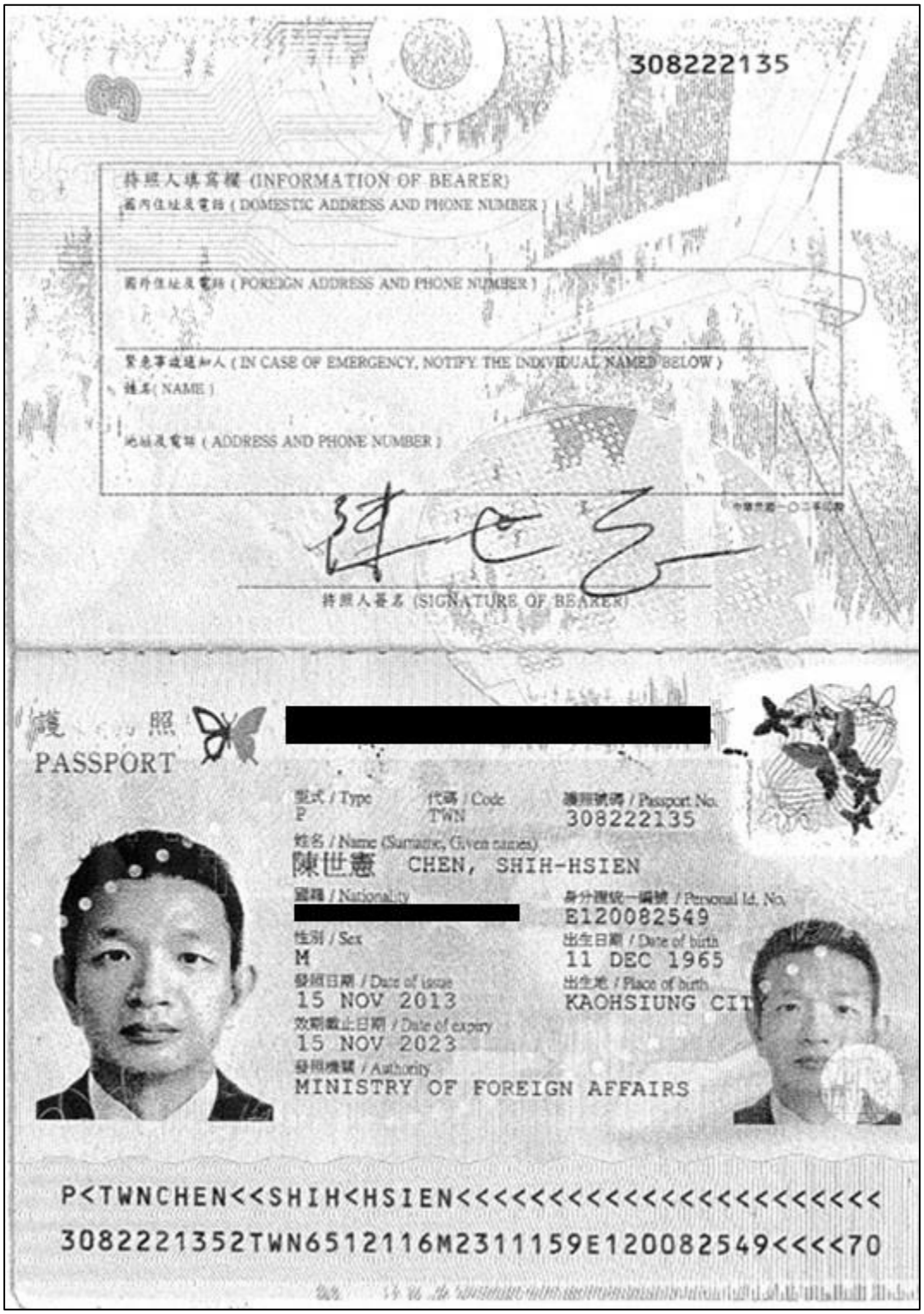
Source: Member State

Annex 16: Business card of Mr. Hsih-Shien Chen as the representative of Ocean Enterprises Ltd. to charter the *Lighthouse Winmore*



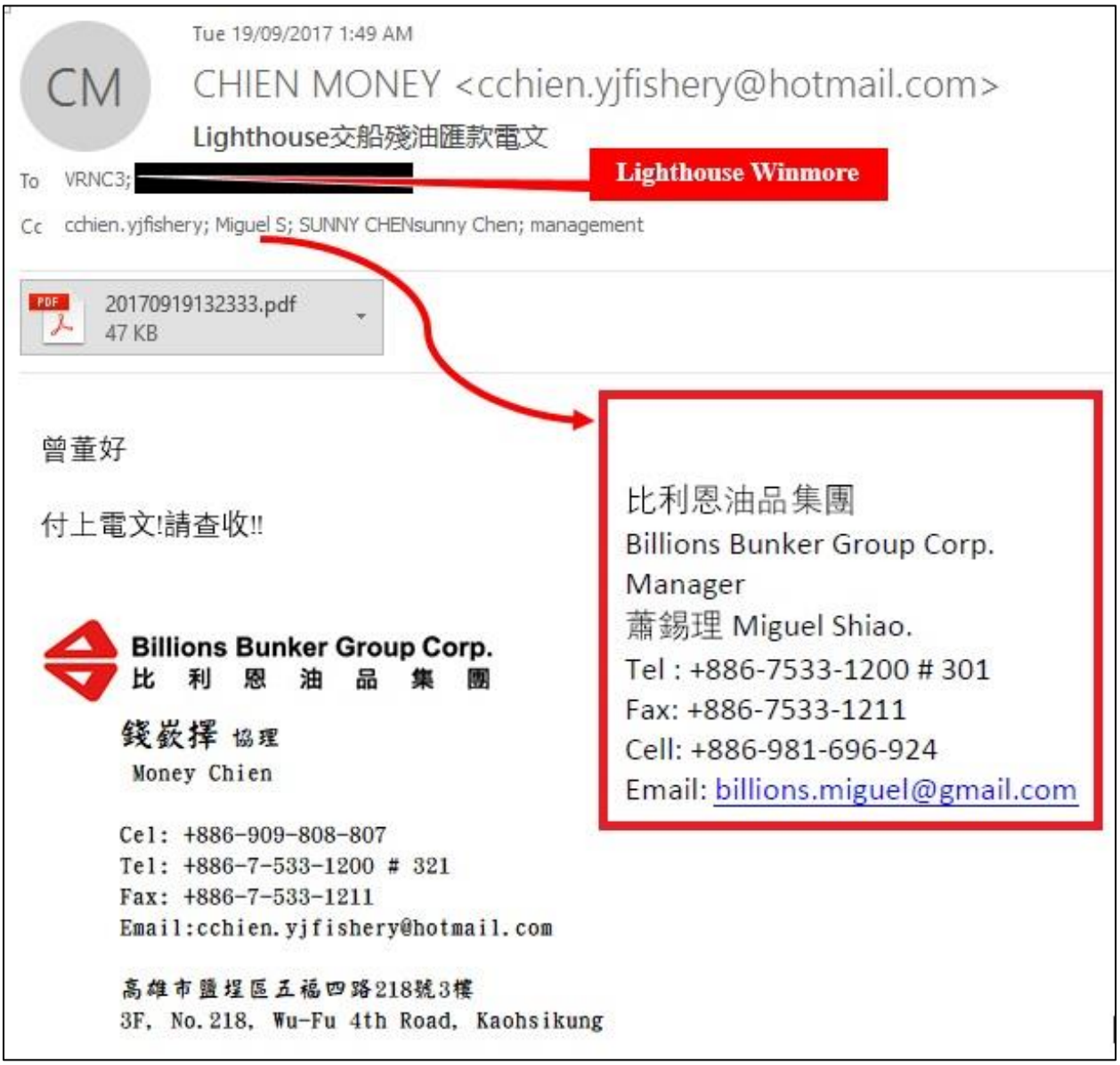
Source: The Panel

Identity document of Mr. Shih-Hsien Chen, owner of Oceanic Enterprises, Billions Bunker Group Corp. and Bunkers Taiwan Group Corp.



Source: The Panel

Annex 17: Emails from Oceanic Enterprises to the *Lighthouse Winmore* emanating from Billions Bunker Group



Source: The Panel

Email to the *Lighthouse Winmore* from Mr Chen's Billions Bunker Group Corporation showing his company's operations management of the tanker prior to the ship-to-ship transfer on 19 October 2017

From: Miguel S <billions.miguel@gmail.com>
Sent: Friday, 29 September, 2017 9:30 PM
To: VRNC3; Chien Money; [redacted]
Subject: 碼頭協議

王船長您好:

以下重點 :

這次進碼頭 , okyc 的人員會再上船檢查一次 ,請確實做好

1.纜繩和煞車系統的更換及保養
2.高低位顯示, 請配合韓國人的指示
3.應對態度和船員積極性改善, 盡量配合他們的需求

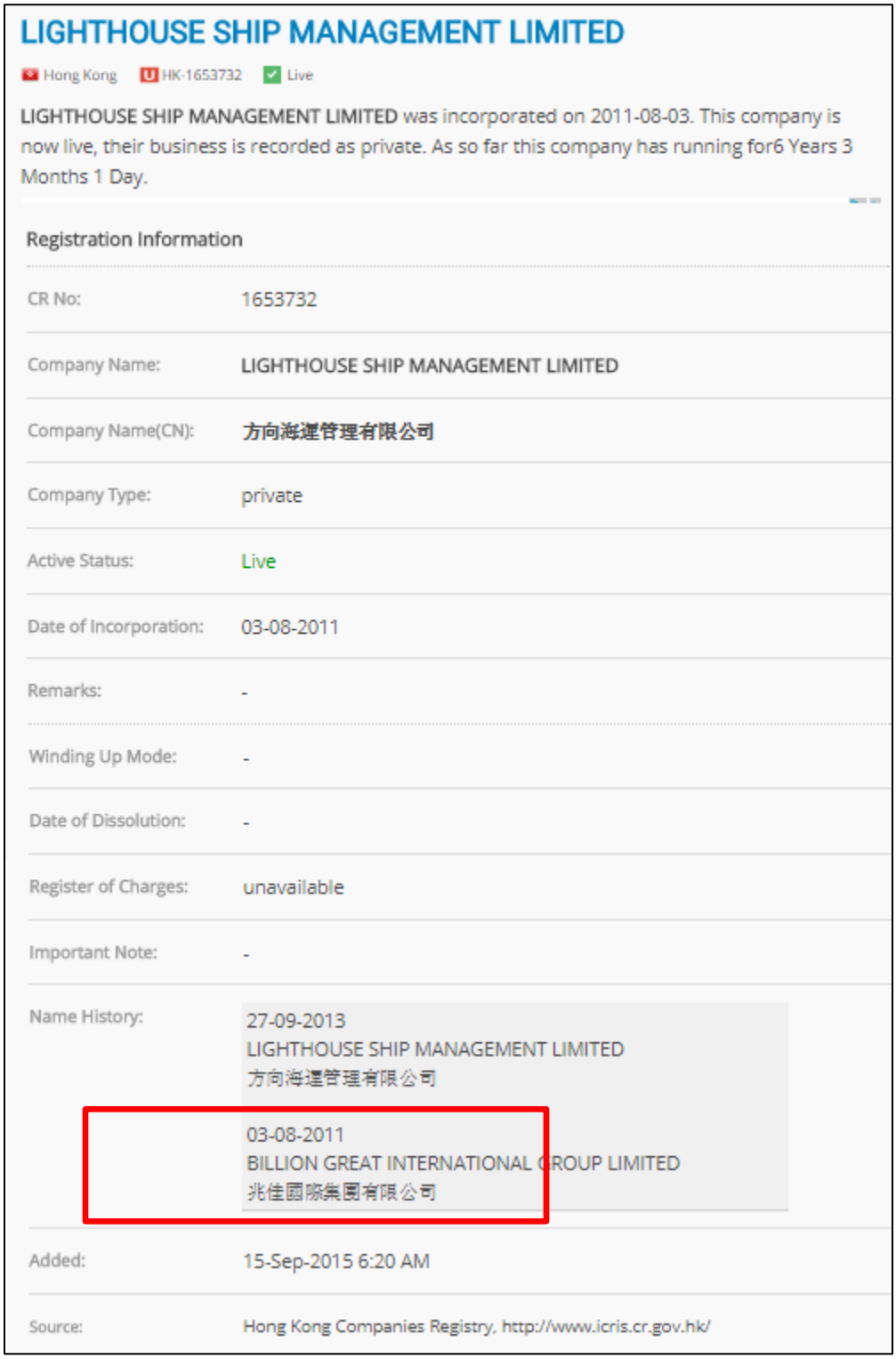
如果表現不錯的話, 他們願意給我們一次機會靠碼頭 , 注意是"表現好的話他們願意再給我們一次機會" 所以麻煩船長 做好一切應變的措施, 拜託 !

感謝船長的配合

比利恩油品集團
Billions Bunker Group Corp.
Manager
蕭錫理 Miguel Shiao.
Tel : +886-7533-1200 # 301
Fax: +886-7533-1211
Cell: +886-981-696-924
Email: billions.miguel@gmail.com

Source: The Panel

Annex 18: Corporate records showing Lighthouse Ship Management Ltd. was formerly known as Billion Great International Group Ltd.



LIGHTHOUSE SHIP MANAGEMENT LIMITED

Hong Kong | HK-1653732 | Live

LIGHTHOUSE SHIP MANAGEMENT LIMITED was incorporated on 2011-08-03. This company is now live, their business is recorded as private. As so far this company has running for6 Years 3 Months 1 Day.

Registration Information

CR No:	1653732
Company Name:	LIGHTHOUSE SHIP MANAGEMENT LIMITED
Company Name(CN):	方向海運管理有限公司
Company Type:	private
Active Status:	Live
Date of Incorporation:	03-08-2011
Remarks:	-
Winding Up Mode:	-
Date of Dissolution:	-
Register of Charges:	unavailable
Important Note:	-
Name History:	27-09-2013 LIGHTHOUSE SHIP MANAGEMENT LIMITED 方向海運管理有限公司 03-08-2011 BILLION GREAT INTERNATIONAL GROUP LIMITED 兆佳國際集團有限公司
Added:	15-Sep-2015 6:20 AM
Source:	Hong Kong Companies Registry, http://www.icris.cr.gov.hk/

Source: hongkongcompanylist.com

Annex 19: Bills of lading for the petroleum products embarked on the two vessels transfered to the DPRK

Lighthouse Winmore

1. Shipper

TRAFIGURA PTE LTD

2. Consignee

TO THE ORDER OF
GLOBAL COMMODITIES CONSULTANTS LIMITED

BILL OF LADING

FIRST ORIGINAL

3. Notify Party

4. B/L Number

SACL17LW101501

5. Vessel

LIGHTHOUSE WINMORE

6. Charterparty between _____ and _____ dated _____

7. Port(s) of loading

YOSU, KOREA

8. Port(s) of discharge

TAICHUNG, TAIWAN

9. Shipper's description of goods

MARINE GAS OIL 500PPM SULPHUR

10. Gross weight / volume

14,094.065 MT

16,804.656 KLITRES AT 15 DEG C

105,751.70 US BBLS AT 60 DEG F

11. Remarks:

12. Freight: ("Payable as Per Charter party")

SHIPPED at the Port(s) of Loading in apparent good order and condition on board the Vessel for carriage to the Port(s) of Discharge specified above.

Weight, measure, quality, condition, contents and value unknown.

IN WITNESS whereof the Master or Agent of the said Vessel has signed THREE (3/3) original Bills of Lading, all of this tenor and date, any one of which being accomplished the others shall be void.

FOR CONDITIONS OF CARRIAGE SEE OVERLEAF

13. Place and date of issue

at YOSU, KOREA ON 15TH OCTOBER 2017

14. Signature

MASTER [WANG SONGCHANG]

Source: The Panel

Billions No. 18

1. Shipper

TRAFIGURA PTE LTD

2. Consignee

TO THE ORDER OF
GLOBAL COMMODITIES CONSULTANTS LIMITED

BILL OF LADING

FIRST ORIGINAL

3. Notify Party

4. B/L Number

SACL17BN101101

5. Vessel

BILLIONS NO. 18

6. Charterparty between _____ and _____ dated _____

7. Port(s) of loading

YOSU, KOREA

8. Port(s) of discharge

TAICHUNG, TAIWAN

9. Shipper's description of goods

MARINE GAS OIL 500PPM SULPHUR

10. Gross weight / volume

7,940.714 MT

9,458.862 KLITRES AT 15 DEG C

59,524.62 US BBLS AT 60 DEG F

11. Remarks:

12. Freight: ("Payable as Per Charter party")

SHIPPED at the Port(s) of Loading in apparent good order and condition on board the Vessel for carriage to the Port(s) of Discharge specified above.

Weight, measure, quality, condition, contents and value unknown.

IN WITNESS whereof the Master or Agent of the said Vessel has signed THREE (3/3) original Bills of Lading, all of this tenor and date, any one of which being accomplished the others shall be void.

FOR CONDITIONS OF CARRIAGE SEE OVERLEAF

13. Place and date of issue

at YOSU, KOREA ON 11TH OCTOBER 2017

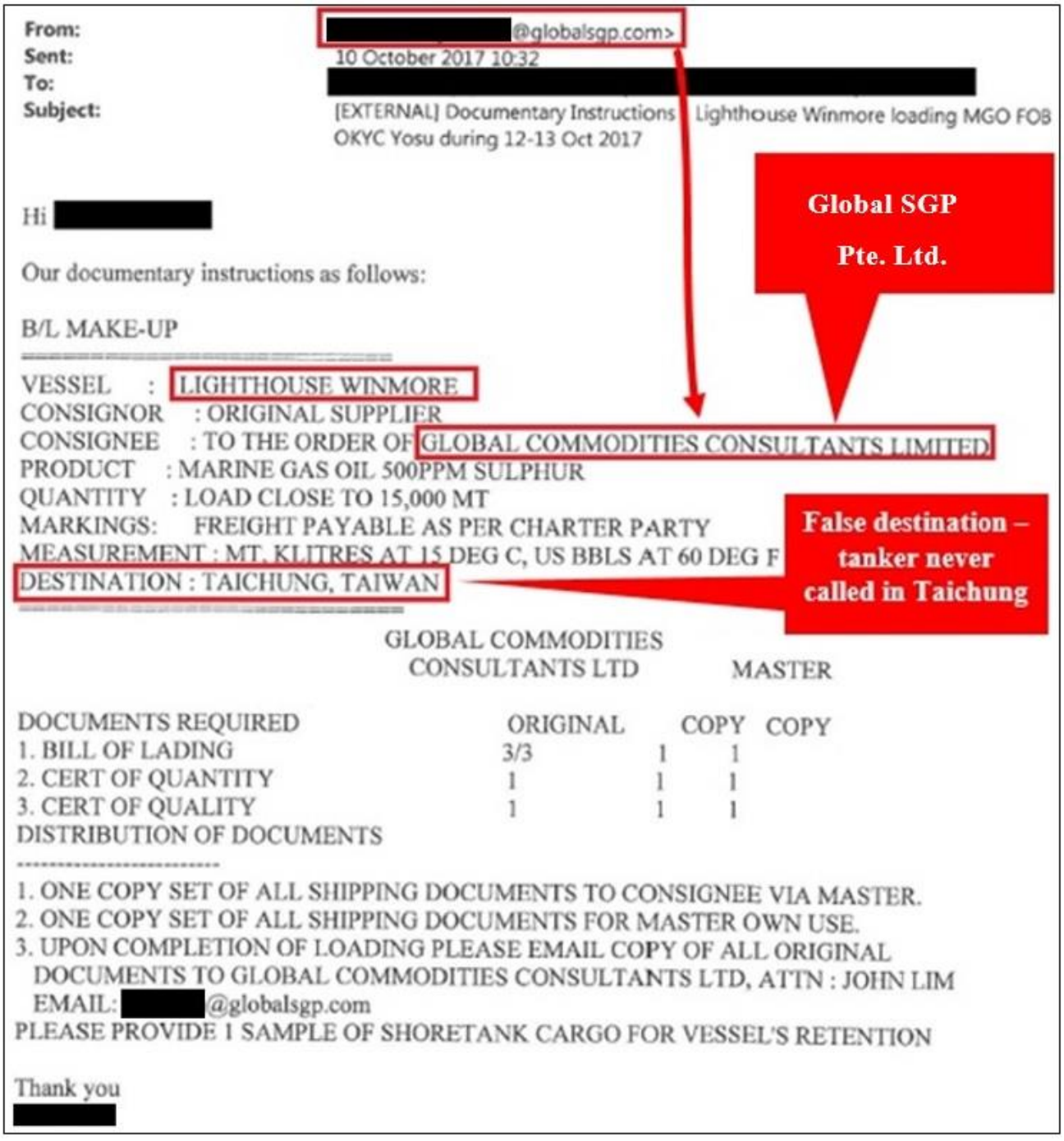
14. Signature

MASTER [BOBY JULIAN AKBAR]

BUNKER TAIWAN GROUP CORPORATION MASTER M/T BILLIONS NO. 18

Source: The Panel

Annex 20: Communications showing Oceanic's false destination for the fuel



Source: The Panel

Annex 21: Communications of Global SGP showing the prepayment arrangements for *Billions No. 18* and *Lighthouse Winmore* shipments

From: [redacted]@globalsgp.com
Sent: Tuesday, October 10, 2017 8:10 AM
To: [redacted]
Subject: [redacted] September Final invoices

Dear [redacted]

Can we confirm the final invoice values for our last 2 cargos BL dated 3rd and 7th Oct?

3rd Oct Billions 18

BL: 7,969.332 MT / 59,717.79 bbls

Prepayment invoice: $4,564,942.80

Final invoice value: $4,196,070.51

Credit balance: $368,872.29

7th Oct Lighthouse Winmore

BL: 14,091.782 MT / 105,633.82 bbls

Prepayment invoice: $8,510,097.75

Final invoice value: $7,422,360.36

Credit balance: $1,087,737.39

Kindly confirm if the above figures are correct, i.e a total credit balance of $1,456,609.67

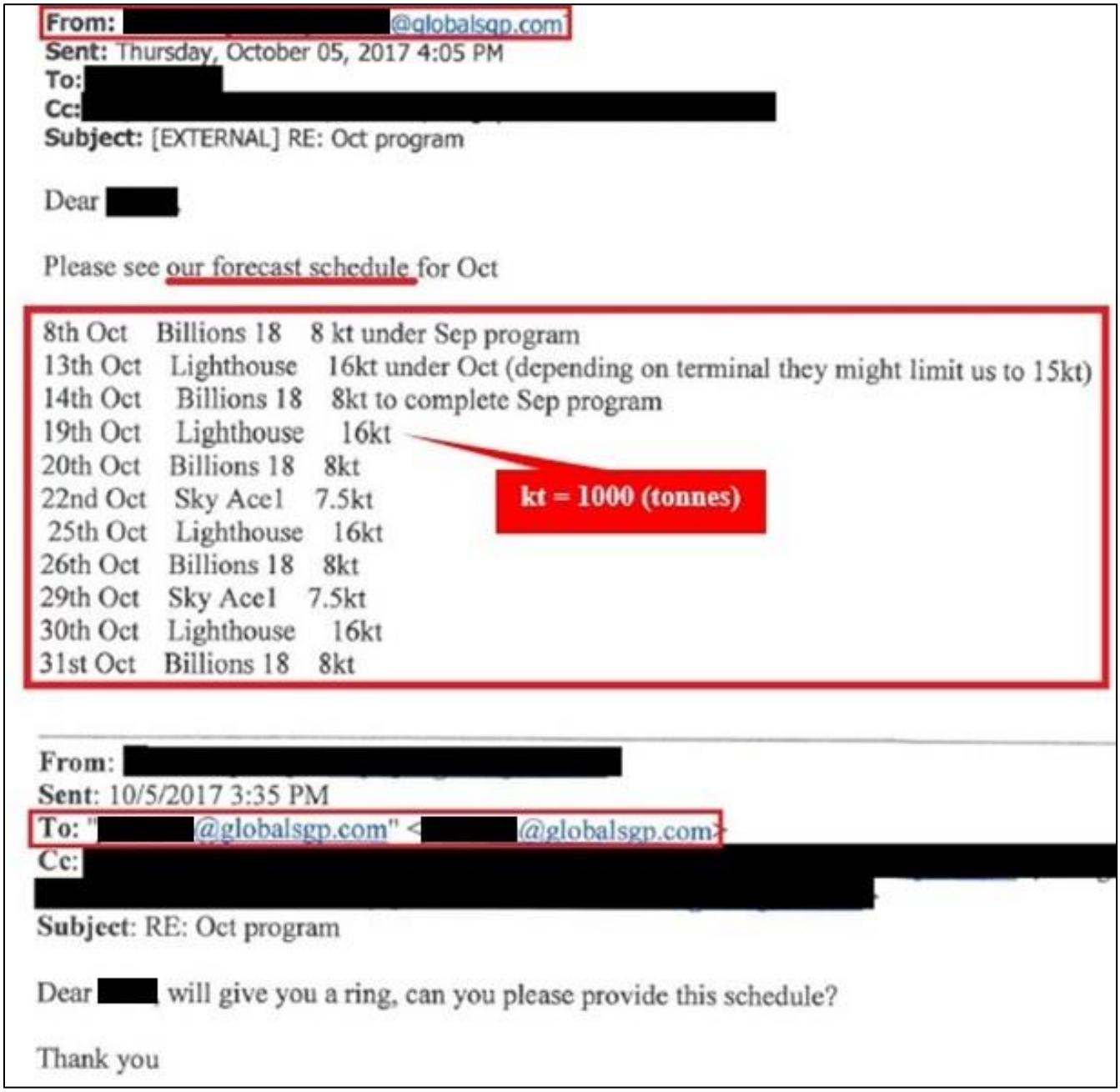
In addition, can you email us the final invoices for these cargos BL-ed 7th Sep, 10th Sep, 22nd Sep, 26th Sep, 3rd Oct and 7th Oct?

Thank you

[redacted]

Source: The Panel

Annex 22: Communications showing the planned shipments using Mr. Chen's tankers



From: [redacted]@globalsgp.com
Sent: Thursday, October 05, 2017 4:05 PM
To: [redacted]
Cc: [redacted]
Subject: [EXTERNAL] RE: Oct program

Dear [redacted]

Please see our forecast schedule for Oct

8th Oct	Billions 18	8 kt under Sep program
13th Oct	Lighthouse	16kt under Oct (depending on terminal they might limit us to 15kt)
14th Oct	Billions 18	8kt to complete Sep program
19th Oct	Lighthouse	16kt
20th Oct	Billions 18	8kt
22nd Oct	Sky Ace1	7.5kt
25th Oct	Lighthouse	16kt
26th Oct	Billions 18	8kt
29th Oct	Sky Ace1	7.5kt
30th Oct	Lighthouse	16kt
31st Oct	Billions 18	8kt

kt = 1000 (tonnes)

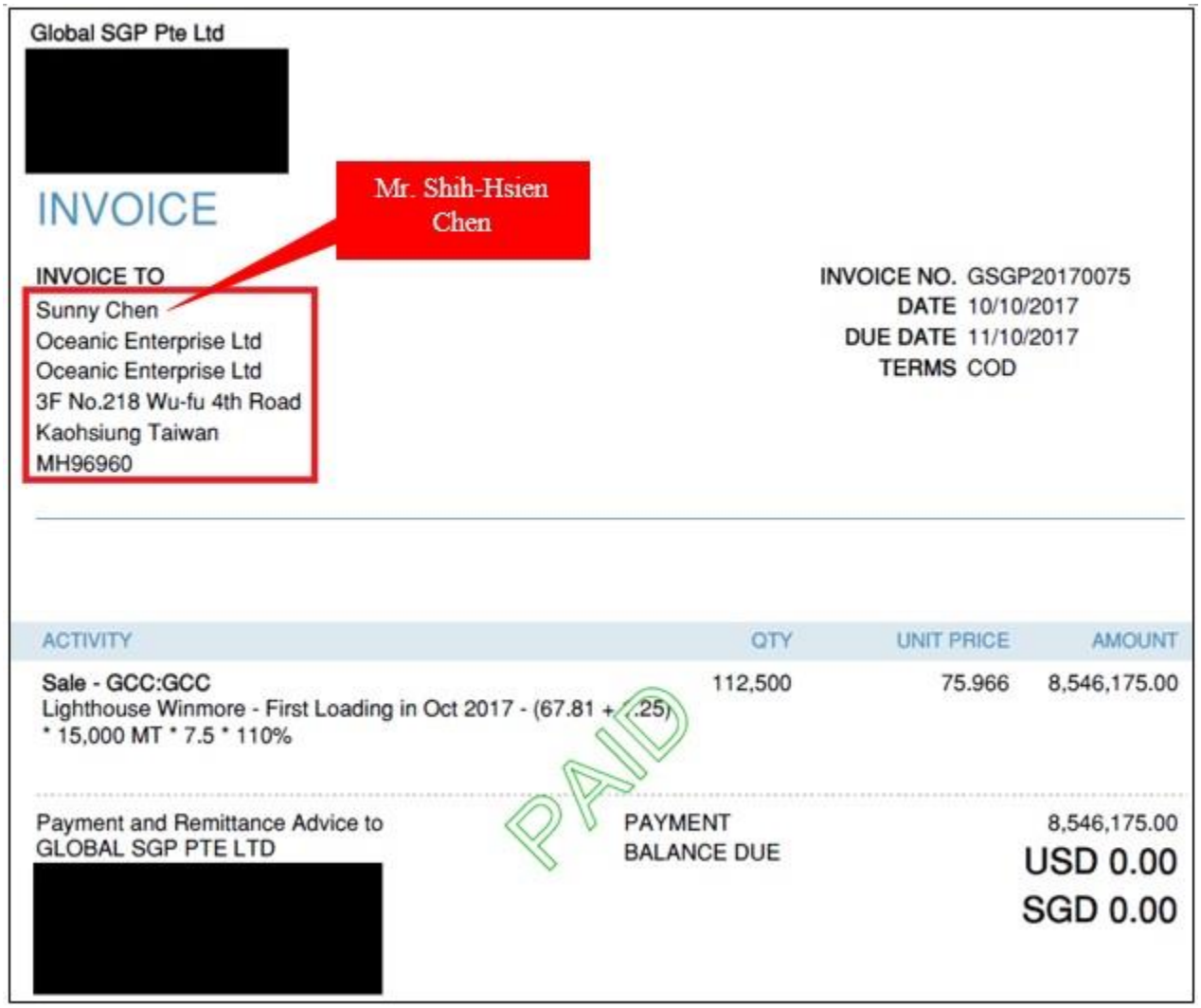
From: [redacted]
Sent: 10/5/2017 3:35 PM
To: "[redacted]@globalsgp.com" <[redacted]@globalsgp.com>
Cc: [redacted]
Subject: RE: Oct program

Dear [redacted] will give you a ring, can you please provide this schedule?

Thank you

Source: The Panel

Annex 23: Invoice for Ocenic Entreprise Ltd. for pre-payment for the *Lighthouse Winmore* shipment



Global SGP Pte Ltd
[redacted]

INVOICE

Mr. Shih-Hsien Chen

INVOICE TO
Sunny Chen
Oceanic Enterprise Ltd
Oceanic Enterprise Ltd
3F No.218 Wu-fu 4th Road
Kaohsiung Taiwan
MH96960

INVOICE NO. GSGP20170075
DATE 10/10/2017
DUE DATE 11/10/2017
TERMS COD

ACTIVITY	QTY	UNIT PRICE	AMOUNT
Sale - GCC:GCC Lighthouse Winmore - First Loading in Oct 2017 - (67.81 + [illegible].25) * 15,000 MT * 7.5 * 110%	112,500	75.966	8,546,175.00

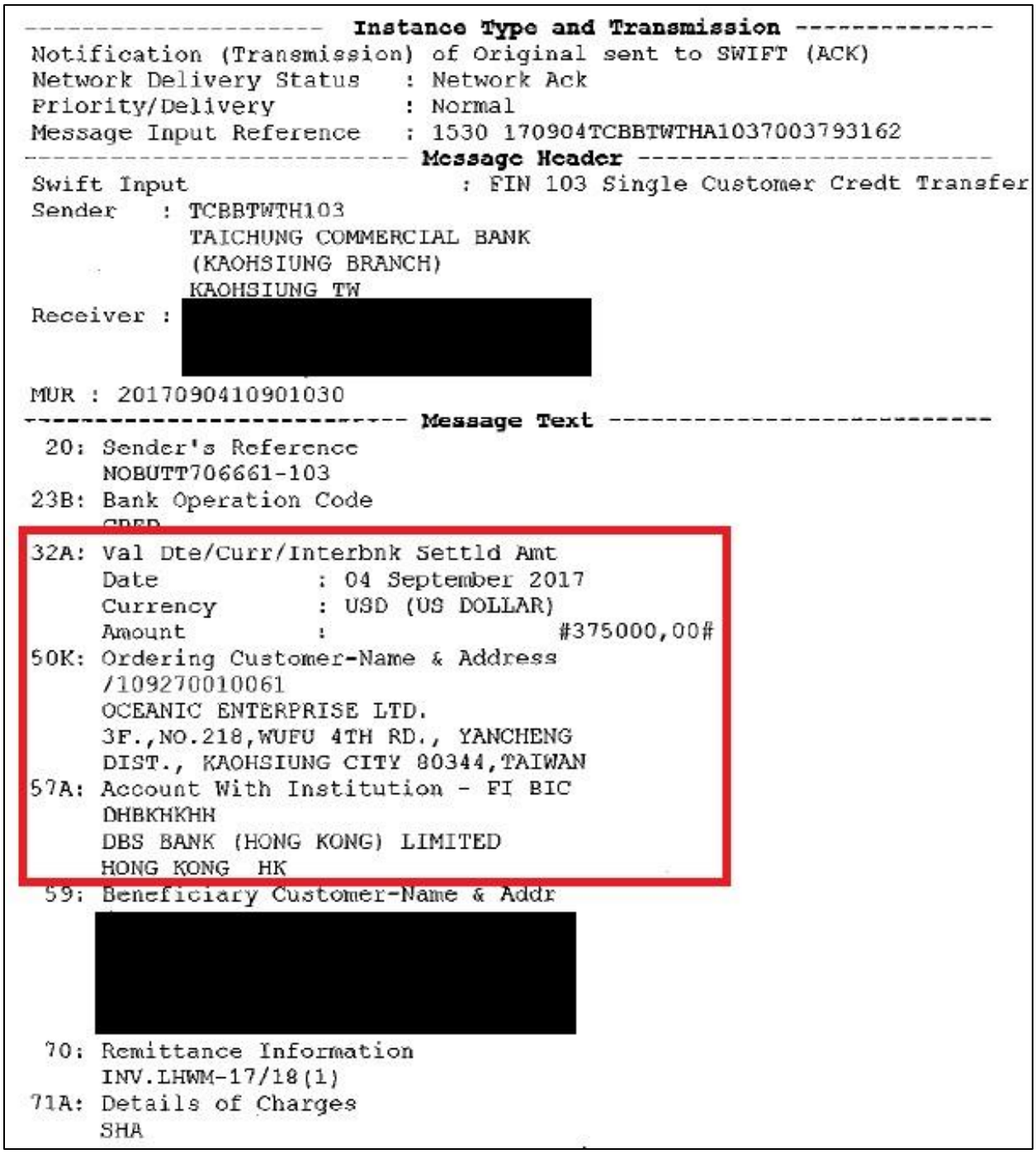
PAID

Payment and Remittance Advice to
GLOBAL SGP PTE LTD
[redacted]

PAYMENT 8,546,175.00
BALANCE DUE
USD 0.00
SGD 0.00

Source: The Panel

Annex 24: Bank account used by Oceanic Enterprise Ltd. for payments relating to the *Lighthouse Winmore* showing a Kaoshiung City address



```
---------- Instance Type and Transmission ----------
Notification (Transmission) of Original sent to SWIFT (ACK)
Network Delivery Status    : Network Ack
Priority/Delivery          : Normal
Message Input Reference    : 1530 170904TCBBTWTHA1037003793162
---------- Message Header ----------
Swift Input                    : FIN 103 Single Customer Credt Transfer
Sender    : TCBBTWTH103
            TAICHUNG COMMERCIAL BANK
            (KAOHSIUNG BRANCH)
            KAOHSIUNG TW
Receiver  : [redacted]

MUR : 2017090410901030
---------- Message Text ----------
 20: Sender's Reference
     NOBUTT706661-103
23B: Bank Operation Code
     CRED
32A: Val Dte/Curr/Interbnk Settld Amt
     Date            : 04 September 2017
     Currency        : USD (US DOLLAR)
     Amount          :                #375000,00#
50K: Ordering Customer-Name & Address
     /109270010061
     OCEANIC ENTERPRISE LTD.
     3F.,NO.218,WUFU 4TH RD., YANCHENG
     DIST., KAOHSIUNG CITY 80344,TAIWAN
57A: Account With Institution - FI BIC
     DHBKHKHH
     DBS BANK (HONG KONG) LIMITED
     HONG KONG  HK
 59: Beneficiary Customer-Name & Addr
     [redacted]
 70: Remittance Information
     INV.LHWM-17/18(1)
71A: Details of Charges
     SHA
```

Source: The Panel

Annex 25: Bank account used by Oceanic Enterprise Ltd. for payments relating to the *Lighthouse Winmore* showing a Marshall Islands address

CHECKLIST FOR SWIFT MESSAGE
REF. NO : 7NFAH1T805570 VER. NO : 002 TX
SWIFT MESSAGE COV202
RECEIVER CITIUS33
PRIORITY N1 OBS PERIOD 20 BANK PRIORITY USER REF

TAG CONTENT

20 TRANSACTION REFERENCE NUMBER
7NFAH1T805570

21 REFERENCE TO RELATED MESSAGE/TRANSACTION
7NFAH1T805570

32A VALUE DATE, CURRENCY CODE, AMOUNT
170919USD115680,30

58A BENEFICIARY BANK (ISO ID)
DHBKHKHH

50K ORDERING CUSTOMER
/01800700010736
OCEANIC ENTERPRISE LTD.
TURST COMPANY COMPLEX,AJELTAKE ROAD
AJELTAKE ISLAND,MAJURO,MARSHALL
ISLAND MH96960

59 BENEFICIARY
[redacted]

*** END OF CHECKLIST ***

Source: The Panel

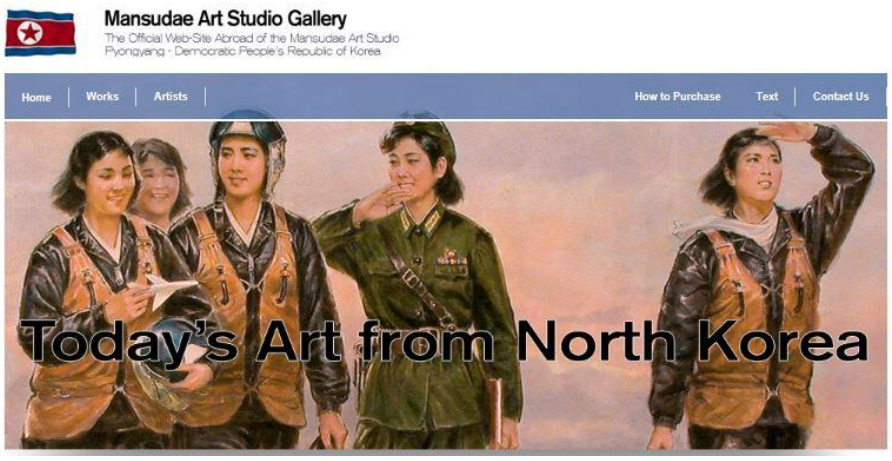
Annex 26: List of DPRK tankers

	Name (Alphabetic)	Name (Korean)	IMO Number	Gross Tonnage (GT)
1	An San 1	안산 1	7303803	1,757
2	Po Chon (a.k.a. Bochon)	보천	8848276	1,996
3	Chong Rim 1	청림 1	n/a	n/a
4	Chong Rim 2 (a.k.a Saebyol)	새별	8916293	1,595
5	Chong Rim 3	청림 3	8665131	1,377
6	Chon Ma San	천마산	8660313	2,808
7	Chon Myong 1	천명 1	8712362	1,220
8	Ji Song 6	지성 6	8898740	841
9	Ko Song 1	고성 1	8977900	498
10	Kum Gang 3	금강 3	8966535	815
11	Kum Un San	금은산	8720436	1,023
12	Kum Un San 2 [Callsign HMYZ9]	금은산 2	n/a	n/a
13	Kum Un San 3	금은산 3	8705539	1,995
14	Ma Du San (a.k.a. Maducan or Samma)	마두산	8021579	418
15	Nam San 8	남산 8	8122347	1,914
16	Paek Ma	백마	9066978	1,181
17	Rye Son Gang 1 (a.k.a. Ryesonggang)	례성강 1	7389704	1,757
18	Ryong Bong 1 (a.k.a. Ryongbong1)	령봉 1	8610461	999
19	Sam Jong 1	삼정 1	8405311	1,038
20	Sam Jong 2	삼정 2	7408873	1,676
21	Sam Ma 2 (a.k.a. Samma2)	삼마 2	8106496	962
22	Song Won (a.k.a. Songwon)	송원	8613360	996
23	Tong Hung 5 (a.k.a. Tonghung5 or Kang Nam 3)	동흥 5	8151415	283
24	Yu Jong 2 (a.k.a. Yujong-2)	유정 2	8604917	748
25	Yu Phyong 5 (a.k.a. Yupyong5)	유평 5	8605026	795
26	Yu Son (a.k.a. Yuson)	유선	8691702	2,228

Source: Member State

Annex 27: Italy: Western Representative of Mansudae Art Studio

Version of website accessed on 26 September 2017



The Official Web-Site Abroad of the Mansudae Art Studio

With a labor force of approximately 4000 people, 1000 of which artists, and an area of over 120,000 square meters, 80,000 of which indoor, the Mansudae Art Studio is probably the largest art production center in the world and by far the largest and most important of the country.

It was founded on November 17, 1959 in Pyongyang, the capital of the Democratic People's Republic of Korea (DPRK). Only six years had elapsed since the terrible Korean War (1950-1953) in which about 20% of the population of the country had died and most cities were completely destroyed.

The Studio is divided in 13 creative groups, seven manufacturing plants and more than 50 supply departments. The artistic works realized at the Mansudae Art Studio range from oil paintings to bronze sculptures, from Korean Paintings (ink on paper) to ceramics, from woodcuts to embroideries, from jewel paintings (made with precious and semiprecious stones reduced to powder) to charcoal drawings and much more.

The Mansudae Art Studio is not a sort of chain factory, like some Chinese and other Oriental centers, nor a school, but a very high quality art production center. The vast majority of the major art works of the country have been realized by Mansudae Art Studio artists. Their ages go from mid 20's to mid 60's and almost all are graduates of the very demanding Pyongyang University. Over half of the Merit Artists and of the People's Artists, the two highest awards an artist can receive in DPRK, are or have been associated with the Mansudae Art Studio.

This web-site presents officially the Mansudae Art Studio and its works to the West, and in general abroad, also to contrast the unauthorized use of the name by several Western and Asian web-sites and galleries. This web-site is managed from Italy following an agreement of exclusivity between the Mansudae Art Studio and the Italian Pier Luigi Cecioni. Works bought through this site are sold and shipped from Italy by an Italian company and they are accompanied by a certificate that guarantees they are made by Mansudae Art Studio artists.

The Mansudae Art Studio at the 798 Art District in Beijing

The 798 Art District in Beijing is the most interesting and lively contemporary art quarter in the world. It was an abandoned industrial complex created in the 1950's with an architecture inspired to the Bauhaus and comprising several buildings, some of which extremely large. Since around 2000, artists, galleries, designers started to move in, similarly to what happened in Soho, New York, in the 1970's.

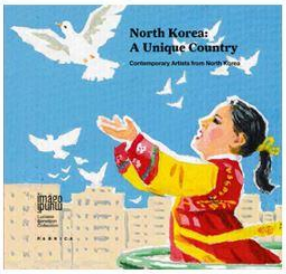
Many of the most important Chinese galleries, several foreign ones and a few academies, museums and foundations have an exhibition space in the 798 Art District. The exhibitions and the numerous events held in those spaces are usually of the highest quality, in line with the leading role in contemporary art that China is now playing, especially in terms of auction sales.

Since 2009 the Mansudae Art Studio is present in the 798 with its own vast, elegant, almost museum-like space called in fact Mansudae Art Museum, though most exhibited works are for sale. This presence, besides promoting sales of Mansudae artists' works, is a testimony of the position that the Mansudae Art Studio is occupying on the contemporary art scene.

The works exhibited in the Mansudae Art Museum in Beijing are comparable to some of those that can be found in this web-site. Their price is usually higher since they are offered mainly to Chinese collectors that have more familiarity with Mansudae artists.

North Korea: a Unique Country

Contemporary Artists from North Korea



Project: Luciano Benetton
Curator: Pier Luigi Cecioni
Texts: Luciano Benetton, Pier Luigi Cecioni, Eugenio Cecioni, Yang Byong Su
Languages: English, Korean, Italian
Pages: 468
Size: 21 x 20 cm
Year: 2014
Publisher: Fabrica, Italy

The catalog *North Korea: a Unique Country* presents the 210 North Korean works created for the Luciano Benetton Collection--Imago Mundi.

A prominent feature is the works' unusual size: they are all 10 x 12 cm. The reason for this choice is that Luciano Benetton—co-founder, co-owner and iconic figure of the Benetton Group—is aiming to realize, in effect, a world atlas of contemporary art by collecting a large number of works from as many countries as possible. The small size, the same for all countries (as is the approximate number of works for each country) reflects, first of all, a practical need: it would be almost impossible to collect thousands of art works of "normal" size. Moreover, this homogeneity allows a comparison, a more intense dialogue, among the different countries, especially when all the works of one country are inserted in the displays realized by the architect Tobia Scarpa, and then placed one next to the other.

The works for North Korea: a Unique Country have been realized at the Mansudae Art Studio, the Pyongyang art center where the vast majority of the most accomplished North Korean artists work. The techniques represented are virtually all those employed in the country: ink, oil, acrylic, woodcut, embroidery, drawing, tempera, calligraphy, watercolor and jewel painting. This last consists in using precious or semiprecious stones that are crushed

How to buy a work

Almost all works shown in this web-site are on sale. To buy, first use the form you can open below to ask about the work you are interested in (availability and price). Please provide your identification data (name, e-mail, address, phone number). Unidentified inquiries will not be answered.

Once you know if the work is available, you are satisfied with its price and you decide to buy, communicate your intention to reserve the work. Make the payment by PayPal or a bank transfer to the account you will given. Once the payment is received the work will be shipped to you within three working days.

All transactions are made with an Italian company, not directly with the Mansudae Art Studio nor with any North Korean company. The transactions are regulated by Italian (European) law and shipping are made from Italy.

How to purchase

Do you want to hold an exhibition of Mansudae Art Studio works?

Museums, galleries, public institutions interested in holding exhibitions can contact us to evaluate the possibilities and, in case, to define the projects. The requesting parties must have very good artistic and cultural reputation.

All agreements are managed by an Italian company and all direct contacts are with it. The works are shipped from Italy.

Korean Posters

DPRK (North Korea) is the only country which still utilizes posters to convey social and political messages to its people.

A form of art in itself-- once popular in China and in Soviet Union--these posters are hand-painted, typically using tempera, by artists most of which realize also other kinds of paintings. Besides their artistic value, these posters, with their writings and their messages, offer a view on the unique North Korean society and have a strong political interest.

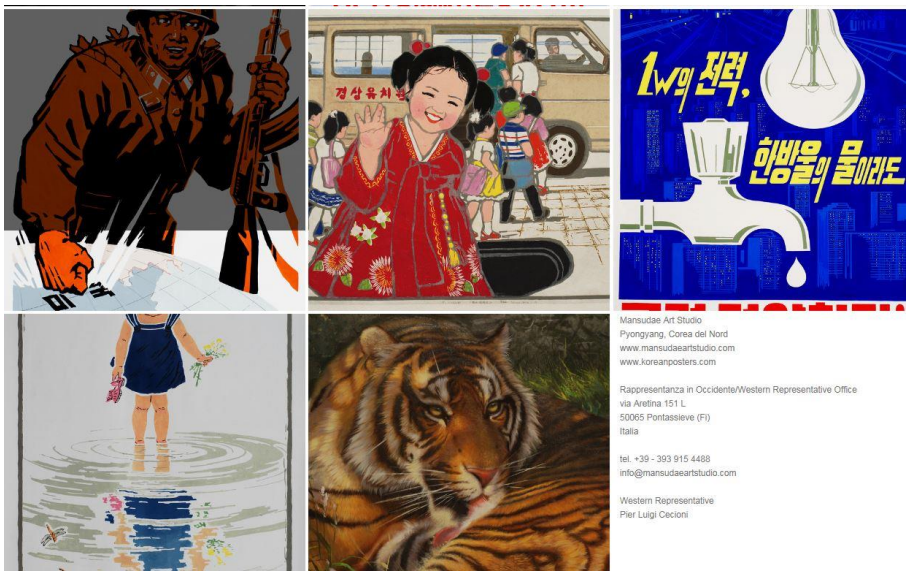
The web-site www.koreanposters.com presents a large selection, periodically updated, of original North Korean posters for sale.

Whois mansudaeartstudio.org

Domain Name: MANSUDAEARTSTUDIO.ORG
Registry Domain ID: D127541223-LROR
Registrar WHOIS Server:
Registrar URL: http://www.tucows.com
Updated Date: 2016-12-17T10:32:29Z
Creation Date: 2006-08-20T19:04:14Z
Registry Expiry Date: 2017-08-20T19:04:14Z
Registrar: Tucows Inc.
Registrar IANA ID: 69
Registrar Abuse Contact Email:
Registrar Abuse Contact Phone:
Domain Status: clientTransferProhibited https://icann.org/epp#clientTransferProhibited
Domain Status: clientUpdateProhibited https://icann.org/epp#clientUpdateProhibited
Registry Registrant ID: tul40nAfSd9zzhLk
Registrant Name: Petra srl Petra srl
Registrant Organization: Pier Luigi Cecioni
Registrant Street: via Aretina 151 L
Registrant City: Pontassieve
Registrant State/Province: FI
Registrant Postal Code: 50065
Registrant Country: IT
Registrant Phone: +39.3939154488
Registrant Phone Ext:
Registrant Fax: +39.02700414102
Registrant Fax Ext:
Registrant Email: info@edizionipetra.com
Registry Admin ID: tuys0exxDPhAoPww
Admin Name: Petra srl Petra srl
Admin Organization: Pier Luigi Cecioni
Admin Street: via Aretina 151 L
Admin City: Pontassieve
Admin State/Province: FI
Admin Postal Code: 50065
Admin Country: IT
Admin Phone: +39.3939154488
Admin Phone Ext:
Admin Fax: +39.02700414102
Admin Fax Ext:
Admin Email: info@edizionipetra.com
Registry Tech ID: tugFWb71do02MOPD
Tech Name: Petra srl Petra srl
Tech Organization: Pier Luigi Cecioni
Tech Street: via Aretina 151 L
Tech City: Pontassieve
Tech State/Province: FI
Tech Postal Code: 50065
Tech Country: IT

Source: The Panel

Advertising as Western Representative Office of Mansudae Art Studio



Whois mansudaeartstudio.org

Domain Name: MANSUDAEARTSTUDIO.ORG
Registry Domain ID: D127541223-LROR
Registrar WHOIS Server:
Registrar URL: http://www.tucows.com
Updated Date: 2016-12-17T10:32:29Z
Creation Date: 2006-08-20T19:04:14Z
Registry Expiry Date: 2017-08-20T19:04:14Z
Registrar: Tucows Inc.
Registrar IANA ID: 69
Registrar Abuse Contact Email:
Registrar Abuse Contact Phone:
Domain Status: clientTransferProhibited https://icann.org/epp#clientTransferProhibited
Domain Status: clientUpdateProhibited https://icann.org/epp#clientUpdateProhibited
Registry Registrant ID: tul40nAfSd9zzhLk
Registrant Name: Petra srl Petra srl
Registrant Organization: Pier Luigi Cecioni
Registrant Street: via Aretina 151 L
Registrant City: Pontassieve
Registrant State/Province: FI
Registrant Postal Code: 50065
Registrant Country: IT
Registrant Phone: +39.3939154488
Registrant Phone Ext:
Registrant Fax: +39.02700414102
Registrant Fax Ext:
Registrant Email: info@edizionipetra.com
Registry Admin ID: tuys0exxDPhAoPww
Admin Name: Petra srl Petra srl
Admin Organization: Pier Luigi Cecioni
Admin Street: via Aretina 151 L
Admin City: Pontassieve
Admin State/Province: FI
Admin Postal Code: 50065
Admin Country: IT
Admin Phone: +39.3939154488
Admin Phone Ext:
Admin Fax: +39.02700414102
Admin Fax Ext:
Admin Email: info@edizionipetra.com
Registry Tech ID: tugFWb71do02MOPD
Tech Name: Petra srl Petra srl
Tech Organization: Pier Luigi Cecioni
Tech Street: via Aretina 151 L
Tech City: Pontassieve
Tech State/Province: FI
Tech Postal Code: 50065
Tech Country: IT

Source: The Panel

Annex 28: DPRK prohibited activities in Mozambique

Examples of documentary evidence of military cooperation between the DPRK and Mozambique

조 선 민 주 주 의 인 민 공 화 국
경 제 무 역 대 표 부

Democratic People's Republic of Korea
Economic & Trade Representative Mission

Ref № KMN-

Re: Visit by a Korean Delegation

The Economic and Trade Representative Mission of the Democratic People's Republic of Korea in Maputo presents its compliments to the National Directorate for Defense Policy of the Ministry of National Defense of the Republic of Mozambique and has the honor to request the latter to kindly arrange to send a visa issue instruction to the Consulate, Republic of Mozambique in Beijing, China for the following Passport holders who are going to visit the Economic and Trade Representative Mission of DPR Korea in Maputo and other Korean Delegations in Mozambique for the understanding of our work from 30 Oct. 2015.
The passport data for the members are as follows:

1. Name: Kim Kang Chol Date of Birth: 23/09/1969
   Passport №: PS 745220482
2. Name: Pak Ho Hyon Date of Birth: 09/04/1968
   Passport №: PS 745320662
3. Name: Pak Chol Ung Date of Birth: 19/02/1981

The Economic and Trade Representative Mission of DPR Korea in the Republic of Mozambique avails itself of this opportunity to renew to your Directorate the assurances of its highest considerations.

The National Directorate of Defense Policy
Ministry of National Defense,
Republic of Mozambique
Maputo

Maputo, Oct. 13, 2015

PAEK SONG SAN
Representative

Bairro Malhangalene, R/C. No. 1224, Av. Mao Tse Tung, Maputo, Mozambique
Tel: +25884 9573001, +258 21 400173, E-Mail: madussn@tdm.co.mz

Source: The Panel

CONFIDENCIAL

REPUBLIC OF MOZAMBIQUE
MINISTRY OF NATIONAL DEFENCE
NATIONAL DIRECTORATE FOR DEFENCE POLICY

To:
Economic & Trade Representative Mission of
Democratic People's Republic of Korea
MAPUTO

Ref: 144 /1140 /DNPD/MDN/2015 Maputo 16 October 2015

Subject: Letter of Invitation

The National Directorate for Defence Policy presents its compliments to the Economic & Trade Representative Mission of Democratic People's Republic of Korea and has the honour to invite the following members to visit Maputo in October 2015 in order to conduct an inspection on the joint project between the two Ministries of Defence of Mozambique and Korea:

1. **Mr. Kim Kang Chol ----------PS 745220482**
2. **Mr. Pak Ho Hyon----------PS 745320662**
3. **Mr. Pak Chol Ung----------PS 775420128**

The National Directorate for Defence Policy avails itself of this opportunity to reiterate to the Economic & Trade Representative Mission of Democratic People's Republic of Korea in Maputo the assurances of its highest consideration.

The National Director

Cláudio Artur Chume
(COLONEL)

Cc: Embassy of Mozambique in Beijing

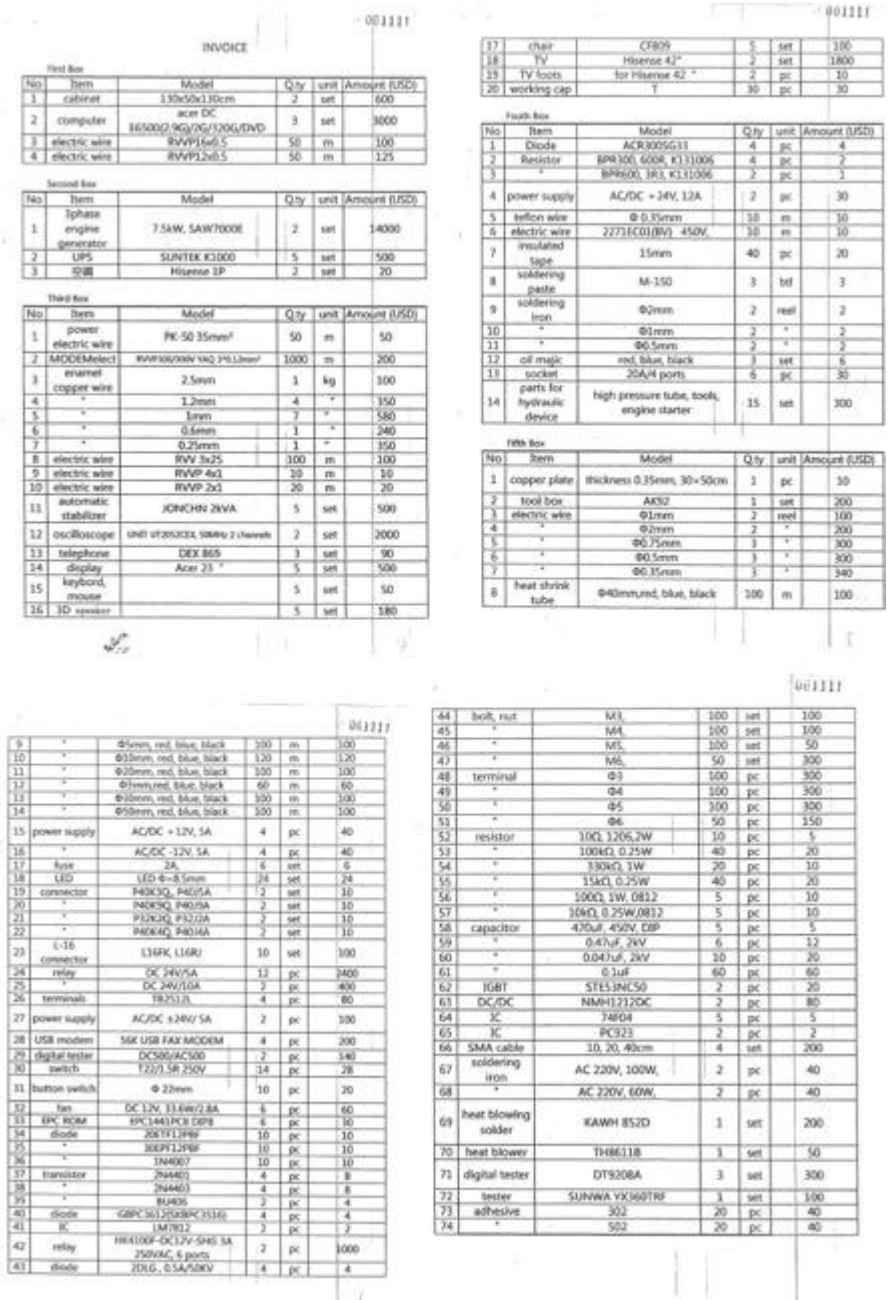
SIC / DNPD / MDN
ENTRADA SAÍDA
N.º 5128 5129
Data 5.10.15
Ass

Source: The Panel

Mr. Ri Chang Su, (Passport No. 927310139, DOB: 29 April 1967), Third Economic and Commercial Secretary at the DPRK embassy in South Africa, Haegumgang Trading Corporation representative responsible for military cooperation with Mozambique

Source: The Panel

Single undated invoice for $6 million contract provided by Monte Binga



INVOICE

First Box

No	Item	Model	Q.ty	unit	Amount (USD)
1	cabinet	130x50x130cm	2	set	600
2	computer	acer DC 16/500G/ 9G)/DG/120G/DVD	3	set	3000
3	electric wire	RVVP16x0.5	50	m	100
4	electric wire	RVVP12x0.5	50	m	125

Second Box

No	Item	Model	Q.ty	unit	Amount (USD)
1	3phase engine generator	7.5kW, SAW7000E	2	set	14000
2	UPS	SUNTEK K1000	5	set	500
3	空調	Hisense 1P	2	set	20

Third Box

No	Item	Model	Q.ty	unit	Amount (USD)
1	power electric wire	PK-50 35mm²	50	m	50
2	MODEMelect	RVVP306/300V YAQ 3*0.13mm²	1000	m	200
3	enamel copper wire	2.5mm	1	kg	100
4	"	1.2mm	4	"	350
5	"	1mm	7	"	580
6	"	0.6mm	1	"	240
7	"	0.25mm	1	"	350
8	electric wire	RVV 3x25	100	m	100
9	electric wire	RVVP 4x1	10	m	10
10	electric wire	RVVP 2x1	20	m	20
11	automatic stabilizer	JOINCHN 2KVA	5	set	500
12	oscilloscope	UNIT UT2052CEX, 50MHz 2 channels	2	set	2000
13	telephone	DEX 865	3	set	90
14	display	Acer 23 "	5	set	500
15	keybord, mouse		5	set	50
16	3D speaker		5	set	180

17	chair	CF809	5	set	100
18	TV	Hisense 42"	2	set	1800
19	TV foots	for Hisense 42 "	2	pc	10
20	working cap	T	30	pc	30

Fouth Box

No	Item	Model	Q.ty	unit	Amount (USD)
1	Diode	ACR3005G13	4	pc	4
2	Resistor	BPR300, 600R, K131006	4	pc	2
3	"	BPR600, 3R3, K131006	2	pc	1
4	power supply	AC/DC +24V, 12A	2	pc	30
5	teflon wire	Φ 0.35mm	10	m	10
6	electric wire	2273 EC01(BV) 450V,	10	m	10
7	insulated tape	15mm	40	pc	20
8	soldering paste	M-150	3	btl	3
9	soldering iron	Φ2mm	2	reel	2
10	"	Φ1mm	2	"	2
11	"	Φ0.5mm	2	"	2
12	oil majic	red, blue, black	3	set	6
13	socket	20A/4 ports	6	pc	30
14	partx for hydraulic device	high pressure tube, tools, engine starter	15	set	300

Fifth Box

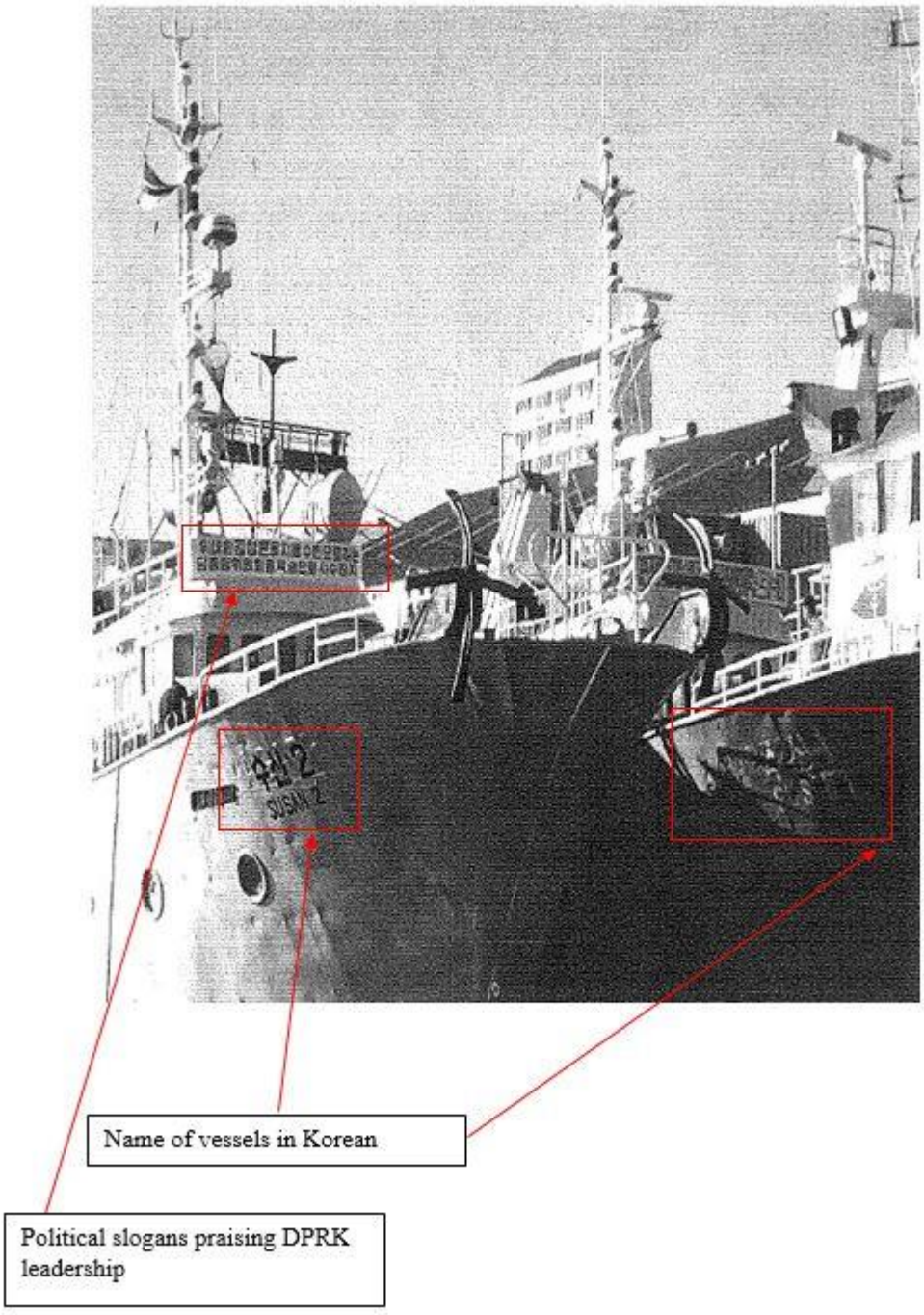
No	Item	Model	Q.ty	unit	Amount (USD)
1	copper plate	thickness 0.35mm, 30×50cm	1	pc	10
2	tool box	AK92	1	set	200
3	electric wire	Φ1mm	2	reel	100
4	"	Φ2mm	2	"	200
5	"	Φ0.75mm	3	"	300
6	"	Φ0.5mm	3	"	300
7	"	Φ0.35mm	3	"	340
8	heat shrink tube	Φ40mm,red, blue, black	100	m	100

9	"	Φ5mm, red, blue, black	100	m	100
10	"	Φ10mm, red, blue, black	120	m	120
11	"	Φ20mm, red, blue, black	100	m	100
12	"	Φ1mm,red, blue, black	60	m	60
13	"	Φ10mm, red, blue, black	100	m	100
14	"	Φ50mm, red, blue, black	100	m	100
15	power supply	AC/DC +12V, 5A	4	pc	40
16	"	AC/DC -12V, 5A	4	pc	40
17	fyse	2A,	6	set	6
18	LED	LED Φ=8.5mm	24	set	24
19	connector	P40K3Q, P40/5A	2	set	10
20	"	P40K9Q, P40/9A	2	set	10
21	"	P12K2Q, P12/2A	2	set	10
22	"	P40K4Q, P40/4A	2	set	10
23	L-16 connector	L16FK, L16RU	10	set	100
24	relay	DC 24V/5A	12	pc	2400
25	"	DC 24V/10A	2	pc	400
26	terminals	TB251/1	4	pc	80
27	power supply	AC/DC ±24V/ 5A	2	pc	100
28	USB modem	56K USB FAX MODEM	4	pc	200
29	digital tester	DC500/AC500	2	pc	140
30	switch	T22/1.5R 250V	14	pc	28
31	button switch	Φ 22mm	10	pc	20
32	fan	DC 12V, 33.6W/2.8A	6	pc	60
33	EPC ROM	EPC1441PC8 DIP8	6	pc	30
34	diode	20ETF12PBF	10	pc	10
35	"	30EPF12PBF	10	pc	10
36	"	1N4007	10	pc	10
37	transistor	2N4403	4	pc	8
38	"	2N4403	4	pc	8
39	"	BU406	2	pc	4
40	diode	GBPC3612(UxBPC3516)	4	pc	4
41	IC	LM7812	2	pc	2
42	relay	HK4100F-DC12V-SHG 5A 250VAC, 6 ports	2	pc	1000
43	diode	2DLG , 0.5A/50KV	4	pc	4

44	bolt, nut	M3,	100	set	100
45	"	M4,	100	set	100
46	"	M5,	100	set	50
47	"	M6,	50	set	300
48	terminal	Φ3	100	pc	300
49	"	Φ4	100	pc	300
50	"	Φ5	100	pc	300
51	"	Φ6	50	pc	150
52	resistor	10Ω, 1206,2W	10	pc	5
53	"	100kΩ, 0.25W	40	pc	20
54	"	330kΩ, 1W	20	pc	10
55	"	15kΩ, 0.25W	40	pc	20
56	"	100Ω, 1W, 0812	5	pc	10
57	"	10kΩ, 0.25W,0812	5	pc	10
58	capacitor	470uF, 450V, DIP	5	pc	5
59	"	0.47uF, 2KV	6	pc	12
60	"	0.047uF, 2KV	10	pc	20
61	"	0.1uF	60	pc	60
62	IGBT	STE53NC50	2	pc	20
63	DC/DC	NMH1212DC	2	pc	80
64	IC	74F04	5	pc	5
65	IC	PC923	2	pc	2
66	SMA cable	10, 20, 40cm	4	set	200
67	soldering iron	AC 220V, 100W,	2	pc	40
68	"	AC 220V, 60W,	2	pc	40
69	heat blowling solder	KAWH 852D	1	set	200
70	heat blower	TH8611B	1	set	50
71	digital tester	DT9208A	3	set	300
72	tester	SUNWA YX360TRF	1	set	100
73	adhesive	302	20	pc	40
74	"	502	20	pc	40

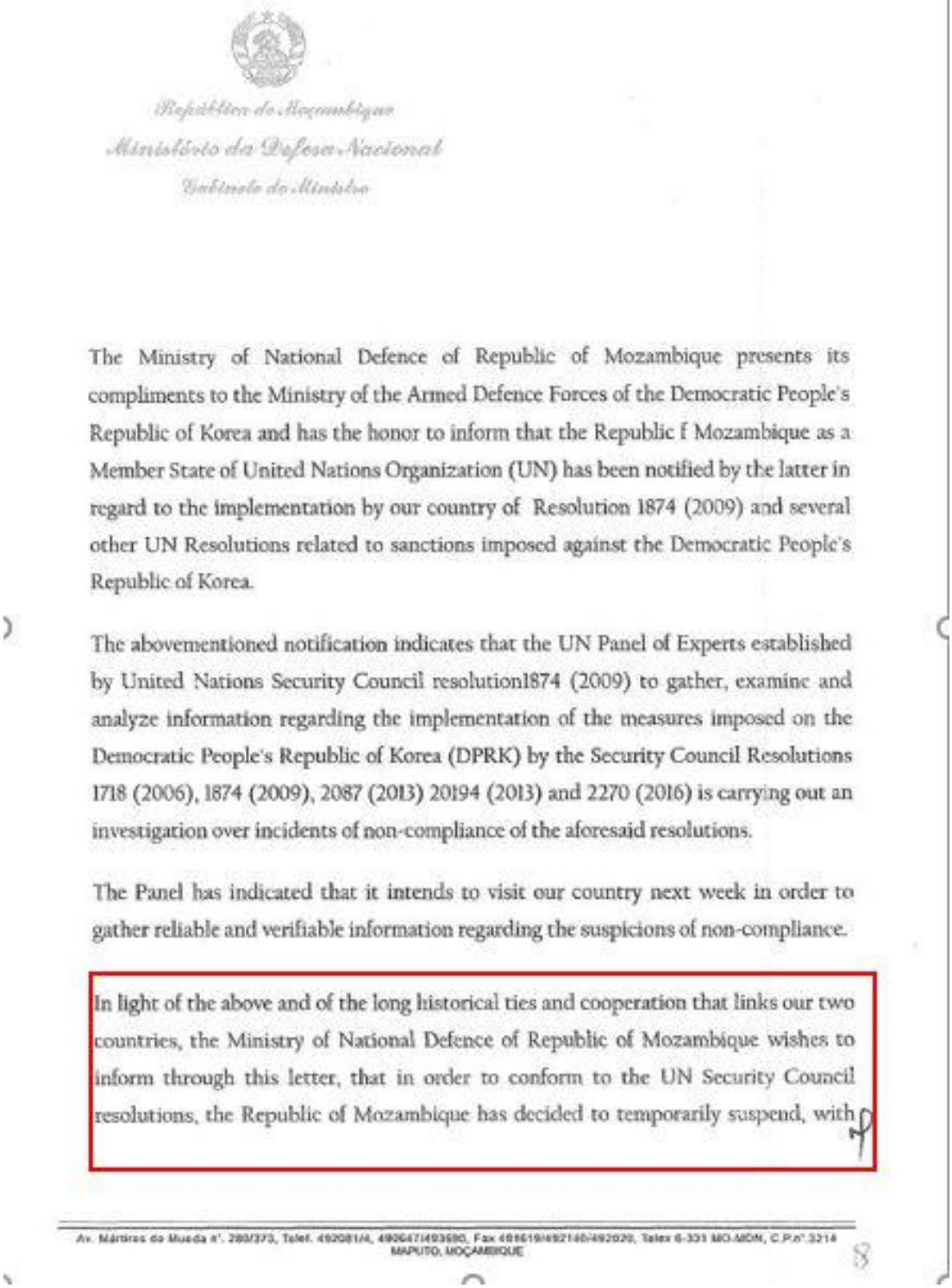
Source: Monte Binga

Images of the Susan 1 and Susan 2 with DPRK markings



Source: The Panel

Letter from the Mozambique Ministry of Defence to the DPRK Ministry of Defence



República de Moçambique
Ministério da Defesa Nacional
Gabinete do Ministro

The Ministry of National Defence of Republic of Mozambique presents its compliments to the Ministry of the Armed Defence Forces of the Democratic People's Republic of Korea and has the honor to inform that the Republic f Mozambique as a Member State of United Nations Organization (UN) has been notified by the latter in regard to the implementation by our country of Resolution 1874 (2009) and several other UN Resolutions related to sanctions imposed against the Democratic People's Republic of Korea.

The abovementioned notification indicates that the UN Panel of Experts established by United Nations Security Council resolution1874 (2009) to gather, examine and analyze information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by the Security Council Resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013) 20194 (2013) and 2270 (2016) is carrying out an investigation over incidents of non-compliance of the aforesaid resolutions.

The Panel has indicated that it intends to visit our country next week in order to gather reliable and verifiable information regarding the suspicions of non-compliance.

In light of the above and of the long historical ties and cooperation that links our two countries, the Ministry of National Defence of Republic of Mozambique wishes to inform through this letter, that in order to conform to the UN Security Council resolutions, the Republic of Mozambique has decided to temporarily suspend, with

Av. Mártires da Mueda nº. 280/373, Telef. 492081/4, 490647/493680, Fax 491619/492140/492020, Telex 6-331 MO.MDN, C.P.nº.3214
MAPUTO, MOÇAMBIQUE

immediate effect, all the activities under the Bilateral Cooperation Agreement reached upon between our two Ministries.

The Ministry of National Defence of the Republic of Mozambique avails its self of this opportunity to renew to the Ministry of Armed Defence Forces of the Democratic People's Republic of Korea the assurances of its highest consideration.

The Minister

Atanásio Salvador M'tumuke

To:

The Ministry of Armed Defence Forces

of the Democratic People's Republic of Korea

Pyong Yang

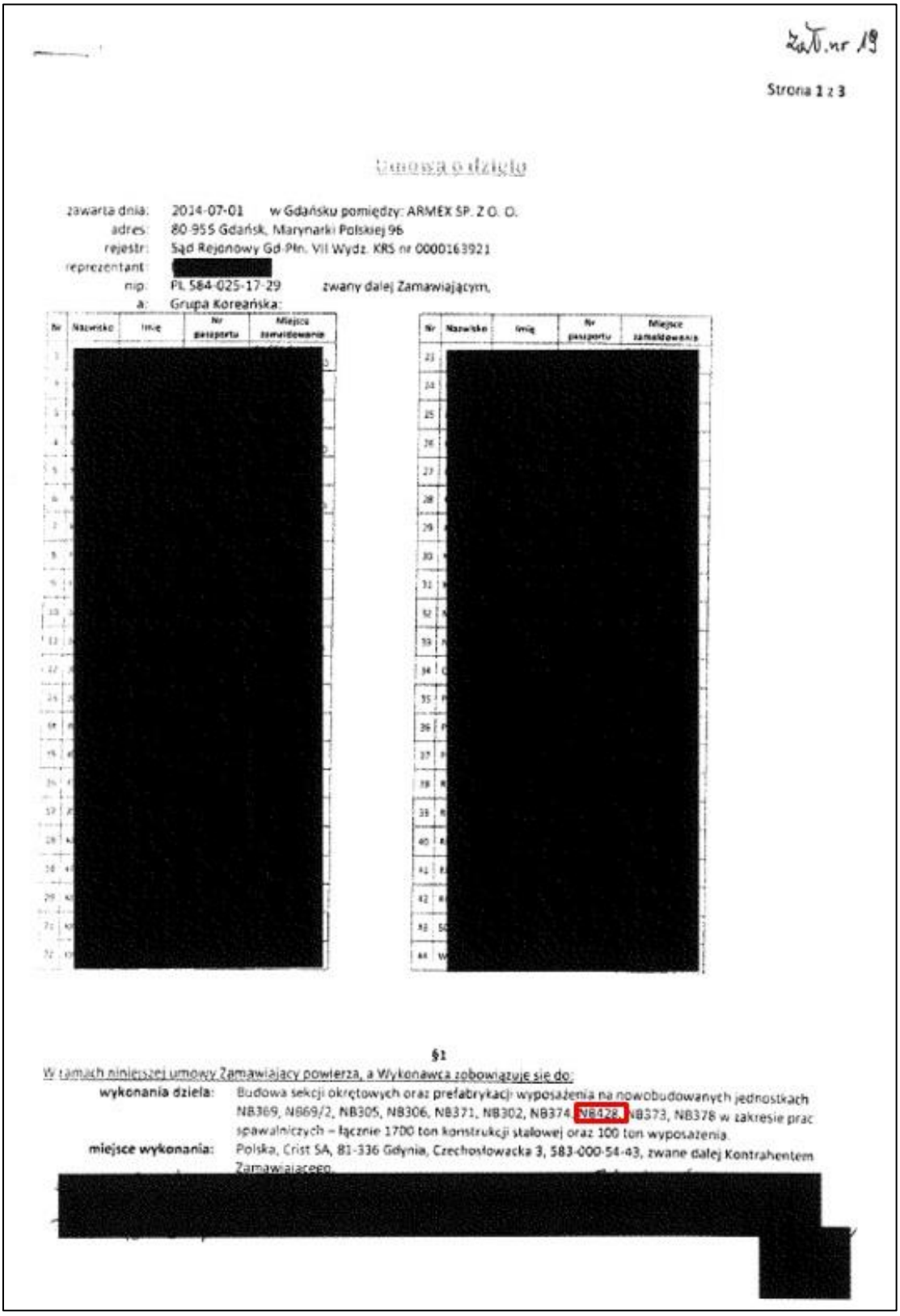
Ref: 180 /GM/MDN/2016

Maputo, 16th September 2016

Av. Mártires de Mueda nº 280/373, Telef. 492093/4, 490647/493690, Fax 491629/492140/497020, Telex 6-338 MO-MDN, C.P nº 3214
MAPUTO, MOÇAMBIQUE

Source: Mozambique

Annex 29: Contract between Crist and Armex



Zał. nr 19

Strona 1 z 3

Umowa o dzieło

zawarta dnia: 2014-07-01 w Gdańsku pomiędzy: ARMEX SP. Z O. O.
adres: 80-955 Gdańsk, Marynarki Polskiej 96
rejestr: Sąd Rejonowy Gd-Płn. VII Wydz. KRS nr 0000163921
reprezentant: [redacted]
nip: PL 584-025-17-29 zwany dalej Zamawiającym,
a: Grupa Koreańska:

Nr	Nazwisko	Imię	Nr paszportu	Miejsce zameldowania
[redacted]				

Nr	Nazwisko	Imię	Nr paszportu	Miejsce zameldowania
[redacted]				

§1

W ramach niniejszej umowy Zamawiający powierza, a Wykonawca zobowiązuje się do:

wykonania dzieła: Budowa sekcji okrętowych oraz prefabrykacji wyposażenia na nowobudowanych jednostkach NB369, NB69/2, NB305, NB306, NB371, NB302, NB374, NB428, NB373, NB378 w zakresie prac spawalniczych – łącznie 1700 ton konstrukcji stalowej oraz 100 ton wyposażenia.

miejsce wykonania: Polska, Crist SA, 81-336 Gdynia, Czechosłowacka 3, 583-000-54-43, zwane dalej Kontrahentem Zamawiającego

[redacted]

§2

Termin wykonania:

rozpoczęcie: 2014-07-01
zakończenie: 2014-12-31

Zamawiający może skrócić lub przedłużyć termin wykonania dzieła.

§3

Wynagrodzenie za prawidłowe wykonanie umowy:

wartość: [redacted]
podstawa zapłaty: wystawiony rachunek przez Wykonawcę
termin płatności: zaliczkowo każdego miesiąca wypłaca się po [redacted] zł dla każdej osoby, ostateczne rozliczenie po wykonaniu zadania
płatność: płatność w PLN

§4

Inne:

badania lekarskie: badania lekarskie po stronie Zamawiającego
odzież i wyposażenie: odzież ochronna po stronie Wykonawcy
zakwaterowanie: nie dotyczy
posiłki: nie dotyczy
narzędzia: po stronie Wykonawcy

§5

Wykonawca zobowiązuje się do:

1) Wykonywania dzieła zgodnie z ustaleniami z Zamawiającym,
2) Wykonywania dzieła rzetelnie i w terminie wskazanym w § 2, mając na uwadze ustalenia w §3,
3) Zachowania poufności wszystkich informacji, które uzyska w terminie wykonywania dzieła, które stanowią tajemnice handlową Zamawiającego i jego Kontrahenta,
4) Nie podejmowania żadnych rozmów z Kontrahentem Zamawiającego dotyczących kwestii finansowych,
5) Nie podejmowania jakichkolwiek czynności mających na celu uzyskanie informacji od osób trzecich, związanych z przedmiotem niniejszej umowy, które stanowią tajemnicę handlową Zamawiającego,
6) Zaniechanie spożywania alkoholu w jakiejkolwiek postaci przez cały okres trwania umowy zarówno w czasie wykonywania dzieła i w czasie wolnym,
7) Przestrzegania u Kontrahenta obowiązujących przepisów, a w szczególności dotyczących bezpieczeństwa pracy z ogniem,
8) Nie podejmowania pracy w jakiejkolwiek formie z Kontrahentem Zamawiającego przez cały Okres trwania umowy.

§6

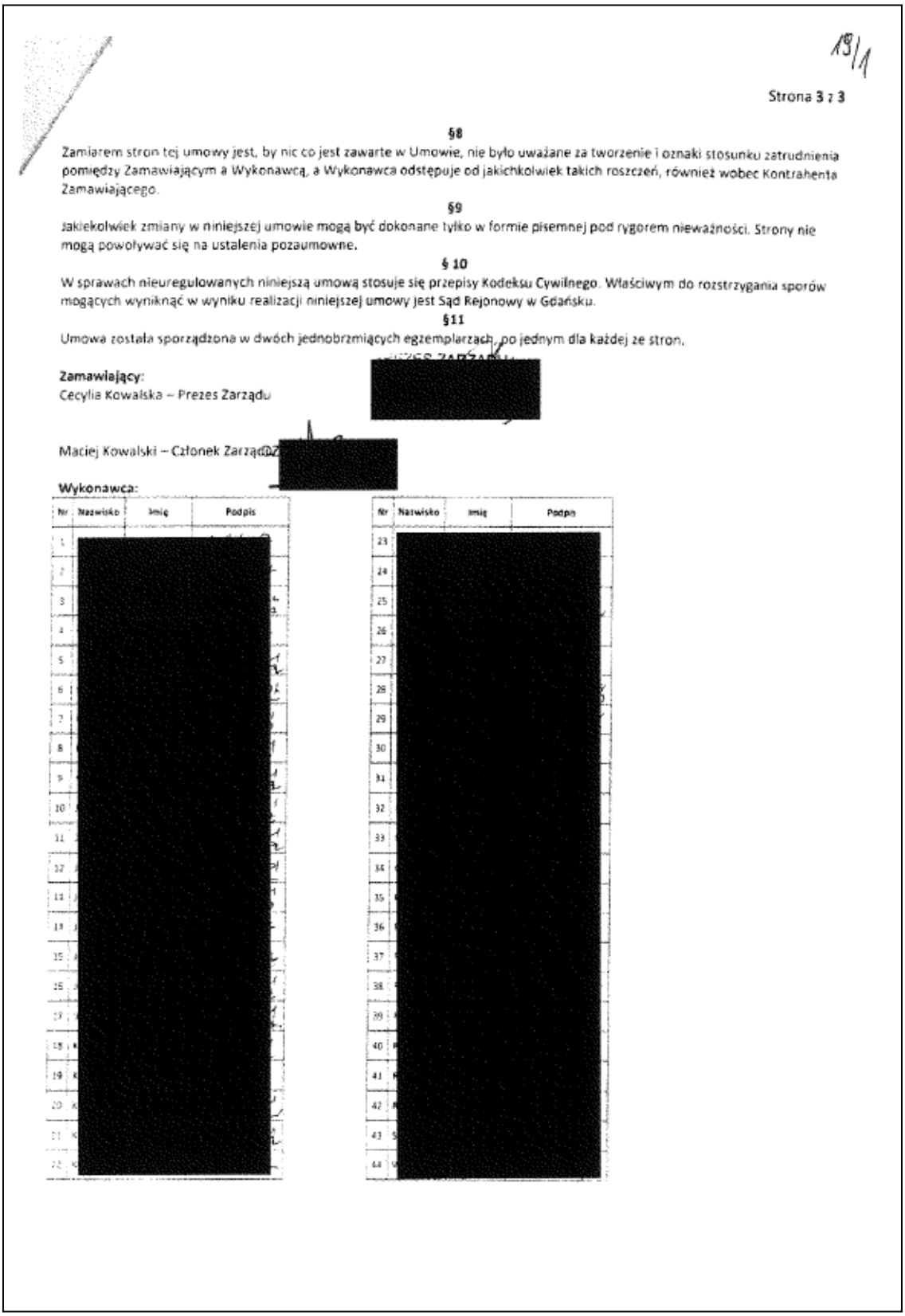
W przypadku nie wykonania dzieła w terminie, wykonania go wadliwie lub w sposób nienależyty Zamawiający ma prawo do pomniejszenia wynagrodzenia lub anulowania zamówienia bez odszkodowania.

1) Naruszenie zobowiązań Wykonawcy wymienionych w § 5 będzie traktowane przez Zamawiającego jako poważne naruszenie warunków niniejszej Umowy.
2) Naruszenie zobowiązań Wykonawcy wymienionych w § 5 będzie skutkować prawem Zamawiającego do rozwiązania niniejszej umowy ze skutkiem natychmiastowym. W takim przypadku koszty przejazdu w obie strony oraz inne koszty ponosi całkowicie Wykonawca.
3) W przypadku poniesienia jakichkolwiek strat z tytułu naruszenia przez Wykonawcę jego zobowiązań, a także narażenie dobrego imienia Zamawiającego, Zamawiający ma prawo do obniżenia wynagrodzenia do 60% jej wartości.

§7

1) Wykonawca ponosi odpowiedzialność materialną za zużycie ilościowe i asortymentowe materiałów oraz za powierzony sprzęt i narzędzia.
2) Wykonawca oświadcza, że:
   a) posiada odpowiednie i aktualne badania lekarskie,
   b) jest przeszkolony w zakresie BHP i Ppoż. na stanowisku pracy,
   c) posiada odpowiednie kwalifikacje do samodzielnego wykonywania dzieła bez nadzoru,
   d) jest ubezpieczony i posiada zaświadczenie uprawniające do świadczeń rzeczowych (zdrowotnych) podczas pobytu w państwie członkowskim EOG.
   e) rezygnuje z dobrowolnego ubezpieczenia społecznego chorobowego, emerytalnego i rentowego.

[redacted]



19/1

Strona 3 z 3

§8

Zamiarem stron tej umowy jest, by nic co jest zawarte w Umowie, nie było uważane za tworzenie i oznaki stosunku zatrudnienia pomiędzy Zamawiającym a Wykonawcą, a Wykonawca odstępuje od jakichkolwiek takich roszczeń, również wobec Kontrahenta Zamawiającego.

§9

Jakiekolwiek zmiany w niniejszej umowie mogą być dokonane tylko w formie pisemnej pod rygorem nieważności. Strony nie mogą powoływać się na ustalenia pozaumowne.

§ 10

W sprawach nieuregulowanych niniejszą umową stosuje się przepisy Kodeksu Cywilnego. Właściwym do rozstrzygania sporów mogących wyniknąć w wyniku realizacji niniejszej umowy jest Sąd Rejonowy w Gdańsku.

§11

Umowa została sporządzona w dwóch jednobrzmiących egzemplarzach, po jednym dla każdej ze stron.

Zamawiający:
Cecylia Kowalska – Prezes Zarządu

Maciej Kowalski – Członek Zarządu

Wykonawca:

Nr	Nazwisko	Imię	Podpis
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			

Nr	Nazwisko	Imię	Podpis
23			
24			
25			
26			
27			
28			
29			
30			
31			
32			
33			
34			
35			
36			
37			
38			
39			
40			
41			
42			
43			
44			

Source: The Panel

Annex 30: Agreement between Armex and Rungrado

Kontrakt nr 12
(5 oddziałów
pełnostr.)

UMOWA

Na usługi kooperacyjne w zakresie demontażu, montażu i spawania konstrukcji stalowych z dnia 2012-07-01 zawarta pomiędzy:

Armex Sp. z o. o.
z siedzibą: 80-955 Gdańsk, ul. Marynarki Polskiej 96
NIP:584-025-17-29
reprezentowanym przez:
1. [redacted]
2. [redacted]

Zwanym dalej Zamawiającym
a

KOREA RUNGRADO GENERAL TRADING CORPORATION

reprezentowanym przez: [redacted]

Zwanym dalej WYKONAWCĄ

§ 1 Definicje

O ile w dalszej części Umowy będzie występować określenie ZLECAJĄCY należy przez to rozumieć firmę kontraktującą sekcje/bloki statków.

§ 2 Przedmiot Umowy

1. Zamawiający zleca, a Wykonawca przyjmuje do wykonania spawanie prefabrykowanych i montowanych sekcji oraz bloków statków na jedn. NB142/2, B68/1-4, NB38/1-2 wg załączonego harmonogramu.
2. Wykonywanie prac będzie odbywało się na jednostkach w oparciu o dostarczoną dokumentację i zgodnie ze standardami i normami obowiązującymi.
3. Nadzór nad wykonywanymi pracami będą pełnili przedstawiciele Zamawiającego, lub wyznaczeni przez niego ludzie, wspólnie z przedstawicielem Wykonawcy.
4. Wykonawca zobowiązuje się do wykonania zleconej pracy zgodnie z obowiązującą technologią, zgodnie z wymogami i przepisami BHP oraz ppoż.

[redacted]

§ 3 Cena umowna

1. Za wykonane prace Zamawiający zapłaci Wykonawcy jedynie kwotę wynikającą ze stawki umownej, pod warunkiem, iż Zamawiający i Zlecający przyjmą bez zastrzeżeń wykonany przez Wykonawcę zakres prac, a powyższe znajdzie potwierdzenie w protokole zdawczo-odbiorczym podpisanym pomiędzy Wykonawcą i Zamawiającym, na warunkach określonych poniżej.
2. W przypadku prac w systemie godzinowym stawka będzie wynosić [redacted] PLN (dwadzieścia 00/100) za roboczogodzinę.

§ 4 Nadzór i Koordynacja prac

1. Prace należy wykonywać w oparciu o dostarczone przez Zamawiającego:
   a. dokumentację techniczną i technologiczną
   b. ramowy wykaz odbiorów kadłuba
   c. ramową technologię remontu i budowy kadłuba poszczególnych jednostek
   d. plan kontroli spoin
   e. plan prób szczelności
   f. książkę odbiorów prac
   g. poleceń nadzoru Zamawiającego

§ 5 Obowiązki Wykonawcy

1. W celu realizacji Umowy Wykonawca zgodnie z procedurą prawną obowiązującą przy zatrudnianiu obcokrajowców, oddeleguje do siedziby Zamawiającego wykwalifikowanych pracowników w zawodzie spawaczy, posiadających:
   a. stosowne kwalifikacje i uprawnienia
   b. praktykę stoczniową
   c. dodatkowo Wykonawca oddeleguje minimum 1 pracownika do nadzoru nad pracami prowadzonymi przez Wykonawcę na terenie Zamawiającego
2. Wykonawca gwarantuje:
   a. dobrą jakość prac wykonywanych przez swoich pracowników
   b. odpowiednią wydajność pracy
   c. podporządkowanie się pracowników Wykonawcy wszelkim przepisom, normom i zasadom obowiązującym na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej

[redacted] [redacted]

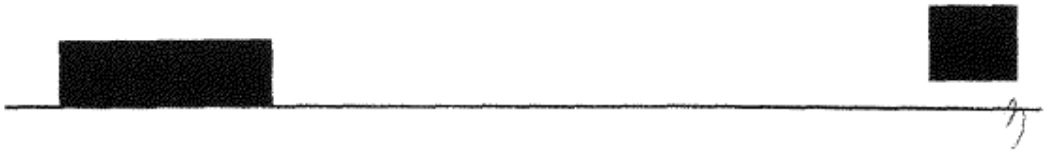
2

W przypadku niespełnienia któregokolwiek z ww. punktów przez pracowników Wykonawcy Zamawiający ma prawo do:

a. żądania zadośćuczynienia
b. żądania przysłania innego pracownika na koszt Wykonawcy
c. odstąpienia od Umowy, bez zachowania okresu wypowiedzenia.

3. Nieuzasadnione przekroczenia zużycia ilościowego i asortymentowego materiałów obciąża finansowo Wykonawcę.
4. Wykonawca od momentu przekazania materiałów, jak również udostępnienia mienia Zamawiającego, Zlecającego lub osób trzecich, do czasu odbioru prac lub zdania mienia ponosi pełną odpowiedzialność materialną za ich uszkodzenie, zagubienie lub zniszczenie wynikłe tylko z winy Wykonawcy.
5. W przypadku niespełnienia wymogów jakościowych i terminowych przez pracowników Wykonawcy, wynikłych z winy Wykonawcy, Zamawiający zastrzega sobie prawo do odstąpienia od Umowy bez zachowania okresu wypowiedzenia.
6. Kierownicy remontu, kierownicy wydziałowi, mistrzowie, inspektorzy Bhp i ppoż. i inni uprawnieni przez Zamawiającego lub Zlecającego mają prawo do kontroli pracowników Wykonawcy pod względem przestrzegania przepisów, norm i zasad:
   a. prawnych obowiązujących w Polsce
   b. przepisów Bhp i ppoż.
   c. współżycia społecznego

   Przedstawiciele wyznaczeni do ww. kontroli są uprawnieni do wydawania wskazówek dotyczących respektowania ww. przepisów. W przypadku nie podporządkowania się pracowników Wykonawcy ww. zaleceniom Zamawiający ma prawo do odesłania pracownika łamiącego przepisy do Wykonawcy a nawet ma prawo do odstąpienia od niniejszej Umowy bez zachowania okresu wypowiedzenia. Prawo do odesłania pracownika do Wykonawcy przysługuje również w przypadku niespełnienia przez Wykonawcę gwarancji omówionych w punkcie 2 niniejszego paragrafu.
7. Zamawiający nie ponosi winy za zdarzenia (w tym wypadki) zaistniałe przy pracy pracowników Wykonawcy, wynikłe z nieprzestrzegania stosownych przepisów.
8. Wykonawca pokryje wszelkie szkody osobowe i majątkowe spowodowane przez swoich pracowników osobom trzecim i Zamawiającemu.



§ 6 Czas trwania Umowy

1. Umowa zostaje zawarta na czas określony od [redacted]
2. Zamawiającemu przysługuje prawo do wcześniejszego rozwiązania niniejszej Umowy z 3-miesięcznym okresem wypowiedzenia.
3. W przypadku naruszenia postanowień Umowy Zamawiającemu, tak jak i Wykonawcy przysługuje prawo do odstąpienia od Umowy ze skutkiem natychmiastowym.
4. Przy rozwiązaniu Umowy wymaga się pisemnego powiadomienia drugiej strony z miesięcznym wyprzedzeniem.

§ 7 Warunki płatności

1. Wykonanie prac zapisuje się w protokole prac wykonywanych, co miesiąc zgodnie z postępem wykonywanych prac. Obliczenia wykonuje się co miesiąc.
2. Wartość prac ujętych w kontrakcie uwzględnia wynagrodzenie Wykonawcy i wszystkie jego koszty związane z wykonaniem tej Umowy: utrzymywanie pracowników, koszt prac itd., jak również wszystkie podatki i opłaty obowiązkowe do zapłacenia przez Wykonawcę.

§ 8 Postanowienia końcowe

1. Do wykonania Umowy i rozstrzygania sporów z nią związanych oraz w sprawach nieuregulowanych niniejszą Umową mają zastosowanie przepisy prawa polskiego.
2. Wszelkie spory wynikłe w trakcie realizacji Umowy rozstrzygać będzie Sąd Powszechny w Gdańsku
3. Wszelkie zmiany do niniejszej Umowy mogą być wprowadzone w formie aneksu pod rygorem nieważności.
4. Strony nie ponoszą odpowiedzialności za częściowe lub całkowite niewykonanie zobowiązań Umowy, jeżeli to niewykonanie nastąpiło na skutek okoliczności siły wyższej.

   Za okoliczności siły wyższej poczytuje się okoliczności, które powstały po zawarciu Umowy, na skutek nieprzewidzianych przez Stronę zdarzeń o charakterze nadzwyczajnym, jak: wojnę, klęski żywiołowe, strajki oraz działania rządowe i administracyjne uniemożliwiające wykonanie zobowiązań Umowy.

[redacted] [redacted]

Strona dotknięta siłą wyższą niezwłocznie powiadomi na piśmie drugą Stronę o zaistniałym przypadku siły wyższej. Świadectwem wystąpienia okoliczności siły wyższej i okresu jej trwania będzie dokument Izby Handlowej Kraju Strony powołującej się na te okoliczności.

Jeżeli na skutek wystąpienia siły wyższej lub innej nieprzewidzianej przez strony sytuacji wykonanie Umowy byłoby prawnie lub faktycznie niemożliwe, to każda ze Stron będzie uprawniona do zawieszenia wykonania niniejszej Umowy.

W takim wypadku Strony w terminie dwóch tygodni podejmą decyzję co do dalszego obowiązywania Umowy lub odstąpienia od Umowy.
W przypadku gdyby okoliczność siły wyższej trwała dłużej niż 30 dni, każda ze Stron będzie miała prawo do rozwiązania niniejszej Umowy z 2-tygodniowym wyprzedzeniem.

[redacted]

[redacted]

ZAMAWIAJĄCY:
Armex sp. z o.o.
ul. Marynarki Polskiej 96
80-955 Gdańsk

ARMEX Spółka z o.o.
80-955 Gdańsk, ul. Marynarki Polskiej 96
NIP 584-025-17-28 REGON 190567577
tel. kom. 509 020 447; 509 019 300

[redacted]

WYKONAWCA:
Korea Rungrado General Trading Corp.
ADD: Segori Dong, Dist. Potonggang
Pyongyang, DPR Korea

KOREA RUNGRADO GENERAL TRADING CORP.
ADD: Segori Dong, Dist. Potonggang
Pyongyang, DPR Korea
Tel: 850-2-18-111 Fax: 810-850-236-14507

Source: The Panel

Annex 31: Extract of the specifications of project NB428 and associated drawings

Windows (supplied by BUYER) as described under gr. 515.
Access to wheelhouse top by vertical ladder. Foundations for lights and antenna foundations etc to be fabricated and mounted as per BUYER-drawing.
Sliding windows to have collection boxes around and drainage pipe.

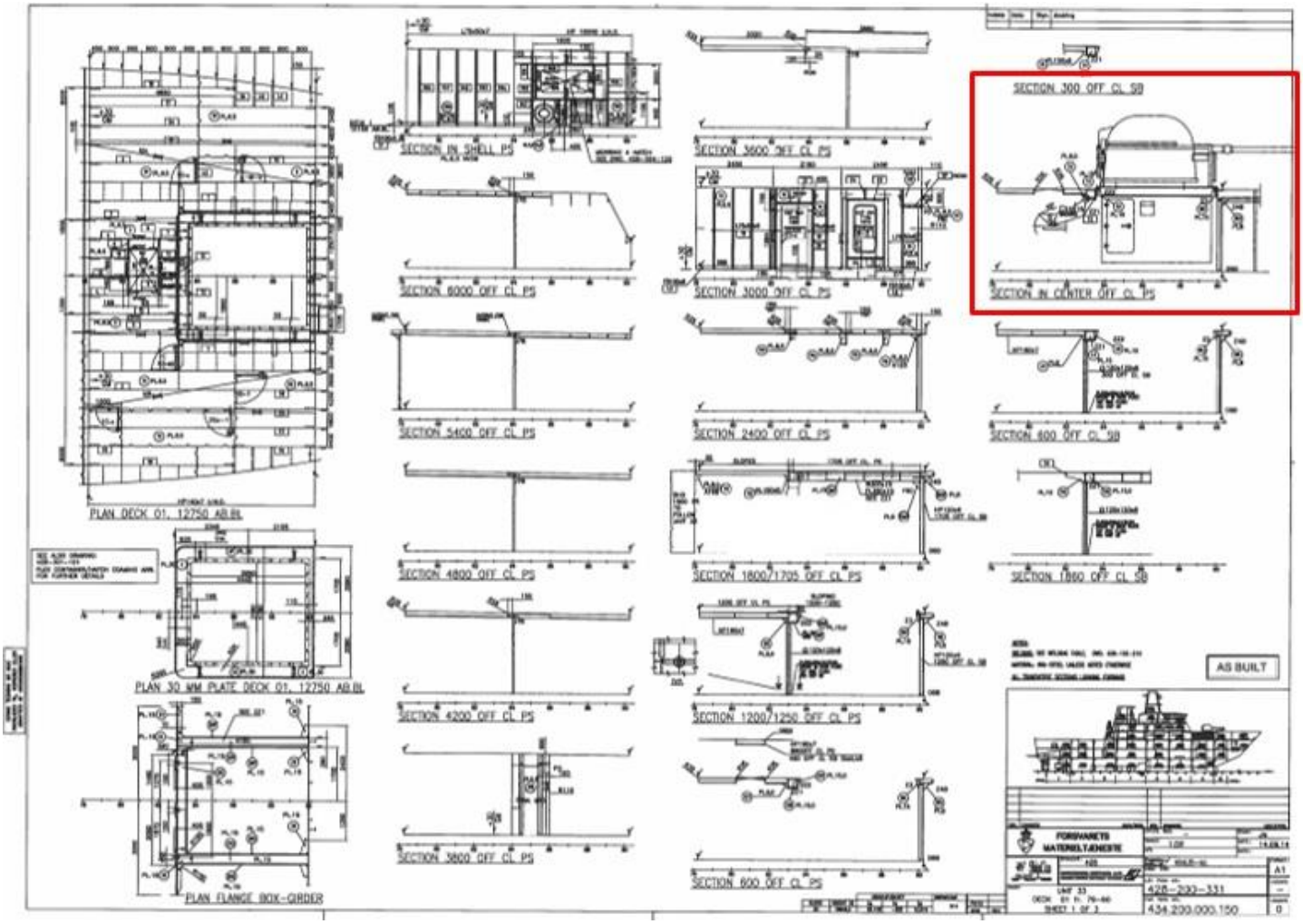
26 HULL OUTFITTING

261 Hull marks
Ship number on each side forward, on transom and on heli deck to be marked by welding lines. The vessel to be provided with draft marks in decimetres on stem, midship and stern on both sides.
Draft marks positions to be checked and approved by DMA or Class.
Hull markings for thrusters and bottom equipment to be fitted.
Every tenth frame to be marked with respective number for underwater inspections.
Waterline and tug marks to be arranged by tack welding.
All bottom tanks to be marked by welding. Marks for tugboats.
Benchmarks 30 pcs 50x50 mm StSt plates to be fitted at locations as per separate drawing. Plates to be delivered by BUYER.

262 Bottom plugs to be St.St. One type for fuel tanks and different type for water tanks(different head)
Bottom plugs to be mounted in all tanks, bilge wells, engine room, and sonar-/thruster room. Plugs to be 3/4" made of stainless steel as per NS (Norwegian Standards). Tank number to be marked with tag welding at side of each plug as per detailed drawing.
In engine room two sea chests (high and low) to be arranged, as described under gr. 220. Top of seachets to be sloped in order to vent sea inlets.
Bilge wells with removable stainless steel gratings. Wells to be located as per Unit drawings.

263 Foundations
Foundations to be arranged for weapon systems including: 2x MU 09-Torpedo on aft deck (only reinforcement below the deck), foundation radar sight wheelhouse top, foundation 2 DLS launchers frame 20- 25, foundation salute canon, foundation light machinegun, foundation heavy machinegun.
Small foundations for equipment in ER, Gear room etc to be delivered tag welded on its positions.
Alignment of foundations to be after standard stated on the drawings - in general 1mm/ 1m.
All as per supplied drawings.
Foundation for main engine and machinery as per gr. 223.

Source: The Panel



Source: The Panel

Annex 32: Crist letter to the Panel dated 15 January 2018

CRIST S.A.
81-336 Gdynia
ul. Czechosłowacka 3

REGON: 003002873
NIP: 583-00-05-443

tel.: + 48 58 769 33 00
fax: + 48 58 769 33 01

www.crist.com.pl
e-mail: biuro@crist.com.pl

Gdynia 15.01.2018 r.

Your reference: S/AC.49/2018/PE/OC.02

Mr. Hugh Griffiths

Coordinator of the Panel of Experts

established pursuant to

Security Council Resolution 1874 (2009)

Dear Mr. Griffiths,

Regarding your letter dated to CRIST S.A. dated of Jan. the 2nd, 2018, and information presented by the panel contained therein, we would like to point out few things that we disagree with. First of all our company acts in accordance with Polish, EU and International law respecting the rules of convention 29 of Internal Labor Organization, concerning forced or compulsory labor, and maintains the highest standars of business ethics in relations with our suppliers, cooperators and workers which is stated in CRIST "Code of Ethics and Good Conduct in Business" (hereinafter: CRIST Code of Conduct). With this said we would like to point out that:

- No cases of employing North Korean workers by CRIST S.A. itself, have ever been applied. In the past, we used to cooperate with company ARMEX Sp. z o. o. This company once employed North Korean workers. Under the cooperation agreement all our suppliers and cooperators are obliged to provide the legality of the employment and compliance with rules and regulations of CRIST Code of Conduct. The ARMEX company was obliged to follow those rules and was under the control of Polish State Labor Inspection. CRIST ceased its cooperation with ARMEX in July 2016, and from that time we had no contact with them. We have never cooperated with Armex to "hire overseas workers from DPRK". ARMEX was one of many subcontractors to our shipyard that was hired to do some welding work on our projects. It is worth mentioning that the workers employed by ARMEX weren't only from DPRK. The ARMEX North Korean workers did some work on our premises, but had never been involved in the project NB 428 as per our statement dated on 05.09.2016 provided to Polish Ministry of Foreign Affairs.

- The project NB 428 was designated as a multipurpose vessel. In reference we are sending to you the General Arrangement plan which was an attachment to our contract with Karstensens Skibsvaerft A/S. There are no drawings of military installation in the signed contract documents. Referring to the foundations, they are structural parts which can easily be adapted to serve many future functions, not necessarily for military purposes. It is a common and widely applied practice in the shipbuilding industry to implement some structural solutions at the early stage, which can serve several purposes, but not necessarily be implemented even after many years of service. Furthermore we were assured

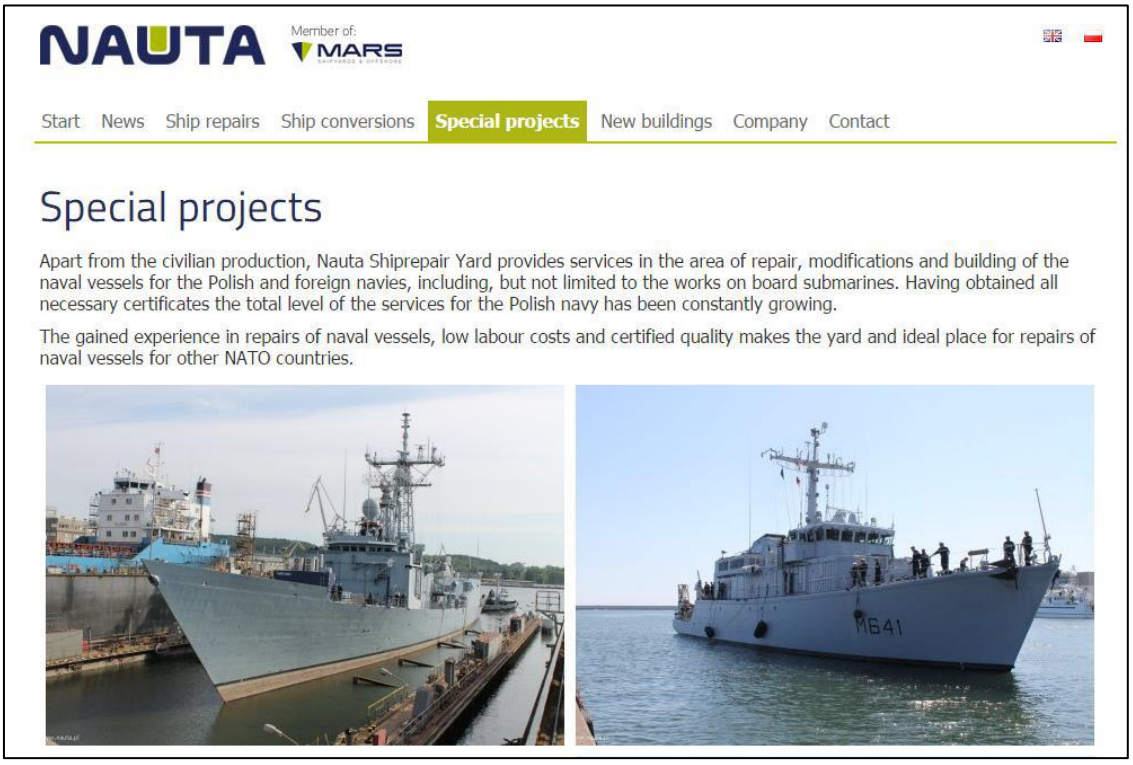
- No cases of employing North Korean workers by CRIST S.A. itself, have ever been applied. In the past, we used to cooperate with company ARMEX Sp. z o. o. This company once employed North Korean workers. Under the cooperation agreement all our suppliers and cooperators are obliged to provide the legality of the employment and compliance with rules and regulations of CRIST Code of Conduct. The ARMEX company was obliged to follow those rules and was under the control of Polish State Labor Inspection. CRIST ceased its cooperation with ARMEX in July 2016, and from that time we had no contact with them. We have never cooperated with Armex to "hire overseas workers from DPRK". ARMEX was one of many subcontractors to our shipyard that was hired to do some welding work on our projects. It is worth mentioning that the workers employed by ARMEX weren't only from DPRK. The ARMEX North Korean workers did some work on our premises, but had never been involved in the project NB 428 as per our statement dated on 05.09.2016 provided to Polish Ministry of Foreign Affairs.

- The project NB 428 was designated as a multipurpose vessel. In reference we are sending to you the General Arrangement plan which was an attachment to our contract with Karstensens Skibsvaerft A/S. There are no drawings of military installation in the signed contract documents. Referring to the foundations, they are structural parts which can easily be adapted to serve many future functions, not necessarily for military purposes. It is a common and widely applied practice in the shipbuilding industry to implement some structural solutions at the early stage, which can serve several purposes, but not necessarily be implemented even after many years of service. Furthermore we were assured

RS: 0000361752
ąd Rejonowy Gdańsk Północ
III Wydział Gospodarczy KRS w Gdańsku
apitał Zakładowy: 769.230,80 zł.

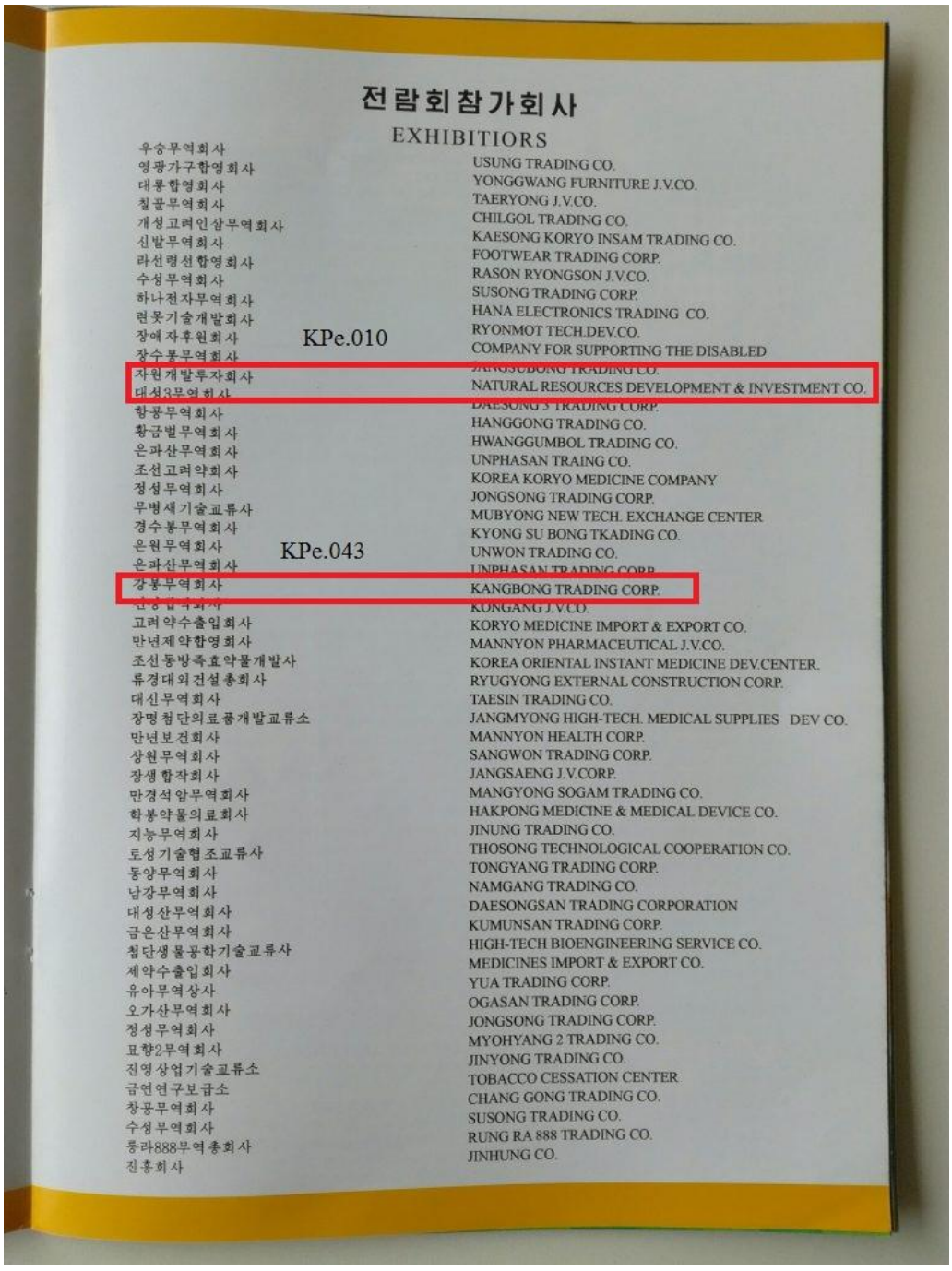
BNP PARIBAS BANK POLSKA S.A.
77 1600 1303 0004 1007 1012 2001
CREDIT AGRICOLE BANK POLSKA S.A.
49 1940 1076 6601 0283 0000 0000
PKO BANK POLSKI S.A.

Annex 33: Extract of Nauta website



Source: http://nauta.pl/index.php?special-projects (accessed on 14 December 2017)

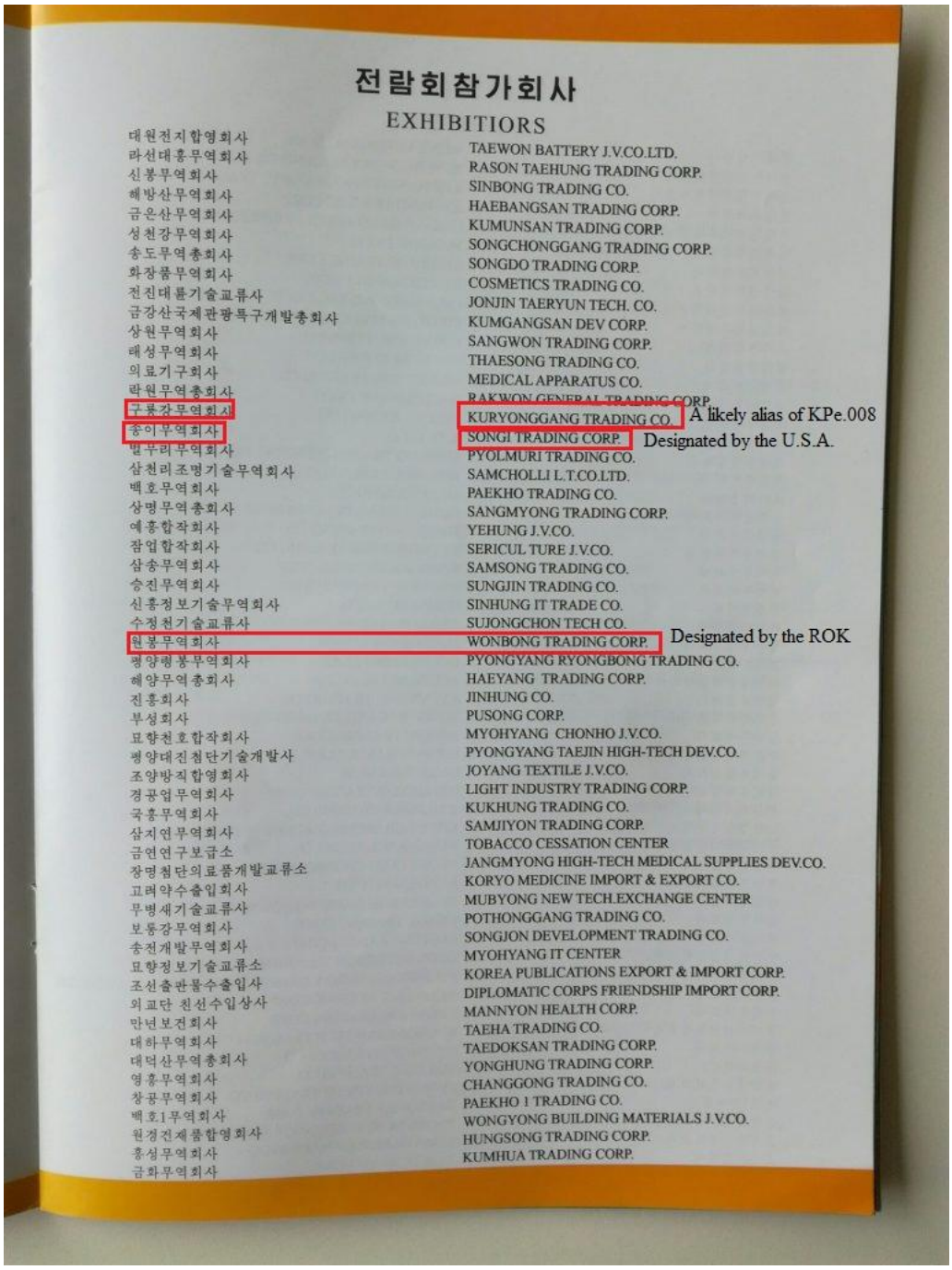
Annex 34: List of Exhibiters to the 20th PITF (Spring)



전람회참가회사

EXHIBITIORS

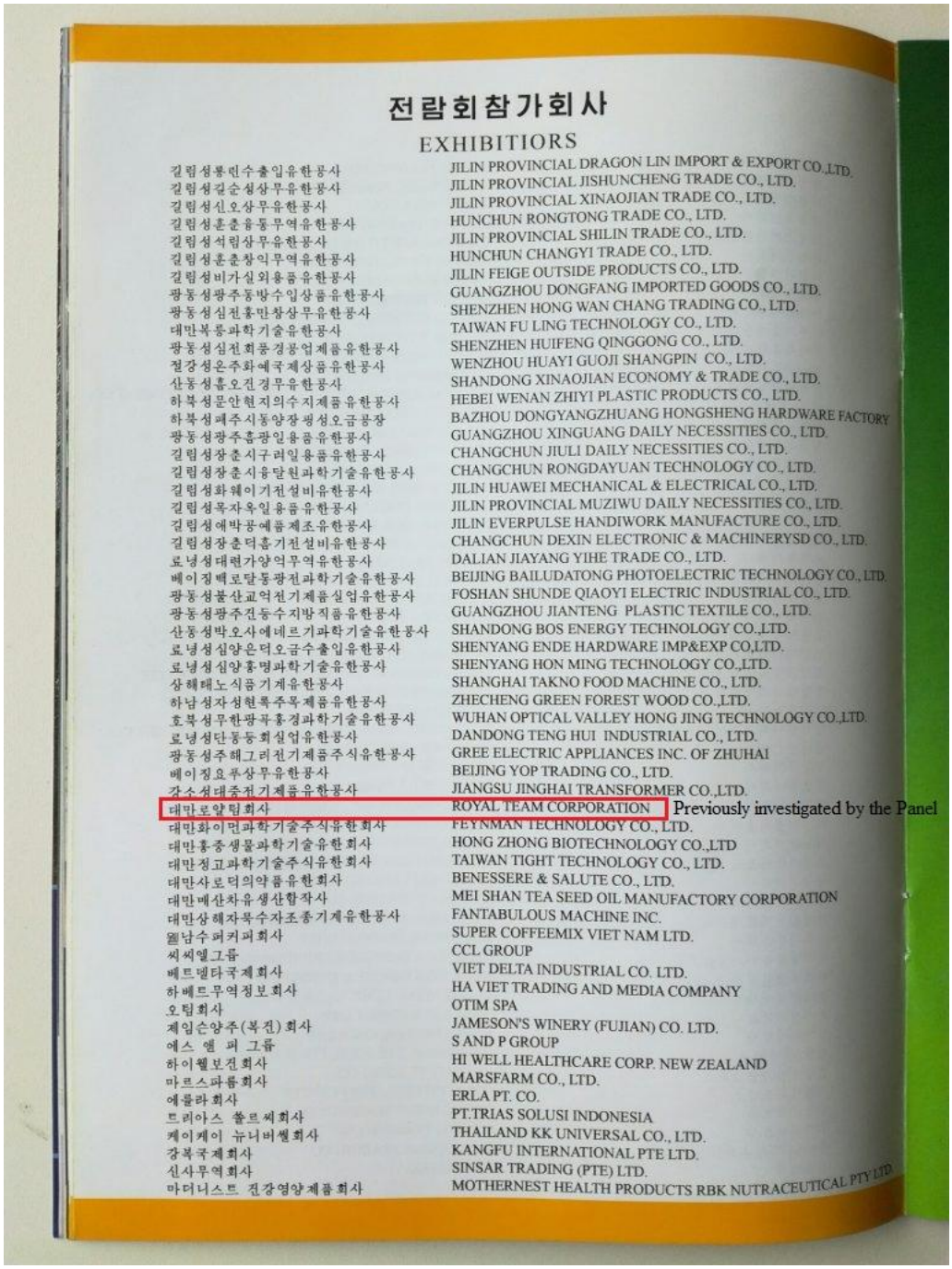
우승무역회사	USUNG TRADING CO.
영광가구합영회사	YONGGWANG FURNITURE J.V.CO.
대룡합영회사	TAERYONG J.V.CO.
칠골무역회사	CHILGOL TRADING CO.
개성고려인삼무역회사	KAESONG KORYO INSAM TRADING CO.
신발무역회사	FOOTWEAR TRADING CORP.
라선령선합영회사	RASON RYONGSON J.V.CO.
수성무역회사	SUSONG TRADING CORP.
하나전자무역회사	HANA ELECTRONICS TRADING CO.
련봇기술개발회사	RYONMOT TECH.DEV.CO.
장애자후원회사 KPe.010	COMPANY FOR SUPPORTING THE DISABLED
장수봉무역회사	JANGSUBONG TRADING CO.
자원개발투자회사	NATURAL RESOURCES DEVELOPMENT & INVESTMENT CO.
대성3무역회사	DAESONG 3 TRADING CORP.
항공무역회사	HANGGONG TRADING CO.
황금벌무역회사	HWANGGUMBOL TRADING CO.
은파산무역회사	UNPHASAN TRAING CO.
조선고려약회사	KOREA KORYO MEDICINE COMPANY
정성무역회사	JONGSONG TRADING CORP.
무병새기술교류사	MUBYONG NEW TECH. EXCHANGE CENTER
경수봉무역회사	KYONG SU BONG TKADING CO.
은원무역회사 KPe.043	UNWON TRADING CO.
은파산무역회사	UNPHASAN TRADING CORP.
강봉무역회사	KANGBONG TRADING CORP.
건강합작회사	KONGANG J.V.CO.
고려약수출입회사	KORYO MEDICINE IMPORT & EXPORT CO.
만년제약합영회사	MANNYON PHARMACEUTICAL J.V.CO.
조선동방즉효약물개발사	KOREA ORIENTAL INSTANT MEDICINE DEV.CENTER.
류경대외건설총회사	RYUGYONG EXTERNAL CONSTRUCTION CORP.
대신무역회사	TAESIN TRADING CO.
장명첨단의료품개발교류소	JANGMYONG HIGH-TECH. MEDICAL SUPPLIES DEV CO.
만년보건회사	MANNYON HEALTH CORP.
상원무역회사	SANGWON TRADING CORP.
장생합작회사	JANGSAENG J.V.CORP.
만경석암무역회사	MANGYONG SOGAM TRADING CO.
학봉약물의료회사	HAKPONG MEDICINE & MEDICAL DEVICE CO.
지능무역회사	JINUNG TRADING CO.
토성기술협조교류사	THOSONG TECHNOLOGICAL COOPERATION CO.
동양무역회사	TONGYANG TRADING CORP.
남강무역회사	NAMGANG TRADING CO.
대성산무역회사	DAESONGSAN TRADING CORPORATION
금은산무역회사	KUMUNSAN TRADING CORP.
첨단생물공학기술교류사	HIGH-TECH BIOENGINEERING SERVICE CO.
제약수출입회사	MEDICINES IMPORT & EXPORT CO.
유아무역상사	YUA TRADING CORP.
오가산무역회사	OGASAN TRADING CORP.
정성무역회사	JONGSONG TRADING CORP.
묘향2무역회사	MYOHYANG 2 TRADING CO.
진영상업기술교류소	JINYONG TRADING CO.
금연연구보급소	TOBACCO CESSATION CENTER
창공무역회사	CHANG GONG TRADING CO.
수성무역회사	SUSONG TRADING CO.
룽라888무역총회사	RUNG RA 888 TRADING CO.
진흥회사	JINHUNG CO.



전람회참가회사

EXHIBITIORS

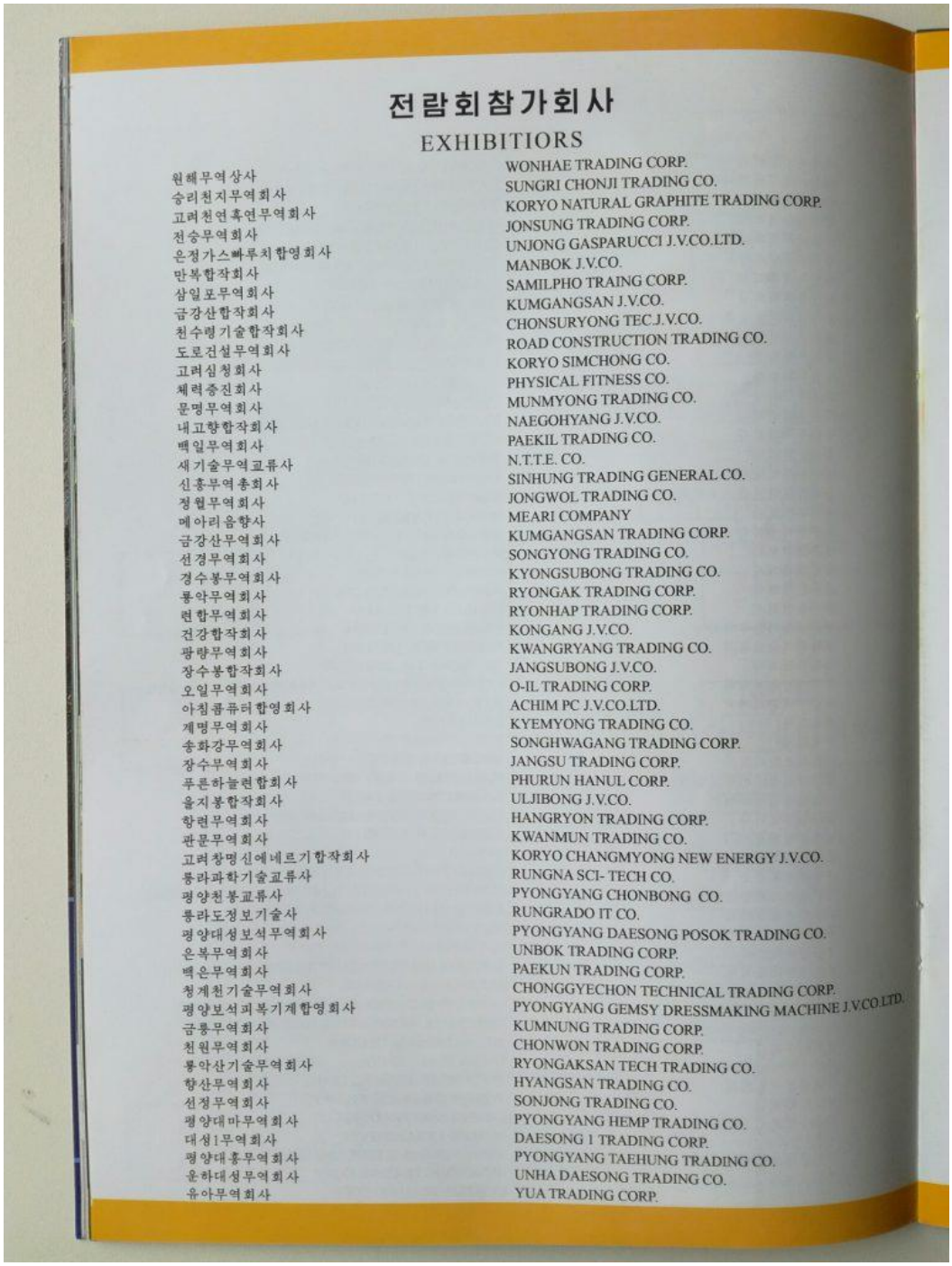
대원전지합영회사	TAEWON BATTERY J.V.CO.LTD.
라선대흥무역회사	RASON TAEHUNG TRADING CORP.
신봉무역회사	SINBONG TRADING CO.
해방산무역회사	HAEBANGSAN TRADING CORP.
금운산무역회사	KUMUNSAN TRADING CORP.
송천강무역회사	SONGCHONGGANG TRADING CORP.
송도무역총회사	SONGDO TRADING CORP.
화장품무역회사	COSMETICS TRADING CO.
전진대불기술교류사	JONJIN TAERYUN TECH. CO.
금강산국제관광특구개발총회사	KUMGANGSAN DEV CORP.
상원무역회사	SANGWON TRADING CORP.
태성무역회사	THAESONG TRADING CO.
의료기구회사	MEDICAL APPARATUS CO.
락원무역총회사	RAKWON GENERAL TRADING CORP.
구룡강무역회사	KURYONGGANG TRADING CO. — A likely alias of KPe.008
송이무역회사	SONGI TRADING CORP. — Designated by the U.S.A.
별무리무역회사	PYOLMURI TRADING CO.
삼천리조명기술무역회사	SAMCHOLLI L.T.CO.LTD.
백호무역회사	PAEKHO TRADING CO.
상명무역총회사	SANGMYONG TRADING CORP.
예흥합작회사	YEHUNG J.V.CO.
잠업합작회사	SERICUL TURE J.V.CO.
삼송무역회사	SAMSONG TRADING CO.
승진무역회사	SUNGJIN TRADING CO.
신흥정보기술무역회사	SINHUNG IT TRADE CO.
수정천기술교류사	SUJONGCHON TECH CO.
원봉무역회사	WONBONG TRADING CORP. — Designated by the ROK
평양령봉무역회사	PYONGYANG RYONGBONG TRADING CO.
해양무역총회사	HAEYANG TRADING CORP.
진흥회사	JINHUNG CO.
부성회사	PUSONG CORP.
묘향천호합작회사	MYOHYANG CHONHO J.V.CO.
평양대진첨단기술개발사	PYONGYANG TAEJIN HIGH-TECH DEV.CO.
조양방직합영회사	JOYANG TEXTILE J.V.CO.
경공업무역회사	LIGHT INDUSTRY TRADING CORP.
국흥무역회사	KUKHUNG TRADING CO.
삼지연무역회사	SAMJIYON TRADING CORP.
금연연구보급소	TOBACCO CESSATION CENTER
장명첨단의료품개발교류소	JANGMYONG HIGH-TECH MEDICAL SUPPLIES DEV.CO.
고려약수출입회사	KORYO MEDICINE IMPORT & EXPORT CO.
무병새기술교류사	MUBYONG NEW TECH.EXCHANGE CENTER
보통강무역회사	POTHONGGANG TRADING CO.
송전개발무역회사	SONGJON DEVELOPMENT TRADING CO.
묘향정보기술교류소	MYOHYANG IT CENTER
조선출판물수출입사	KOREA PUBLICATIONS EXPORT & IMPORT CORP.
외교단 친선수입상사	DIPLOMATIC CORPS FRIENDSHIP IMPORT CORP.
만년보건회사	MANNYON HEALTH CORP.
대하무역회사	TAEHA TRADING CO.
대덕산무역총회사	TAEDOKSAN TRADING CORP.
영흥무역회사	YONGHUNG TRADING CORP.
창공무역회사	CHANGGONG TRADING CO.
백호1무역회사	PAEKHO 1 TRADING CO.
원경건재품합영회사	WONGYONG BUILDING MATERIALS J.V.CO.
흥성무역회사	HUNGSONG TRADING CORP.
금화무역회사	KUMHUA TRADING CORP.



전람회참가회사

EXHIBITIORS

길림성룡린수출입유한공사	JILIN PROVINCIAL DRAGON LIN IMPORT & EXPORT CO.,LTD.
길림성길순성상무유한공사	JILIN PROVINCIAL JISHUNCHENG TRADE CO., LTD.
길림성신오상무유한공사	JILIN PROVINCIAL XINAOJIAN TRADE CO., LTD.
길림성훈춘융통무역유한공사	HUNCHUN RONGTONG TRADE CO., LTD.
길림성석림상무유한공사	JILIN PROVINCIAL SHILIN TRADE CO., LTD.
길림성훈춘창익무역유한공사	HUNCHUN CHANGYI TRADE CO., LTD.
길림성비가실외용품유한공사	JILIN FEIGE OUTSIDE PRODUCTS CO., LTD.
광동성광주동방수입상품유한공사	GUANGZHOU DONGFANG IMPORTED GOODS CO., LTD.
광동성심천홍만창상무유한공사	SHENZHEN HONG WAN CHANG TRADING CO., LTD.
대만복릉과학기술유한공사	TAIWAN FU LING TECHNOLOGY CO., LTD.
광동성심천회풍경공업제품유한공사	SHENZHEN HUIFENG QINGGONG CO., LTD.
절강성온주화예국제상품유한공사	WENZHOU HUAYI GUOJI SHANGPIN CO., LTD.
산동성흠오진경무유한공사	SHANDONG XINAOJIAN ECONOMY & TRADE CO., LTD.
하북성문안현지의수지제품유한공사	HEBEI WENAN ZHIYI PLASTIC PRODUCTS CO., LTD.
하북성패주시동양장생성오금공장	BAZHOU DONGYANGZHUANG HONGSHENG HARDWARE FACTORY
광동성광주흡광일용품유한공사	GUANGZHOU XINGUANG DAILY NECESSITIES CO., LTD.
길림성장춘시구려일용품유한공사	CHANGCHUN JIULI DAILY NECESSITIES CO., LTD.
길림성장춘시융당원과학기술유한공사	CHANGCHUN RONGDAYUAN TECHNOLOGY CO., LTD.
길림성화웨이기전설비유한공사	JILIN HUAWEI MECHANICAL & ELECTRICAL CO., LTD.
길림성목자옥일용품유한공사	JILIN PROVINCIAL MUZIWU DAILY NECESSITIES CO., LTD.
길림성에박공예품제조유한공사	JILIN EVERPULSE HANDIWORK MANUFACTURE CO., LTD.
길림성장춘덕흡기전설비유한공사	CHANGCHUN DEXIN ELECTRONIC & MACHINERYSD CO., LTD.
료녕성태련가양억무역유한공사	DALIAN JIAYANG YIHE TRADE CO., LTD.
베이징백로탈통광전과학기술유한공사	BEIJING BAILUDATONG PHOTOELECTRIC TECHNOLOGY CO., LTD.
광동성불산교역전기제품실업유한공사	FOSHAN SHUNDE QIAOYI ELECTRIC INDUSTRIAL CO., LTD.
광동성광주건등수지방직품유한공사	GUANGZHOU JIANTENG PLASTIC TEXTILE CO., LTD.
산동성박오사에네르기과학기술유한공사	SHANDONG BOS ENERGY TECHNOLOGY CO.,LTD.
료녕성심양은덕오금수출입유한공사	SHENYANG ENDE HARDWARE IMP&EXP CO,LTD.
료녕성심양홍명과학기술유한공사	SHENYANG HON MING TECHNOLOGY CO.,LTD.
상해태노식품기계유한공사	SHANGHAI TAKNO FOOD MACHINE CO., LTD.
하남성자성현록주목제품유한공사	ZHECHENG GREEN FOREST WOOD CO.,LTD.
호북성무한광무홍경과학기술유한공사	WUHAN OPTICAL VALLEY HONG JING TECHNOLOGY CO.,LTD.
료녕성단동등회실업유한공사	DANDONG TENG HUI INDUSTRIAL CO., LTD.
광동성주해그리전기제품주식유한공사	GREE ELECTRIC APPLIANCES INC. OF ZHUHAI
베이징요무상무유한공사	BEIJING YOP TRADING CO., LTD.
강소성대중전기제품유한공사	JIANGSU JINGHAI TRANSFORMER CO.,LTD.
대만로얄팀회사	ROYAL TEAM CORPORATION Previously investigated by the Panel
대만화이먼과학기술주식유한회사	FEYNMAN TECHNOLOGY CO., LTD.
대만홍중생물과학기술유한회사	HONG ZHONG BIOTECHNOLOGY CO.,LTD
대만정고과학기술주식유한회사	TAIWAN TIGHT TECHNOLOGY CO., LTD.
대만사로덕의약품유한회사	BENESSERE & SALUTE CO., LTD.
대만메산차유생산합작사	MEI SHAN TEA SEED OIL MANUFACTORY CORPORATION
대만상해자묵수자조종기제품유한공사	FANTABULOUS MACHINE INC.
월남수퍼커피회사	SUPER COFFEEMIX VIET NAM LTD.
씨씨엘그룹	CCL GROUP
베트델타국제회사	VIET DELTA INDUSTRIAL CO. LTD.
하베르무역정보회사	HA VIET TRADING AND MEDIA COMPANY
오팀회사	OTIM SPA
제임슨양주(복건)회사	JAMESON'S WINERY (FUJIAN) CO. LTD.
에스 앤 피 그룹	S AND P GROUP
하이웰보건회사	HI WELL HEALTHCARE CORP. NEW ZEALAND
마르스파름회사	MARSFARM CO., LTD.
에를라회사	ERLA PT. CO.
트리아스 쏠르씨회사	PT.TRIAS SOLUSI INDONESIA
케이케이 뉴너비셀회사	THAILAND KK UNIVERSAL CO., LTD.
강복국제회사	KANGFU INTERNATIONAL PTE LTD.
신사무역회사	SINSAR TRADING (PTE) LTD.
마더너스트 건강영양제품회사	MOTHERNEST HEALTH PRODUCTS RBK NUTRACEUTICAL PTY LTD



전람회참가회사

EXHIBITIORS

원해무역상사	WONHAE TRADING CORP.
승리천지무역회사	SUNGRI CHONJI TRADING CO.
고려천연흑연무역회사	KORYO NATURAL GRAPHITE TRADING CORP.
천승무역회사	JONSUNG TRADING CORP.
은정가스빠루치합영회사	UNJONG GASPARUCCI J.V.CO.LTD.
만복합작회사	MANBOK J.V.CO.
삼일포무역회사	SAMILPHO TRAING CORP.
금강산합작회사	KUMGANGSAN J.V.CO.
천수령기술합작회사	CHONSURYONG TEC.J.V.CO.
도로건설무역회사	ROAD CONSTRUCTION TRADING CO.
고려심청회사	KORYO SIMCHONG CO.
체력증진회사	PHYSICAL FITNESS CO.
문명무역회사	MUNMYONG TRADING CO.
내고향합작회사	NAEGOHYANG J.V.CO.
백일무역회사	PAEKIL TRADING CO.
새기술무역교류사	N.T.T.E. CO.
신흥무역총회사	SINHUNG TRADING GENERAL CO.
정월무역회사	JONGWOL TRADING CO.
메아리음향사	MEARI COMPANY
금강산무역회사	KUMGANGSAN TRADING CORP.
선경무역회사	SONGYONG TRADING CO.
경수봉무역회사	KYONGSUBONG TRADING CO.
룡악무역회사	RYONGAK TRADING CORP.
련합무역회사	RYONHAP TRADING CORP.
건강합작회사	KONGANG J.V.CO.
광량무역회사	KWANGRYANG TRADING CO.
장수봉합작회사	JANGSUBONG J.V.CO.
오일무역회사	O-IL TRADING CORP.
아침콤퓨터합영회사	ACHIM PC J.V.CO.LTD.
계명무역회사	KYEMYONG TRADING CO.
송화강무역회사	SONGHWAGANG TRADING CORP.
장수무역회사	JANGSU TRADING CORP.
푸른하늘련합회사	PHURUN HANUL CORP.
을지봉합작회사	ULJIBONG J.V.CO.
항련무역회사	HANGRYON TRADING CORP.
관문무역회사	KWANMUN TRADING CO.
고려창명신에네르기합작회사	KORYO CHANGMYONG NEW ENERGY J.V.CO.
룽라과학기술교류사	RUNGNA SCI- TECH CO.
평양천봉교류사	PYONGYANG CHONBONG CO.
룽라도정보기술사	RUNGRADO IT CO.
평양대성보석무역회사	PYONGYANG DAESONG POSOK TRADING CO.
은복무역회사	UNBOK TRADING CORP.
백은무역회사	PAEKUN TRADING CORP.
청계천기술무역회사	CHONGGYECHON TECHNICAL TRADING CORP.
평양보석피복기계합영회사	PYONGYANG GEMSY DRESSMAKING MACHINE J.V.CO.LTD.
금룽무역회사	KUMNUNG TRADING CORP.
천원무역회사	CHONWON TRADING CORP.
룡악산기술무역회사	RYONGAKSAN TECH TRADING CO.
향산무역회사	HYANGSAN TRADING CO.
선정무역회사	SONJONG TRADING CO.
평양대마무역회사	PYONGYANG HEMP TRADING CO.
대성1무역회사	DAESONG 1 TRADING CORP.
평양대흥무역회사	PYONGYANG TAEHUNG TRADING CO.
운하대성무역회사	UNHA DAESONG TRADING CO.
유아무역회사	YUA TRADING CORP.

Source: NK News

Annex 35: Chinese company's brochure exhibited at its booth

Source: NK News

Annex 36: Syria

Letter from the Syrian Arab Republic

PERMANENT MISSION OF THE SYRIAN ARAB REPUBLIC TO THE
UNITED NATIONS
820 Second Ave., 15th Floor, New York, N. Y. 10017
Tel: (212) 661-1313
Fax: (212) 983-4439

MOST URGENT

PM/2017/324 New York, 17 August 2017

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations presents its compliments to Coordinator of Panel Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and with reference to the letter no. S/AC.49/2017/PE/OC.308 dated 5 July 2017, has the honor to inform the following:

1. The Government of the Syrian Arab Republic has no inter-action with the two entities or individuals whose names are mentioned in the letter.
2. There are no DPRK technical companies in Syria, and the only presence of some DPRK individuals are confined in the field of sports under private individual contracts for training in athletics and gymnastics.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations avails itself of its opportunity to renew to Coordinator of Panel Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009), the assurances of its highest consideration.

PERMANENT MISSION OF THE SYRIAN ARAB REPUBLIC * NEW YORK *

H.E. Hughs Griffiths
Coordinator of Panel Experts established pursuant to
Security Council Resolution 1874 (2009)

DPRK Corst Company invoice for shipment to SSRC front company Megatrade in 2017

CORST

CORST COMPANY LTD.

PROFORMA INVOICE

No. CRST-AK/17-0725

Date: Jul. 25, 2017

INVOICE of Ampere Meter

Shipped per [redacted] Sailing on and about Jul. 25, 2017

from Pyongyang Airport of D.P.R.Korea to Damascus Airport

Adeeb Kabekli Co.
Aleppo Street, Building 34
Damascus, Syria. P.O.Box: 11384
TEL: (009863) 11 5437081

for account and risk of Messrs

Invoiced by The Seller

L/C No. Contract No. Samples Exp.ref. Charge

Marks & Numbers	Description (Item Number)	Unit	Quantity	Unit Price in EUR	Amount in EUR
					CIP Damascus Airport
1 case	Ampere Meter	pc	17	2.55	43.35
Total 1 case	TOTAL:	pc	17		43.35
				(Say: Forty Three and 35/100 Only)	EURO

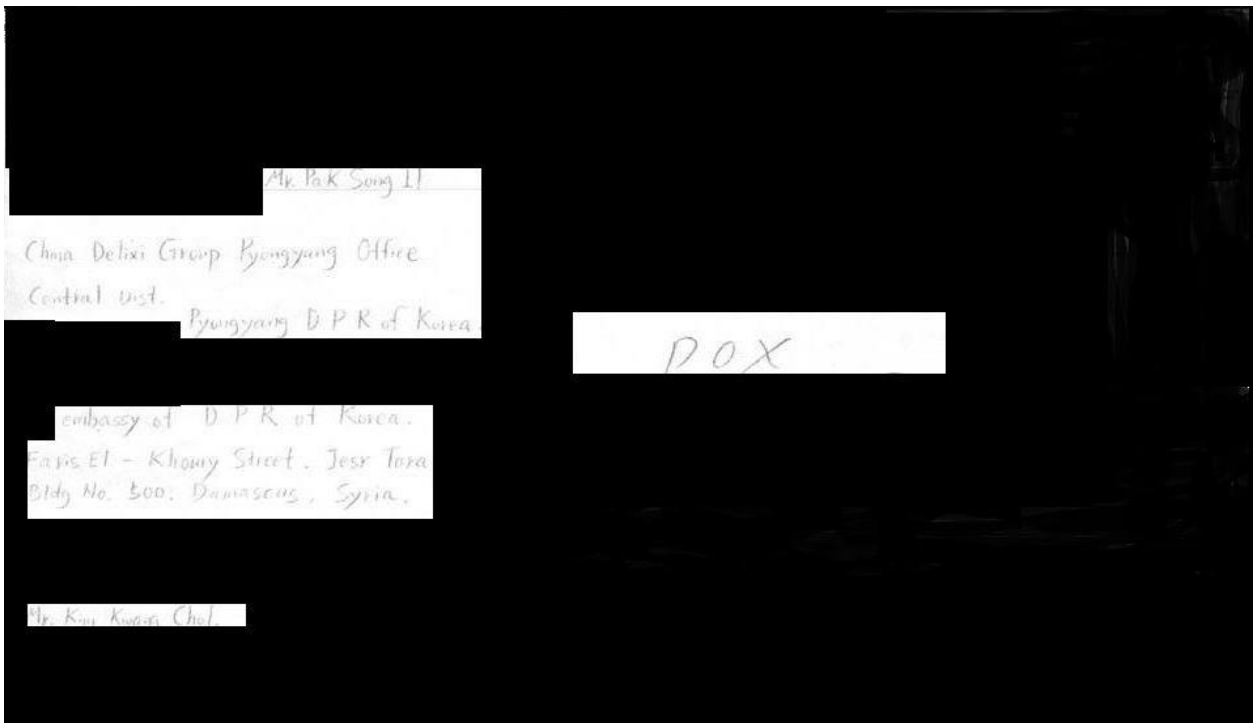
* No Commercial Value

We hereby certify that this invoice is authentic and the value stated herein is only for Customs information.

CORST COMPANY LTD
CORST

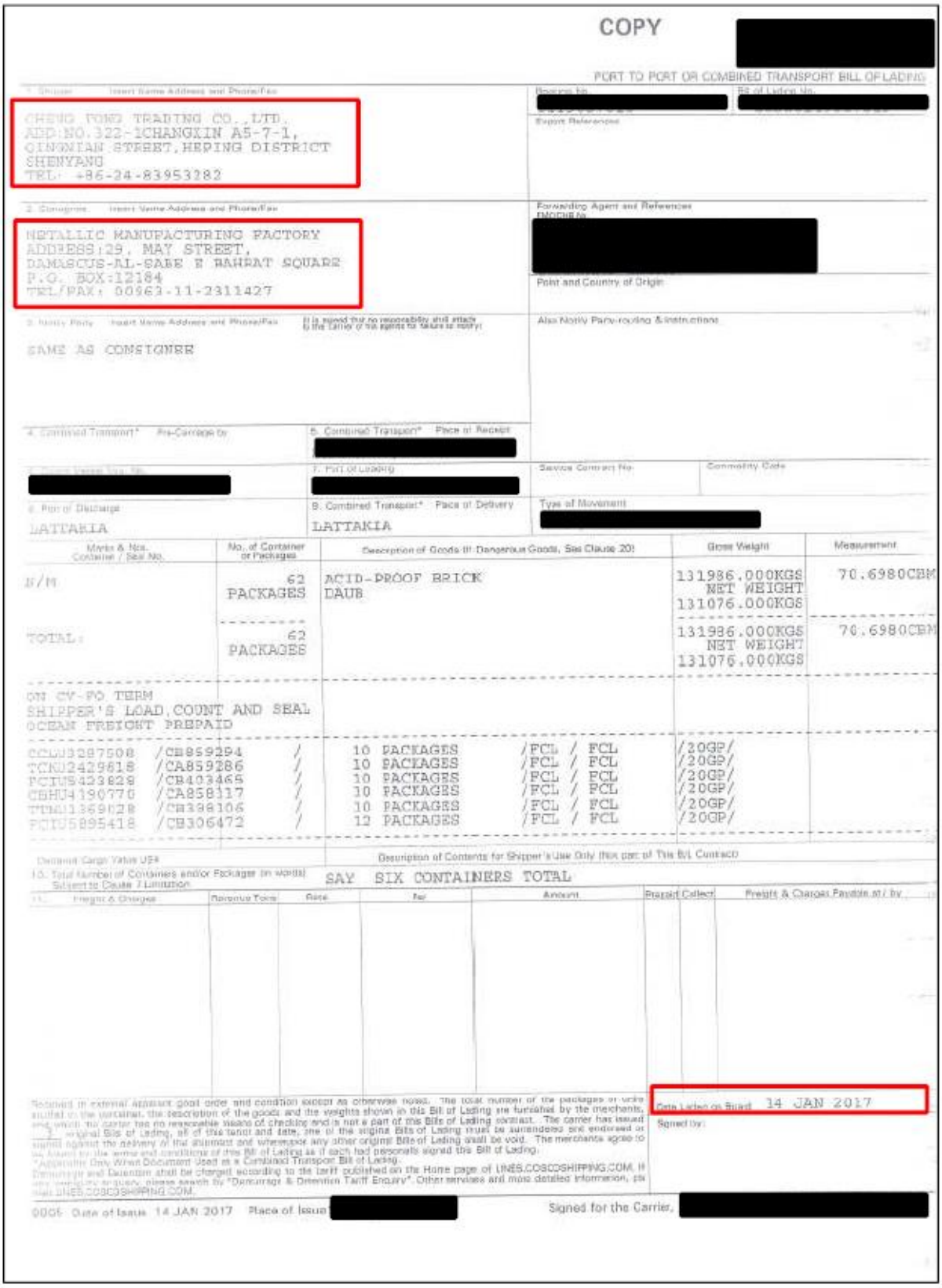
Source: The Panel

Airway bill showing foreign company as shipper and DPRK Embassy in Damascus as consignee



Source: The Panel

Annex 37: Bills of lading of interdicted shipments



COPY

[redacted]

PORT TO PORT OR COMBINED TRANSPORT BILL OF LADING

1. Shipper Insert Name Address and Phone/Fax

CHENG TONG TRADING CO.,LTD.
ADD:NO.322-1CHANGXIN A5-7-1,
QINGNIAN STREET,HEPING DISTRICT
SHENYANG
TEL: +86-24-83953282

Booking No. [redacted] B/L or Liner No.

Export References

2. Consignee Insert Name Address and Phone/Fax

METALLIC MANUFACTURING FACTORY
ADDRESS:29, MAY STREET,
DAMASCUS-AL-SABE E BAHRAT SQUARE
P.O. BOX:12184
TEL/FAX: 00963-11-2311427

Forwarding Agent and References
[redacted]

Point and Country of Origin

3. Notify Party Insert Name Address and Phone/Fax (It is agreed that no responsibility shall attach to the Carrier or his agents for failure to notify)

SAME AS CONSIGNEE

Also Notify Party-routing & Instructions

4. Combined Transport* Pre-Carriage by

5. Combined Transport* Place of Receipt [redacted]

[redacted]

7. Port of Loading [redacted]

Service Contract No. Commodity Code

6. Port of Discharge
LATTAKIA

9. Combined Transport* Place of Delivery
LATTAKIA

Type of Movement [redacted]

Marks & Nos. Container / Seal No.	No. of Container or Packages	Description of Goods (If Dangerous Goods, See Clause 20)	Gross Weight	Measurement
N/M	62 PACKAGES	ACID-PROOF BRICK DAUB	131986.000KGS NET WEIGHT 131076.000KGS	70.6980CBM
TOTAL:	62 PACKAGES		131986.000KGS NET WEIGHT 131076.000KGS	70.6980CBM

ON CY-FO TERM
SHIPPER'S LOAD,COUNT AND SEAL
OCEAN FREIGHT PREPAID

CCLU3287508	/CB859294 /	10 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/
TCNU2429618	/CA859286 /	10 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/
FCIU5423829	/CB403465 /	10 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/
CBHU4190770	/CA858317 /	10 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/
TTNU1369628	/CB398106 /	10 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/
FCIU5895418	/CB306472 /	12 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/

Declared Cargo Value US$

Description of Contents for Shipper's Use Only (Not part of This B/L Contract)

10. Total Number of Containers and/or Packages (in words) Subject to Clause 7 Limitation: SAY SIX CONTAINERS TOTAL

11. Freight & Charges	Revenue Tons	Rate	Per	Amount	Prepaid	Collect	Freight & Charges Payable at / by

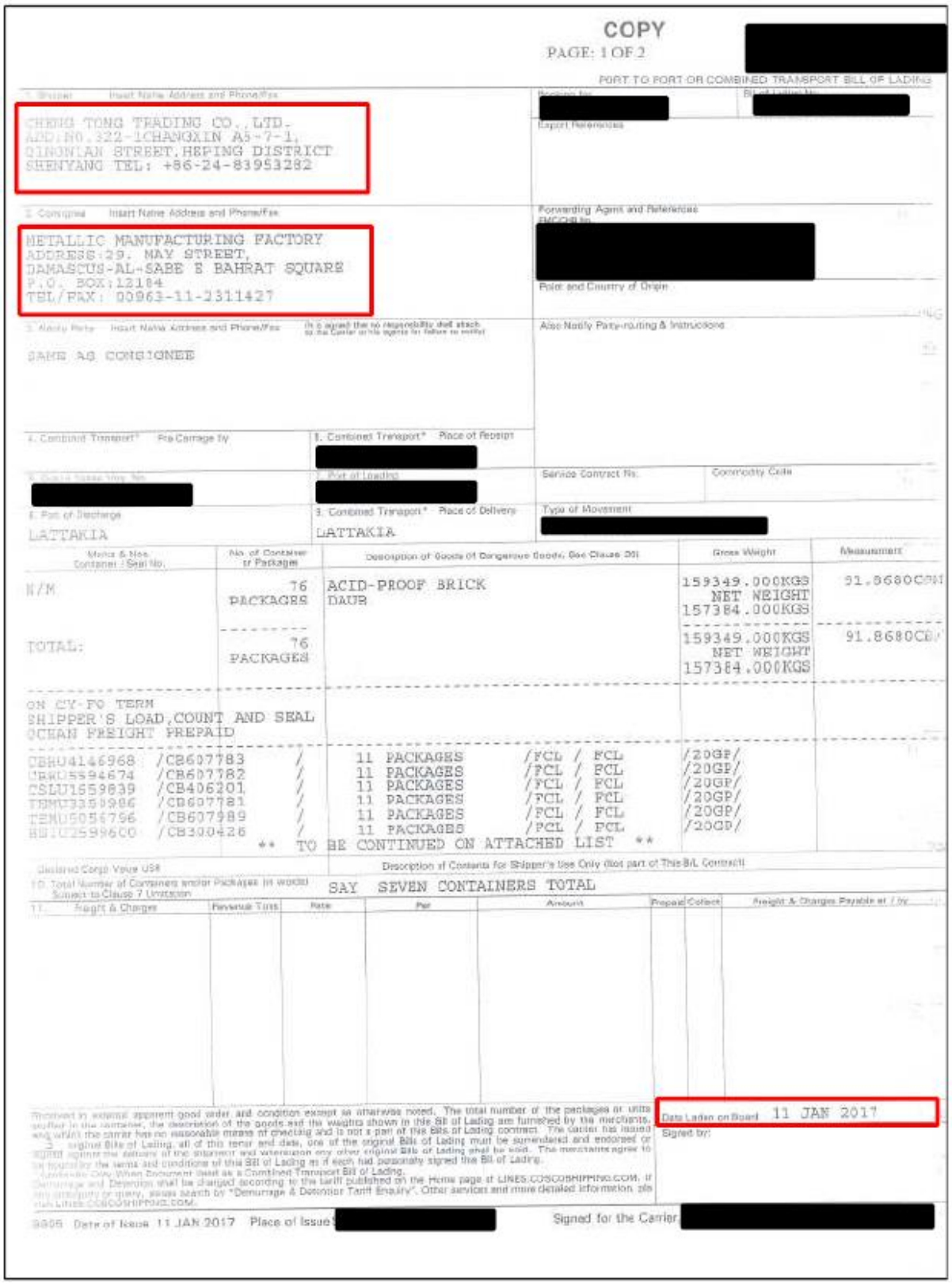
Received in external apparent good order and condition except as otherwise noted. The total number of the packages or units stuffed in the container, the description of the goods and the weights shown in this Bill of Lading are furnished by the merchants, and which the carrier has no reasonable means of checking and is not a part of this Bills of Lading contract. The carrier has issued 3 original Bills of Lading, all of this tenor and date, one of the original Bills of Lading must be surrendered and endorsed or signed against the delivery of the shipment and whereupon any other original Bills of Lading shall be void. The merchants agree to be bound by the terms and conditions of this Bill of Lading as if each had personally signed this Bill of Lading.
*Applicable Only When Document Used as a Combined Transport Bill of Lading.
Demurrage and detention shall be charged according to the tariff published on the Home page of LINES.COSCOSHIPPING.COM. If you have any enquiry, please search by "Demurrage & Detention Tariff Enquiry". Other services and more detailed information, pls visit LINES.COSCOSHIPPING.COM.

Date Laden on Board 14 JAN 2017

Signed by:

0005 Date of Issue 14 JAN 2017 Place of Issue [redacted]

Signed for the Carrier, [redacted]



COPY

PAGE: 1 OF 2

[redacted]

PORT TO PORT OR COMBINED TRANSPORT BILL OF LADING

Shipper Insert Name Address and Phone/Fax

CHENG TONG TRADING CO.,LTD.
ADD:NO.322-1CHANGXIN A5-7-1,
QINGNIAN STREET,HEPING DISTRICT
SHENYANG TEL: +86-24-83953282

Booking No. [redacted]

Bill of Lading No. [redacted]

Export References

Consignee Insert Name Address and Phone/Fax

METALLIC MANUFACTURING FACTORY
ADDRESS:29, MAY STREET,
DAMASCUS-AL-SABE E BAHRAT SQUARE
P.O. BOX:12184
TEL/FAX: 00963-11-2311427

Forwarding Agent and References

[redacted]

Point and Country of Origin

Also Notify Party-routing & Instructions

Notify Party Insert Name Address and Phone/Fax — It is agreed that no responsibility shall attach to the Carrier or his agents for failure to notify

SAMS AG CONSIGNEE

Combined Transport* Pre-Carriage by

Combined Transport* Place of Receipt

[redacted]

Ocean Vessel Voy. No. [redacted]

Port of Loading [redacted]

Service Contract No.

Commodity Code

Port of Discharge

LATTAKIA

Combined Transport* Place of Delivery

LATTAKIA

Type of Movement [redacted]

Marks & Nos. Container / Seal No.	No. of Container or Packages	Description of Goods (If Dangerous Goods, See Clause 20)	Gross Weight	Measurement
N/M	76 PACKAGES	ACID-PROOF BRICK DAUB	159349.000KGS NET WEIGHT 157384.000KGS	91.8680CBM
TOTAL:	76 PACKAGES		159349.000KGS NET WEIGHT 157384.000KGS	91.8680CBM
ON CY-FO TERM SHIPPER'S LOAD,COUNT AND SEAL OCEAN FREIGHT PREPAID				
CBHU4146968 /CB607783 /	11 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/	
CBHU5594674 /CB607782 /	11 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/	
CSLU1559639 /CB406201 /	11 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/	
TRHU3359986 /CB607781 /	11 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/	
TEMU5056796 /CB607989 /	11 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/	
BSIU2599600 /CB300426 /	11 PACKAGES	/FCL / FCL	/20GP/	
	** TO BE CONTINUED ON ATTACHED LIST **			

Declared Cargo Value US$

Description of Contents for Shipper's Use Only (Not part of This B/L Contract)

Total Number of Containers and/or Packages (in words) Subject to Clause 7 Limitation: SAY SEVEN CONTAINERS TOTAL

Freight & Charges	Revenue Tons	Rate	Per	Amount	Prepaid	Collect

Freight & Charges Payable at / by

Received in external apparent good order and condition except as otherwise noted. The total number of the packages or units stuffed in the container, the description of the goods and the weights shown in this Bill of Lading are furnished by the merchants, and which the carrier has no reasonable means of checking and is not a part of this Bills of Lading contract. The carrier has issued ... original Bills of Lading, all of this tenor and date, one of the original Bills of Lading must be surrendered and endorsed or signed against the delivery of the shipment and whereupon any other original Bills of Lading shall be void. The merchants agree to be bound by the terms and conditions of this Bill of Lading as if each had personally signed this Bill of Lading.

Applicable Only When Document Used as a Combined Transport Bill of Lading.

Demurrage and Detention shall be charged according to the tariff published on the Home page of LINES.COSCOSHIPPING.COM. If any enquiry or query, please search by "Demurrage & Detention Tariff Enquiry". Other services and more detailed information, pls visit LINES.COSCOSHIPPING.COM.

Date Laden on Board 11 JAN 2017

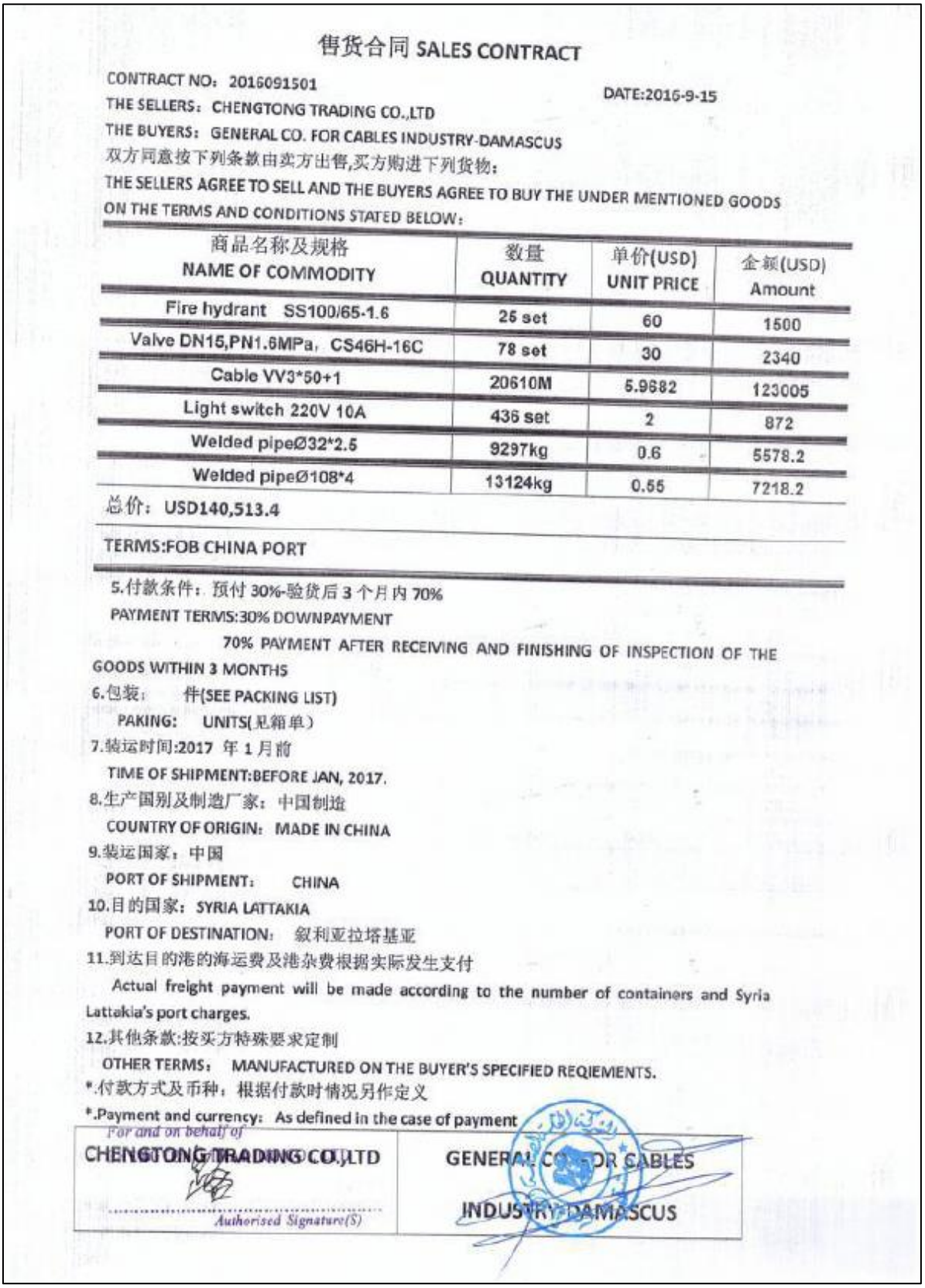
Signed by:

Date of Issue 11 JAN 2017 Place of Issue [redacted]

Signed for the Carrier [redacted]

Source: The Panel

Annex 38: Bills of lading of interdicted shipments



售货合同 SALES CONTRACT

CONTRACT NO：2016091501 DATE:2016-9-15

THE SELLERS：CHENGTONG TRADING CO.,LTD

THE BUYERS：GENERAL CO. FOR CABLES INDUSTRY-DAMASCUS

双方同意按下列条款由卖方出售,买方购进下列货物：

THE SELLERS AGREE TO SELL AND THE BUYERS AGREE TO BUY THE UNDER MENTIONED GOODS ON THE TERMS AND CONDITIONS STATED BELOW：

商品名称及规格 NAME OF COMMODITY	数量 QUANTITY	单价(USD) UNIT PRICE	金额(USD) Amount
Fire hydrant SS100/65-1.6	25 set	60	1500
Valve DN15,PN1.6MPa, CS46H-16C	78 set	30	2340
Cable VV3*50+1	20610M	5.9682	123005
Light switch 220V 10A	436 set	2	872
Welded pipeØ32*2.5	9297kg	0.6	5578.2
Welded pipeØ108*4	13124kg	0.55	7218.2

总价：USD140,513.4

TERMS:FOB CHINA PORT

5.付款条件：预付 30%-验货后 3 个月内 70%

PAYMENT TERMS:30% DOWNPAYMENT

70% PAYMENT AFTER RECEIVING AND FINISHING OF INSPECTION OF THE GOODS WITHIN 3 MONTHS

6.包装： 件(SEE PACKING LIST)

PAKING: UNITS(见箱单)

7.装运时间:2017 年 1 月前

TIME OF SHIPMENT:BEFORE JAN, 2017.

8.生产国别及制造厂家：中国制造

COUNTRY OF ORIGIN: MADE IN CHINA

9.装运国家：中国

PORT OF SHIPMENT: CHINA

10.目的国家：SYRIA LATTAKIA

PORT OF DESTINATION: 叙利亚拉塔基亚

11.到达目的港的海运费及港杂费根据实际发生支付

Actual freight payment will be made according to the number of containers and Syria Lattakia's port charges.

12.其他条款:按买方特殊要求定制

OTHER TERMS: MANUFACTURED ON THE BUYER'S SPECIFIED REQIEMENTS.

*.付款方式及币种：根据付款时情况另作定义

*.Payment and currency: As defined in the case of payment

For and on behalf of

CHENGTONG TRADING CO.,LTD

Authorised Signature(S)

GENERAL CO. FOR CABLES INDUSTRY-DAMASCUS

售货合同 SALES CONTRACT

CONTRACT NO：2016101001 DATE:2016-10-10

THE SELLERS：CHENGTONG TRADING CO.,LTD

THE BUYERS：METALLIC MANUFACTURING FACTORY

双方同意按下列条款由卖方出售,买方购进下列货物：

THE SELLERS AGREE TO SELL AND THE BUYERS AGREE TO BUY THE UNDER MENTIONED GOODS ON THE TERMS AND CONDITIONS STATED BELOW：

商品名称及规格 NAME OF COMMODITY	数量 QUANTITY	单价(USD) UNIT PRICE	金额(USD) AMOUNT
Stainless steel seamless pipeØ45*2,321#	6804kg	2	13608.00
Stainless steel seamless pipeØ56*,321#	6000M	2.00	12000.00
Stainless steel seamless pipeØ70^1,321#	18615kg	2	37230.00
Stainless steel seamless pipeØ159*,321#	5925M	2.50	14812.50
Copper Cu 60x6	669KG	1.80	1204.20
Angle L75x75x6	1670KG	0.80	1336.00
sheet iron T=3, 1000x2000	527KG	0.80	421.60
Bolts M6*50	10000SET	0.15	1500.00
welding rod Φ3.2, J422	282kg	0.9929	280.00
Bend DN40, O45x2.5	268pc	4.00	1072.00
Filter DN32,PN1MPa	13set	30.00	390.00
Lightning arrester S6.6,Cu=30M	3set	1000.00	3000.00
Breaker380V 3x250A	27set	30.00	810.00
Cable 2*2.5	2500M	1.00	2500.00
Heat shrink tube Ø100*0.6	325M	1.00	325.00
Lamp 220 40w*2s	15set	10.00	150.00
Ribbon L=200,W=3.5,100P/bag	93bag	2.00	186.00
Jinzo 70 nd Sn	295pc	0.50	147.50
Tape 19mmx10m	350pc	1.00	350.00
Tool 92set	3set	50.00	150.00
AL iron T=0.8	3257KG	2.50	8142.50
Glass fiber insulation tube DN80.Ø89^50mm	2099m	1.50	3148.50
Round steel Φ25*3,L=2M	560KG	2.50	1400.00
Reducing agent YH-03	1750KG	0.23	402.50
Base insulator ZA-6T	50set	5	250.00
总价：USD104,816.30			
TERMS:FOB CHINA PORT			

G CO., LTD

ed Signature(S)

5.付款条件：预付 30%-验货后 3 个月内 70%

Payment terms:30% DOWNPAYMENT

70% PAYMENT AFTER RECEIVING AND FINISHING OF INSPECTION OF THE GOODS WITHIN 3 MONTHS

6.包装：件(SEE PACKING LIST)

PAKING: UNITS(见箱单)

7.装运时间:2017 年 1 月前

TIME OF SHIPMENT:BEFORE JAN, 2017.

8.生产国别及制造厂家：中国制造

COUNTRY OF ORIGIN：MADE IN CHINA

9.装运国家：中国

PORT OF SHIPMENT： CHINA

10.目的国家：SYRIA LATTAKIA

PORT OF DESTINATION： 叙利亚拉塔基亚

11.到达目的港的海运费及港杂费根据实际发生支付

Actual freight payment will be made according to the number of containers and Syria Lattakia's port charges.

12.其他条款:按买方特殊要求定制

OTHER TERMS： MANUFACTURED ON THE BUYER'S SPECIFIED REQIEMENTS.

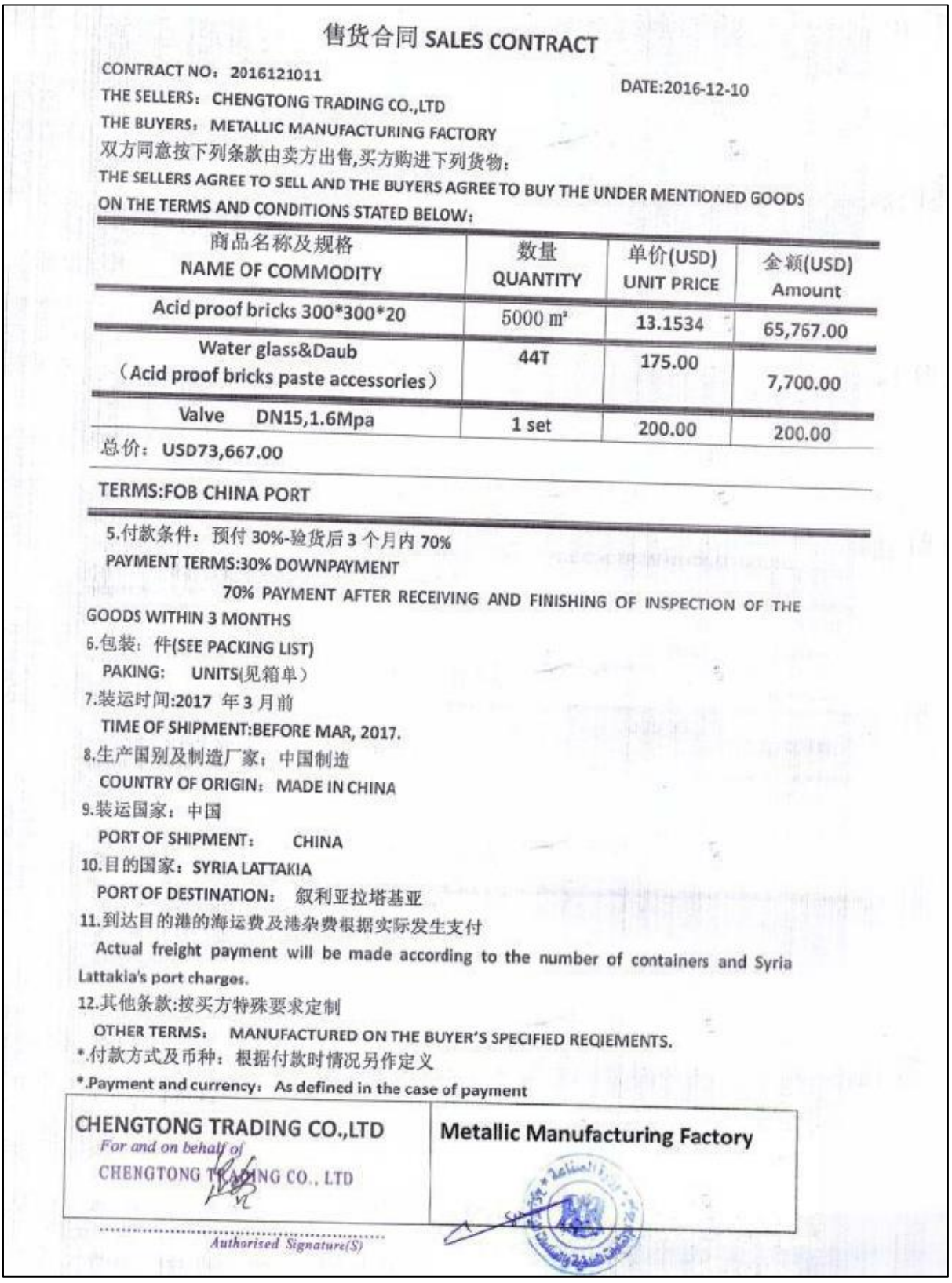
*.付款方式及币种：根据付款时情况另作定义

*.Payment and currency: As defined in the case of payment

CHENGTONG TRADING CO.,LTD	METALLIC MANUFACTURING FACTORY
For and on behalf of CHENGTONG TRADING CO., LTD ..... Authorized Signature(S)	

For and on behalf of
CHENGTONG TRAI

.....
Authc



售货合同 SALES CONTRACT

CONTRACT NO：2016121011 DATE:2016-12-10

THE SELLERS：CHENGTONG TRADING CO.,LTD

THE BUYERS：METALLIC MANUFACTURING FACTORY

双方同意按下列条款由卖方出售,买方购进下列货物：

THE SELLERS AGREE TO SELL AND THE BUYERS AGREE TO BUY THE UNDER MENTIONED GOODS ON THE TERMS AND CONDITIONS STATED BELOW：

商品名称及规格 NAME OF COMMODITY	数量 QUANTITY	单价(USD) UNIT PRICE	金额(USD) Amount
Acid proof bricks 300*300*20	5000 m²	13.1534	65,767.00
Water glass&Daub （Acid proof bricks paste accessories）	44T	175.00	7,700.00
Valve DN15,1.6Mpa	1 set	200.00	200.00

总价：USD73,667.00

TERMS:FOB CHINA PORT

5.付款条件：预付 30%-验货后 3 个月内 70%

PAYMENT TERMS:30% DOWNPAYMENT

70% PAYMENT AFTER RECEIVING AND FINISHING OF INSPECTION OF THE GOODS WITHIN 3 MONTHS

6.包装：件(SEE PACKING LIST)

PAKING: UNITS(见箱单）

7.装运时间:2017 年 3 月前

TIME OF SHIPMENT:BEFORE MAR, 2017.

8.生产国别及制造厂家：中国制造

COUNTRY OF ORIGIN：MADE IN CHINA

9.装运国家：中国

PORT OF SHIPMENT： CHINA

10.目的国家：SYRIA LATTAKIA

PORT OF DESTINATION： 叙利亚拉塔基亚

11.到达目的港的海运费及港杂费根据实际发生支付

Actual freight payment will be made according to the number of containers and Syria Lattakia's port charges.

12.其他条款:按买方特殊要求定制

OTHER TERMS： MANUFACTURED ON THE BUYER'S SPECIFIED REQIEMENTS.

*.付款方式及币种：根据付款时情况另作定义

*.Payment and currency： As defined in the case of payment

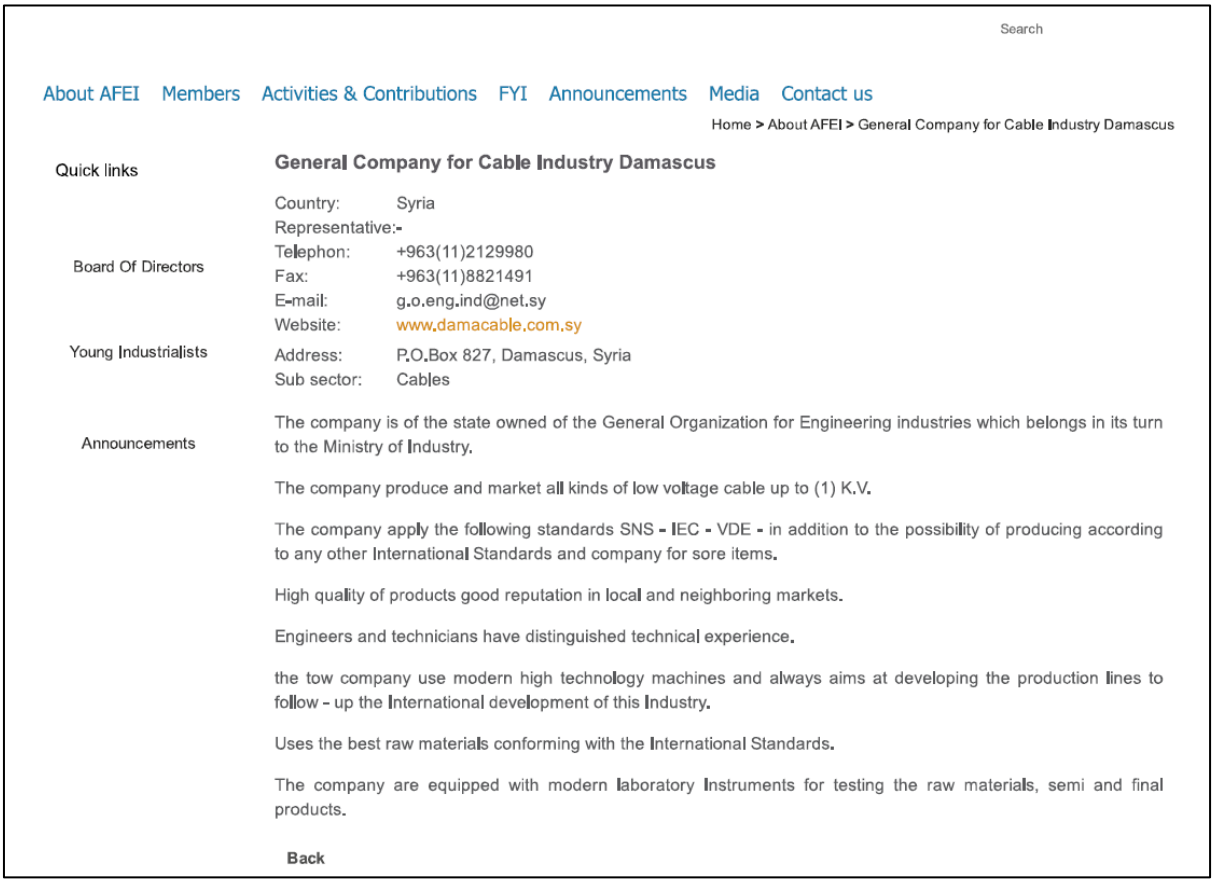
CHENGTONG TRADING CO.,LTD
For and on behalf of
CHENGTONG TRADING CO., LTD

Authorised Signature(S)

Metallic Manufacturing Factory

Source: The Panel

Annex 39: Information on General Company for Cable



Search

About AFEI Members Activities & Contributions FYI Announcements Media Contact us

Home > About AFEI > General Company for Cable Industry Damascus

Quick links

Board Of Directors

Young Industrialists

Announcements

General Company for Cable Industry Damascus

Country: Syria
Representative:-
Telephon: +963(11)2129980
Fax: +963(11)8821491
E-mail: g.o.eng.ind@net.sy
Website: www.damacable.com.sy
Address: P.O.Box 827, Damascus, Syria
Sub sector: Cables

The company is of the state owned of the General Organization for Engineering industries which belongs in its turn to the Ministry of Industry.

The company produce and market all kinds of low voltage cable up to (1) K.V.

The company apply the following standards SNS - IEC - VDE - in addition to the possibility of producing according to any other International Standards and company for sore items.

High quality of products good reputation in local and neighboring markets.

Engineers and technicians have distinguished technical experience.

the tow company use modern high technology machines and always aims at developing the production lines to follow - up the International development of this Industry.

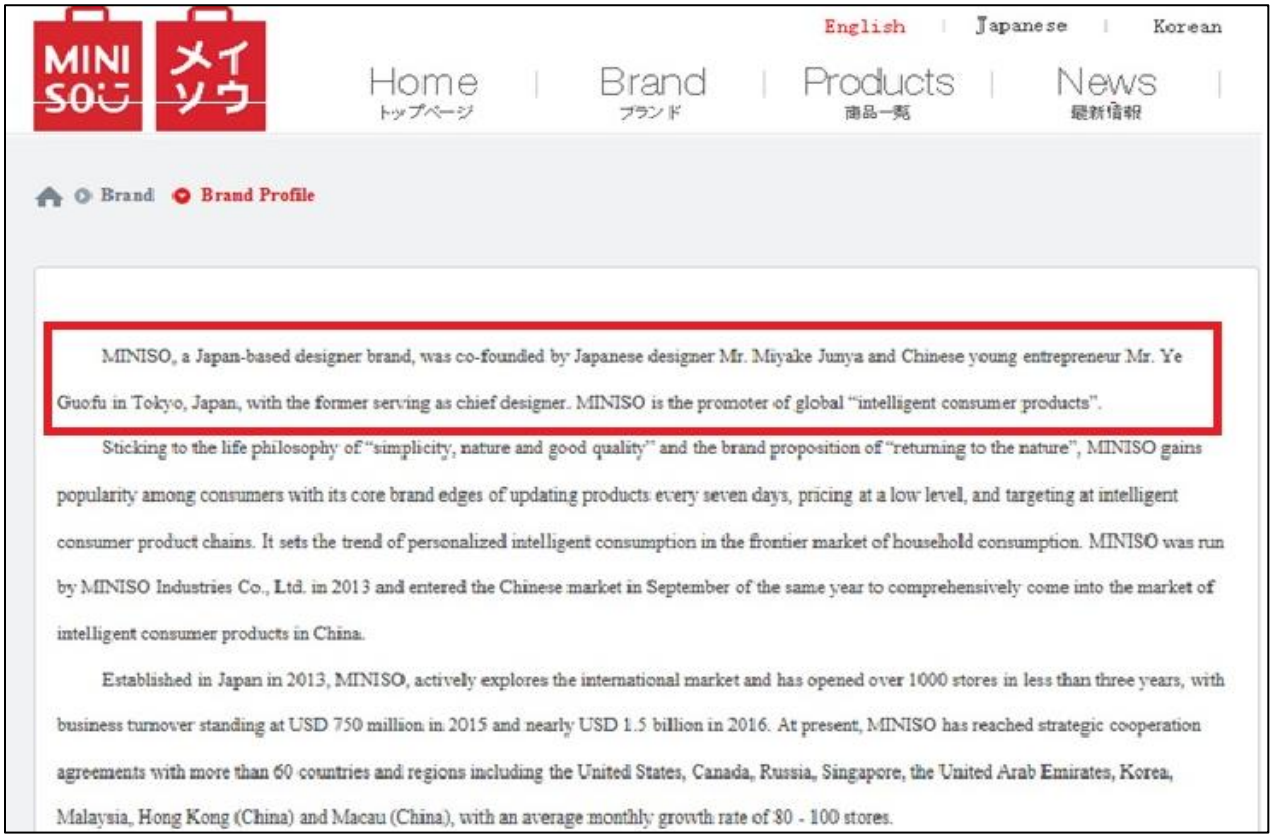
Uses the best raw materials conforming with the International Standards.

The company are equipped with modern laboratory Instruments for testing the raw materials, semi and final products.

Back

Source: http://arabengineeringindustries.org

Annex 40: MINISO's profile on its website (top) and its product sold in Pyongyang (bottom)



Source: http://www.miniso.com/getinfo.php?cid=186&top=1, accessed on 12 December 20

*Source:*NK News

Annex 41: Photos of Strategic Cooperation Signing Ceremony between MINISO and the Democratic People's Republic of Korea held on 18 January 2017

English | Japanese | Korean | Chinese | Chinese (HK)

Home | Brand | Products | News | Store | Contact

News

MINISO Signed Strategic Cooperation Agreement with North Korea, Fast Fashion Spread in the Korean Peninsula

Source: MINISO Read:1017 Date: 2017-01-22

On 18 January, 2017, Japanese fast fashion designer brand MINISO took another step forward, signing strategic cooperation agreement with North Korea after cooperating with Japan, South Korea and Mongolia, developing comprehensively in the East Asia Area. The signing of the agreement is of significant meaning to both North Korea and MINISO, for which both sides attached great importance to the signing ceremony. Mr. Miyake Junya, the global co-founder and chief designer of MINISO, Mr. Ye Guofu, global co-founder and CEO of MINISO, Mr. Li Minxin, the Vice President of MINISO Asian-Pacific together with Mr. Nan Chengyi, the chief delegate of North Korea Economic Cooperation Council China Dandong Office were present at the signing ceremony to witness this special moment.

(Illustration: MINISO signed cooperation agreement with North Korea, developing around the world.)

Source: Panel

Annex 42: Company profire on MINISO's website (Left: English website, Right: Chinese website)

Company profile page accessed on 11 October 2017

Source: Company official website at
http://www.minisohome.com/getinfo.php?cid=186&top=1 (Company profile in English)
http://www.miniso.cn/getinfo.php?cid=186&top=1 (Company profile in Chinese)

Annex 43: DPRK Bank representatives subject to expulsion under paragraph 33 of resolution 2321 (2016)

Names /Alias	Title and activities **	Location **	Passport number / Expiry UN Security Council designations where applicable
Jang Bom Su (aka Jang Pom Su, Jang Hyon U) 장범수	Tanchon Commercial Bank (hereafter TCB) Representative. Also operates in and travels to Lebanon under various aliases	Syria	Jang Bom Su: 15 April 1957. Under aka Jang Hyon U: 22 Feb 1958; Dip PP no. 836110034, exp 1 Jan 2020 UN Res 2270 (2016) designated him as "Tanchon Commercial Bank Representative in Syria" on 2 March 2016 (amended 5 Aug. 2017) KPi.016
Jon Myung Guk (a.k.a. Cho'n Myo'ng-kuk, Jon Yong Sang) 전명국	Tanchon Commercial Bank (hereafter TCB) Representative in Syria. Also travels to and operates in Lebanon under various aliases.	Syria	18 October 1976; PP No. 654210108; PP No. 4721202031 (expires 21 February 2017); Jon Yong Sang born 25 Aug. 1976 with dip PP number 836110035, expires 1 January 2020
Ryom Huibong (aka Ryo'M Hu'I-Pong) 렴희봉	Representative of Korea Kumgang Group Bank	Dubai, UAE	18 September 1961 PP No.: 745120026 (expires 20 January 2020)
Ri Sun Chol (Aka Ri Song Chol) 리선철	Representative of Korea Kumgang Group Bank Transported money of DPRK laborers in the Middle East to the DPRK	Dubai, UAE	28 March 1964 PP No.: 836132137
Kwak Chongchol (Aka Kwak Jong-Chol) 곽정철	Deputy Representative of Korea Kumgang Group Bank	Dubai, UAE	1 January 1975 PP No.: 563220533
Kim Kyong Il (Aka Kim Kyo'ng-il 김경일	Foreign Trade Bank Representative. The office opened at least 5 accounts at Banque International Arabe Tunisie (BIAT) in Tunisia. Two of them are in the name of a front company, Kartos. Kim Kyong Il has also been involved in transactions undertaken by Daedong Credit Bank in China.	Libya	1 August 1979; PP No. 836210029 Res 2397 (2017) designated him as "FTB deputy chief representative in Libya" on 22 December (KPi.067)
Choe, Un Hyok 최은혁	Unification Development Bank (or Korea Unification Development Bank, UDB or KUDB) representative. Replaced Ri Un'So'ng. Choe Un Hyok's KUDB business card with his title of "Representative of KUDB, Moscow Russia" with the same address as the Embassy in Moscow is available in the Panel's 2017 Final Report, S/2017/150 p. 251.	Moscow, Russia	19 October 1985 PP No.: 83612287 (expires March 2021)

	Russia replied it has no information that DPRK citizen Chu Hyo'k [is] acting in Russia on behalf of or on the instructions of any DPRK financial institution. (see below)		
Chu Hyo'k (Aka Ju Hyok) 주혁	Foreign Trade Bank Representative *Russia replied Chu Hyo'k is not currently residing in Russia. (see below)*		23 Nov. 1986; PP No. 836420186, issued 28 Oct. 2016 (expires 28 Oct 2021) Res 2397 (2017) designated him as an "overseas FTB Representative" on 22 December (KPi.065)
Ri U'n-so'ng (aka Ri Eun Song; Ri Un Song) 리은성	Korea Unification Development Bank representative *Russia replied that Ri U'n-so'ng is not currently residing in Russia. (see below)*		DPRK / DOB: 23 July 1969 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Korean Unification Development Bank representative" on 22 December (KPi.078)
Ku Ja Hyong (aka Ku Cha-hyo'ng) 구자형	Foreign Trade Bank Representative	Libya (also travelled to Tunisia, UAE, and Saudi Arabia 2015-2017)	8 September 1957; PP No.: 563220533; Another PP No.: 654210218 (expires 27 June 2019 - used in July 2016) Res 2397 (2017) designated him as "FTB chief representative in Libya" on 22 December 2017 (Kpi.070)
Kim Chol Sam (aka Jin Tiesan, 金铁三) 김철삼	Daedong Credit Bank Representative since 2006, and Treasurer for DCB. PoE reporting on activities: S/2017/150, paras 225-230 and S/2017/742, paras 51-56. *China replied that he returned to the DPRK on 14 October 2016.*		11 March 1971; 645120378 Res 2321 (2016) designated him as "Representative for Korea United Development Bank" on 30 Nov (KPi.035)
Ch'oe So'k-min 최석민	Foreign Trade Bank Representative. In 2016, Ch'oe So'k-min was the deputy representative at the FTB branch office in Shenyang. He has been associated with cash transfers from that FTB office to banks affiliated with DPRK special organizations and RGB located overseas. *China replied that he is blocked from entry and that it requested Chinese banks to freeze the assets of designated individuals*	Shenyang China	25 July 1978 Res 2397(2017) designated him as "overseas FTB Representative" on 22 December (KPi.064)
Kim Tong Chol (aka: Kim Tong-ch'o'l) 김동철	Foreign Trade Bank Representative *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*	Shenyang, China	28 January 1966; PP No.: 381337404 (expires: 26 September 2016) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.068)

Ko Chol Man (aka Ko Ch'o'l-man) 고철만	Foreign Trade Bank Representative *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*	Shenyang, China	30 September 1967; PP No. 472420180 Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.069)
Mun Kyong Hwan (aka Mun Kyo'ng-hwan) 문경환	Bank of East Land Representative *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*	Dandong, China	22 August 1967; PP No. 381120660 exp. 25 March 2016 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Bank of East Land representative" on 22 December (KPi.071)
Pae Won Uk (aka Pae Wo'n-uk) 배원욱	Korea Daesong Bank Representative *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*	Beijing, China	22 August 1969; PP No.: 472120208 exp 22 Feb 2017 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Daesong Bank representative" on 22 December (KPi.072)
Pak Bong Nam (aka Lui Wai Ming; Pak Pong Nam; Pak Pong-nam) 박봉남	Ilsim International Bank representative *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*	Shenyang, China	06 May 1969 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Ilsim International Bank representative" on 22 December 2017 (KPi.073)
Pak Mun Il 박문일	Korea Daesong Bank Representative *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*	Yanji, China	DPRK / 1 January 1965; PP No.: 563335509 (expires 27/8/2018) Res 2397 (2017) designated him as "overseas official of Korea Daesong Bank" on 22 December 2017 (KPi.079)
Ri Chun Hwan (Aka Ri Ch'un-hwan) 리춘환	Foreign Trade Bank Representative *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*	Zhuhai, China	21 August 1957' PP No: 563233049 (expires 9 May 2018); PP No.: 563233049 (expires 9 May 2018) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.074)
Ri Chun Song (Aka Ri Ch'un-so'ng) 리춘성	Foreign Trade Bank Representative. Opened a Euro account at International Arab Bank of Tunisia (BAIT) on 18 July 2012 in the name of "Secretary's Delegate of the DPRK's Mission to Tripoli". Account was closed on 22 August 2013. *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*	Beijing, China	30 October 1965; PP No. 654133553 (expires 11 March 2019) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.075)
Ri Song-hyok (Aka Li Cheng He) 리성혁	Representative for Koryo Bank and Koryo Credit Development Bank. Reportedly established front companies to procure items	Beijing, China	19 March 1965 PP No. 654234735 (expires 19 May 2019) Res 2397 (2017) designated him as "overseas representative for Koryo Bank and Koryo Credit Development Bank" on 22 December (KPi.077)

	and conduct financial transactions on behalf of DPRK *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*		
Pang Su Nam (Aka Pang So-Nam, Pang Sunam) 방수남	Ilsim (ILSIM) International Bank Representative *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Zhuhai, China	1 October 1964; PP No.: 472110138
Cha Sung Jun (Aka Ch'a Su'ng-chun) 차승준	Korea Kumgang Group Bank Representative. Has held several accounts in his name at Chinese banks and is suspected of operating a cover company. *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Beijing, China	4 June 1966; PP No.: 472434355
Kim Kyong Hyok (Aka Kim Kyo'ng-hyo'k) 김경혁	Representative, Cheil Credit Bank / First Credit Bank *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Shanghai, China	5 November 1985; PP No.: 381335989 (expires 14 September 2016)
Pak Ch'O'l-Nam 박철남	Representative, Cheil Credit Bank / First Credit Ban. Opened 6 bank accounts in the name "Great Prince Limited (崇王有限公司)"in banks in Hong Kong and Shenzhen, China" *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Beijing, China	16 June 1971 PP No.: 745420413 (expires 19 November 2020)
Jo Chol Song (Aka Cho Ch'o'l-So'ng) 조철성	Deputy Representative for the Korea Kwangson Banking Corporation (KKBC) Uses false entity names for the KKBC, such as "Good Field Trading Limited (城豐貿易有限公司)" and "Golden Tiger Investment Group (	Dandong, China	25 September 1984 PP: 654320502 (expires 16 September 2019) Res 2371(2017) designated him as "Representative for Korea United Development Bank" on 5 Aug (KPi.058)

	金虎(香港)國際投資集團有限公司)", both registered in Hong Kong. *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*		
Ho Young Il (Aka Ho' Yo'ng-il) 허영일	Hana Bank Representative In 2016, Ho Young Il was associated with a high volume of USD transactions for the FTB.	Dandong China	DPRK/ DOB: 9 September 1968
Kim Mun Chol (Aka Kim Mun-ch'o'l) 김문철	Representative for Korea United Development Bank. Uses false entity names including "Chongryu Technical Company" or "Kyong Un Trading Company" *China replied that as a designated individual, he has been blocked from entry and Chinese banks requested to freeze his assets*	Dandong, China	25 March 1957 Res 2371(2017) designated him as "Representative for Korea United Development Bank" on 5 Aug (KPi.060)
Choe Chun Yong (Aka Ch'oe Ch'un-yo'ng)	Ilsim International Bank Representative		PP no: 654410078 Res 2371(2017) designated him as "Representative for Ilsim International Bank" on 5 Aug (KPi.054)
Ko Tae Hun (Aka Kim Myong Gi)	Tanchon Commercial Bank Representative	Transited China, Ethiopia, UAE, visited Sudan[1]	25 May 1972; PP 563120630 (expires 20 March 2018) UN Res 2270 (2016) designated him as "Tanchon Commercial Bank (TCB) official" on 2 March (KPi.025)
Kang Min 강 민	Daesong Bank representative who, in late 2016, held Chinese bank accounts. *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Beijing, China	07 May 1980; PP 563132918 (expires 04 February 2018)
Kim Sang Ho 김상호	Representative, Korea Daesong Bank As of 2015, Kim Sangho was an Office 39 official posted as a Korea Daesong Trading Company representative in Yanji, China. *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK*	Yanji, China	16 May 1957 PP No.: 563337601 (expires: 26 September 2018)

[1] See S/2017/150, p. 64

	financial institutions		
Kim Jong Man (Aka Kim Cho'ng Man) 김정만	Representative, Korea Unification Development Bank. In 2015, he was an Office 39 official posted to Hong Kong. *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Zhuhai, China	16 July 1956; PP No.: 918320780
Kim Hyok Chol (Aka Kim Hyo'k-Cho'l, Hyok Chol Kim) 김혁철	Deputy Representative, Korea Unification Development Bank *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Zhuhai, China	9 July 1978; PP No.: 472235761 (expires 6 June 2017)
Ri Song-Hyok 리성혁	Koryo Bank Representative, He has reportedly established several front companies in order to procure items and conduct financial transactions on behalf of DPRK. *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Beijing, China	19 March 1965; PP No.: 654234735 (expires 19 May 2019)
Ri Ho Nam (aka Ri Ho-nam) 리호남	Ryugyong Commercial Bank branch representative (2014 to present) *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Beijing, China	DOB: 3 January 1967; PP No.: 654120210 (expires 21 February 2019
Pak Ch'O'l-Nam 박철남	Representative, Cheil Credit Bank / First Credit Ban. Opened 6 bank accounts using the name "Great Prince Limited (崇王有限公司)"in banks in Hong Kong and Shenzhen, China *China replied that he is not designated by the UN and that it does not have specific information on his relationship with DPRK financial institutions*	Beijing, China	16 June 1971; PP No.: 745420413 (expires 19 November 2020)
Ms. Kim Su Gyong 김수경	Korea United Development Bank (KUDB) Representative. Since 2011 made multiple trips	Europe, also transited	16 January 1973; PP 745120374

	around Europe, especially in France and Italy, with the assistance of her father, Kim Yong Nam, and brother, Kim Su-Gwang, RGB agents who used their status as staff members of international organizations to help her obtain visas. Kim Su-Gwang (Kim Sou Kwang) recently departed Belarus. See: S/2017/742 para 50 and S/2016/15, para 187.	UAE and the Russian Federation[2]	
Mun Cho'ng-Ch'o'l 문정철	Tanchon Commercial Bank Representative. Has facilitated transactions for TCB.		Res 2094 (2013) designated him as "Tanchon Commercial Bank (TCB) official" on 7 March (KPi.012)
HAN, Jang Su HAN, Chang-su	Foreign Trade Bank Chief Representative		DOB 08 Nov 1969; PP No. 745420176

**Based on Member States information or UN documents

Sources: Information provided to the Panel by Member States and UN documents

[2] The Russian Federation informed the Panel that unilateral sanctions were "not an argument for suspicion of unlawful activities on Russian territory".

Member State replies to Panel inquiries on entry/exit data of the above-mentioned individuals and any measures taken to expel them in accordance with the resolutions:

Russia letter to the Panel of 23 January 2018:

The Russian Federation has no information that DPRK citizens Chu Hyo'k, Choe Un Hyok, Ji Sang Jun and Ri U'n So'ng are acting in Russia on behalf of or on the instructions of any DPRK financial institution. Chu Hyo'k, Ji Sang Jun and Ri U'n-So'ng are not currently residing in Russia. We will inform you accordingly in case we receive additional information on the whereabouts of Choe Un Hyok".

Reply by China to the Panel of 25 January 2018:

"China seriously checked the list provided by the Panel. The 12 DPRK individuals KIM TONG CHOL in the list are designated individuals by the Security Council. After the relevant individuals were designated in the Security Council list, the Chinese competent authorities immediately listed them as the persons not allowed to enter China, and forbade their entry into China or transit through China for a third country. The Chinese competent authorities further requested Chinese banks and financial institutions to immediately freeze the assets of designated individuals and not to provide any fund, financial asset or economic resource to designated individuals. The relevant measures have been stricted implemented.

The other 10 individuals including HO YOUNG IL in the list are not the individuals designated by the Security Council. China does not have specific information about their relationship with the DPRK financial instittions or entities designated by the Security Council resolutions. If the Panel obtains solid evidence in this regard, it can be provided to China".

Annex 44 Information on DPRK financial institutions with overseas representatives

(To assist in the identification of bank representatives)

Names, alias, Korean and Chinese spelling	HQ address / phone / fax/ SWIFT	Designations and information provided to Panel by Member States and United Nations resolutions
Foreign Trade Bank (FTB) 조선무역은행 朝鲜贸易银行 aka: Mooyokbank , Korea Trade Bank, Mooyokbank,	FTB Building, Jungsong dong, Central District, Pyongyang Tel: +850 2 18111 Fax: +850 2 3814467 SWIFT/BIC FTBD KP PY	Res 2371(2017) on 5 Aug (KPe.047) State-owned bank which acts as the DPRK's primary foreign exchange bank and has provided key financial support to the Korea Kwangson Banking Corporation.
Koryo Bank 고려은행 高丽银行	Koryo Bank Building, Pyongyang, Democratic People's Republic of Korea	Res 2356 (2017) on 2 June 2017 (KPe.045) Associated with Office 38 and Office 39 of the KWP. Operated by Korea Myohyang Economic Group; joint venture partner in Koryo-Global Bank.
Koryo Credit Development Bank / Daesong Credit Development Bank [JV] (Aka. Koryo-Global Credit Bank, Koryo Global Trust Bank) 고려신용개발은행 대성신용개발은행 (aka 고려글로벌신용은행)	Yanggakdo International Hotel, Pyongyang Te;: +850 2 381 4100 Fax: +850 2 341 4013	Res 2371(2017) on 5 August (KPe.049) Joint venture with Koryo Bank
Korea Daesong Bank 대성은행 / 조선 대성은행 大成银行 aka: Choson Taesong Unhaeng , Daesong Bank, Taesong Bank	Segori-dong, Gyongheung Street, Pyongyang +850 2 818221; Fax +850 2 814576 SWIFT/BIC: KDBKKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November (KPe.035) Owned and controlled by Office 39 of the Korea Workers' Party.
Korea Kwangson Banking Corporation 조선광선은행 朝鲜光鲜银行, Korea Kwangson Finance Company	Jungsong-dong, Sungri Street, Central District, Pyongyang	Res 2370 (2016) on 2 March 2016 Provides financial services in support to Tanchon Commercial Bank and Korea Hyoksin Trading Corporation, a subordinate of the Korea Ryonbong General Corporation. Tanchon has used KKBC to facilitate funds transfers likely amounting to millions of dollars, including transfers involving KOMID-related funds. For more info see PoE report S/2017/150, p. 63.
Ryugyong Commerical Bank (RCB) 류경상업은행/류상은행 Ryusang Bank, 柳京商业银行, 柳商银行	Changgwang Hotel, 5th Floor; Beijing, China; Dandong, China	Two ATMs at Pyongyang Airport and one in the lobby of Changgwang Inn. *Ryugyong Commercial Bank ATM lists an address in the Changgwang Foreign House, Suite #05-24*

		Joint Venture with OCN Pyongyang Office and Koryo Commerical Bank
Korea Unification (United) Development Bank (조선) 통일발전은행 (朝鲜)统一发展银行 aka: Myohyangsan Bank, Unification Development Bank, T'ongil Palchon Bank, Korea Tongil Paljon Bank, Korea Reunification Development Bank	KUDB Building, Pyongyang SWIFT/BIC: KUDBKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November 2016 (KPe.033) USA on 16 March 2016 UN POE report info: /S/2017/150, p 62.
Hana Banking Corporation 하나은행 aka Korea Kumsong Bank, Kumsong Bank, Single-Minded International Bank,	ISB Building, Pyongyang; Haebangsan Hotel, Jungsong-Dong, Sungri Street, Central District, Pyongyang, Dandong, China SWIFT/BIC BRBKKPPIXXX	Partial Ownership by Central Bank. Overseas several Bank Card product lines for domestic use
Ilsim International Bank 일심국제은행 日心国际银行	Pyongyang, Democratic People's Republic of Korea SWIFT: ILSIKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November (KPe.034) Affiliated with the DPRK military and has close relationship with Korea Kwangson Banking Corporation (KKBC) and has attempted to evade United Nations sanctions.
First Credit Bank. (JV) or Cheil Credit Bank 제일신용은행 第一信用银行 aka: First Trust Bank Corporation, Jeil Credit Bank, Kyongyong Credit Bank	a) 3-18 Pyongyang Information Center, Potonggang District (as of 2016). b) i Rakrang District, Jongbaek 1-dong Tel: +850 2 433-1575 (02-433-1575) SWIFT: KYCBKPPYXXX Rakrang Tel: 961-3331, 961-0003	Belongs to Workers Party of Korea. It was established in 2008 as JV venture with Singapore's Miracle Commerce Pte. Ltd., and its CEO William Toh (aka Toh Hwee Howe) who has been involved in trade with the DPRK using his other two companies, I-Tech Intelligence Resources and Sinsar Trading Ltd.
Koryo Commercial Bank 고려상업은행 高丽商业银行 aka Korea Commercial Bank	KCB Building, Taedonggang District, Pyongyang; ; Beijing, China; Shenyang, China; SWIFT/BIC KCBKKPP1	Joint Venture with OCN and Ryugyong Commerical Bank
Tanchon Commercial Bank 단천상업은행 端川商业银行	Saemul 1-Dong Pyongchon District, Pyongyang	Designated by UN on 24 Apr. 2009 (KPe.003)

AKA: Changgwang Credit Bank, (창광신용은행) Korea Changgwang Credit Bank (조선창광신용은행); Yongaksan Bank (용악산은행), Lyongaksan Bank (룡악산은행)		Main DPRK financial entity for sales of conventional arms, ballistic missiles, and goods related to the assembly and manufacture of such weapons. Under Second Economic Committee; financial arm of KOMID.
Bank of East Land 동방은행 aka: Dongbang Bank, Tongbang U'Nhaeng, Tongbang Bank, Haedong Bank (해동은행)	BEL Building, Jonsung-Dong, Pyongyang Tel: +850 2 18111 Fax: +850 2 3814410	Res 2087 (2013) on 22 January 2013 (KPe.013) Info in UN Panel reports: S/2017/150; pp 76-77 and S/2017/742, para 61. Facilitates weapons-related transactions for, and other support to, arms manufacturer and exporter Green Pine Associated Corporation. Has actively worked with Green Pine to transfer funds in a manner that circumvents sanctions.
Korea United Development Bank (KUDB) 조선통일발전은행 (朝鲜）统一发展银行 aka: Myohyangsan Bank, Unification Development Bank, T'ongil Palchon Bank, Korea Tongil Paljon Bank, Korea Reunification Development Bank	KUDB Building, Pyongyang SWIFT/BIC: KUDBKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November (KPe.033) Information in UN POE report: S/2017/742, p. 22
Korea Kumgang Group Bank / Kumgang Bank (조선) 금강은행 金刚银行 aka: Kumgang Export and Import Bank	Kumgang Bank Building, Central District, Pyongyang	Associated with Korea Ponghwa General Corporation (under External Economic Committee of the Cabinet) and Korea Pyongyang Trading Company
Daedong Credit Bank 대동신용은행 大同信用银行 Aka Taedong Credit Bank, Dae-Dong Credit Bank, DCB Finance Ltd, Perigrine-Daesong Development Bank	Suite 401, Potonggang Hotel, Ansan-Dong, Pyongchon District, Pyongyang, (b) Ansan-dong, Botonggang Hotel, Pongchon, Pyongyang, +850 2 3814866 SWIFT: DCBK KPPY	Res 2270 (2016) on 2 March 2016 (KPe.023) Representative offices and front companies in China according to Panel: S/2017/150, paras 225-230 and S/2017/742, paras 51-56. Clients include: T Specialist International (Singapore) Ltd, OCN (Singapore) International Distribution Ptd Ltd; Pan Systems; Dalian Daxin Electron Co Ltd, Hongdae International, Yueda International Trading Co, Hing Heng, Korea Sinheung Trading Co, Hana Electronics.
Tanchon Commercial Bank 단천상업은행 端川商业银行 AKA: Changgwang Credit Bank, (창광신용은행) Korea Changgwang Credit Bank (조선창광신용은행); Yongaksan Bank	Saemul 1-Dong Pyongchon District, Pyongyang	Designated by UN on 24 Apr. 2009 (KPe.003) Main DPRK financial entity for sales of conventional arms, ballistic missiles, and goods related to the assembly and manufacture of such weapons. Under Second Economic Committee; financial arm of KOMID.

(용악산은행), Lyongaksan Bank (룡악산은행)		

Sources: Information provided to the Panel by Member States, United Nations resolutions, "The List established and maintained pursuant to Security Council res. 1718 (2006), UN Panel of Experts reports

Annex 45: Jin Huixing (金辉星) and Ji Honghua (吉红花) bank account opening documents showing address as DPRK Embassy Tripoli as well as Chinese passports

[redacted]

DEMANDE D'OUVERTURE DE COMPTE

N° du Compte: 3351024622 — Devise: EUR

Nom/Prénom
ou R.Sociale : Mr JIN HUIXING

Code client : 630349

Point de vente: AGENCE DJERBA HOUMT ESSOUK (33)

Date de naissance : 07/12/1986 à

Sexe: M

Date de constitution :

Nationalité : CN

Forme juridique : PERSONNE PHYSIQUE ETRANGERE

Secteur d'activité : Employés administratifs

Fonction : Employés de bureau

Document d'identité	Numéro	Délivré le	Lieu
PASSEPORT	G38783026	16/11/2009	CHINA

Autorisation BCT :

Date Autorisation BCT :

Adresse : EMBASSY OF DEMOCRATIC KOREA TRIPOLI LIBYA

Code PTT: 9999 ADRESSE A L'ETRANGER

Adresse e-mail : wilsonkim@126.com

N° Téléphone Fixe: 00862423415700

N° GSM: 008613464016209

Code Marché/Segment : 16

Option de signature : Séparée

[redacted]

Code client : 630349
Nom et Prénom : Mr JIN HUIXING
Date et lieu de naissance : 07/12/1986 -
Identité : PASSEPORT-G38783026 du 16/11/2009-CHINA
Adresse : EMBASSY OF DEMOCRATIC KOREA TRIPOLI LIBYA
9999 ADRESSE A L'ETRANGER

Signature du Titulaire

Code mandataire :
Nom et Prénom :
Date et lieu de naissance :
Identité :
Adresse :

Signature du Mandataire

Code mandataire :
Nom et Prénom :
Date et lieu de naissance :
Identité :
Adresse :

Signature du Mandataire

Code mandataire :
Nom et Prénom :
Date et lieu de naissance :
Identité :
Adresse :

Signature du Mandataire

350 349

中华人民共和国外交部请各国军政机关对持照人予以通行的便利和必要的协助。

The Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China requests all civil and military authorities of foreign countries to allow the bearer of this passport to pass freely and afford assistance in case of need.

护 照 PASSPORT

类型 / Type P

国家码 / Country Code CHN

护照号 / Passport No. G38783026

姓 / Surname
金/JIN

名 / Given names
辉星/HUIXING

性别 / Sex
男/M

出生日期 / Date of birth
07 DEC 1986

签发日期 / Date of issue
16 NOV 2009

签发机关 / Authority
公安部出入境管理局

出生地点 / Place of birth
辽宁/LIAONING

签发地点 / Place of issue
辽宁/LIAONING

有效期至 / Date of expiry
15 NOV 2019

Exit & Entry Administration
Ministry of Public Security

49705179

P<CHNJIN<<HUIXING<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<
G387830267CHN8612076M1911150192021O4<<<<<<56

[redacted]

DEMANDE D'OUVERTURE DE COMPTE

N° du Compte: **3351024630** Devise : **USD**

Nom/Prénom
ou R.Sociale : **Mme JI HONGHUA**

Code client : **630380**

Point de vente: **AGENCE DJERBA HOUMT ESSOUK (33)**

Date de naissance : **15/04/1968 à**

Sexe: **FEMALE**

Date de constitution :

Nationalité : **CN**

Forme juridique : **PERSONNE PHYSIQUE ETRANGERE**

Secteur d'activité : **Employés administratifs**

Fonction : **Autres cadres supérieurs**

Document d'identité	Numéro	Délivré le	Lieu
PASSEPORT	**G48607033**	**19/01/2011**	**CHINA**

Autorisation BCT :

Date Autorisation BCT :

Adresse : **EMBASSY OF DEMOCRATIC KOREA TRIPOLI LIBYA**

Code PTT: **9999 ADRESSE A L'ETRANGER**

Adresse e-mail : **wilsonkim@126.com**

N° Téléphone Fixe: **00862423415700**

N° GSM: **008613464016209**

Code Marché/Segment : **16**

Option de signature : **Séparée**

Code client : **630380**
Nom et Prénom : **Mme JI HONGHUA**
Date et lieu de naissance : **15/04/1968 -**

Identité : **PASSEPORT-G48607033 du 19/01/2011-CHINA**

Adresse : **EMBASSY OF DEMOCRATIC KOREA TRIPOLI LIBYA**
9999 ADRESSE A L'ETRANGER

Signature du Titulaire

Code mandataire :
Nom et Prénom :
Date et lieu de naissance :
Identité :
Adresse :

Signature du Mandataire

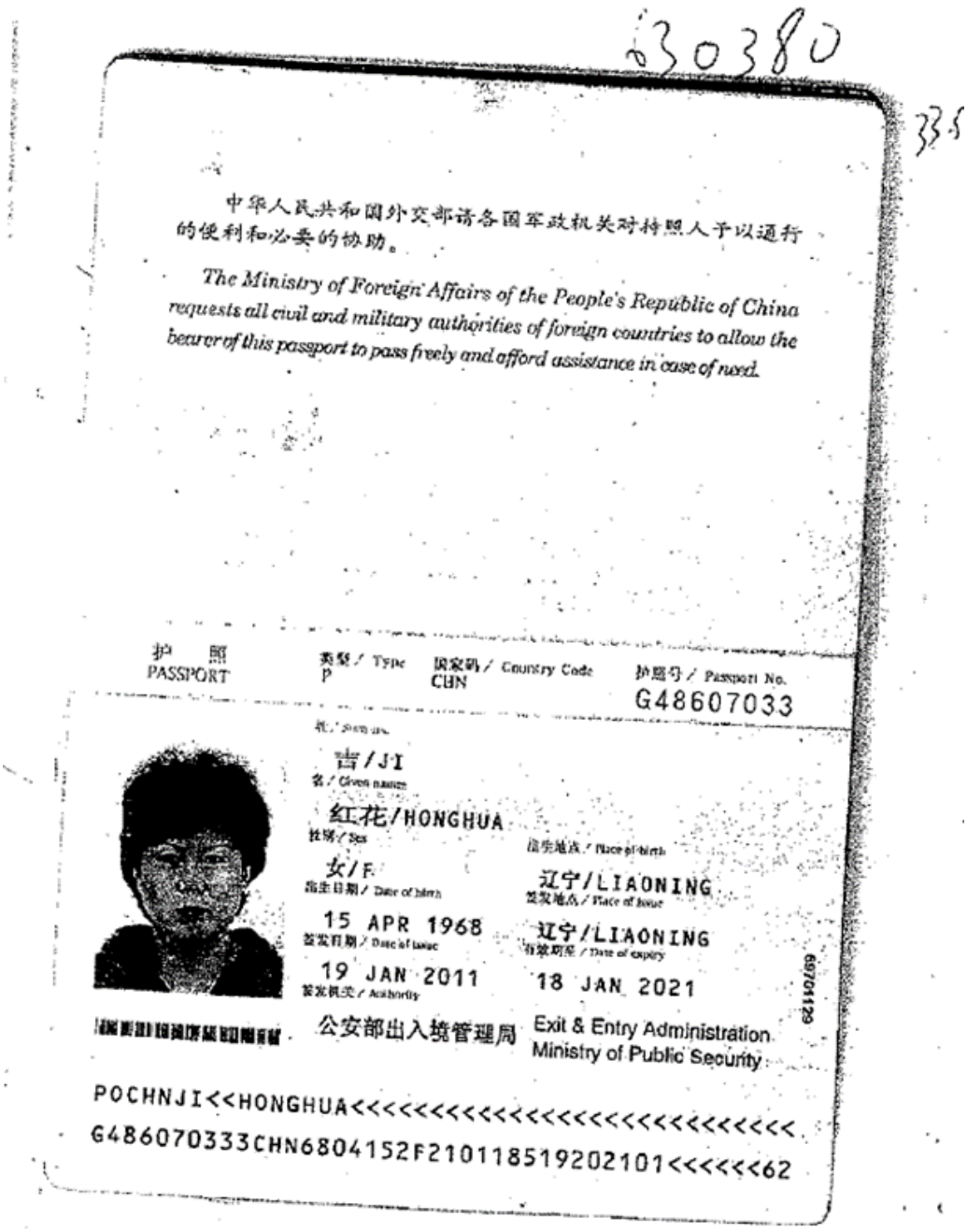
Code mandataire :
Nom et Prénom :
Date et lieu de naissance :
Identité :
Adresse :

Signature du Mandataire

Code mandataire :
Nom et Prénom :
Date et lieu de naissance :
Identité :
Adresse :

Signature du Mandataire

BIAT 025



中华人民共和国外交部请各国军政机关对持照人予以通行的便利和必要的协助。

The Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China requests all civil and military authorities of foreign countries to allow the bearer of this passport to pass freely and afford assistance in case of need.

护照 PASSPORT

类型 / Type P

国家码 / Country Code CHN

护照号 / Passport No. G48607033

姓 / Surname 吉 / JI

名 / Given names 红花 / HONGHUA

性别 / Sex 女 / F.

出生日期 / Date of birth 15 APR 1968

出生地点 / Place of birth 辽宁 / LIAONING

签发日期 / Date of issue 19 JAN 2011

签发地点 / Place of issue 辽宁 / LIAONING

有效期至 / Date of expiry 18 JAN 2021

签发机关 / Authority 公安部出入境管理局 Exit & Entry Administration Ministry of Public Security

P<CHNJI<<HONGHUA<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<

G486070333CHN6804152F2101185192021O1<<<<<<62

Annex 46: Kim Su Gwang biodata and supplemental information

Name:	Kim Su Gwang
AKA	Kim Sou-gwang, Son-kwang KIM, KIM Son-gwang, KIM Su-kwang, KIM Sou Kwang
DOB: Passport #	18 August 1976 DPRK passport number 918220369, issued on 13 May 2008, expired on 13 May 2013; LP # A549083 exp15 Feb 2011. In possession of several forged passports.
Affiliations and activities:	Officer of the Reconnaissance General Bureau with strong skills in IT, encryption and communications. Deputy Trade Representative, Minsk, Belarus from 24 September to 16 December 2017. Former employee of an international organization Son of RGB Official Kim Yong Nam, who also the cover of a position as international civil servant to carry out activities in support of RGB itinerant officers working undercover in Europe and worldwide. Establishes bank accounts in the name of his wife, Kim Kyong Hui
Address:	Address no 1: 84 Viale della Grande Muraglia, 00144 Rome, Italy Address 2: Via C.G. Viola 68, Rome, 00148, Italy
Telephone:	Work: 00390665131 Cell: 00393406777671

Supplemental information on Kim Su Gwang and his father, Kim Yong Nam's, educational and professional activities

According to information provided to the Panel, Mr. Kim Su Gwang served as an IT officer for an international organization where he engaged in systems networking, network design and programming, server and operating systems engineering, telecommunications, and systems networking. He was hired to the headquarters of the international orgnaization from Paris, where he received his Master's Degree in Telecommunications from the Ecole Nationale Superieure de Telecommunications de Paris (ENST) and another Master's Degree in Information Systems from the Institut Superieur d'electronique de Paris (ISEP). His projects at these universities included: "laser technology in the military area"; "impact of comic ray on the earth and or/ of radio activities on Very High Integrated Components" and "Optimal Reception Algorithms for Digital Audio Communications." Kim Su Gwang previously worked in Paris at the Manugistics as a systems engineer undertaking software development. He regularly travelled to Paris both in the framework of his work and also as personal deviations from work trips made to London.

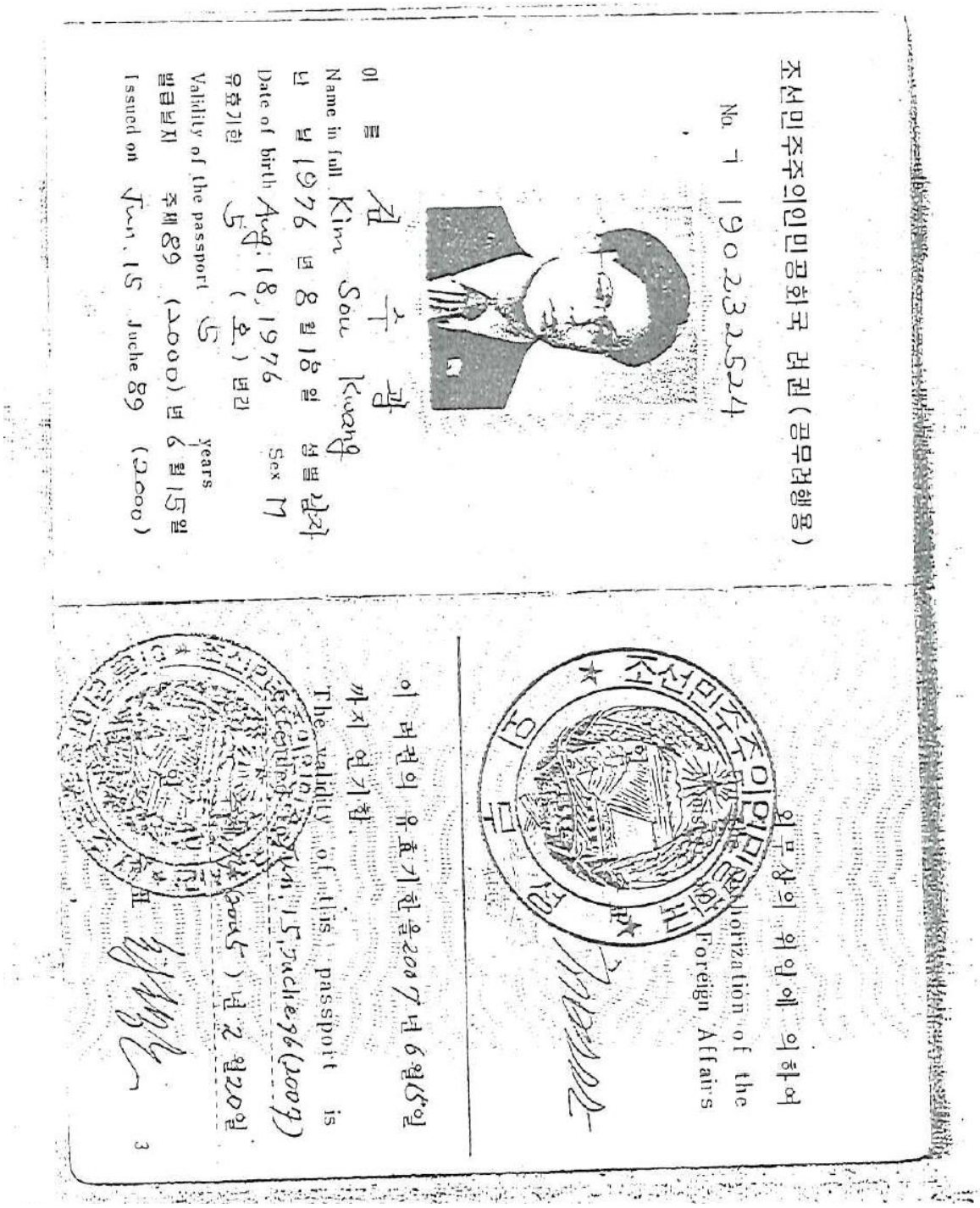
At his work, Mr. Kim Su Gwang was given positions with significant responsibility for the organization's information systems and resources. He served as Team Leader of Technical Infrastructure for the global information system used to track all the organization's activity worldwide, from planning projects and tracking food aid shipments to managing finances and paying staff salaries. In the Haiti Country Office

of the organization at which he worked, he managed a multi-million ICT budget for the 2010 post-earthquake recovery effort involving 6 sub offices for which he also engaged in assets management.

With regard to Kim Su Gwang's father, Mr. Kim Yong Nam, before taking up his position at another international organization, he received his diploma as an electronics engineer and served as the Head of the Computer Department at Kim Chaek University of Technology in Pyongyang, where he designed a "Duplex Computer System" for the DPRK's Foreign Trade Bank, designed and constructed a minicomputer Central Processing Unit. He also led research teams and lectured in computer programming, computer systems, computer architecture, and microcomputer design. Before taking up his position at UNESCO in Paris, Mr. Kim Yong Nam also spent three years at the Joint Institute for Nuclear Research (JINR) in Dubna, Russian Federation, as part of a team developing a computer-based Data Processing System for the data of nuclear reactors. While at UNESCO, Kim implemented various IT projects including the establishment of a Computer Center for Training and Telecommunications services in Azerbaijan, a "Regional Academy of Advanced Network Administration and Design" in Kiev; a "Regional Academy for Computer-assisted Teaching and Learning" in Ukraine; a "Technological University of Tajikistan Computer Center for Training and Informatics Skill Development"; a "Computer Center for Training and Business Services" in Azerbaijan; a project entitled, "Advanced Information Technology Development in partners with Kiev Taras Shevchenko University in Ukraine; and "Advanced ICT Training sessions" in the Republic of Korea.

Source: The Panel

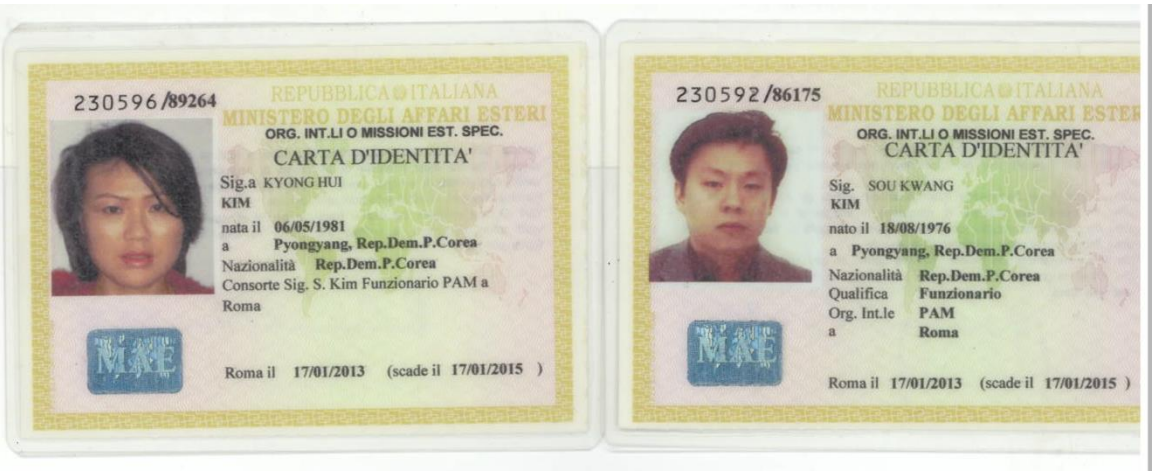
Annex 47: Passports of Kim Su Gwang (in name of Kim Sou Kwang)
(aka Kim Sou-gwang, Son-kwang KIM, KIM Son-gwang, KIM Su-kwang)



Source: The Panel

Source: The Panel

Annex 48: Copies of Ministry of Foreign Affairs of Italy Identity Cards for Kim Su Gwang (in name of Kim Sou Kwang), his wife Kim Kyong Hui



Source: The Panel

Annex 49: Corporate registration documents for OCN (Singapore) Pte Ltd and T Specialist International (Singapore) showing same address and Director, Ng Kheng Wah ("Leo)

1. OCN (Singapore) Pte Ltd Registration

ACCOUNTING AND CORPORATE REGULATORY AUTHORITY (ACRA) bizfile

INFORMATION RESOURCES

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

Business Profile (Company) of OCN (SINGAPORE) PTE LTD (198803322G) Date: 03/02/2017

The Following Are The Brief Particulars of :

Registration No.	:	198803322G
Company Name.	:	OCN (SINGAPORE) PTE LTD
Former Name if any	:	
Incorporation Date.	:	15/09/1988
Company Type	:	EXEMPT PRIVATE COMPANY LIMITED BY SHARES
Status	:	Live Company
Status Date	:	15/09/1988

Principal Activities

Activities (I)	:	OTHER HOLDING COMPANIES (64202)
Description	:	
Activities (II)	:	GENERAL WHOLESALE TRADE (INCLUDING GENERAL IMPORTERS AND EXPORTERS) (46900)
Description	:	

Capital

Issued Share Capital (AMOUNT)	Number of Shares *	Currency	Share Type
1200000	1200000	SINGAPORE, DOLLARS	ORDINARY

* Number of Shares includes number of Treasury Shares

Paid-Up Capital (AMOUNT)	Number of Shares	Currency	Share Type
1200000		SINGAPORE, DOLLARS	ORDINARY

COMPANY HAS THE FOLLOWING ORDINARY SHARES HELD AS TREASURY SHARES

Number Of Shares	Currency

INFORMATION RESOURCES

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

Business Profile (Company) of OCN (SINGAPORE) PTE LTD (198803322G) Date: 03/02/2017

Registered Office Address	:	381 JOO CHIAT ROAD #04-00 OCN BUILDING SINGAPORE (427621)
Date of Address	:	18/01/2011
Date of Last AGM	:	30/06/2016
Date of Last AR	:	08/07/2016
Date of A/C Laid at Last AGM	:	31/12/2015
Date of Lodgment of AR, A/C	:	08/07/2016

Audit Firms

NAME
FIDES PAC

Charges

Charge No.	Date Registered	Currency	Amount Secured	Chargee(s)

Officers/Authorised Representative(s)

Name / Address	ID	Nationality / Position Held	Source of Address	Date of Appointment
NG KHENG WAH 30 OLIVE ROAD CALDECOTT HILL ESTATE SINGAPORE (298267)	S1531876G	SINGAPORE CITIZEN Director	OSCARS	23/08/1990
NG KHENG ING 36 KEW HEIGHTS SINGAPORE (465979)	S1433838A	SINGAPORE CITIZEN Director	OSCARS	06/03/2008
KO FU HENG 451 YISHUN RING ROAD #05-124 JADE SPRING @ YISHUN SINGAPORE (760451)	S8008313J	SINGAPORE CITIZEN Secretary	ACRA	01/08/2016

Shareholder(s)

Name / Address	ID	Nationality/Place of incorporation/Origin	Source of Address	Address Changed

ACCOUNTING AND CORPORATE REGULATORY AUTHORITY (ACRA) bizfile

INFORMATION RESOURCES

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

Business Profile (Company) of OCN (SINGAPORE) PTE LTD (198803322G)

Date: 03/02/2017

Shareholder(s)

	Name / Address	ID	Nationality/Place of incorporation/Origin	Source of Address	Address Changed
1	NG SWEE HONG (DECEASED) 46 JALAN AMPANG SINGAPORE (268632)	S0718906J	SINGAPORE CITIZEN	OSCARS	11/06/2007
	Ordinary(Number): 1	Currency: SINGAPORE, DOLLARS			
2	NG KHENG ING 36 KEW HEIGHTS SINGAPORE (465979)	S1433838A	SINGAPORE CITIZEN	OSCARS	16/03/2008
	Ordinary(Number): 1139999	Currency: SINGAPORE, DOLLARS			
3	NG KHENG WAH 30 OLIVE ROAD CALDECOTT HILL ESTATE SINGAPORE (298267)	S1531876G	SINGAPORE CITIZEN	OSCARS	17/05/2009
	Ordinary(Number): 60000	Currency: SINGAPORE, DOLLARS			

2. T Specialist International (S) Ptd Ltd Corporate Registration

ACCOUNTING AND CORPORATE REGULATORY AUTHORITY (ACRA) bizfile+

INFORMATION RESOURCES

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

Business Profile (Company) of T SPECIALIST INTERNATIONAL (S) PTE LTD (199705960W)

Date: 10/03/2017

The Following Are The Brief Particulars of :

Registration No.	:	199705960W
Company Name.	:	T SPECIALIST INTERNATIONAL (S) PTE LTD (w.e.f.28/10/1998)
Former Name if any	:	TILE SPECIALIST INTERNATIONAL (SINGAPORE) PTE LTD
Incorporation Date.	:	27/08/1997
Company Type	:	PRIVATE COMPANY LIMITED BY SHARES
Status	:	Live Company
Status Date	:	27/08/1997

Principal Activities

Activities (I)	:	GENERAL WHOLESALE TRADE (INCLUDING GENERAL IMPORTERS AND EXPORTERS) (46900)
Description	:	
Activities (II)	:	OTHER BUSINESS SUPPORT SERVICE ACTIVITIES (EG JUNKETS, ADMINISTRATION OF LOYALTY PROGRAMMES) (82999)
Description	:	

Capital

Issued Share Capital (AMOUNT)	Number of Shares *	Currency	Share Type
6080002	6080002	SINGAPORE, DOLLARS	ORDINARY

* Number of Shares includes number of Treasury Shares

Paid-Up Capital (AMOUNT)	Number of Shares	Currency	Share Type
6080002		SINGAPORE, DOLLARS	ORDINARY

COMPANY HAS THE FOLLOWING ORDINARY SHARES HELD AS TREASURY SHARES

Number Of Shares	Currency

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

Business Profile (Company) of T SPECIALIST INTERNATIONAL (S) PTE LTD (199705960W)

Date: 10/03/2017

Registered Office Address	:	381 JOO CHIAT ROAD #04-00 LAGUN SARI BUILDING SINGAPORE (427621)
Date of Address	:	19/10/2001
Date of Last AGM	:	30/06/2016
Date of Last AR	:	08/07/2016
Date of A/C Laid at Last AGM	:	31/12/2015
Date of Lodgment of AR, A/C	:	08/07/2016

Audit Firms

NAME
MY PARTNERSHIP

Charges

Charge No.	Date Registered	Currency	Amount Secured	Chargee(s)
C201402922	20/03/2014		All Monies	RHB BANK BERHAD
C201410526	26/09/2014		All Monies	CIMB BANK BERHAD
C201611654	17/11/2016		All Monies	MALAYAN BANKING BERHAD
C201611655	17/11/2016		All Monies	MALAYAN BANKING BERHAD

Officers/Authorised Representative(s)

Name / Address	ID	Nationality / Position Held	Source of Address	Date of Appointment
NG KHENG WAH	S1531876G	SINGAPORE CITIZEN	OSCARS	27/08/1997
30 OLIVE ROAD CALDECOTT HILL ESTATE SINGAPORE (298267)		Director		
CHEW NG SEW	S0194238G	SINGAPORE CITIZEN	OSCARS	27/08/1997
15 LEONIE HILL ROAD #07-04 HORIZON TOWERS EAST SINGAPORE (239194)		Director		

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

Business Profile (Company) of T SPECIALIST INTERNATIONAL (S) PTE LTD (199705960W)

Date: 10/03/2017

Registered Office Address	:	381 JOO CHIAT ROAD #04-00 LAGUN SARI BUILDING SINGAPORE (427621)
Date of Address	:	19/10/2001
Date of Last AGM	:	30/06/2016
Date of Last AR	:	08/07/2016
Date of A/C Laid at Last AGM	:	31/12/2015
Date of Lodgment of AR, A/C	:	08/07/2016

Audit Firms

NAME
MY PARTNERSHIP

Charges

Charge No.	Date Registered	Currency	Amount Secured	Chargee(s)
C201402922	20/03/2014		All Monies	RHB BANK BERHAD
C201410526	26/09/2014		All Monies	CIMB BANK BERHAD
C201611654	17/11/2016		All Monies	MALAYAN BANKING BERHAD
C201611655	17/11/2016		All Monies	MALAYAN BANKING BERHAD

Officers/Authorised Representative(s)

Name / Address	ID	Nationality / Position Held	Source of Address	Date of Appointment
NG KHENG WAH	S1531876G	SINGAPORE CITIZEN	OSCARS	27/08/1997
30 OLIVE ROAD CALDECOTT HILL ESTATE SINGAPORE (298267)		Director		
CHEW NG SEW	S0194238G	SINGAPORE CITIZEN	OSCARS	27/08/1997
15 LEONIE HILL ROAD #07-04 HORIZON TOWERS EAST SINGAPORE (239194)		Director		

ACCOUNTING AND CORPORATE REGULATORY AUTHORITY (ACRA)

INFORMATION RESOURCES

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

Business Profile (Company) of T SPECIALIST INTERNATIONAL (S) PTE LTD (199705960W)

Date: 10/03/2017

Officers/Authorised Representative(s)

Name / Address	ID	Nationality / Position Held	Source of Address	Date of Appointment
KO FU HENG 451 YISHUN RING ROAD #05-124 JADE SPRING @ YISHUN SINGAPORE (760451)	S8008313J	SINGAPORE CITIZEN Secretary	ACRA	01/08/2016

Shareholder(s)

	Name / Address	ID	Nationality/Place of incorporation/Origin	Source of Address	Address Changed
1	TTAT INVESTMENT PTE LTD 381 JOO CHIAT ROAD #04-00 LAGUN SARI BUILDING SINGAPORE (427621)	200010754E	SINGAPORE	ACRA	

Ordinary(Number)	Currency
6080002	SINGAPORE, DOLLARS

Annex 50: Biodata and Passport of Wang Zhi Guo (王志国)

Name:	Wang Zhi Guo (王志国)
DOB: Passport # Expiry :	11 July 1962 China passport E25486535 / 140254055 / Hong Kong registration documents lists his “Chinese ID card number” as: 120102196207110550 PP expiry 2021.3.9
Affiliations:	Shareholder, Lagun Sari (along with OCN and OCN director Ng Kheng Wah (“Leo”) and his daughter) Former Director, Pinnacle International Distribution (HK) Former Director, Pinnacle International Distribution (Singapore) Representative of China operations for OCN (Singapore) Pte Ltd Used to direct Pinnacle International along with Ng Kheng Wah (“Leo”), OCN Director
Address:	Wang’s Chinese address in Pinnacle International Distribution (HK) registration documents is: An Shan Xi Dao Nan Kai Tianjin 300193 Wang’s Chinese address in Pinnacle International Distribution (Singapore) registration documents is: No. 17 Jiangjia Hutong Li Gong Lou, Hedong District, Tianjin, China, which is the same address listed in the Lagun Sari registration documents
Travels	Between 5 January 2013 and 10 August 2017, Wang Zhi Guo made 25 trips in and out of Singapore and spent a total of 1256 days in the country
Telephone:	+ 86 13802077316

Source: The Panel

Annex 51: Singapore Entries and exists for Wang Zhi Guo (2 pages) 2015-2017

IN/OUT STATUS	ENTRY/EXIT DATE	CHECKPOINT
ARRIVAL	10/08/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	31/07/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	03/07/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	11/06/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	04/05/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	26/03/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	27/02/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	09/12/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	31/10/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	29/08/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	04/08/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	15/06/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	21/05/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	21/02/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	25/01/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	22/10/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	12/10/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	11/09/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	09/09/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	08/09/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	31/08/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	21/06/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	28/05/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	04/03/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	12/02/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	30/11/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	30/10/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	31/08/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	14/08/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	13/07/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	03/07/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2

DEPARTURE	01/06/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	17/05/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	21/03/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	15/03/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	10/11/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	02/11/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	07/10/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	19/09/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	14/08/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	05/08/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	08/05/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	29/04/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	20/03/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	16/03/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	25/02/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	03/02/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	09/01/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	05/01/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2

Source: The Panel

Annex 52: Corporate registration documents for Pinnacle International Distribution (Singapore) showing Wang Zhiguo (王志国) Tianjin address

ACCOUNTING AND CORPORATE REGULATORY AUTHORITY (ACRA) bizfile

INFORMATION RESOURCES

Date: 19/07/2017

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

People Profile

NRIC/FIN/Passport No.	:	140253055
Name	:	WANG ZHI GUO
Nationality	:	CHINESE
Address	:	NO 17 JIANGJIA HUTONG LI GONG LOU HEDONG DISTRICT TIANJIN CHINA

Officer / Shareholder / Member of the following Companies

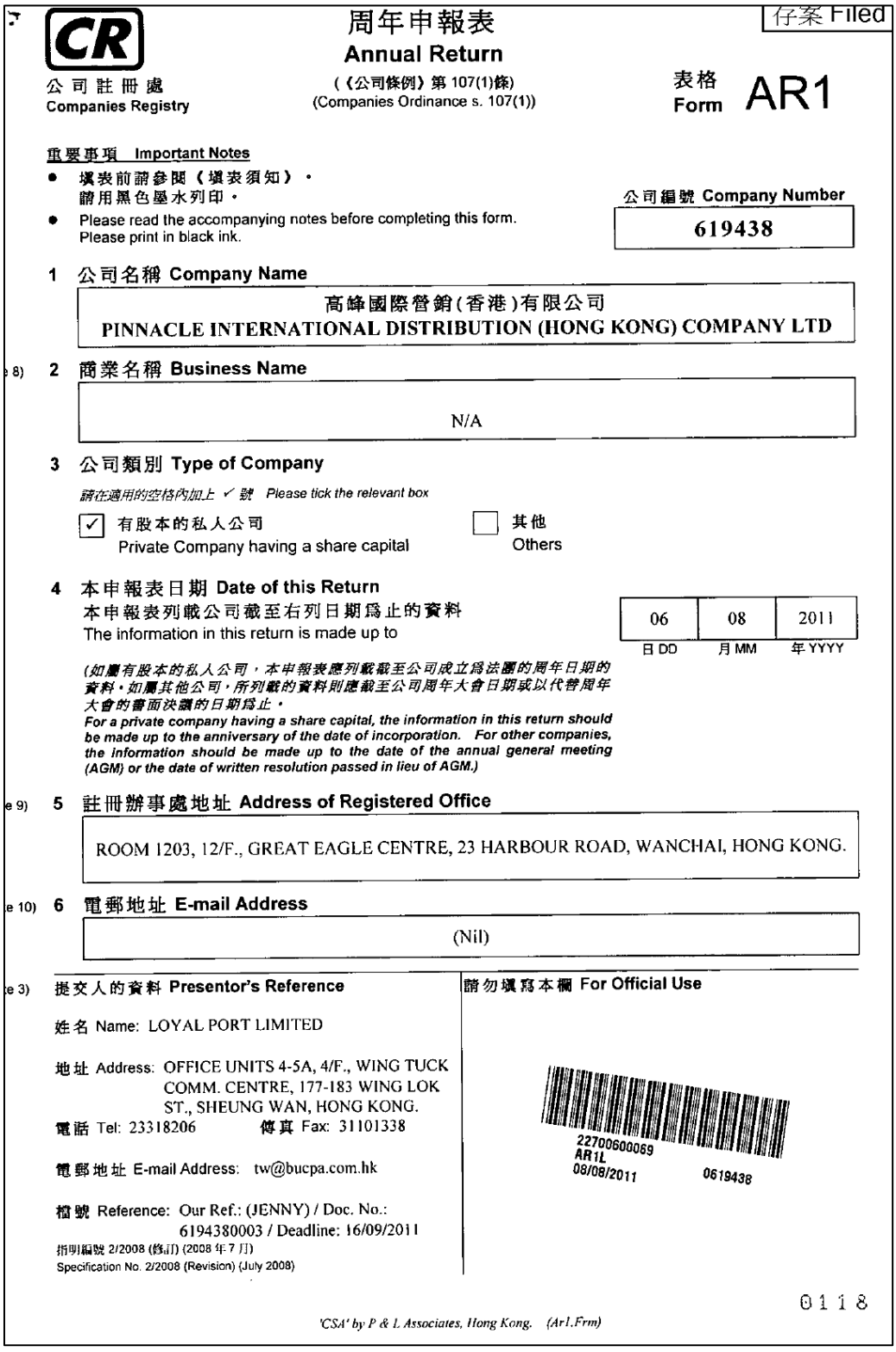
Registration No.	:	199306208H
Company Name	:	PINNACLE INTERNATIONAL DISTRIBUTION (SINGAPORE) PTE LTD
Registration Date	:	21/09/1993
Company Type	:	PRIVATE COMPANY LIMITED BY SHARES
Company Status	:	Struck Off
Status Date	:	06/05/2009
Company Address	:	381 JOO CHIAT ROAD #04-008 LAGUN SARI BUILDING SINGAPORE (427621)
Activity (I)	:	WHOLESALE OF COMPUTER HARDWARE AND PERIPHERAL EQUIPMENT (46511)
Description	:	
Activity (II)	:	GENERAL WHOLESALE TRADE (INCLUDING GENERAL IMPORTERS AND EXPORTERS) (46900)
Description	:	IMPORT/EXPORT & WHOLESALE TRADING IN COMPUTER PERIPHERALS/ACCESSORIES

Position	Date of Appointment	Date of Cessation	ShareHolding
SHAREHOLDER	30/01/2004		1

Registration No.	:	199408052N
Company Name	:	LAGUN SARI WEDDING & CATERING SERVICES PTE. LTD.
Registration Date	:	04/11/1994
Company Type	:	PRIVATE COMPANY LIMITED BY SHARES
Company Status	:	Live Company
Status Date	:	04/11/1994

Source: Singapore Corporate Registry

Annex 53: Corporate registration documents for Pinnacle International Distribution (Hong Kong) Company Ltd (高峰国际营销（香港）有限公司) showing Wang Zhiguo (王志国) with another Tianjin address



CR

公司註冊處
Companies Registry

周年申報表
Annual Return

(《公司條例》第 107(1)條)
(Companies Ordinance s. 107(1))

存案 Filed

表格 Form AR1

重要事項 Important Notes

- 填表前請參閱《填表須知》。
  請用黑色墨水列印。
- Please read the accompanying notes before completing this form.
  Please print in black ink.

公司編號 Company Number: 619438

1 公司名稱 Company Name

高峰國際營銷(香港)有限公司
PINNACLE INTERNATIONAL DISTRIBUTION (HONG KONG) COMPANY LTD

2 商業名稱 Business Name

N/A

3 公司類別 Type of Company

請在適用的空格內加上 ✓ 號 Please tick the relevant box

☑ 有股本的私人公司 Private Company having a share capital

☐ 其他 Others

4 本申報表日期 Date of this Return

本申報表列載公司截至右列日期爲止的資料
The information in this return is made up to

06	08	2011
日 DD	月 MM	年 YYYY

(如屬有股本的私人公司，本申報表應列載截至公司成立爲法團的周年日期的資料。如屬其他公司，所列載的資料則應截至公司周年大會日期或以代替周年大會的書面決議的日期爲止。
For a private company having a share capital, the information in this return should be made up to the anniversary of the date of incorporation. For other companies, the information should be made up to the date of the annual general meeting (AGM) or the date of written resolution passed in lieu of AGM.)

5 註冊辦事處地址 Address of Registered Office

ROOM 1203, 12/F., GREAT EAGLE CENTRE, 23 HARBOUR ROAD, WANCHAI, HONG KONG.

6 電郵地址 E-mail Address

(Nil)

提交人的資料 Presentor's Reference

姓名 Name: LOYAL PORT LIMITED

地址 Address: OFFICE UNITS 4-5A, 4/F., WING TUCK COMM. CENTRE, 177-183 WING LOK ST., SHEUNG WAN, HONG KONG.

電話 Tel: 23318206 傳真 Fax: 31101338

電郵地址 E-mail Address: tw@bucpa.com.hk

檔號 Reference: Our Ref.: (JENNY) / Doc. No.: 6194380003 / Deadline: 16/09/2011

指明編號 2/2008 (修訂) (2008 年 7 月)
Specification No. 2/2008 (Revision) (July 2008)

請勿填寫本欄 For Official Use

2270060089
AR1L
08/08/2011 0619438

0118

'CSA' by P & L Associates, Hong Kong. (Ar1.Frm)

表格 Form **AR1**

公司編號 Company Number: **619438**

10 有股本公司的成員詳情 Details of Member(s) of a Company Having a Share Capital

(有股本的公司必須填報此項。如未能盡錄於下列表格內，請用續頁 A 填報。 Company having a share capital must complete this section. Use Continuation Sheet A if there is insufficient space.)

截至本申報表日期的成員詳情 Details of Member(s) as at the Date of this Return

股份類別 Class of Shares: ORDINARY SHARES

姓名／名稱 Name	地址 Address	股份 Shares			備註 Remarks
		現時持有量 Current Holding	轉讓* Transferred *		
			數目 Number	日期 Date	
王志国 / WANG ZHIGUO	AN SHAN XI DAO, NAN KAI, TIANJIN, CHINA. ZIP: 300193	199,999			
康呂榮 / KANG LU RONG	ROOM 308, TOWER A, CAMBRIGE PLAZA, NO. 188 SAN WAN ROAD, SHEUNG SHUI, NEW TERRITORIES, HONG KONG.	1			
	總數 Total	200,000			

＊如公司的股份自上一份周年申報表日期以來(如屬首份周年申報表，則自公司成立爲法團以來)有任何轉讓，有關詳情亦請一併申報；股份受讓人的姓名／名稱請在「備註」一欄註明。

＊ If there have been any transfers of the company's shares since the date of the last annual return (or since incorporation if this is the first annual return), please also provide details of the transfers; the name of the transferee should be stated in the 'Remarks' column.

12 董事 Director

A. 個人董事 Individual Director

(如超過一名個人董事，請用續頁 C 填報 Use Continuation Sheet C if more than 1 individual director)

請在適用的空格內加上 ✓ 號 Please tick the relevant box(es)

9) 身份 Capacity: ☑ 董事 Director ☐ 候補董事 Alternate Director — 代替 Alternate to: N/A

中文姓名 Name in Chinese: 王志国

英文姓名 Name in English: WANG (姓氏 Surname) / ZHIGUO (名字 Other Names)

前用姓名 Previous Names: (Nil)

別名 Alias: (Nil)

20) 住址 Residential Address: AN SHAN XI DAO, NAN KAI, TIANJIN, CHINA. ZIP: 300193 — 國家 Country: CHINA

21) 電郵地址 E-mail Address: (Nil)

22) 身份證明 Identification

a 香港身份證號碼 Hong Kong Identity Card Number: CHINA ID CARD NO: 120102196207110550 / (Nil)

b 護照 Passport: (Nil) 簽發國家 Issuing Country / (Nil) 號碼 Number

第五頁 Page 5

指明編號 2/2008 (修訂) (2008 年 7 月)
Specification No. 2/2008 (Revision) (July 2008)

Source: Hong Kong Corporate Registry

Annex 54: Two corporate registration documents for Lagun Sari (Singapore) showing OCN Address, Ng Kheng Wah and Chew Ng Sew as Directors and Wang Zhi Guo as shareholder as well as Wang Zhiguo (王志国)'s second Tianjin address

bizfile+

Singapore Government
Integrity • Service • Excellence

ACRA Home | News &Events | Contact Us | FeedBack

Filing of Annual Return by Local Company

Details Screen

UEN
199408052N

Entity Name
LAGUN SARI WEDDING & CATERING SERVICES PTE. LTD.

Company Type During Financial Period Concerned
PRIVATE COMPANY LIMITED BY SHARES

Please select applicable option
Active

Address Section (as at 28/07/2016)

Registered Office Address
381 JOO CHIAT ROAD #04-00 OCN BUILDING SINGAPORE 427621

Address where Register is kept if other than the Registered Office
21 WOODLANDS CLOSE #08-34 PRIMZ BIZHUB SINGAPORE 737854

Particulars of Directors/Managing Directors/Alternate Directors, CEO, Secretaries, Auditors (as at 28/07/2016)

Director(s)

S/No.	Name	Identification No./ Nationality	Date of Appointment
1	CHEW NG SEW	S0194238G / SINGAPORE CITIZEN	11/03/1998
2	NG KHENG WAH	S1531876G / SINGAPORE CITIZEN	04/11/1994

Managing Director(s)

S/No.	Name	Identification No./ Nationality	Date of Appointment

Alternate Director(s)

S/No.	Name	Identification No./ Nationality	Date of Appointment

Secretary(ies)

S/No.	Name	Identification No./ Nationality	Date of Appointment
1	PAN GUOWEI	S8903036F / SINGAPORE CITIZEN	27/03/2015

CEO

S/No.	Name	Identification No./ Nationality	Date of Appointment

Auditor(s)

S/No.	Name	Identification No.	Date of Appointment
1	FIDES PAC	201406389Z	30/12/2015

Registered Charges Section (as at 28/07/2016)

Charge No.	Date of Registration	Amount of Indebtedness

Share Capital Details (as at 28/07/2016)

S/No.	Currency	Class of share	No. of Shares Held	Amount of Issued Share Capital	Amount of Paid Up Share Capital
1	SINGAPORE, DOLLARS	Ordinary	1764000	186800	186800
		Preference	0	0	0
		Others	0	0	0

Treasury Share Details (as at 28/07/2016)

S/No.	Currency	Class of share	No. of Shares Held	Amount of Issued Share Capital	Amount of Paid Up Share Capital
No data to display.					

Shareholder(s) Details (as at 28/07/2016)

S/No.	Name	Identification No. / Nationality	Currency	Class of share	No. of Shares Held
1	WANG ZHI GUO	140253055 /CHINESE	SINGAPORE, DOLLARS	Ordinary	50000
				Preference	
				Others	
2	OCN (SINGAPORE) PTE LTD	198803322G /SINGAPORE	SINGAPORE, DOLLARS	Ordinary	170000
				Preference	

3	CHEW NG SEW	S0194238G /SINGAPORE CITIZEN	SINGAPORE, DOLLARS	Ordinary	231600
				Preference	
				Others	
4	TAN CHOR KHENG	S1240064J /SINGAPORE CITIZEN	SINGAPORE, DOLLARS	Ordinary	231600
				Preference	
				Others	
5	TAN NGUAN KENG MDM	S1470052H /SINGAPORE CITIZEN	SINGAPORE, DOLLARS	Ordinary	540400
				Preference	
				Others	
6	NG KHENG WAH	S1531876G /SINGAPORE CITIZEN	SINGAPORE, DOLLARS	Ordinary	540400
				Preference	
				Others	

Group Share Information (as at 28/07/2016)

S/No.	Group Name	Currency	Class of share	No. of Shares Held	Shareholders
No data to display.					

AGM and Financial Details Section

Date Financial Statements made up to (Financial Period End)
31/12/2015

Has Annual General Meeting (AGM) been held?
Yes

Date of Annual General Meeting
30/06/2016

Date of Annual Return
28/07/2016

Primary/Secondary Activity(ies) Section

Primary/Secondary Activity(ies) as at Annual Return: 28/07/2016

Primary Activity
WEDDING AND RELATED ACTIVITIES (INCLUDING BRIDAL STUDIOS AND WEDDING PLANNERS)(96040)

Primary User-Described Activity
WEDDING PLANNING SERVICE

Secondary Activity
FOOD CATERERS(56201)

Secondary User-Described Activity
CATERING SERVICE

Is the principal activity(ies) as at Financial Period End different from principal activity(ies) as at Date of Annual Return?
No

Financial Information in XBRL Section

Financial Statements
Full set of financial statements

Note : For financial information in XBRL not uploaded to BizFile

- Please click on the **Go to BizFin^X** button to **load** financial information in XBRL
- Click on **Refresh Page** to **show** the uploaded file

Note : For financial information in XBRL that have been uploaded to BizFile

- If you had successfully uploaded the file, it will be shown below
- To view the uploaded file, please click on the **Financial Period End** hyperlink
- To file the selected uploaded file with this AR, please click on one of the radio buttons under Select column

Source: Singapore Corporate Registry

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

Business Profile (Company) of LAGUN SARI WEDDING & CATERING SERVICES PTE. LTD. (199408052N) **Date: 10/03/2017**

Registered Office Address	:	381 JOO CHIAT ROAD #04-00 LAGUN SARI BUILDING SINGAPORE (427621)
Date of Address	:	10/05/2001
Date of Last AGM	:	30/06/2016
Date of Last AR	:	28/07/2016
Date of A/C Laid at Last AGM	:	31/12/2015
Date of Lodgment of AR, A/C	:	28/07/2016

Audit Firms

NAME
FIDES PAC

Charges

Charge No.	Date Registered	Currency	Amount Secured	Chargee(s)

Officers/Authorised Representative(s)

Name / Address	ID	Nationality / Position Held	Source of Address	Date of Appointment
NG SHI YI, TANIA 30 OLIVE ROAD CALDECOTT HILL ESTATE SINGAPORE (298267)	S9232298Z	SINGAPORE CITIZEN Director	ACRA	24/01/2017
NG SHI YING, TRINA 30 OLIVE ROAD CALDECOTT HILL ESTATE SINGAPORE (298267)	S9232296C	SINGAPORE CITIZEN Director	ACRA	24/01/2017
CHEW RONGHAO, MORGAN 15 LEONIE HILL ROAD #07-04 HORIZON TOWERS EAST SINGAPORE (239194)	S9015747G	SINGAPORE CITIZEN Director	ACRA	24/01/2017
KO FU HENG	S8008313J	SINGAPORE CITIZEN	ACRA	15/07/2016

WHILST EVERY ENDEAVOR IS MADE TO ENSURE THAT INFORMATION PROVIDED IS UPDATED AND CORRECT. THE AUTHORITY DISCLAIMS ANY LIABILITY FOR ANY DAMAGE OR LOSS THAT MAY BE CAUSED AS A RESULT OF ANY ERROR OR OMISSION.

Business Profile (Company) of LAGUN SARI WEDDING & CATERING SERVICES PTE. LTD. (199408052N) **Date: 10/03/2017**

Officers/Authorised Representative(s)

Name / Address	ID	Nationality / Position Held	Source of Address	Date of Appointment
451 YISHUN RING ROAD #05-124 JADE SPRING @ YISHUN SINGAPORE (760451)		Secretary		

Shareholder(s)

	Name / Address	ID	Nationality/Place of incorporation/Origin	Source of Address	Address Changed
1	WANG ZHI GUO	140253055	CHINESE	ACRA	
	NO 17 JIANGJIA HUTONG LI GONG LOU HEDONG DISTRICT TIANJIN CHINA				
	Ordinary(Number): 50000	Currency: SINGAPORE, DOLLARS			
2	OCN (SINGAPORE) PTE LTD	198803322G	SINGAPORE	ACRA	
	381 JOO CHIAT ROAD #04-00 LAGUN SARI BUILDING SINGAPORE (427621)				
	Ordinary(Number): 170000	Currency: SINGAPORE, DOLLARS			
3	CHEW RONGHAO, MORGAN	S9015747G	SINGAPORE CITIZEN	ACRA	
	15 LEONIE HILL ROAD #07-04 HORIZON TOWERS EAST SINGAPORE (239194)				
	Ordinary(Number): 154500	Currency: SINGAPORE, DOLLARS			
4	NG SHI YING, TRINA	S9232296C	SINGAPORE CITIZEN	ACRA	
	30 OLIVE ROAD CALDECOTT HILL ESTATE SINGAPORE (298267)				

Source: Singapore Corporate Registry

Annex 55: Business card of OCN Singapore Purchasing / Distribution Manager also showing T Specialist, Watari, and Ohayo International

Source: The Panel

Note: Ohayo International is a wholesaler of electrical appliances, liquor, and tobacco to several countries, including the DPRK and was first registered nearly 13 years ago by T Specialist. As of January/February 2017, Leo Ng's daughters, Trina Ng, her sister Tania, and OCN Pte are Ohayo's shareholders; they and Leo Ng are listed as directors in corporate filings along with another Singaporean national by the name of Ko Fu Heng.

Annex 56: Biodata and passport of Ri Ik (aka Li Ik)

Name:	Li Ik
DOB:	11 February 1963
Passport number	DPRK Passport: 745420357, exp 11/11/2020
A.k.a.:	Ri Ik
Affiliations:	Regional Business Development Manager, OCN (Singapore) Pte Ltd OCN Representative, Pyongyang
Address:	28 Cuscaden Road #05-10 Cuscaden Residences Singapore 249723
Telephone:	+6591831221
Email:	CHRISTIN@OCN.COM.SG

Source: The Panel

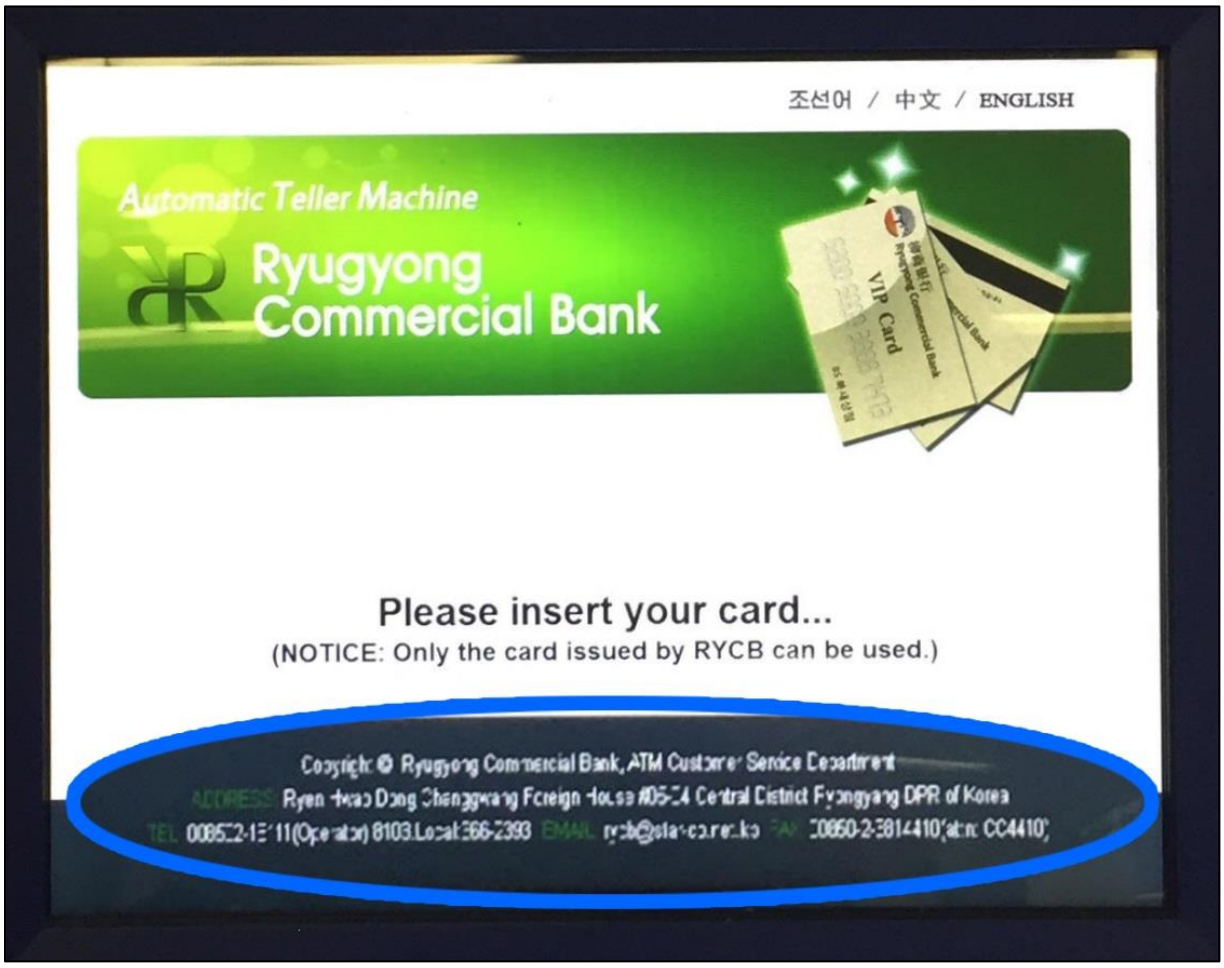
Annex 57: Singapore entries and exits for Ri Ik (Aka Li Ik) from 2015-2017

IN/OUT STATUS	ENTRY/EXIT DATE	CHECKPOINT
DEPARTURE	08/06/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	27/05/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	10/03/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	27/02/2017	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	17/12/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	11/12/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	07/12/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	02/12/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	26/10/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	11/10/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	24/08/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	18/08/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	08/07/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	22/06/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	08/04/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	29/03/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	26/03/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	22/03/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	29/01/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	12/01/2016	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	18/12/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	24/11/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	28/10/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	20/10/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	04/09/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	20/08/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	20/08/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	19/08/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	27/07/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	04/07/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	20/06/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	27/05/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	01/03/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	30/01/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	21/01/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	12/01/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	12/01/2015	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2

ARRIVAL	24/12/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	19/12/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	12/11/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	25/09/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	25/09/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	24/09/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	02/09/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	09/08/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	28/07/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	10/06/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	27/05/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	05/05/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	29/04/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	24/04/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	14/04/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	25/03/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	15/03/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	14/02/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	05/02/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	03/01/2014	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	10/12/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	09/10/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	19/09/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
DEPARTURE	18/09/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 2
ARRIVAL	13/09/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	21/08/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	01/08/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	31/05/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	18/05/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	22/04/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	16/04/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	01/04/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	15/03/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	25/02/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
ARRIVAL	09/02/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3
DEPARTURE	18/01/2013	CHANGI AIRPORT TERMINAL 3

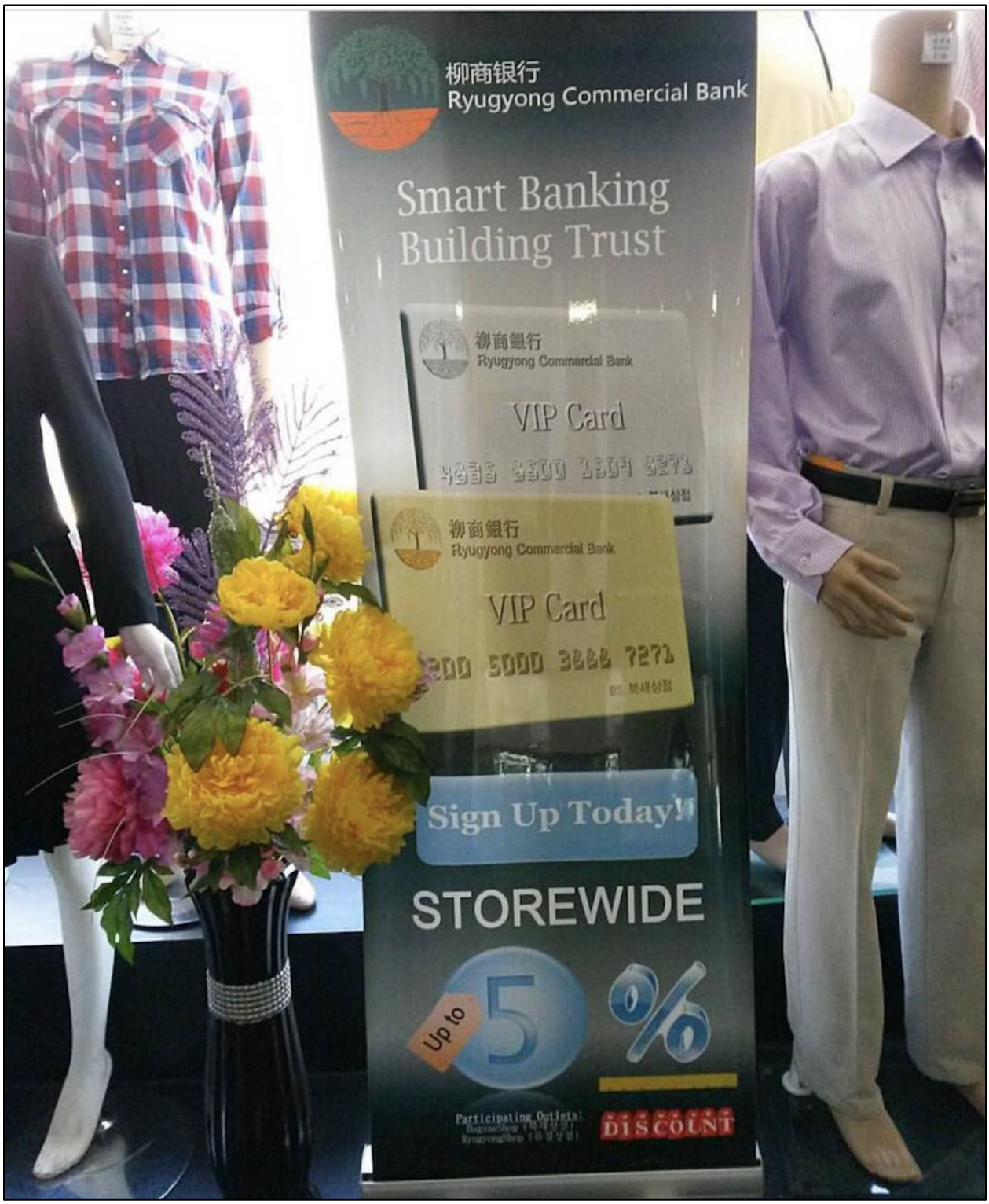
Source: The Panel

Annex 58: Screenshot from Ryugyong Commercial Bank ATM, showing address in Changgwang Foreign House, Suite #05-24. (OCN address listed on Bugsae Shop carrier bags is Changgwang Foreign House, Suite #05-01)

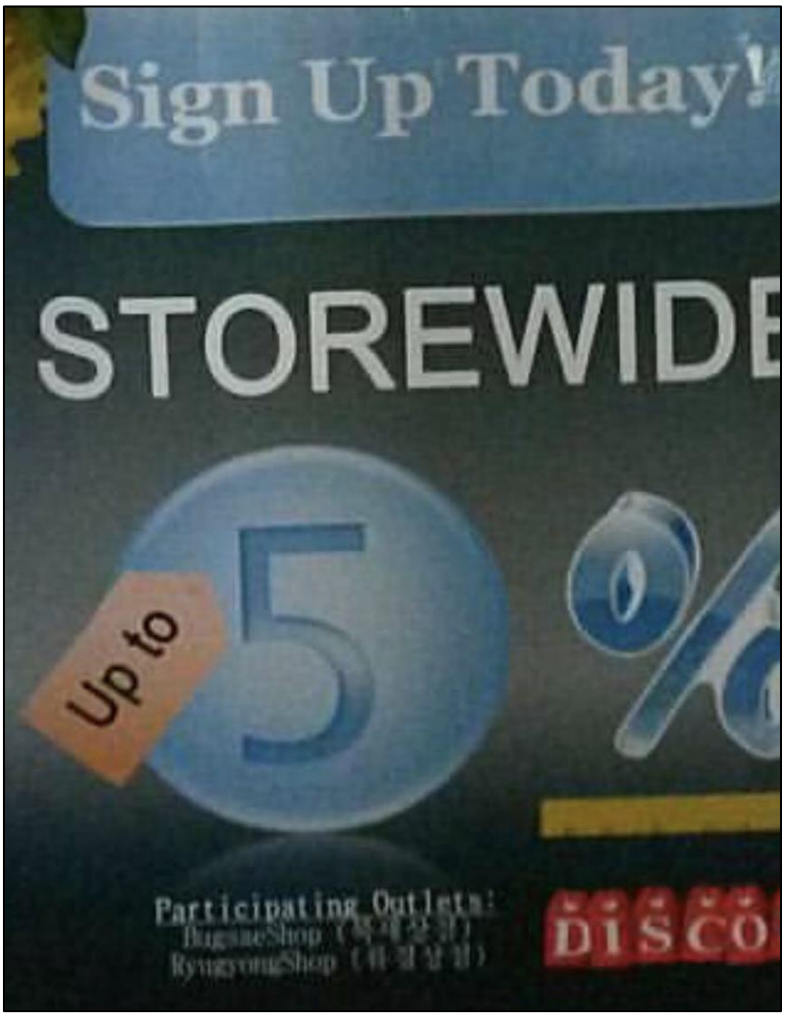


Source: https://www.nknews.org/pro/exclusive-singapore-firm-still-denies-links-to-north-korea-despite-new-evidence/

Annex 59: Use of Ryugyong Commercial Bank card provides 5% discount in Buksae shop



Source: Jaka Parker



Source: Jaka Parker (@JakaParker) instagram

Annex 60: Shopping bag obtained from Bugsae Shop (alternative spelling of Buksae Shop) in Pyongyang showing locations and “OCN Group” affiliation - June 2017

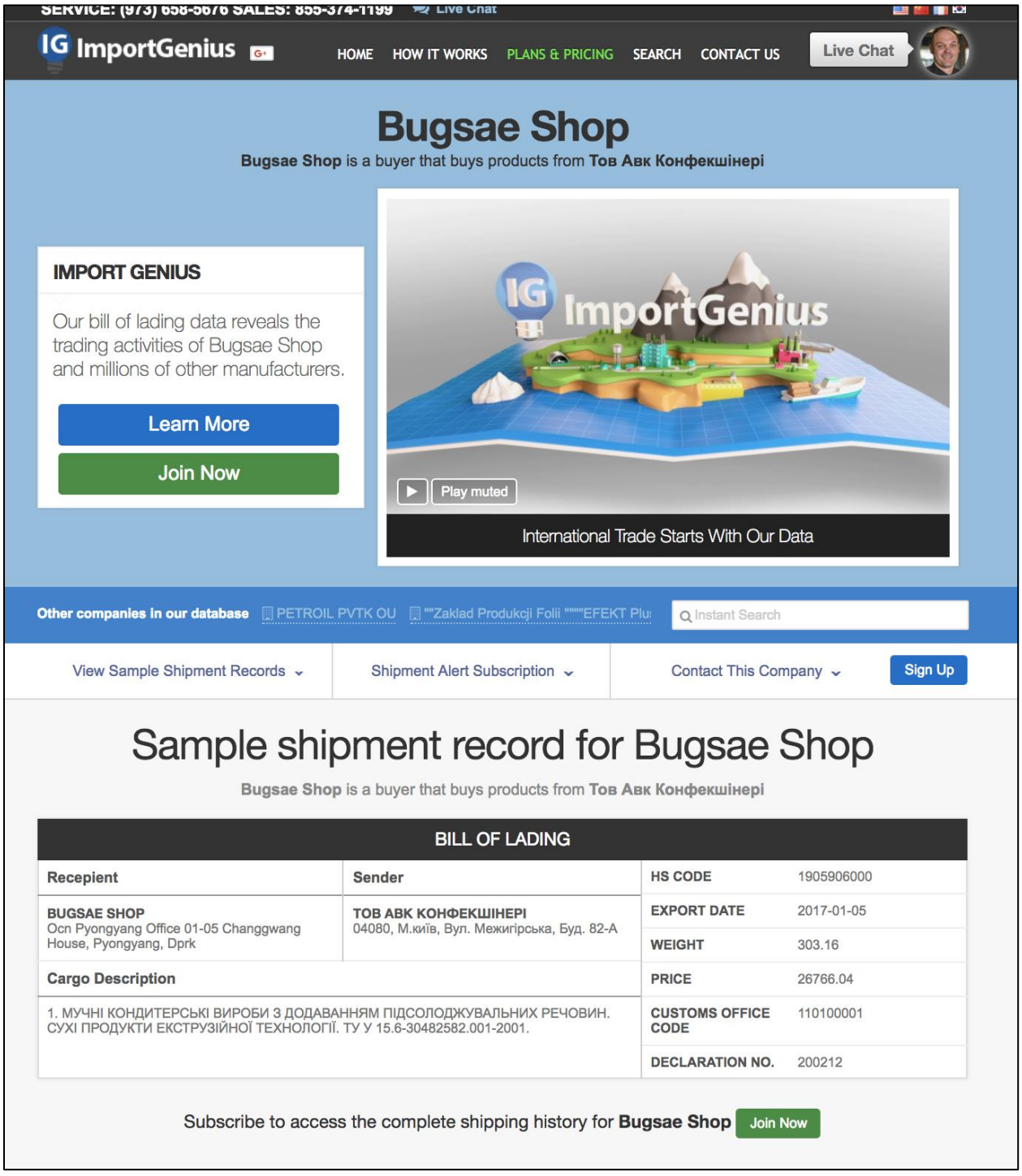
Source: NK Pro

Annex 61: Shopping Bag obtained from Bugsae Shop (OCN Group) at Changgwang Foreign House, Pyongyang, June 2017

Source: NK Pro

Annex 62: Ukrainian confectionary company export records for items shipped to the address: "OCN Pyongyang Office 01-05 Changwang House, Pyongyang DPRK" from April 2015 until January 2017

Screenshot of Import Genuis, source of trade data



Source: Import Genius

List of exports to Bugsae shop at OCN Pyongyang address (exports of candy and confectionary items)

ImportGenius.com
info@importgenius.com
Toll Free: 855-573-9976
International: +1 480-745-3396

PRODUCT	HS CODE	CONSIGNEE	CONSIGNEE ADDRESS	SHIPPER	SHIPPER ADDRESS	EXPORT DATE	WEIGHT	PRICE (UAH)
.Шоколадні цукерки з нач	1806901900	"BUGSAE SHOP"	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK.	ТОВ "АВК КОНФЕКШІНЕРІ"	04080, м.Київ, вул. Межиг	2017-01-05	1662.16	125317.46
. Вафлі, повністю або час	1905321900	"BUGSAE SHOP"	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK.	ТОВ "АВК КОНФЕКШІНЕРІ"	04080, м.Київ, вул. Межиг	2017-01-05	167.4	17296.65
. Вафлі солодкі без покри	1905329900	"BUGSAE SHOP"	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK.	ТОВ "АВК КОНФЕКШІНЕРІ"	04080, м.Київ, вул. Межиг	2017-01-05	194.4	17296.65
. Мучні кондитерські вирс	1905906000	"BUGSAE SHOP"	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK.	ТОВ "АВК КОНФЕКШІНЕРІ"	04080, м.Київ, вул. Межиг	2017-01-05	303.16	26766.04
. Паста рослинно-молочн	1806329000	BUGSAE SHOP	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK	ТОВ "ТЕРРА ФУД"	23600 Вінницька обл., м. Т	2016-08-30	3440	5525.2
. Паста рослинно-молочн	1517909999	BUGSAE SHOP	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK	ТОВ "ТЕРРА ФУД"	23600 Вінницька обл., м. Т	2016-08-30	1652	1815.84
. Готовий харчовий прод	1901909100	BUGSAE SHOP	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK	ТОВ "ТЕРРА ФУД"	23600 Вінницька обл., м. Т	2016-08-30	2268	2562.84
. Суміш рослинно-вершк	1517901000	BUGSAE SHOP	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK	ТОВ "ТЕРРА ФУД"	23600 Вінницька обл., м. Т	2016-08-30	900	1323
.Шоколадні цукерки з нач	1806901900	BUGSAE SHOP	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK	ТОВ "АВК КОНФЕКШІНЕРІ"	04080, м.Київ, вул. Межиг	2016-08-12	1863.44	6903.84
. Вафлі солодкі без покри	1905329900	BUGSAE SHOP	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK	ТОВ "АВК КОНФЕКШІНЕРІ"	04080, м.Київ, вул. Межиг	2016-08-12	86.4	288
. Вафлі, повністю або час	1905321900	BUGSAE SHOP	OCN PYONGYANG OFFICE 01-05 CHANGGWANG HOUSE, PYONGYANG, DPRK	ТОВ "АВК КОНФЕКШІНЕРІ"	04080, м.Київ, вул. Межиг	2016-08-12	37.2	144
. Молоко питне ультрапа	401209100	BUGSAE SHOP	OCN Pyongyang, office #01-05, Changgwang House, Ryenhwa-Dong, Central district, Pyongy	ТОВ "ТЕРРА ФУД"	23600 Вінницька обл., м. Т	2015-04-17	12817	139175.03
. Молоко питне ультрапа	401201100	BUGSAE SHOP	OCN Pyongyang, office #01-05, Changgwang House, Ryenhwa-Dong, Central district, Pyongy	ТОВ "ТЕРРА ФУД"	23600 Вінницька обл., м. Т	2015-04-17	12817	128469.26
. Масло вершкове натура	405101100	BUGSAE SHOP	OCN Pyongyang, office #01-05, Changgwang House, Ryenhwa-Dong, Central district, Pyongy	ТОВ "ТЕРРА ФУД"	23600 Вінницька обл., м. Т	2015-04-08	11820	1158565.35

Source: Import Genius

Annex 63: OCN Singapore label affixed to a wine bottle at the Bugsae Shop in Pyongyang, July 2017

Source: NK Pro

Annex 64: Luxury-branded cosmetics, handbags, watches, leather goods and footwear on display at the Buksae Shop in Pyongyang, July 2017

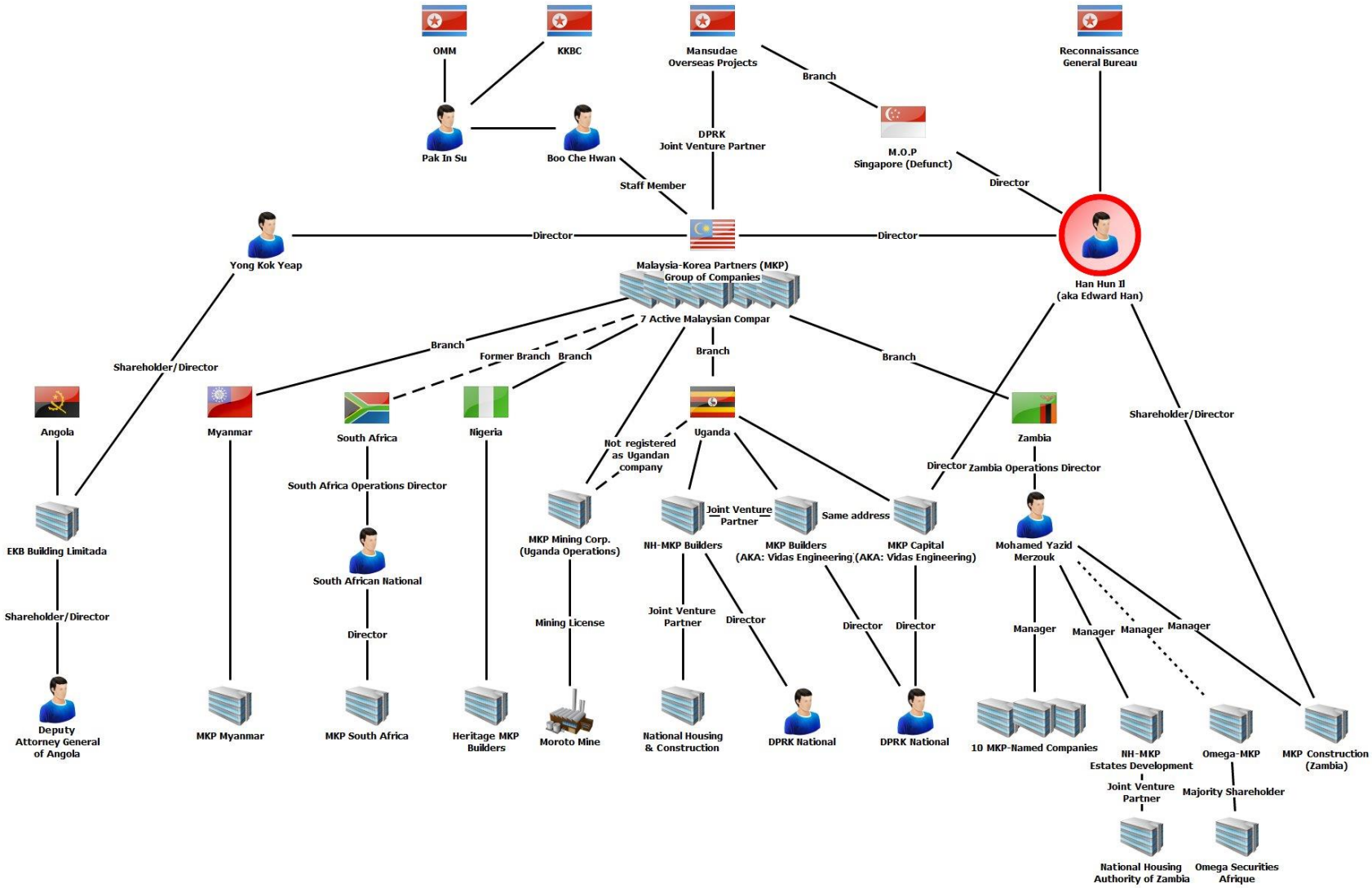
Source: NK Pro

Annex 65: Biodata on Han Hun Il (Edward Han)

Name:	Han Hun Il
DOB: Passport # Expiry: A.k.a.:	2 April 1957 836134879 2021/3/9 Edward Han; Dr. Edward Han Hun Il
Family members	Wife: Kim Mi-Kyong (김미경) • DOB: 1959/2/15 Son: Han Kumryong (한금룡) • aka "Han Song" (한 성) • aka: "Harvard Han" • DOB: 18 September 1984 • Worked at MKP Myanmar until 2013
Affiliations:	Sungri Economic Group (승리경제연합회) Dispatched to Malaysia in 1995 to serve as Malaysia Representative of Mansudae Overseas Projects (MOP) Established a Mansudae branch, M.O.P. (S) Pte Ltd, in Singapore on 20 May 1994 until it was struck off the register on 30 September 2009. In 2006 his tenure with MOP expired and he was given the status of "operative "in the Reconnaissance General Bureau. He had previously served as representative of RGB in Africa before 1994. On 20 June 2006 he registered Malaysia Korea Partners (MKP) in Malaysia jointly with Yong Kok Yeap with each of them owning half the shares (175,000 Ringgit) MKP signed a joint investment agreement in June 2009 with a DPRK China joint bank called "High-Fund International bank" which had an affiliation with DPRK Sungri Economic group. MKP established the International Consortium Bank (ICB) MKP employs IT personnel from the DPRK state science academy in its subsidiary, SOSIT are still working
Address:	MKP Capital LLC Berhd Registered address: 24-B Jalan Landak Off Jalan Pudu KL Business address: Lot 5, Jalan Satu Kawasan Perusahaan Cheras Jaya 43200 Balakong Selangor Darul Ehsan Malaysia
Travels	Traveled to other South East Asian countries in 2016, including the Lao People's Democratic Republic in October. The Lao PDR has not responded to the Panel's inquiry
Telephone: Fax : Email Website :	603 9076 9678 603 9075 9678 enquiries@mkpholdings.com.my www.mkpholdings.com.my

Source: The Panel, Member States, Corporate Registry Documents

Annex 66: MKP network chart



Source: The Panel

Annex 67: MKP companies in Malaysia as of 15 December 2017

	Company Name	Corporate Number	Status	Address	Directors	Shareholders	Start
1	M.K.P. PROJECTS SDN. BHD.	199448-D	Dissolved	Rm.1 1st. Floor, Lee Rubber Bldg 145, Jalan Tun H.S. Lee Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan	Abdul kudus bin datuk; Lee Kung Wah; Chong ah Kow @ Chong Ching Che; Yong Kok Yeap;	Abdul Kudus Bin Datuk; Yong Kok Yeap; Chong Ah Kow @ Chong Ching Che; Lee Kung Wah	15 June 1990
2	MKP BUILDERS SDN. BHD	386207-P	Existing	2-3-11 (3rd Floor)Menara Klh Business Centre 2, Jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shahkuala Lumpurwilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11 cheras, selangor	Han Hun Il; Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap;	Yong Kok Yeap; Han Hun Il	6 May 1996
3	MKP CAPITAL BERHAD	738326-V	Winding Up	24-B, Jalan Landakoff Jalan Pudu Kuala Lumpur Wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1kawasan Perindustrian Cheras Jayabatu 11, Batu 9 cheras, selangor	Han Hun Il; Yong Kok Yeap;	Yong Kok Yeap; Han Hun Il	20 June 2006
4	MKP CAPITAL LLC BERHAD	980801-M	Existing	24-B Jalan Landakoff Jalan Pudu Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan	Han Hun Il; Yong Kok Yeap;	Yong Kok Yeap; Han Hun Il	2 March 2012
5	MKP CORPORATION BERHAD	619741-U	Winding Up	24-B Jalan Landakoff Jalan Pudu Kuala Lumpur, wilayah Persekutuan	Han Hun Il;	Yong Kok Yeap; Han Hun Il	26 June 2003

				Lot 5,Jalan 1kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11batu 9 Cherasselangor	Karnail Singh Nijhar Tansri Dato'dr Amar Singh; Yong Kok Yeap; Ramanan Ramakrishnan, Dato';		
6	MKP DYNAMIC ENGINEERING SDN. BHD	735910-W	Existing	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 Kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11, Batu 9 Cheras Selangor	Karnail Singh Nijhar Tansri Dato'dr Amar Singh; Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap; Muhammad Danial Bin Osman;	Karnail Singh Nijhar Amar Singh, Tansri Dato'dr; Yong Kok Yeap; Soh Pui Hoon; Han Hun Il; Ramanan Ramakrishnan	31 May 2006
7	MKP DYNAMIC SDN. BHD	779980-A	Existing	2-3-11 (3rd Floor), Menara Klhbusiness Centre, 2, Jalan Kasipillayoff Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1kawasan Perusahaan Cheras Jayabatu 11 cheras selangor	Karnail Singh Nijhar Tansri Dato'dr Amar Singh; Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap; Ramanan Ramakrishnan; Muhammad Danial Bin Osman @ Mddaud;	Yong Kok Yeap; Soh Pui Hoon; Ramanan Ramakrishnan; Karnail Singh Nijhar Tansri Dato'dr Amar Singh	7 July 2012

8	MKP HOLDINGS SDN. BHD	464492-W	Existing	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 kaw. Perusahaan Cheras Jayabatu 11 batu 9 Cheras Selangor	Yong Kok Yeap; Han Hun Il;	Yong Kok Yeap; Han Hun Il	23 June 1998
9	MKP SUPPLIES SDN. BHD	1210818-M	Existing	No. 3a-1, Jalan D'alpinia 10 taman D'alpinia, Puchong Selangor	Fang Chee Peng; Yong Kok Yeap;	Yong Kok Yeap; Fang Chee Peng	30 November 2016
10	MKP-WUI LOONG SYSTEM SCAFFOLDS SDN. BHD	577418-H	Existing	24-B Jalan Landakoff Jalan Pudu Kuala Lumpur, Wilayah Persekutua Lot 5 Jalan 1kawasan Perindustrian Cheras Jayabatu 11 Batu 9 Cheras, Selangor	Kong Kam Wang; Han Hun Il; Yong Kok Yeap; So Yu Shing;	Wui Loong System Scaffolds Co.Ltd; Mkp Holdings Sdn. Bhd.	17 April 2002
11	Nekad Ziplem SDN. BHD	614359-U	Existing	52 a, Jalan Landak off Jalan Pudu Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan C/O Lot 5, Jalan 1 kawasan Perindustrian Cheras Jayabatu 11, Batu 9 Cheras Selangor)	Han Hun Il; Yong Kok Yeap;	Jusoh Bin Awang; Yong Kok Yeap; Han Hun Il; Sumairi Bin Hashim	7 May 2003
12	ELEMENT FLASH (M) SDN. BHD.	658573-V	Existing	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 Jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shahkuala Lumpur Wilayah Persekutuan Lot 5 Jalan Satu kawasan Perusahaan Cheras Jayabalakong Selangor	Yong Kok Yeap; Chua Boon Lain; Tee Eng Soon;	Chua Boon Lain; Yong Kok Yeap; Tee Eng Soon	6 July 2004

13	SOSIT SDN. BHD.	749341-K	Existing	2-3-11 (3rd Floor) Menara Klh Business Centre 2 jalan Kasipillay, Off Jalan Sultan Azlan Shah Kuala Lumpur, Wilayah Persekutuan Lot 5, Jalan 1 Kaw. Perusahaan Cheras Jaya Batu 11, Batu 9 Cheras Selangor	Yong Kok Yeap; Han Hun Il;	Yong Kok Yeap; Han Hun Il	3 October 2006

Source: Malaysian corporate registry

Annex 68: Singapore Mansudae branch, M.O.P. (S) Pte Ltd, registered by Han Hun Il on 20 May 1994 until it was struck-off on 30 September 2009

BizInsights ACRA
ACCOUNTING AND CORPORATE REGULATORY AUTHORITY

BizInsights (People Profile Information)

People Profile of HAN HUN IL

Particulars

Name	:	HAN HUN IL
NRIC	:	5020012
Nationality	:	KOREAN, SOUTH
Address	:	12 MARGATE ROAD #06-05 SINGAPORE 438053
Date of Change (Address)	:	-

Current Appointments

NIL

Past Appointments

No.	Company / Business / LLP / LP / PAF	UEN	Company Status	Position	Date of Appointment	Date of Cessation
1	M.O.P. (S) PTE LTD	199302217E	STRUCK OFF	DIRECTOR	20-05-1994	30-09-2009

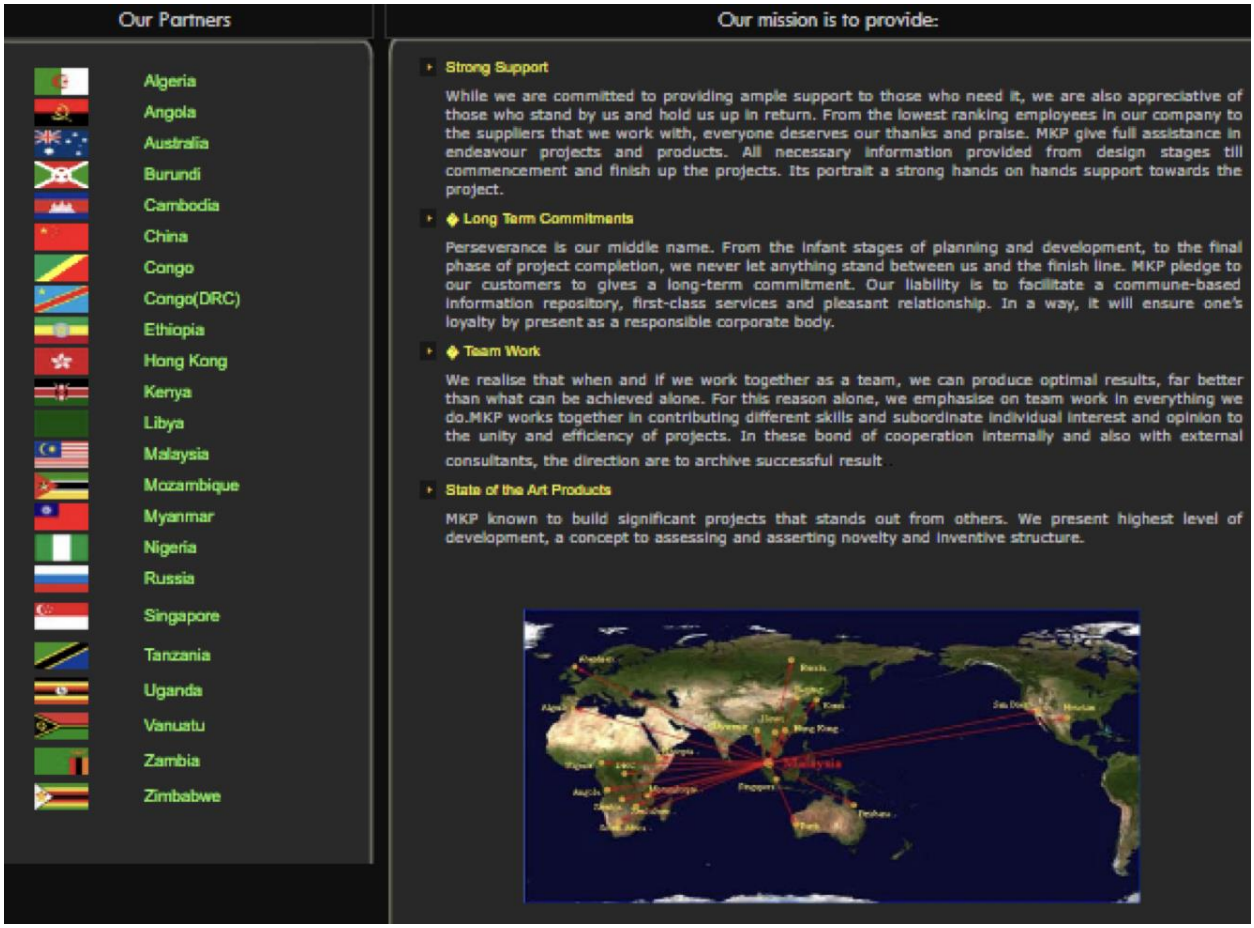
Disclaimer

The information in this report is extracted by BizInsights from a database comprising information filed with Accounting & Corporate Regulatory Authority (ACRA) on or before 26 September 2017 and presented using a business intelligence solution from Elixir Technology Pte Ltd. The statements or ratios published by Elixir Technology are solely statements of opinion and not statements of fact or recommendations to purchase, hold, or sell any securities or make any other investment decisions. Subscribers should not rely on any such statements or ratios in making any investment decision. This report may not be reproduced in whole or in part in any form or manner. The report may contain information compiled from information which ACRA, Elixir Technology and BizInsights do not control and which has not been verified unless indicated in this report. Whilst every endeavor is made to ensure that the information provided is updated and correct, ACRA, BizInsights and Elixir Technology disclaim any liability for any damage or loss that may be caused as a result of any error or omission arising out of or in any way related to the contents of this report. Certain figures in the financial statements may have been adjusted for analytical classification purposes in accordance with established methodology and research processes.

Source: ACRA

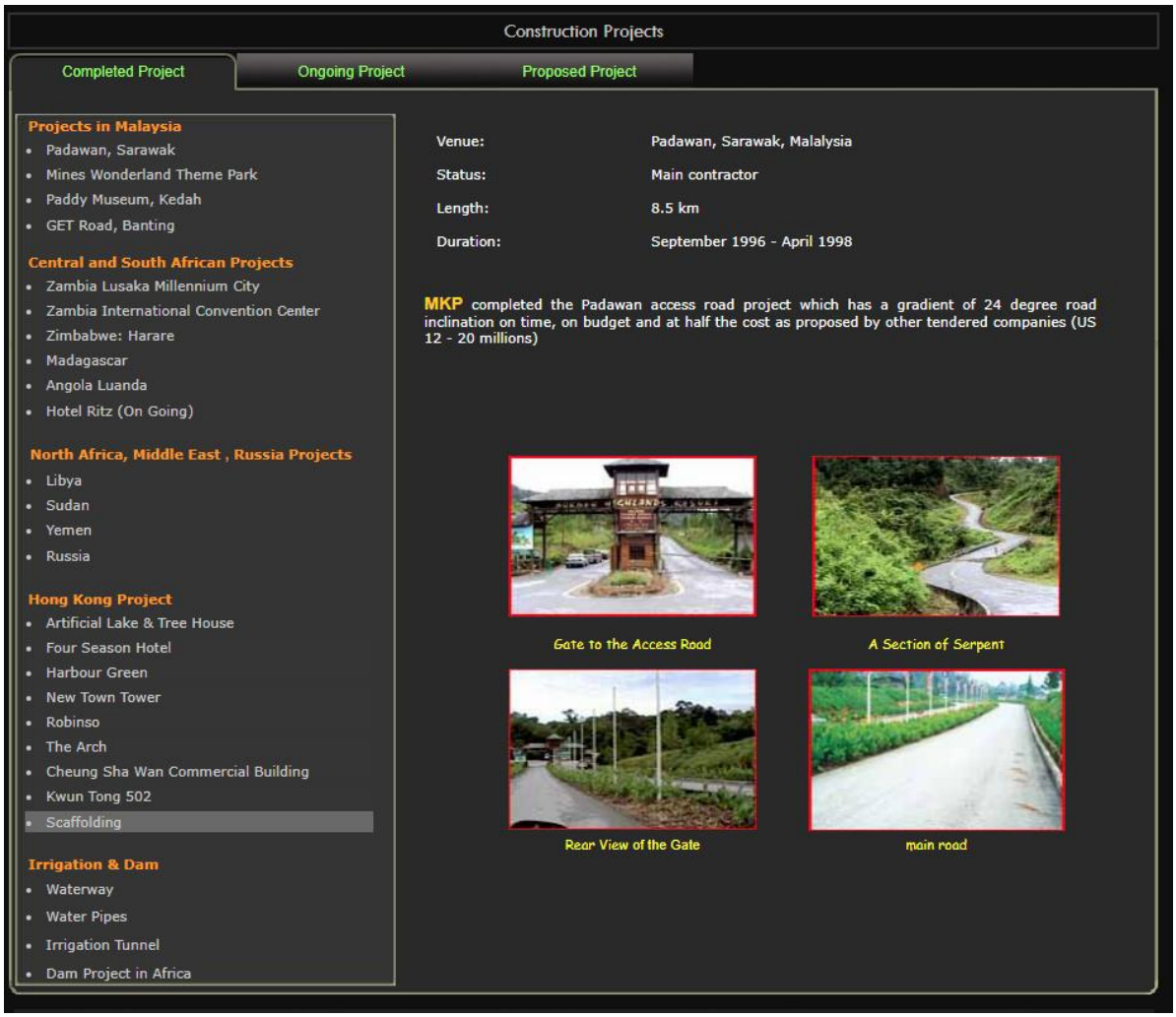
Annex 69: Countries in which MKP claims to operate

Figure 1: MKP's homepage claimed it operated in Algeria, Angola, Australia, Burundi, Cambodia, China, Congo, DRC, Ethiopia, Hong Kong, China, Kenya, Libya, Malaysia, Mozambique, Myanmar, Nigeria, Russia, Singapore, Tanzania, Uganda, Vanuatu, Zambia, Zimbabwe. The map at the bottom of the site further insinuates operations in Southeast Asia, Sub-Saharan Africa, Mideast/North Africa, North America and Europe.



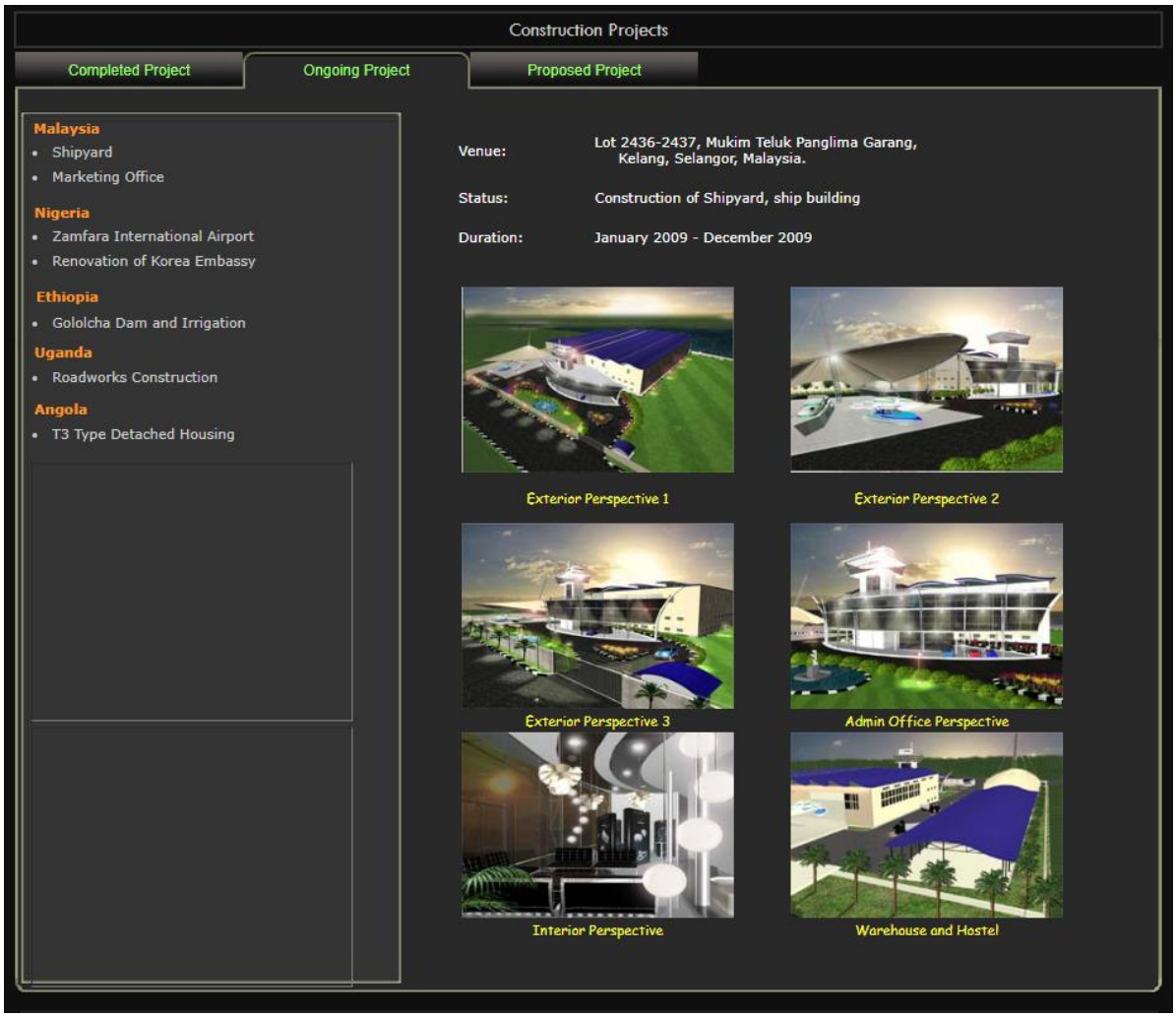
Source: Archived version of the page:
https://web.archive.org/web/20120119212635/http://mkpholdings.com.my/index.php

Figure 2: MKP claims completed construction projects in Malaysia, Zambia, Zimbabwe, Madagascar, Angola, Libya, Sudan, Yemen, Russia, Hong Kong.



Source: http://www.mkpholdings.com.my/construction.php (Page under tab, "Completed Project")

Figure 3: MKP claims construction projects in Malaysia, Nigeria, Ethiopia, Uganda, and Angola.

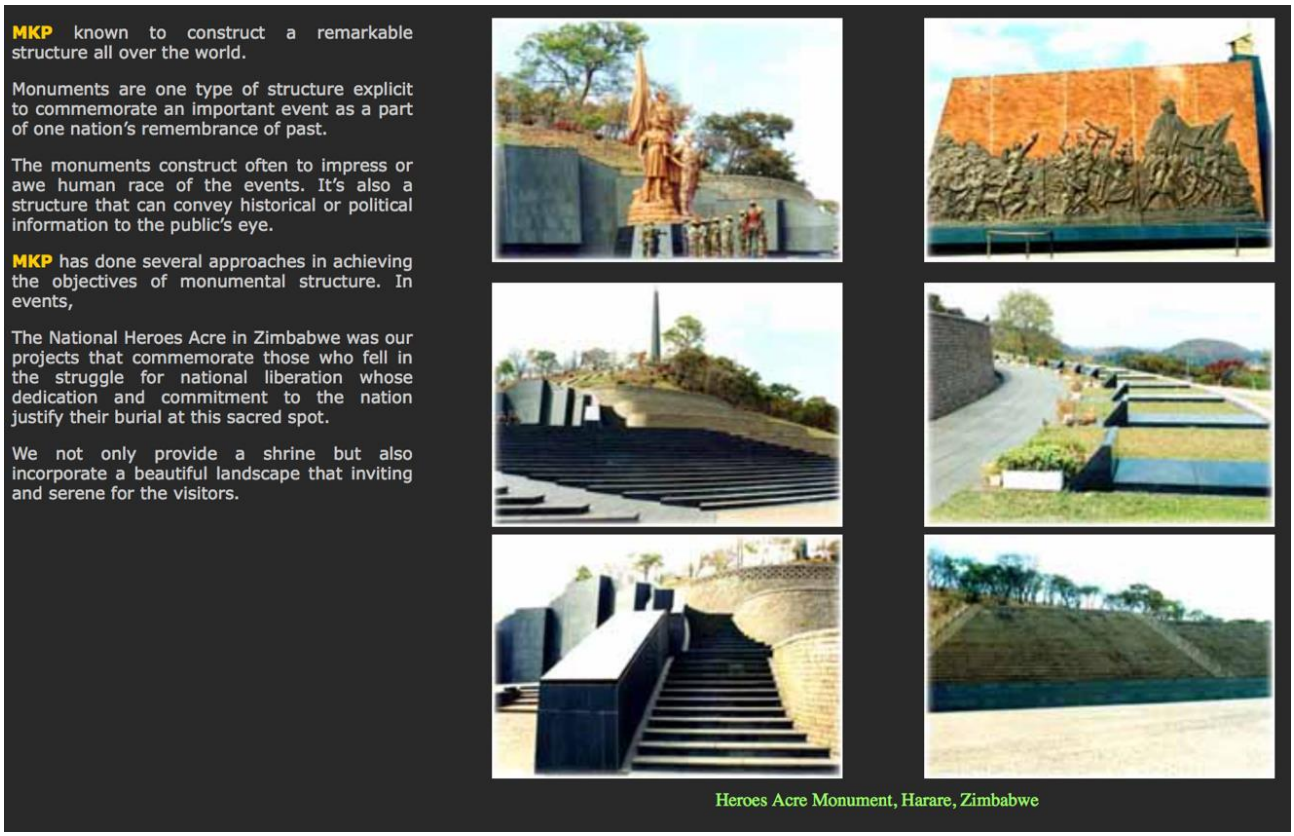


Source: http://www.mkpholdings.com.my/construction.php (page under tab, "ongoing project")

Annex 70: MKP claims to have Mansudae Overseas Projects (MOP) "solid and rich experience since 1964"

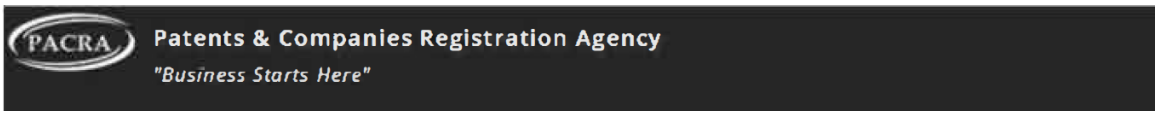
Source: MKP Website, http://www.mkpholdings.com.my/aboutus.php accessed 26 January 2018

Annex 71: MKP claims it constructed "National Heroes Acre" in Zimbabwe (constructed by Mansudae Overseas Projects)



Source: http://www.mkpholdings.com.my/subfile/construction/construction3.php, Accessed 26 January 2018

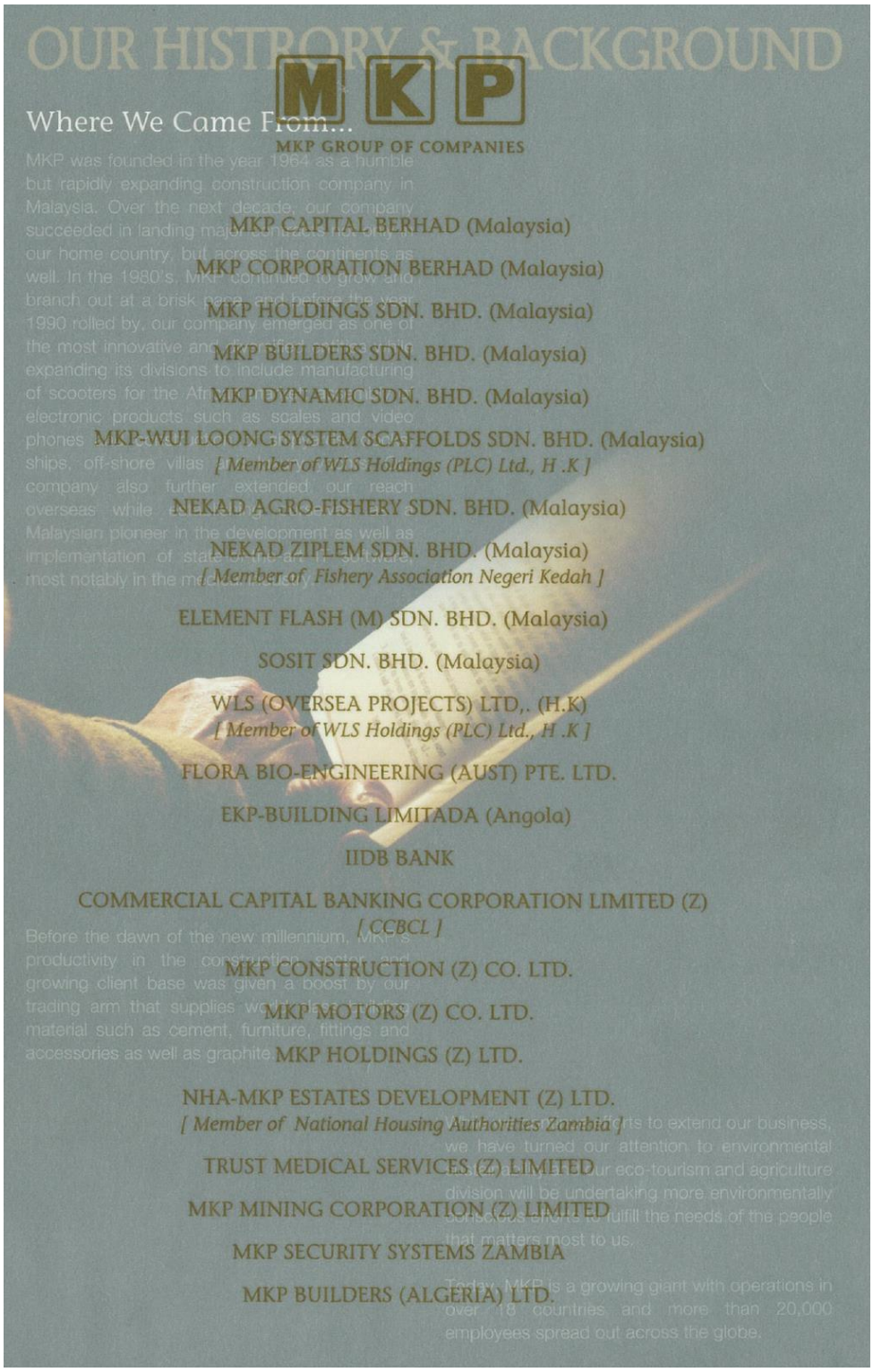
Annex 72: Zambian corporate registry list of companies with MKP in their name



Entity Number:	Entity Name:	Registartion Date:	Annual Return Status:	Nominal Capital Compliance Status:	Par Value:
Jun 30, 2011 *18717*	MKP HARDWARE AND INDUSTRIAL SUPPLIERS LIMITED		✖ FYE: 30-06-2012 Compliant	✖ Not Compliant ✖ Not Compliant	✖ Not Compliant ✔ Compliant
120150138517	MKP CONTRACTORS LIMITED	Dec 31, 2015	✔ FYE: 30-07-2017	✖ Not Compliant	✔ Compliant
120050058683	N H A - MKP ESTATES DEVELOPMENT LIMITED	Apr 29, 2005	✖ FYE: 30-06-2014	✖ Not Compliant	✖ Not Compliant
120060064168	MKP SECURITY SYSTEMS ZAMBIA LIMITED	Nov 7, 2006	✖ FYE: 01-01-2013	✖ Not Compliant	✔ Compliant
120040054717	MKP HOLDINGS LIMITED	Mar 1, 2004	✖ FYE: 01-03-2005	✖ Not Compliant	✖ Not Compliant
120130117265	MKP SOUTH AFRICA (ZAMBIA) LIMITED	Nov 15, 2013	✖ FYE: 31-12-2014	✖ Not Compliant	✔ Compliant
120110090060	MKP CAPITAL ZAMBIA LIMITED	Feb 4, 2011	✖ FYE: 04-02-2014	✔ Compliant	✖ Not Compliant
120110095546	MKP-IREHAB ZAMBIA LIMITED	Sep 13, 2011	✖ FYE: 30-09-2013	✖ Not Compliant	✖ Not Compliant
120010047965	MKP MOTORS (ZAMBIA) LIMITED	Aug 22, 2001	✖ FYE: 22-08-1912	✖ Not Compliant	✖ Not Compliant
120070068265	MKP BUILDERS ZAMBIA LIMITED	Aug 28, 2007	✖ FYE: 28-082012	✔ Compliant	✖ Not Compliant
120010047962	MKP CONSTRUCTION (ZAMBIA) LIMITED	Aug 22, 2001	✖ FYE: 01-01-2002	✖ Not Compliant	✖ Not Compliant
120100086671	OMEGA - MKP ZAMBIA LIMITED	Sep 1, 2010	■ FYE: 07-05-2017	✔ Compliant	✔ Compliant
120060063279	MKP MINING CORPORATION LIMITED	Aug 16, 2006	✖ FYE: 16-08-2007	✖ Not Compliant	✔ Compliant
120060062028	MKP TMS HOSPITAL LIMITED	Apr 20, 2006	✔ Compliant	✔ Compliant	✔ Compliant
120070065306	MKP PATHFINDER LIMITED	Feb 8, 2007	✖ FYE: 01-04-2008	✔ Compliant	✔ Compliant
319980085789	MKP CONTRACTORS AND TRANSPORT	Nov 13, 1998	■ FYE: 29-12-2016	Not Required	✔ Compliant

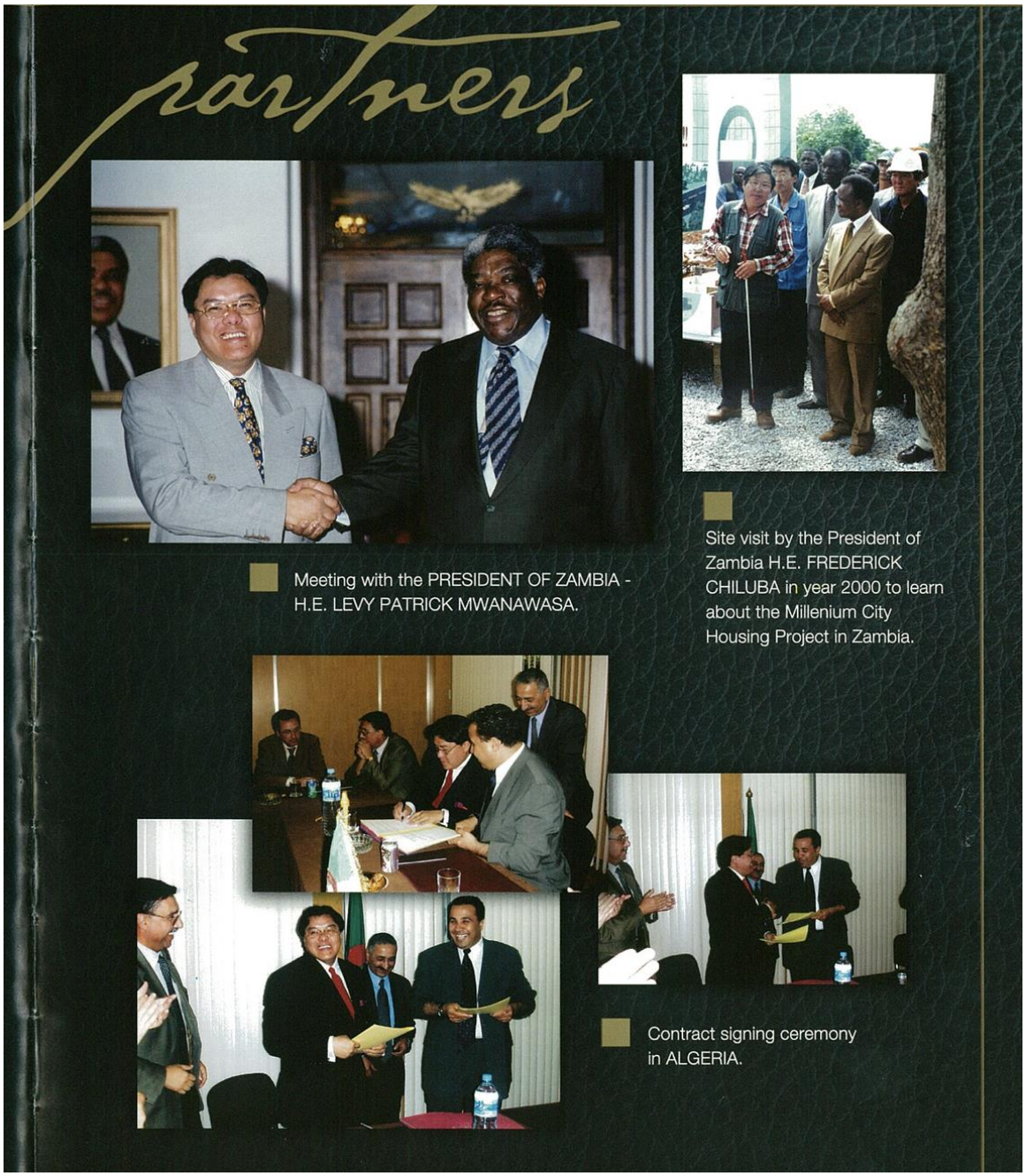
Source: Zambia Patents & Companies Registration Agency (PACRA)

Annex 73: MKP catalogue showing companies in MKP Group including in Angola, Zambia



Source: 2014 MKP Catalogue (same source for all ensuing photographs with the exception of those another source)

Annex 74: Yong Kok Yeap (MKP Chief Executive Officer) shaking hands with former Zambian president



Source: Page in catalogue devoted to important “partners” of MKP

Annex 75: MKP catalogue showing photos of MKP Zambia Director Yazid Merzouk accompanying Deputy Prime Minister of Malaysia on visit to MKP Trust Medical Center in July 2008

Source: MKP catalogue

Annex 76: Yazid Merzouk and other MKP directors accompanying Deputy Prime Minister of Malaysia on visit to Zambia MKP Trust Medical Center in July 2008

Source: MKP website

Annex 77: MKP Board of Directors (including Han Hun Il, Yong Kok Yeap, and Yazid Merzouk of MKP-Zambia)

Image 1: Left to right: Ms. Siti Faridah Md. Lias, Mr Mohamad Fauzi Bin Othman, Mr. Mohamed Yazid Merzouk, Dato' Dr. Yong Kim Yeap, Admiral Datuk M. Ramly Baker (Rtd), Dr. Edward Han Hun Il, Mr. Ismael bin Ariffin, Ms. Camy Soh Pui Hoon

Source: MKP catalogue

Image 2: Bottom to top: Dr. Edward Han Hun Il, Dato' Dr. Yong Kim Yeap, Admiral Datuk M. Ramly Baker (Rtd), Mr. Mohamed Yazid Merzouk, Mr. Ismael bin Ariffin, Mr Mohamad Fauzi Bin Othman, Ms. Siti Faridah Md. Lias

Source: MKP catalogue

Annex 78: MKP leadership from left: Yazid Merzouk and Yong Kok Yeap, Han Hun Il to far right

Source: MKP catalogue

Annex 79: Lawsuit between Yazid Merzouk and Commerical Capital Consortium Limited

For the Appellant:	*Mr. Fraser Chishimba, of Messrs Fraser and Associates*
For the Respondent:	*Ms Comfort Mulenga of Attorney-General's Chambers*

RULING

Mwanamwambwa, Ag. D.C.J., delivered the Ruling of the Court

Case referred to:

1. Newton Malwa vs Lucky Mulusa (& Another) Selected Judgment No. 24 of 2014.

Legislation referred to:

1. Rules of the Supreme Court, 1999. Order 4. Rule 9 (1)

Other Works referred to:

1. Atkin's Court Forms 2nd Edition. Volume 37 (*1995 Issue)*, pages 196 and 211.

Where two or more proceedings are pending before the same Court, and it appears to the Court that some common question of law or fact, arises in both or all of them, or the rights to relief claimed therein are in respect of or arises out of the same transaction or a series of transactions, the Court may order any of them to be stayed, until after determination of any of them. Stay in this instance, is a temporary-hold-up in the proceedings, though it is clearly contemplated that the result of the action which proceeds will, as a test action, in effect determine the stayed proceedings. Stay is a discretionary remedy, when the several actions are not so

IN THE SUPREME COURT FOR ZAMBIA
HOLDEN AT LUSAKA
(Civil Jurisdiction)

APPEALS NO. 38 AND 101 OF 2012
SCZ/8/159/2012
SCZ/8/18/024/2012

IN THE MATTER OF: AN APPLICATION UNDER ORDER 8 RULE 3 OF THE RULES OF THE SUPREME COURT 1999 EDITION AS READ TOGETHER WITH ORDER 59 RULE 14 OF RSC 1999 EDITION

AND

IN THE MATTER OF: STATUTORY INSTRUMENT NO. 26 OF 2012 OF THE SUPREME COURT (AMENDMENT) RULES, 2012 AND IN PARTICULAR RULE 58 (5) OF THE SUPREME COURT (AMENDMENT) RULES, 2012

BETWEEN:

SAMBA LUBEMBA — **APPELLANT**

AND

OPHELIA HANYAAMA — **1ST RESPONDENT**

SANGARE TRANSPORT LIMITED — **2ND RESPONDENT**

ATTORNEY GENERAL — **3RD RESPONDENT**

BETWEEN:

YAZID MERZOUK — **APPELLANT**

AND

COMMERCIAL CAPITAL CORPORATION LIMITED — **RESPONDENT**

Coram: Mwanamwambwa, Ag D.C.J, Chibomba, Phiri, Wanki, Muyovwe, Wood, Malila, Kaoma, J.J.S., and Lengalenga, Ag. J.S.

On the 15th of October 2014

For the Appellant: *Mr. W.L. Mubanga, of Messrs Chilupe and Company; Permanent Chambers*

For the Respondent: *Mr. Mondenga, of Messrs Mondenga and Company.*

Annex 80: Zambia corporate registry of MKP Holdings Ltd with Yazid Merzouk and "Korea" national

120040054717

PACRA

Patents and Companies Registration Agency

Computer Printout - Local Company

Local Company	**MKP HOLDINGS LIMITED**	**Registration Number**	**120040054717**
Date of Incorporation	01 day of March 2004	Date of FY End	01/03/2005
Registered Office	PLOT NO. 5591 KALUNDU, LUNSEMFUA ROAD		
Postal Address	P.O. BOX 31102		
Town / City			
Country			
Certificate Signed By	N.J. Moola		
Phone			
Email			
Struck off/Ceased on			
Nominal capital	K 2000		
Number of Shares	2000000		
Liability			
Articles Filed Date			
Amended Articles Filed Date			
Adopted Articles Filed Date			
Company Liquidated Date			
Company in Receivership Date			
Nature of Business			
Annual return	[redacted]		

Source: Zambia Patents and Companies Registration Agency, www.pacra.org.zm

Annex 81: Zambia corporate registry of MKP TMS Hospital Ltd with Yazid Merzouk and "Korea" directors/shareholders

120060062028

PACRA

Patents and Companies Registration Agency

Computer Printout - Local Company

Local Company	**MKP TMS HOSPITAL LIMITED**	**Registration Number**	**120060062028**
Date of Incorporation	20 day of April 2006	Date of FY End	31/12/2018
Registered Office	NO 05 REED BUCK ROAD KABULONGA LUSAKA		
Postal Address	P.O. BOX 31102		
Town / City			
Country			
Certificate Signed By	W. Banda		
Phone	+2611266986		
Email	info@mkp-tmhospital.com		
Struck off/Ceased on			
Nominal capital	K 15000		
Number of Shares	15000		
Liability	Normal Company		
Articles Filed Date			
Amended Articles Filed Date			
Adopted Articles Filed Date			
Company Liquidated Date			
Company in Receivership Date			
Nature of Business			
Annual return	[redacted]		

Year	Date Delivered	
2017	10/05/2017	
2016	27/05/2016	
2015	22/05/2015	
2014	15/05/2014	
2013	26/06/2013	
2012	20/08/2012	
2011	29/09/2011	
2010	20/03/2012	
2009	20/03/2012	
2008	20/03/2012	
2007	20/03/2012	
Class of Shares	Number authorised	Par value Per share
Ordinary	**15,000.00**	**1.00**
Ordinary	**25.00**	**25.00**

Individuals

Present forenames and surnames	Address	Nationality & NRC/ Passport No	Occupation	Director/ Partner	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
SIDNEY KAMWENDO		100030/11/1 ZAMBIA	BUSINESSMAN		Yes			
YAZID MOHAMED MERZOUK		0962094 ALGERIA		Yes		Yes	2,750.00	Ordinary
BETTY MULONGOTI		183674/62/1 ZAMBIA		Yes		Yes	250.00	Ordinary
ABDELDJALLIL MERZOUK		PP.94999950 ALGERIA		Yes				
HO UN RAN		554132049 KOREA		Yes		Yes	500.00	Ordinary
HAN YONG		554132045 KOREA		Yes		Yes	1,500.00	Ordinary

Source: Zambia Patents and Companies Registration Agency

Annex 82: Zambia corporate registry of Commercial Capital Corporation

119930029153

PACRA

Patents and Companies Registration Agency

Computer Printout - Local Company

Local Company	**COMMERCIAL CAPITAL CORPORATION LIMITED**	**Registration Number**	**119930029153**
Date of Incorporation	14 day of July 1993	Date of FY End	14/07/1957
Registered Office	ZIMCO HOUSE, CHAINDA PLACE		
Postal Address	P.O. BOX 32378		
Town / City			
Country			
Certificate Signed By	G K LIPIMILE		
Phone			
Email			
Struck off/Ceased on			
Nominal capital	K 10000000		
Number of Shares	10000000000		
Liability			
Articles Filed Date			
Amended Articles Filed Date			
Adopted Articles Filed Date			
Company Liquidated Date			
Company in Receivership Date			
Nature of Business	[redacted]		

Individuals

Present forenames and surnames	Address	Nationality & NRC/ Passport No	Occupation	Director/ Partner	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
DERRICK. MUNSELE		172180/66/1 ZAMBIA	ACCOUNTANT	Yes	Yes			
SAMSON SAKALA		138276/63/1 ZAMBIA	DIRECTOR			Yes	6,250,000.00	
DAVID KAYOMBO KAMBITA		160789/21/1 ZAMBIA	DIRECTOR			Yes	3,750,000.00	
KINGSLEY MUWOWO		ZAMBIA				Yes	250,000.00	
WINNERD SIMWALA		164457/11/1 ZAMBIA	BUSINESSWOMAN			Yes	6,250,000.00	

Source: Zambia Patents and Companies Registration Agency

Annex 83: Zambia corporate registry of MKP-Lloyds Green Tech Ltd

120110093559

PACRA

Patents and Companies Registration Agency

Computer Printout - Local Company

Local Company	**MKP-LLOYDS GREEN TECH LIMITED**	**Registration Number**	**120110093559**
Date of Incorporation	30 day of June 2011	Date of FY End	30/06/2012
Registered Office	PLOT NO. 5490 LUNSEMFWA ROAD, KALUNDU LUSAKA ZAMBIA		
Postal Address	P.O. BOX 31102 LUSAKA ZAMBIA		
Town / City	LUSAKA.		
Country	ZAMBIA		
Certificate Signed By	W. Banda		
Phone			
Email			
Struck off/Ceased on			
Nominal capital	K 5000		
Number of Shares	5000000		
Liability			
Articles Filed Date			
Amended Articles Filed Date			
Adopted Articles Filed Date			
Company Liquidated Date			
Company in Receivership Date			
Nature of Business			
Annual return	[redacted]		

Individuals

Present forenames and surnames	Address	Nationality & NRC/ Passport No	Occupation	Director/ Partner	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
MOHAMED YAZID MERZOUK		02867282 ALGERIA	DIRECTOR	Yes				
LLOYD CHINGAMBO		160749/43/1 ZAMBIAN	DIRECTOR	Yes				
CHARLES VICTOR HOLLAND	-	202930/61/1 ZAMBIA	DIRECTOR	Yes				

Business Entities

Business Number	Name of Business	Residential & Postal addresses	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
120040057384	LLOYDS FINANCIALS LIMITED	P.O. BOX 390035 LUSAKA ZAMBIA		Yes	2,000.00	Ordinary
120110090060	MKP CAPITAL ZAMBIA LIMITED	P.O.BOX 31102 LUSAKA ZAMBIA		Yes	3,000.00	Ordinary

Source: Zambia corporate registry

Annex 84: Zambia corporate registry of MKP Security Systems Zambia Ltd

120060064168

PACRA

Patents and Companies Registration Agency

Computer Printout - Local Company

Local Company	**MKP SECURITY SYSTEMS ZAMBIA LIMITED**	**Registration Number**	**120060064168**
Date of Incorporation	07 day of November 2006	Date of FY End	01/01/2013
Registered Office	PLOT NO. 7393 CHAINDA PLACE, CAIRO ROAD		
Postal Address	P.O. BOX 31102		
Town / City			
Country			
Certificate Signed By	B. MWALONGO		
Phone			
Email			
Struck off/Ceased on			
Nominal capital	K 5000		
Number of Shares	500000		
Liability	Normal Company		
Articles Filed Date			
Amended Articles Filed Date			
Adopted Articles Filed Date			
Company Liquidated Date			
Company in Receivership Date			

Nature of Business

Annual return

Individuals

Present forenames and surnames	Address	Nationality & NRC/ Passport No	Occupation	Director/ Partner	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
TIMOTHY KAZEMBE		118178/61/1 ZAMBIA		Yes		Yes	100,000.00	
N'GONGA OSWALD GOODSON BWALYA		177920/66/1 ZAMBIAN	DIRECTOR	Yes		Yes	50,000.00	
SAMSON SAKALA		138276/63/1 ZAMBIA	DIRECTOR	Yes	Yes	Yes	100,000.00	

Source: Zambia Patents and Companies Registration Agency, www.pacra.org.zm

Zambia corporate registry of MKP-Irehab Limited

PACRA

Patents and Companies Registration Agency

Computer Printout - Local Company

120110095546

Local Company	**MKP-IREHAB ZAMBIA LIMITED**	**Registration Number**	**120110095546**
Date of Incorporation	13 day of September 2011	Date of FY End	30/09/2013
Registered Office	NO. 5, OFF REEDBUCK ROAD, KABULONGA. LUSAKA ZAMBIA		
Postal Address	P.O. BOX 311023, LUSAKA ZAMBIA		
Town / City	LUSAKA.		
Country	ZAMBIA		
Certificate Signed By	W. Banda		
Phone			
Email			
Struck off/Ceased on			
Nominal capital	K 5000		
Number of Shares	5000000		
Liability			
Articles Filed Date			
Amended Articles Filed Date			
Adopted Articles Filed Date			
Company Liquidated Date			
Company in Receivership Date			
Nature of Business			
Annual return	[redacted]		

Year	Date Delivered
2012	26/04/2013

Individuals

Present forenames and surnames	Address	Nationality & NRC/ Passport No	Occupation	Director/ Partner	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
ABDELDJALLIL MERZOUK		9499950 ALGERIA	DIRECTOR	Yes				
MOHAMED YAZID MERZOUK		02867282 ALGERIA	DIRECTOR			Yes	2,550,000.00	Ordinary
DERICK MWASHUNGUTI		451237/11/1 ZAMBIA	BUSINESSWOMAN		Yes			
MOHAMED YAZID MERZOUK		02030956 ALGERIA		Yes				
DR ZALILAH BINTI SALLEH GHANY		A23679291 ZAMBIAN	DIRECTOR	Yes		Yes	2,450,000.00	Ordinary

Business Entities

Annex 85: Corporate Registry Documents for Commercial Capital Corporation (CCCL)

[redacted]

Local Company	**COMMERCIAL CAPITAL CORPORATION LIMITED**	**Registration Number**	**119930029153**
Date of Incorporation	14 day of July 1993	Date of FY End	14/07/1957
Registered Office	ZIMCO HOUSE, CHAINDA PLACE		
Postal Address	P.O. BOX 32378		
Town / City			
Country			
Certificate Signed By	G K LIPIMILE		
Phone			
Email			
Struck off/Ceased on			
Nominal capital	K 10000000		
Number of Shares	10000000000		
Liability			
Articles Filed Date			
Amended Articles Filed Date			
Adopted Articles Filed Date			
Company Liquidated Date			
Company in Receivership Date			

Nature of Business

Business Entities

Mortgage Code	Bank name	Amount	Date	Status
2185	DEVELOPMENT BANK OF ZAMBIA	2045	21/04/2008	
1163	INTERMARKET BANKING LIMITED	500000	13/07/2004	

Annual return

Year	Date Delivered
2007	28/03/2008
2006	23/08/2007
2005	31/12/2005
2005	30/06/2006
2004	06/04/2004
2003	22/05/2003
2002	15/05/2003
2000	26/12/2000
1999	31/01/2000
1998	26/01/1999
1997	31/03/1998

Individuals

Present forenames and surnames	Address	Nationality & NRC/ Passport No	Occupation	Director/ Partner	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
DERRICK. MUNSELE		172180/66/1 ZAMBIA	ACCOUNTANT	Yes	Yes			
SAMSON SAKALA		138276/63/1 ZAMBIA	DIRECTOR			Yes	6,250,000.00	
DAVID KAYOMBO KAMBITA		160789/21/1 ZAMBIA	DIRECTOR			Yes	3,750,000.00	
KINGSLEY MUWOWO		ZAMBIA				Yes	250,000.00	
WINNERD SIMWALA		164457/11/1 ZAMBIA	BUSINESSWOMAN			Yes	6,250,000.00	

Annex 86: Analysis of MKP claim that its website was hacked to create a false impression of a link to a DPRK financial institution

MKP has claimed that its website was hacked, and that the hackers uploaded an image and new content to create the impression of a false connection between MKP and a DPRK financial institution (the International Consortium Bank, or ICB). MKP claimed it discovered this alteration on 3 March 2017 and filed a report with the police. Here is the webpge in question:

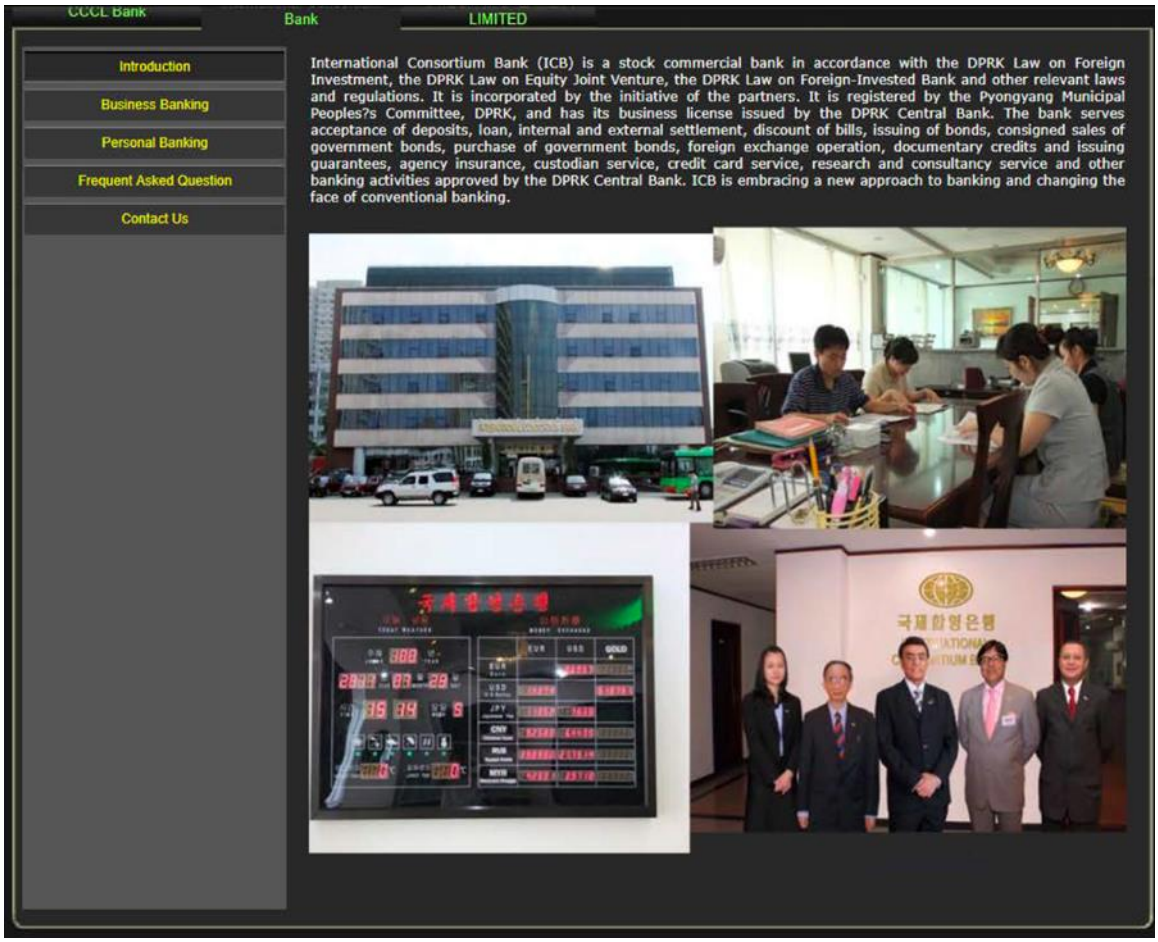


Figure 1 (see below) shows a screenshot of the page in question as it appeared 3 March 2017.

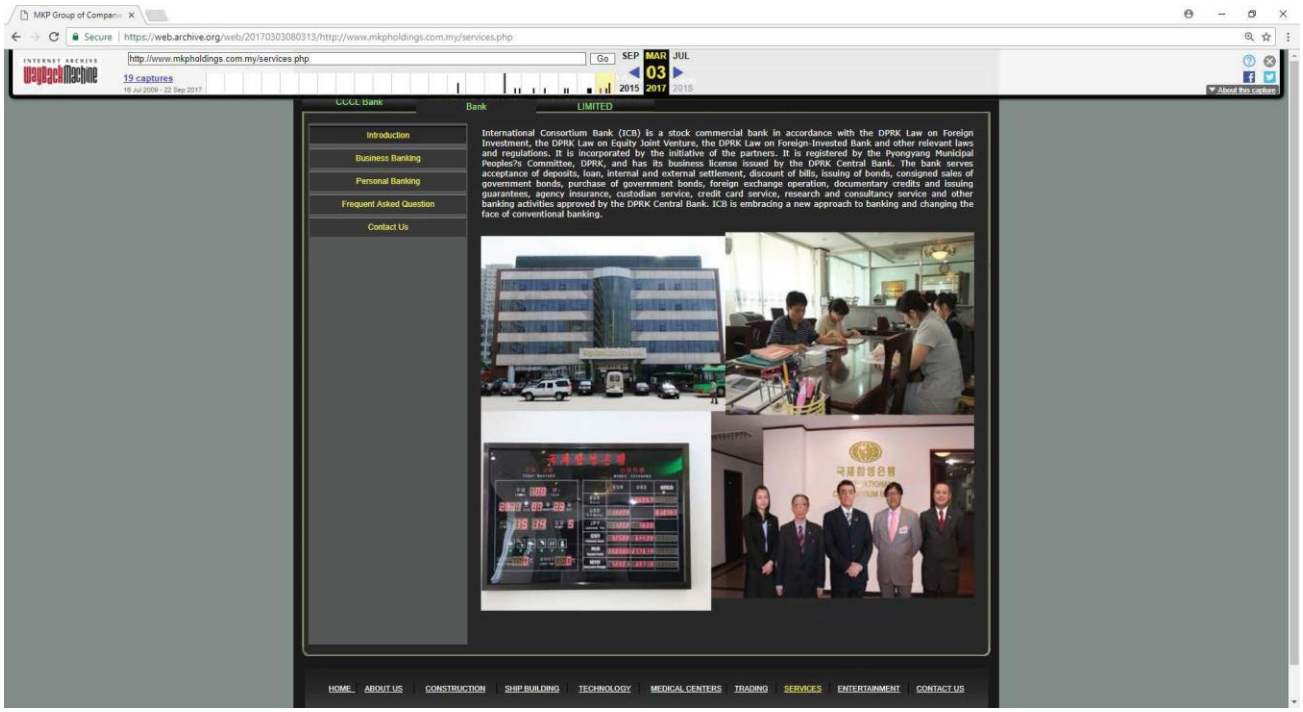


Figure 1: Screenshot of page in question dated 3 March 2017

Archived versions of the site provide evidence to the contrary. These versions help determine approximately when the images and information appeared, and how it changed over time. If MKP's website was indeed hacked, then the hackers would have had to begin their operation years ago and routinely update the allegedly planted information multiple times, to conform to significant changes in MKP's website.

First, the image and information MKP claims hackers falsely inserted can be seen on its website two years before its alleged discovery. Figure 2 (below) displays an archived version of MKP's website as it would have appeared on 14 April 2015.

Figure 2: archived version of MKP's website as it would have appeared on 14 April 2015

The page remained almost unchanged between this date and 30 March 2017 when MKP filed its police report. Additionally, analysis of the exit data in the image which MKP claims was hacked into their website, reveals a Photoshop time stamp dating the most recent save (or resave with Photoshop) of this image back to 2012:07:06 at 17:53:54, predating MKP's claimed discovery and the image's supposed first appearance on MKP's website. If MKP's site was hacked and false information implanted, MKP failed to discover it for at least two years and the Photoshopped image itself is significantly older.

General information on ICB and MKP appeared far earlier on MKP's site, but in a different form. Prior to the 14 April 2015 archived image, information appeared on this page with identical text, albeit with another image. Figure 3 (see below) captures the page as it appeared on MKP's website on 31 August 2012. In both cases, individuals appear to have been photoshopped against the background of the wall with the ICB logo. As this is the case in both images, MKP's claim that the photoshopping of people onto the 2015 photo is evidence of recent hacking, does not stand up to scrutiny.

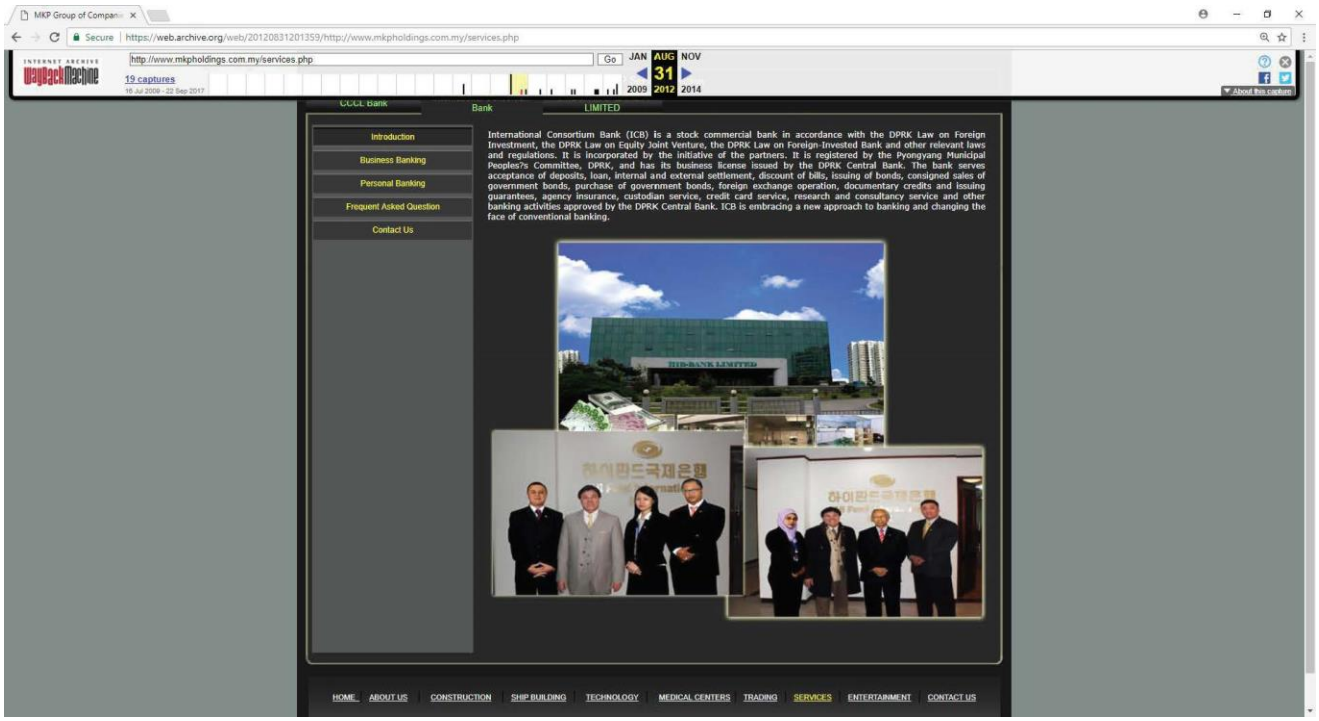


Figure 3: page as it appeared on MKP's website on 31 August 2012

On 19 January 2012, approximately seven months before the archived image of the MKP website first appeared, the page tab still existed under a different name: "HIB Bank". Hi-Fund International Bank (HIB) is an alias for ICB – a fact which MKP acknowledged in its response to the Panel. The image for the 31 August 2012 page was the same used for the HIB tab seen on 19 January 2012 (Figure 4, see below).

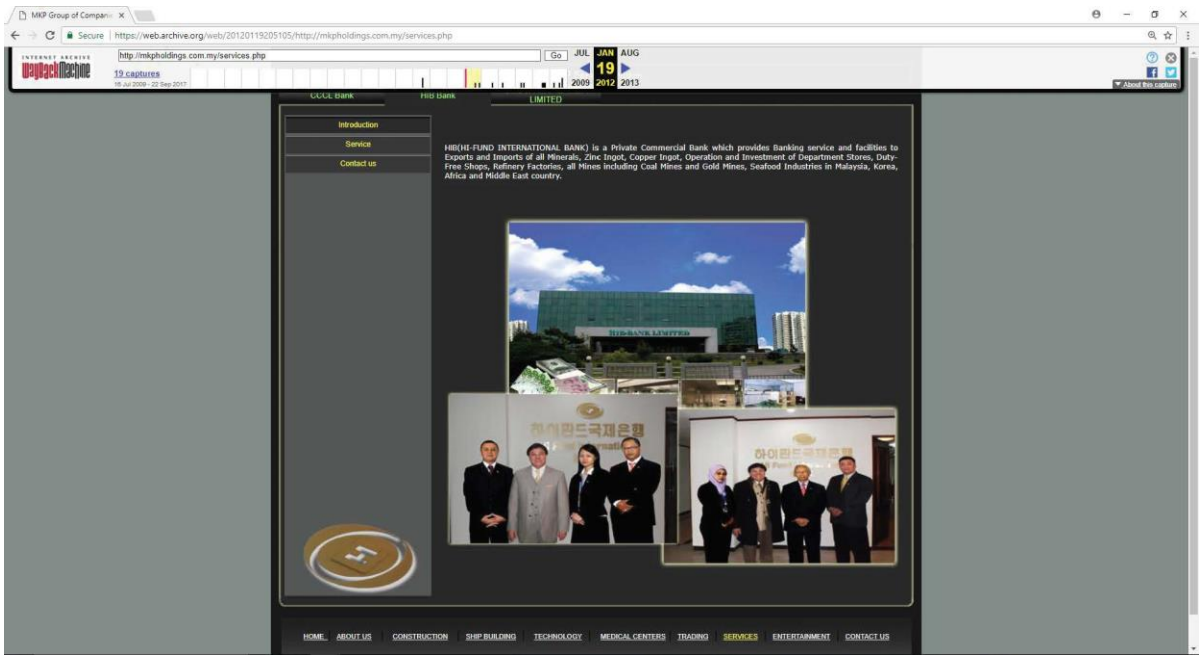


Figure 4: The image for the 31 August 2012 page as it appeared on 19 January 2012

In addition to its claim about this false link to ICB, MKP also claims to have no connection to IIDB Bank. However, in 2005 MKP included IIDB Bank on a list of MKP companies and noted it owned a 50 percent stake in the company. Figure 5 (below) is an archived image of MKP's website as it appeared in 2005. In the top right, MKP lists the companies under its umbrella.

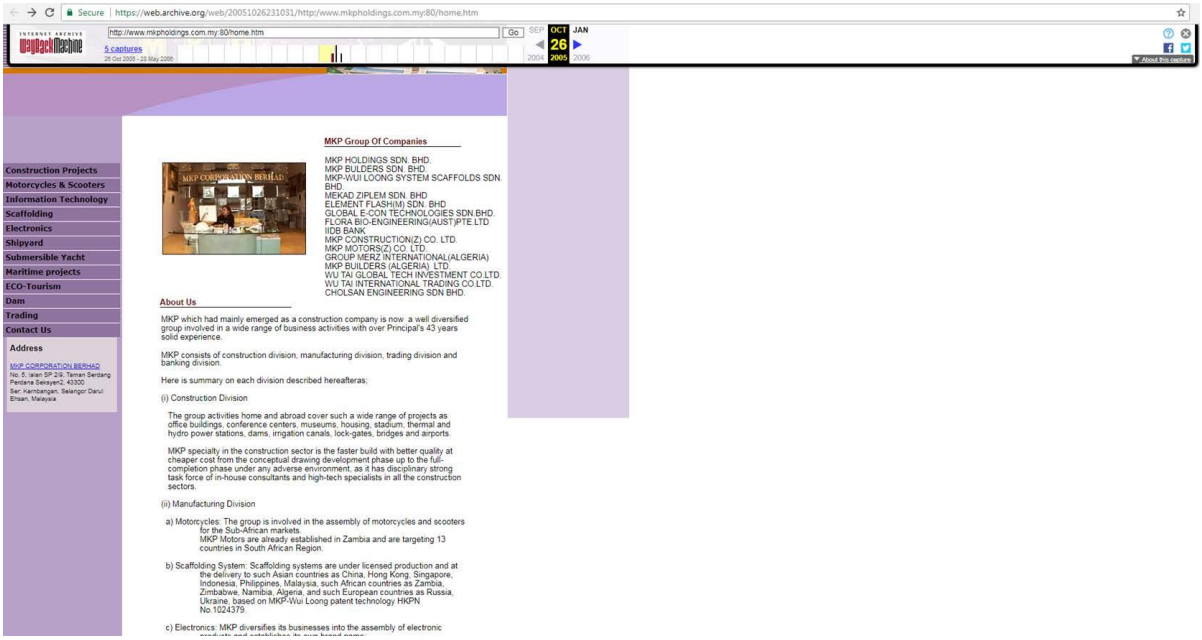


Figure 5: archived version of MKP's website as it appeared 26 October 2005

Figure 6 (below) is taken from the same page. It provides information on MKP's ties to IIDB and makes the 50 percent ownership claim.

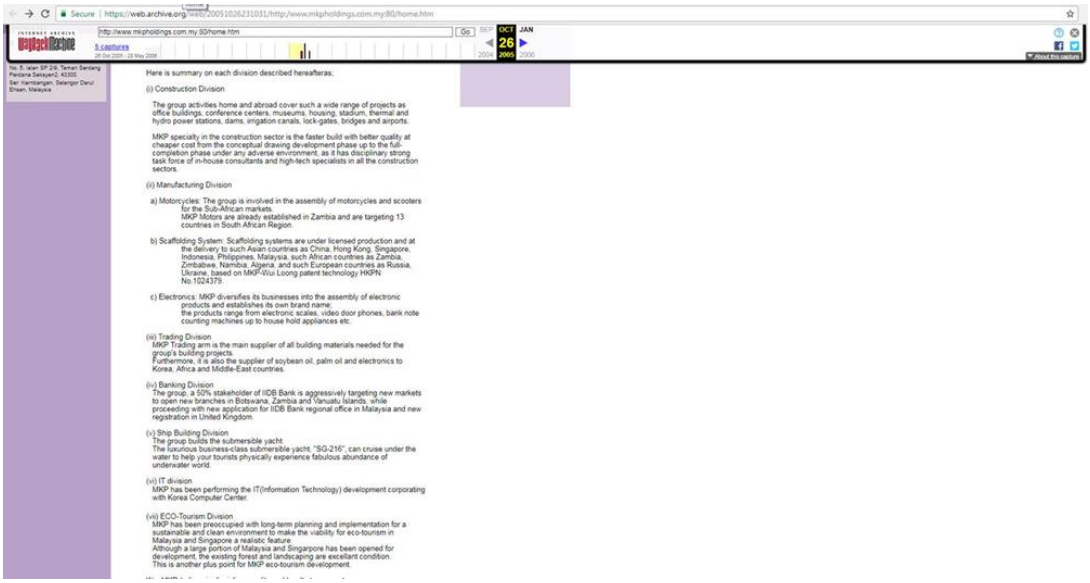
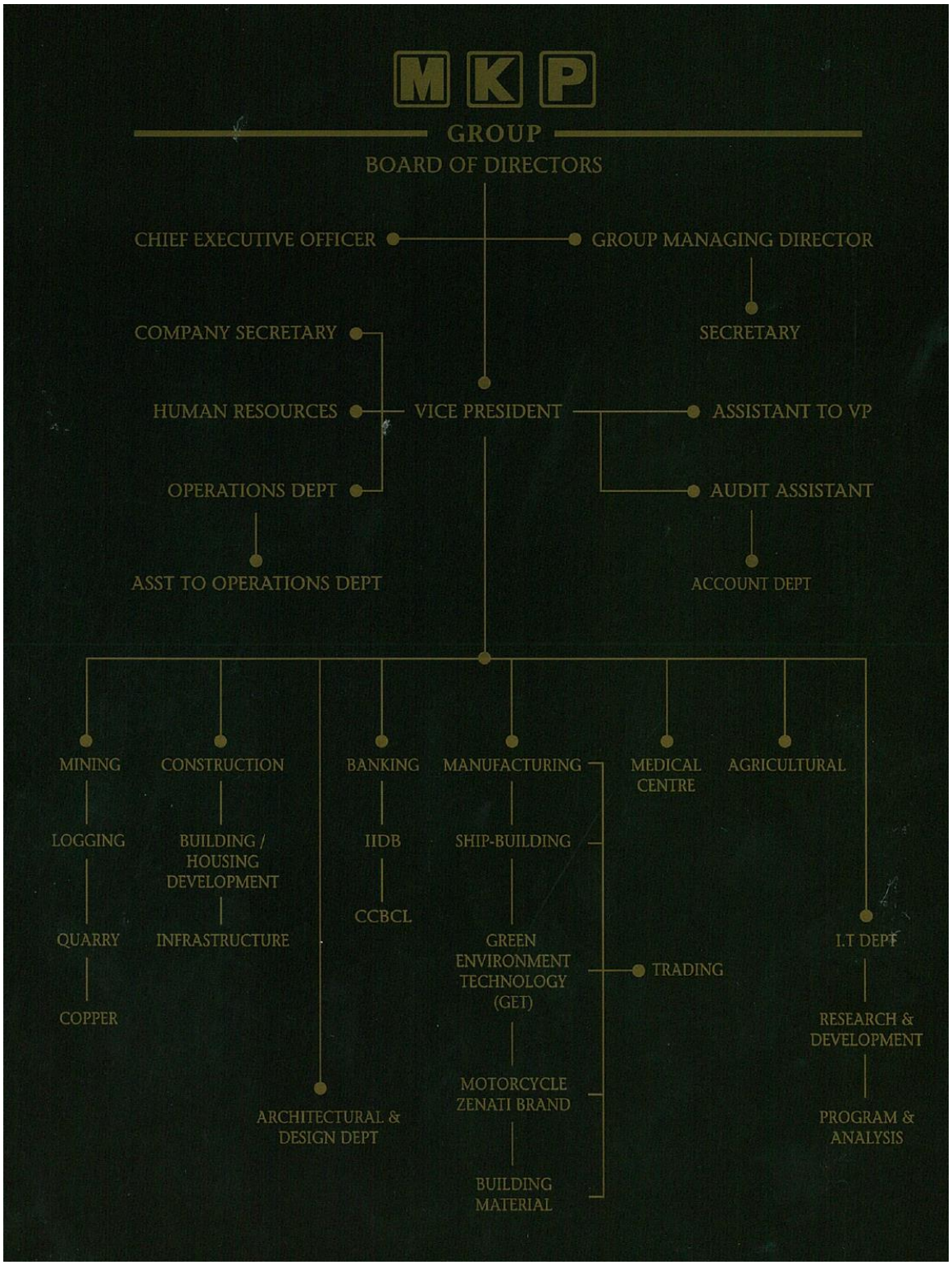


Figure 6: Another section of page as it appeared 26 October 2005

Annex 87: MKP catalogue showing company organigram



Source: MKP catalogue

Annex 88: Uganda Corporate registration documents with "Korean" nationals for "MKP Builders San Bhd" (ID: F2220), "MKP Capital Bernard" (ID: 106306), and "NH-MKP Builders Ltd" (ID:133404)

MKP BUILDERS SAN BHD

Registration ID; - F2220

Incorporation Date; - 8th July 20111

Shareholders;-

Foreign Company – No shares Listed

Foreign Country Associates and their nationality;

Foreign Country Associates	**Nationality**
Mr. Yong Kyong Kin	Korean
Janet Lukonga Bilan	Ugandan
Muhamed .A. Banomaran	Lybian

Trades as; - VIDAS ENGINEERING SERVICES Co. LIMITED

Company Address; -
Vidas Engineering Services Co. Ltd,
Floor/suite No. 2nd Floor room A4 Jk
Building, Kiira road – Ntinda,
P.O. BOX 71911, Kampala
Tel; +256772661946
E-mail; vidaslimited@yahoo.com

Status;- Existing

Last date of filling returns 25th April 2017

Source: Uganda Registration Services Bureau, www.ursb.go.ug

MPK CAPITAL BERNARD CO. LIMITED

Registration ID; - 106306

Incorporation Date; - 26th February, 2009

Shareholders;-

Share holders	% share holding
Mr. Young Kyong	1
Mr. Edward Han	1
Mr. Henry Mukisa	1
Mr. Asa Mugenyi	1
Total Shares	Not illustrated

Directors and their Nationality;-

Directors	Nationality
Mr. Yong Kyong	Korean
Mr. Edward Han	Korean
Mr. Henry Mukisa	Ugandan
Mr. Asa Mugenyi	Ugandan

Trades as; - VIDAS ENGINEERING SERVICES Co. LIMITED

Company Address; -
Vidas Engineering Services Co. Ltd,
Floor/suite No. 2nd Floor room A4 Jk
Building, Kiira road – Ntinda,
P.O. BOX 71911, Kampala
Tel; +256772661946
E-mail; vidaslimited@yahoo.com

Status;- Existing

Source: Uganda Registration Services Bureau, www.ursb.go.ug

NH-MKP BUILDERS LIMITED

Registration ID; - 133404

Incorporation Date; - 7th July 2011

Shareholders; -

Share holders	**% share holding**
National Housing & Construction Company Ltd	1,100,000
MKP Builders SDN. BHD (MKP)	900,000
Total Shares	**2,000,000**

Directors and their nationality;-

Directors	**Nationality**
Jane Bilek Langoya	Ugandan
Mhanmed A. Benomran	Libyan
Henry Majoh Mukisa	Ugandan
Choi Dah Hwan	Korean

Trades as; - NATIONAL HOUSING & CONSTRUCTION Co. LIMITED

Company Address;-

National Housing & Construction Co Ltd,

Plot 5, 7th street, Industrial Area,

P.O. BOX 659, Kampala.

Tel; +256414330002

Status; - Existing

Source: Uganda Registration Services Bureau, www.ursb.go.ug

Annex 89: Corporate registration documents for “Vidas Engineering Services

VIDAS ENGINEERING SERVICES COMPANY LIMITED

Registration ID; 56387

Legal Status; Limited Liability Company

Incorporation Date; 2nd January 2003

Core Operational Area: Works and Supplies

Our Business Sectors:

- Building and construction materials
- Plumbing materials
- Protective wear
- Timber and firewood
- Electrical, plumbing and other construction installation activities
- Civil engineering
- Construction of buildings & carpentry
- Construction of roads and bridges
- Construction of water projects

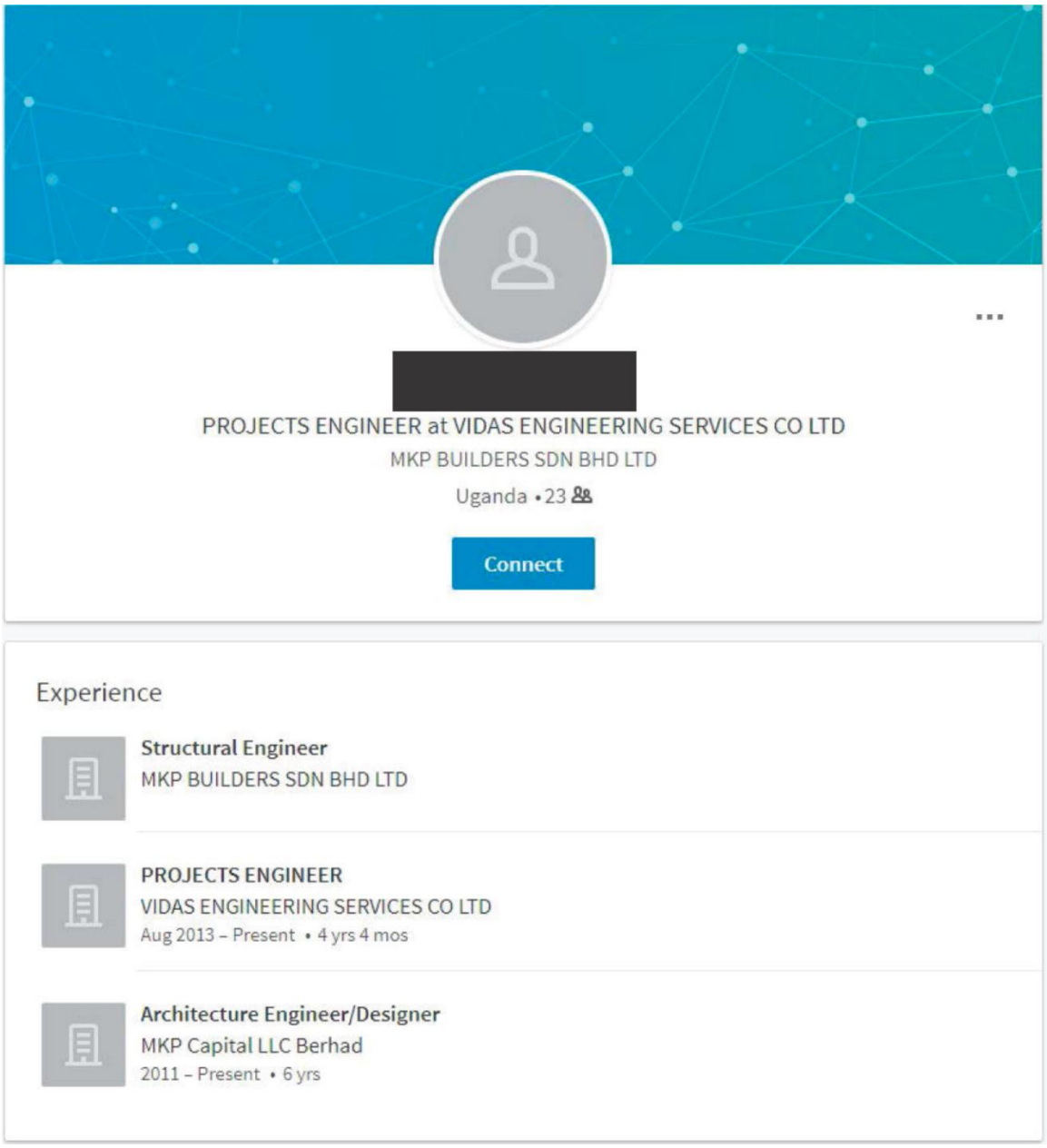
Share Capital; Ug shs 20,000,000 divided into 1000 shares of @Ug shs 20,000 in preferred shares

Share Holders, their % share holdings and nationality

Share holders	**% share holding**	**Nationality**
Didas Ndamira	780	Ugandan
Joseph .O. Eyetu	20	Ugandan
Simpson Davids	20	Britain
Didas Rutandikire	180	Ugandan
Total Shares	**1,000**	

Source: Uganda Registration Services Bureau, www.ursb.go.ug

Annex 90: Linked in Profile linking Vidas Engineering to MKP Builders Sdn.



Source: The Panel

Annex 91: Projects involving “Vidas Engineering Services - Media article and listing of projects on Ugandan Ministry of Water and Environment Website

NWSC Unveils Shs5oom Water Project in Hoima

By Johnbosco Tugume

National Water and Sewerage Corporation Hoima branch has unveiled Shs500 million water extension project aimed at provision of clean piped water.

The project was awarded to Vidas Engineering Services limited and is expected to have completed the work in three months period.

The National Water and Sewerage Corporation Hoima branch manager, Moses Nandigobe said the project is set to connect over 200 households to clean piped water in 20 villages of Mparo and Bujumbura divisions in Hoima Municipality.

Most of the beneficially villages have spent over six years without accessing piped water while others had been connected but their taps had run dry because of their geographical locations. Mr. Nandigobe said villages in hilly areas could hardly get regular water access because of the too much pressure needed to pump water in those areas saying this new water project has been established at Bakuumira hill hence water flow to people's taps will be easy.

"This hill (Bakuumira) where our project is established is the highest of any intending customer that we intend to serve and water problems in mostly upland areas are going to be solved. Our plan is to ensure that every village in the municipality is supplied with piped water by 2020," said Nandigobe.

He revealed that the corporation is covering 61 villages in the municipality out of the existing 148 total villages.

The Chairman for Kyarwabuyamba cell, Hajji Ramathan Mugisa commended government for the project saying it will boost household development.

"I commend government for this because my village has been water stressed for years despite being in a municipality. Majority of my people had resorted to fetching water from water sources because they couldn't afford daily water expenses where a Jerrycan of water costs between ShsSOO to Shs700," he said.

Catherine Kato, a mother of three in Bujumbura cell called for the expedition of the project but cautioned against charging exorbitant tariffs. The councilor, Manday Magrette said once completed, it will boost sanitation and hygiene in the area.

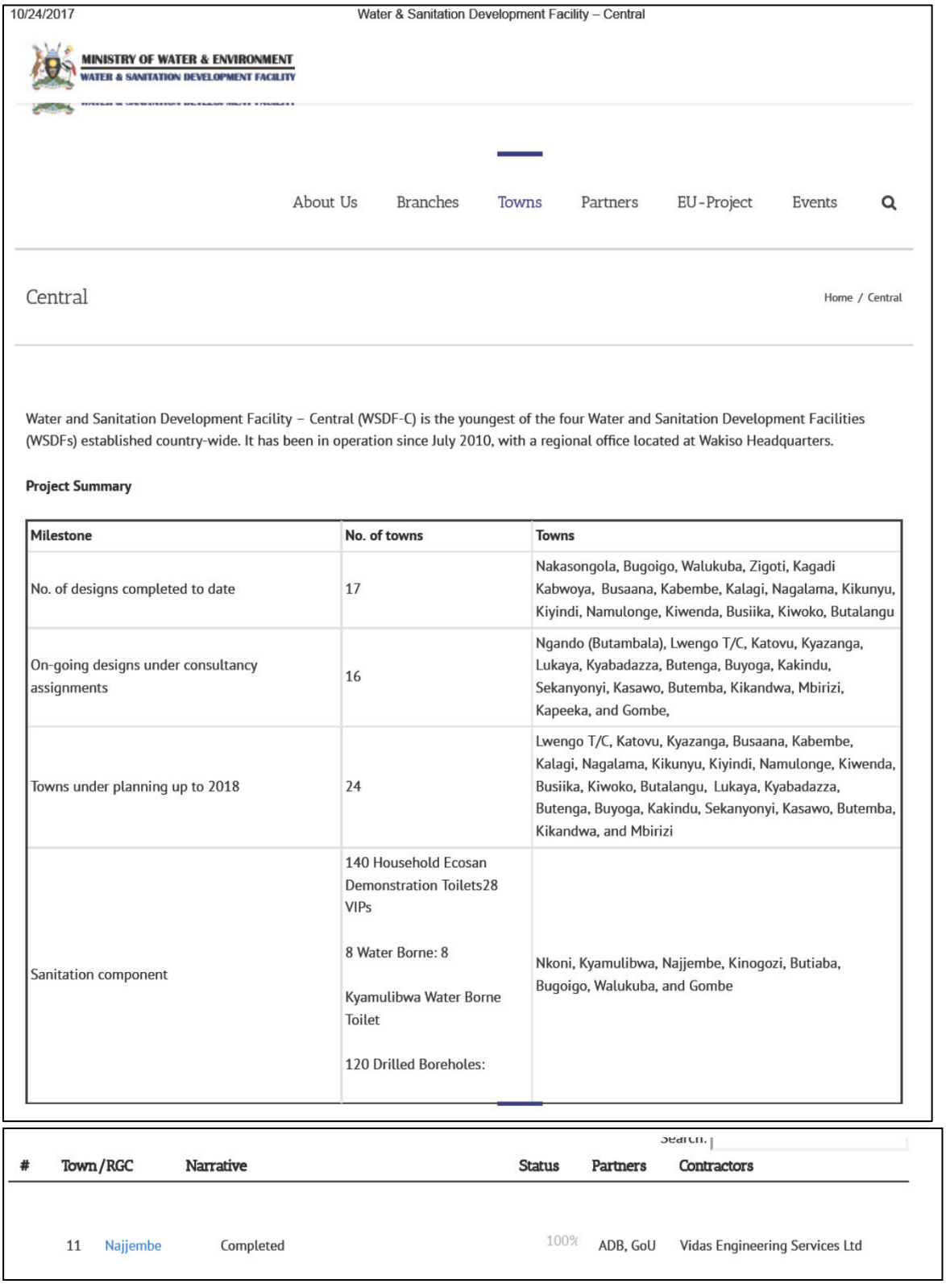
"Sanitation has been a public concern here since people have flash toilets but couldn't use them due to failure to access constant water supply," she said

She also asked National Water and Sewerage Corporation officials to use media in sensitizing the public about piped water services like metre billing, unit measurements among others.

The municipality mayor, Marry Grace Mugasa however cautioned residents against blocking their fellows from passing water pipes in their land for connection.

Source: Kampala Post, 17 October 2017, accessed via https://kampalapost.com/content/news/nwsc-unveils-shs500m-water-project-hoim

Annex 92: List of projects by Vidas Engineering Services on Ugandan Ministry of Water and Environment Website



10/24/2017 Water & Sanitation Development Facility – Central

MINISTRY OF WATER & ENVIRONMENT
WATER & SANITATION DEVELOPMENT FACILITY

About Us Branches Towns Partners EU-Project Events

Central

Home / Central

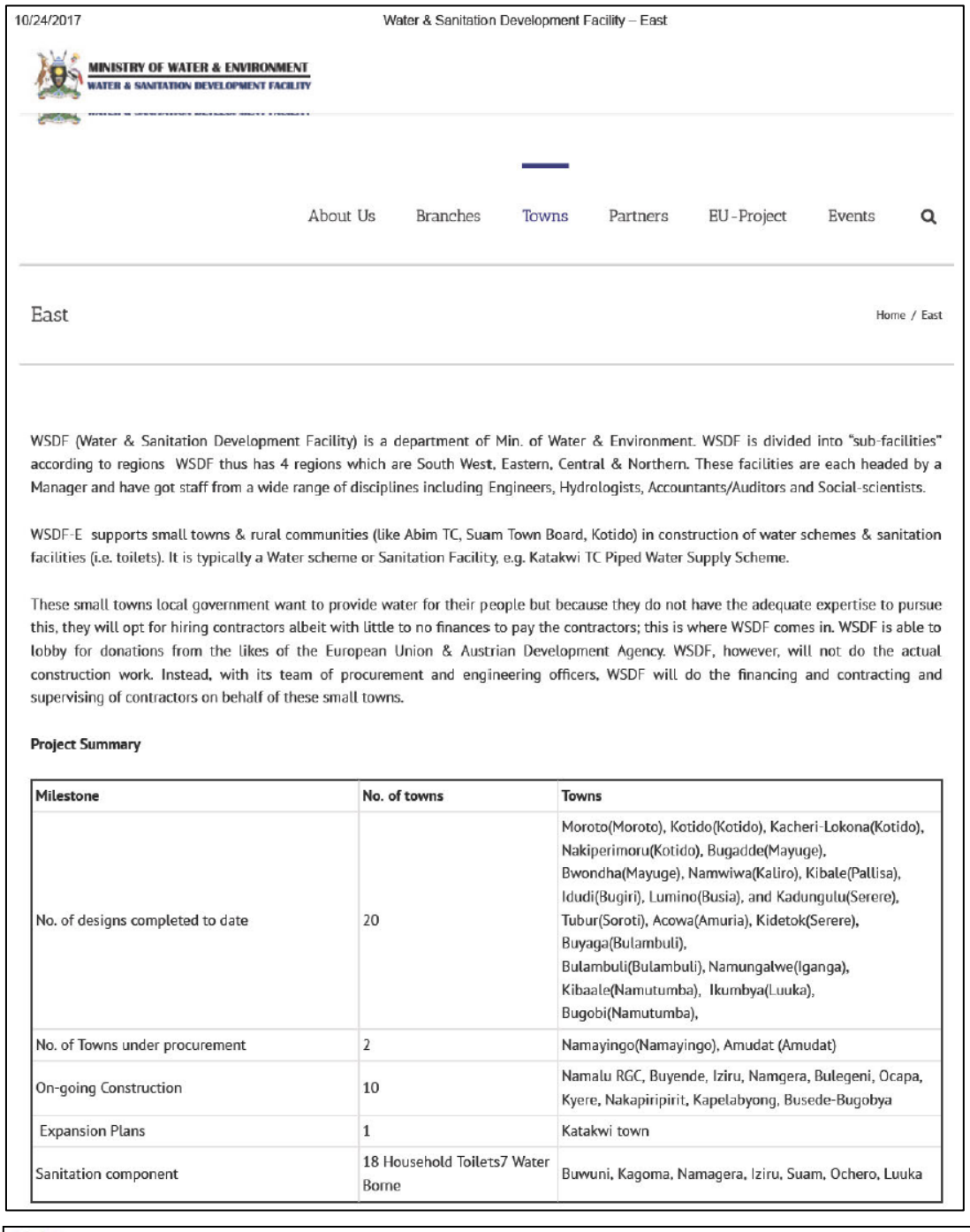
Water and Sanitation Development Facility – Central (WSDF-C) is the youngest of the four Water and Sanitation Development Facilities (WSDFs) established country-wide. It has been in operation since July 2010, with a regional office located at Wakiso Headquarters.

Project Summary

Milestone	No. of towns	Towns
No. of designs completed to date	17	Nakasongola, Bugoigo, Walukuba, Zigoti, Kagadi Kabwoya, Busaana, Kabembe, Kalagi, Nagalama, Kikunyu, Kiyindi, Namulonge, Kiwenda, Busiika, Kiwoko, Butalangu
On-going designs under consultancy assignments	16	Ngando (Butambala), Lwengo T/C, Katovu, Kyazanga, Lukaya, Kyabadazza, Butenga, Buyoga, Kakindu, Sekanyonyi, Kasawo, Butemba, Kikandwa, Mbirizi, Kapeeka, and Gombe,
Towns under planning up to 2018	24	Lwengo T/C, Katovu, Kyazanga, Busaana, Kabembe, Kalagi, Nagalama, Kikunyu, Kiyindi, Namulonge, Kiwenda, Busiika, Kiwoko, Butalangu, Lukaya, Kyabadazza, Butenga, Buyoga, Kakindu, Sekanyonyi, Kasawo, Butemba, Kikandwa, and Mbirizi
Sanitation component	140 Household Ecosan Demonstration Toilets28 VIPs 8 Water Borne: 8 Kyamulibwa Water Borne Toilet 120 Drilled Boreholes:	Nkoni, Kyamulibwa, Najjembe, Kinogozi, Butiaba, Bugoigo, Walukuba, and Gombe

Search:

#	Town/RGC	Narrative	Status	Partners	Contractors
11	Najjembe	Completed	100%	ADB, GoU	Vidas Engineering Services Ltd



10/24/2017 Water & Sanitation Development Facility – East

MINISTRY OF WATER & ENVIRONMENT
WATER & SANITATION DEVELOPMENT FACILITY

About Us Branches Towns Partners EU-Project Events

East

Home / East

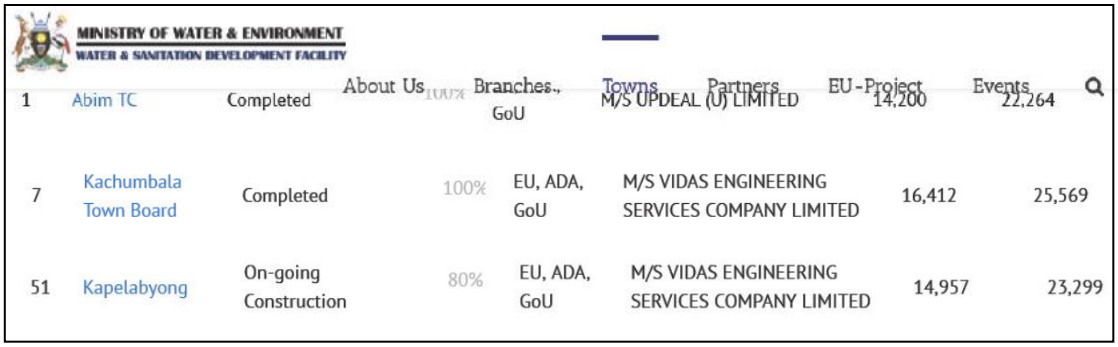
WSDF (Water & Sanitation Development Facility) is a department of Min. of Water & Environment. WSDF is divided into "sub-facilities" according to regions WSDF thus has 4 regions which are South West, Eastern, Central & Northern. These facilities are each headed by a Manager and have got staff from a wide range of disciplines including Engineers, Hydrologists, Accountants/Auditors and Social-scientists.

WSDF-E supports small towns & rural communities (like Abim TC, Suam Town Board, Kotido) in construction of water schemes & sanitation facilities (i.e. toilets). It is typically a Water scheme or Sanitation Facility, e.g. Katakwi TC Piped Water Supply Scheme.

These small towns local government want to provide water for their people but because they do not have the adequate expertise to pursue this, they will opt for hiring contractors albeit with little to no finances to pay the contractors; this is where WSDF comes in. WSDF is able to lobby for donations from the likes of the European Union & Austrian Development Agency. WSDF, however, will not do the actual construction work. Instead, with its team of procurement and engineering officers, WSDF will do the financing and contracting and supervising of contractors on behalf of these small towns.

Project Summary

Milestone	No. of towns	Towns
No. of designs completed to date	20	Moroto(Moroto), Kotido(Kotido), Kacheri-Lokona(Kotido), Nakiperimoru(Kotido), Bugadde(Mayuge), Bwondha(Mayuge), Namwiwa(Kaliro), Kibale(Pallisa), Idudi(Bugiri), Lumino(Busia), and Kadungulu(Serere), Tubur(Soroti), Acowa(Amuria), Kidetok(Serere), Buyaga(Bulambuli), Bulambuli(Bulambuli), Namungalwe(Iganga), Kibaale(Namutumba), Ikumbya(Luuka), Bugobi(Namutumba),
No. of Towns under procurement	2	Namayingo(Namayingo), Amudat (Amudat)
On-going Construction	10	Namalu RGC, Buyende, Iziru, Namgera, Bulegeni, Ocapa, Kyere, Nakapiripirit, Kapelabyong, Busede-Bugobya
Expansion Plans	1	Katakwi town
Sanitation component	18 Household Toilets7 Water Borne	Buwuni, Kagoma, Namagera, Iziru, Suam, Ochero, Luuka



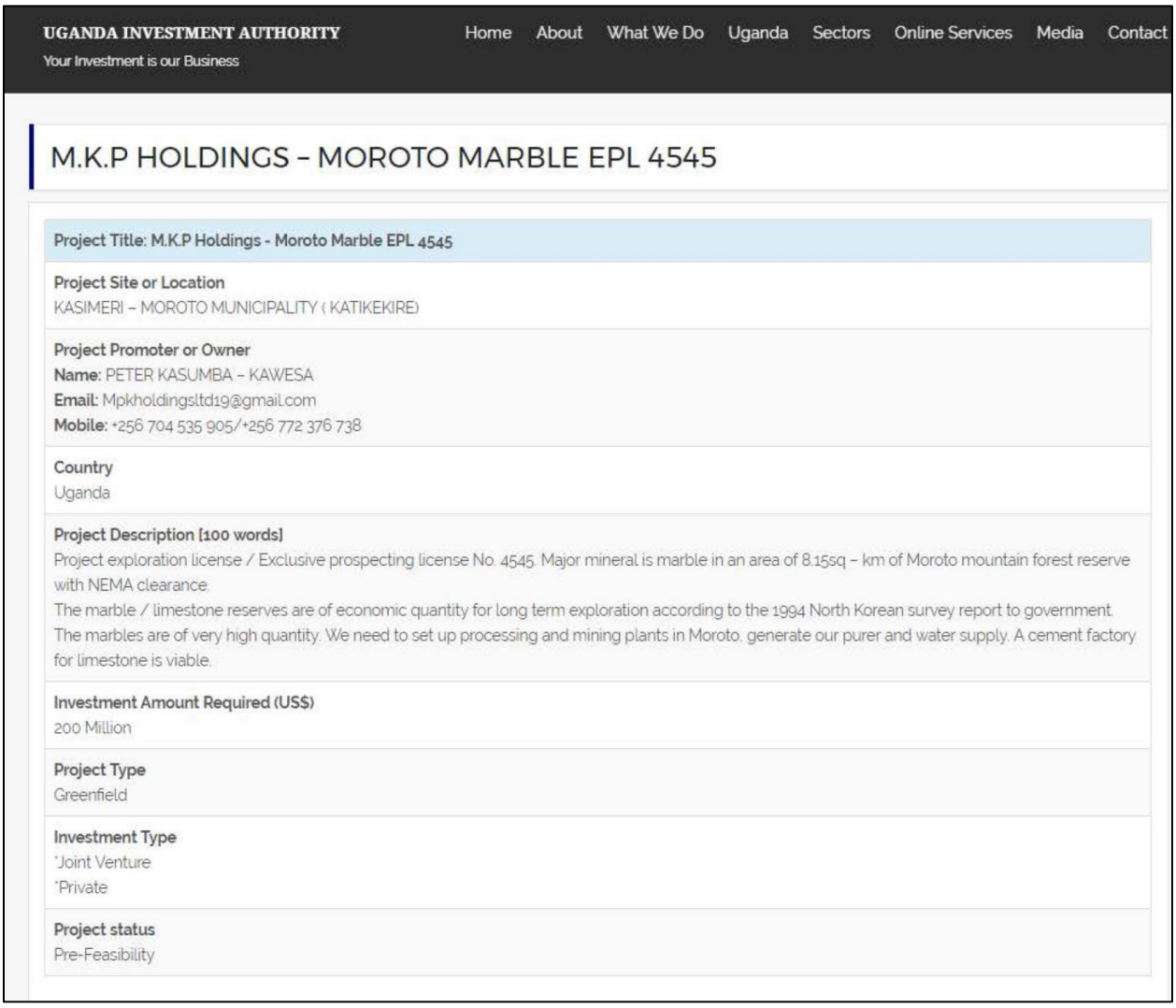
MINISTRY OF WATER & ENVIRONMENT
WATER & SANITATION DEVELOPMENT FACILITY

About Us Branches Towns Partners EU-Project Events

1	Abim TC	Completed	100%	GoU	M/S UPDEAL (U) LIMITED	14,200	22,264
7	Kachumbala Town Board	Completed	100%	EU, ADA, GoU	M/S VIDAS ENGINEERING SERVICES COMPANY LIMITED	16,412	25,569
51	Kapelabyong	On-going Construction	80%	EU, ADA, GoU	M/S VIDAS ENGINEERING SERVICES COMPANY LIMITED	14,957	23,299

Source: Uganda Ministry of Water and Environment

Annex 93: Mining licence and Official September 2017 brochure and promotion event for MKP mining in Uganda and other information on Moroto Mine



UGANDA INVESTMENT AUTHORITY
Your Investment is our Business

Home About What We Do Uganda Sectors Online Services Media Contact

M.K.P HOLDINGS – MOROTO MARBLE EPL 4545

Project Title: M.K.P Holdings - Moroto Marble EPL 4545

Project Site or Location
KASIMERI – MOROTO MUNICIPALITY (KATIKEKIRE)

Project Promoter or Owner
Name: PETER KASUMBA – KAWESA
Email: Mpkholdingsltd19@gmail.com
Mobile: +256 704 535 905/+256 772 376 738

Country
Uganda

Project Description [100 words]
Project exploration license / Exclusive prospecting license No. 4545. Major mineral is marble in an area of 8.155q – km of Moroto mountain forest reserve with NEMA clearance.
The marble / limestone reserves are of economic quantity for long term exploration according to the 1994 North Korean survey report to government. The marbles are of very high quantity. We need to set up processing and mining plants in Moroto, generate our purer and water supply. A cement factory for limestone is viable.

Investment Amount Required (US$)
200 Million

Project Type
Greenfield

Investment Type
*Joint Venture
*Private

Project status
Pre-Feasibility

Source: Uganda Investment Authority 2017, www.ugandainvest.co.ug

Project Title:

M.K.P HOLDINGS – MOROTO MARBLE EPL 4545

Site/ Location: KASIMERI – MOROTO MUNICIPALITY (KATIKEKIRE)

Sector: Natural Resources

Project Description:

MKP Holdings Ltd under the Mining Act obtained registered Mining Instruments No. 205.367 plus special exclusive prospecting license No. 4545. The Major mineral is marble in an area of 8.15sq – km of Moroto mountain forest reserve with an Environment Impact Assessment License No. NEMA/4.5 over Moroto Mineral deposits. The marble / limestone reserves are of economic quantity for long term exploration. A pre-feasibility study makes a marble and / or cement processing factory in Moroto, a very viable option.

Project Details:

Investment Amount Required (US$) 200 Million

Project Type: Greenfield

Investment Type: Joint Venture

Project Status: Pre-Feasibility

Project Contact:

Name: PETER KASUMBA – KAWESA

Email: Mpkholdingsltd19@gmail.com

Mobile: +256 704 535 905/+256 772 376 738

Country: Uganda

Source: Uganda Investment Authority, Bankable Projects 2017, http://ugandanconventionuk.org/Bankable_Projects_2017.pdf

PROJECT TITLE:

M.K.P HOLDINGS – MOROTO MARBLE EPL 4545

Site/ Location: KASIMERI – MOROTO MUNICIPALITY (KATIKEKIRE)

Sector: Natural Resources

PROJECT DESCRIPTION:

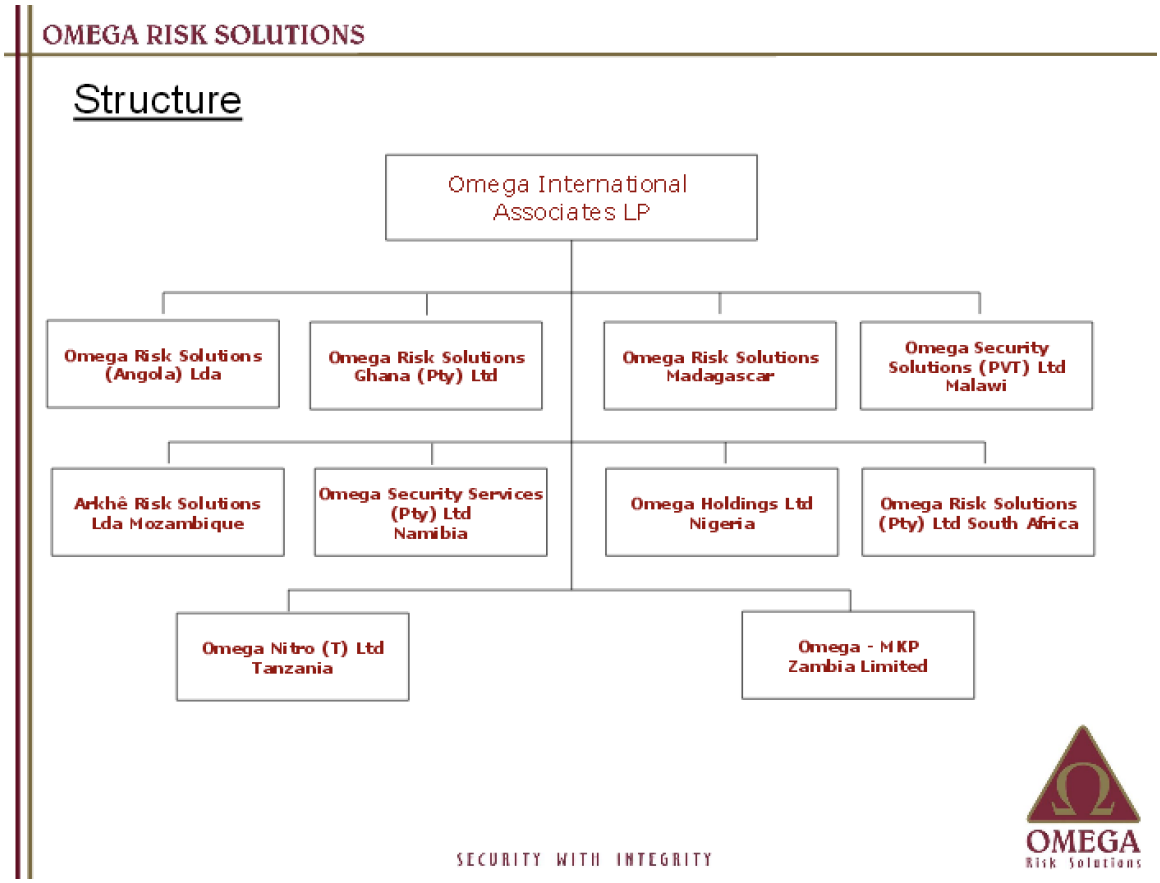
MKP Holdings Ltd under the Mining Act obtained registered Mining Instruments No. 205.367 plus special exclusive prospecting license No. 4545. The Major mineral is marble in an area of 8.15sq – km of Moroto mountain forest reserve with an Environment Impact Assessment License No. NEMA/4.5 over Moroto Mineral deposits. The marble / limestone reserves are of economic quantity for long term exploration. A pre-feasibility study makes a marble and / or cement processing factory in Moroto, a very viable option.

PROJECT DETAILS:

Investment Amount Required (US$) 200 Million

Source: 7th Uganda Investment Convention Programme, 16 September 2017, http://www.ugandanconventionuk.org/2017_Brochure_UCUK.pdf

Annex 94: Omega Risk Solutions Organigramme showing Omega-MKP Zambia Ltd as part of Omega International Associates LP



Source: Omegasol Risk Solutions Website, http://www.omegasol.com/wp-content/uploads/2012/02/Slide1-1024x768.jpg

Annex 95: Photo of Omega MKP Zambia Ltd hosting 2013 board meeting of Omega International Associates LP (from Omegasol catalogue) showing Yazid Merzouk (Timothy Jim Kazembe in middle)

BOARD MEETING IN ZAMBIA

Omega MKP Zambia Limited had a visit from directors from Group Office, over the period 01 December 2013 to 05 December 2013.

During this visit Mr. Faan du Toit, CEO of Omega International Associates LP, and Mr. Christo Roelofse, COO of Omega International Associates LP attended the Board Meeting. Mr. Roelofse together with the Country Manager, Etienne van Rensburg, visited the customers throughout Zambia.

Standing, from LTR: Mr. Goodson Bwalya (Director); Mr. Yazid Merzouk (Director)
Seated, from LTR: Mr. Mr. Faan du Toit (CEO – Omega International Associates LP & Director); Genl. Timothy Kazembe (Chairman of Board); Mr. Christo Roelofse (COO – Omega International Associates LP & Director)

During the Board Meeting, the Country Manager, Mr. Etienne van Rensburg, was congratulated on the performance of Omega MKP Zambia Limited during the period 01 September 2012 to 31 August 2013, and thanked for the effort that was put into achieving these successes.

Site vist to Kalumbila Mine

From LTR: Mr. Paul Chanda (Security Manager – Omega MKP Zambia Limited) and Mr. Christo Roelofse (COO – Omega International Associates LP) at the entrance of the Omega MKP Camp at Kalumbila Mine.

Source: MKP Omega Risk Newsletter, March 2014, Issue 16, (page 22), http://www.omegasol.com/wp-content/uploads/2014/08/SETHAGA-Mar-14.pdf

Annex 96: Omega – MKP Zambia Limited Corporate Registry Document

Local Company	**OMEGA - MKP ZAMBIA LIMITED**	**Registration Number**	**120100086671**
Date of Incorporation	01 day of September 2010	Date of FY End	07/05/2018
Registered Office	STAND 7241 MUTAKASHA ROAD INDUSTRIAL AREA LUSAKA ZAMBIA		
Postal Address	P.O. BOX 36706 LUSAKA ZAMBIA		
Town / City	LUSAKA.		
Country	ZAMBIA		
Certificate Signed By	W. Banda		
Phone	+260968873368		
Email			
Struck off/Ceased on			
Nominal capital	K 20000		
Number of Shares	20000		
Liability	Normal Company		
Articles Filed Date			
Amended Articles Filed Date			
Adopted Articles Filed Date			
Company Liquidated Date			
Company in Receivership Date			

Nature of Business

Sector
8010. Private security activities

Annual return

Year	Date Delivered	
2017	31/05/2017	
2016	26/08/2016	
2015	09/11/2015	
2014	09/11/2015	
2013	01/06/2013	
2012	21/03/2013	
2011	14/02/2012	
2010	14/02/2012	
Class of Shares	Number authorised	Par value Per share
Ordinary	**20,000.00**	**1.00**

Individuals

Present forenames and surnames	Address	Nationality & NRC/ Passport No	Occupation	Director/ Partner	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
TIMOTHY JIM KAZEMBE		118178/61/1 ZAMBIA	DIRECTOR	Yes	Yes	Yes	4,900.00	Ordinary
CHRISTOFFEL JOHANNES ROELOFSE		6405215113080 SOUTH AFRICA 4000		Yes				
PHILIPPUS JACOBUS CHRISTOFFEL SMIT		6811175002082 SOUTH AFRICA 4000		Yes				
STEPHANUS PHILLIPPUS DU TOIT		5801215025087 SOUTH AFRICA		Yes				
CHARLES FUCHS		6412155020085 SOUTH AFRICA	DIRECTOR	Yes				

Business Entities

Business Number	Name of Business	Residential & Postal addresses	Secretary	Shareholder / Member	Amount	Share Class
	OMEGA SECURITIES AFROQUE LIMITED			Yes	15,100.00	Ordinary

Source: Zambia Corporate Registry

Annex 97: Photos of MKP Omega Zambia

Archived versions of the MKP Services Division page show that the Omega-MKP tab posted online since at least 3 January 2012 (no screengrabs are available between mid-2009 and January 2012). The photo on the top right seems to depict a meeting between Yazid Merzouk (Zambia country director for MKP), General Timothy Kazembe (MKP Security Systems), N'gonga Oswald Goodson Bwalya (MKP Security Systems), and several of the Omega senior leadership.

Photos of MKP Omega Zambia, including of Yazid Merzouk (top right photo), as they appeared on the MKP website on 3 January 2012

Source: MKP Services Division Website (http://www.mkpholdings.com.my/services.php) on 3 January 2012, according to Internet Archive (Wayback Machine).

See also: http://www.omegasol.com/about-us/

Annex 98: Bulgaria's letter to the Panel of 6 October 2017

PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF
BULGARIA
TO THE UNITED NATIONS

11 East 84th Street, New York, NY 10028, Tel: (212) 737 4790, Fax: (212) 472 9865, e-mail: bulgaria@un.int

No. 207

New York, 6 October 2017

Dear Mr. Griffiths,

I am writing to you in response to your letter S/AC.49/2017/PE/OC.380 of 7 September 2017, and have the honor to communicate the following information, as received by the competent Bulgarian authorities:

According to the Commercial Registry of the Republic of Bulgaria, there are two Bulgarian companies registered at two of the properties belonging to the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) in Bulgaria, namely, "Terra Group" and "Technologica".

In February 2017 the DPRK Embassy and these two companies were duly informed about the restrictions imposed with UNSC Resolution 2321 (2016) - prohibition of use of real estate property owned by the Embassy of the DPRK for any purpose other than diplomatic or consular activities. The Embassy was called upon to cease any such activities as soon as possible; the two companies were further strongly advised to halt further rent payments. The DPRK Embassy has assured the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Bulgaria that it would take the necessary measures to comply with the restrictions, including ceasing to receive any payments related to the use of its property. The relevant Bulgarian authorities have confirmed that no payments have been made by the companies to the Embassy's only bank account in Bulgaria since the beginning of 2017.

The two companies mentioned above are Bulgarian-owned and Bulgarian-registered; according to the Bulgarian legislation, any information related to their business activities deemed to be open and available to the public should be published on the website of the Commercial Registry (http://www.brra.bg/Default.ra). The number of employees and their nationalities, rental contracts, salaries paid to employees, etc. do not represent public information.
According to the relevant Bulgarian authorities, there are no North Korean workers on the territory of the Republic of Bulgaria – a fact which allows us to assume that the two businesses

mentioned above do not have employees from the DPRK and are related to the DPRK Embassy only through the lease contracts.

In compliance with Resolution 2321(2016) the DPRK Embassy in Sofia has closed down one of its two bank accounts (a Euro account in UniCredit Bulbank). Currently, the diplomatic mission has only one bank account (a BGN account in UniCredit Bulbank). As stated above, no rent payments have been credited to that account in recent months.

The Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria held talks with DPRK representatives on the issue of the use of their real estate in Bulgaria focusing on the need for DPRK's full compliance with the sanctions regime. The Ministry demanded that the premises of the properties mentioned above be vacated as soon as possible. The DPRK Embassy stated that it had informed the two tenants about the need to comply with the sanctions regime and had asked them to vacate the premises.

I take this opportunity to assure the Panel of Experts that the competent Bulgarian authorities take all the necessary measures to ensure the strict implementation of all sanctions imposed on the DPRK, as per the relevant Security Council resolutions.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Sincerely,

Georgi Panayotov
Ambassador, Permanent Representative

Mr. Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts
established pursuant to Security Council Resolution 1894 (2009)
United Nations
New York

Source: Bulgaria

Annex 99: Ongoing use of DPRK Embassy space by “Terra Residence” in Sofia, Bulgaria

Figure 1:

“Terra Residence” January 2018 advertisement from rental of its space (the DPRK Ambassador’s former residence), listing a number of options (“weddings”, “corporate, private and public, filming and advertising”) events (headings in yellow bar in Bulgarian)

Source: https://www.terraresidence.com/, accessed on 10 January 2018

Figure 2”:

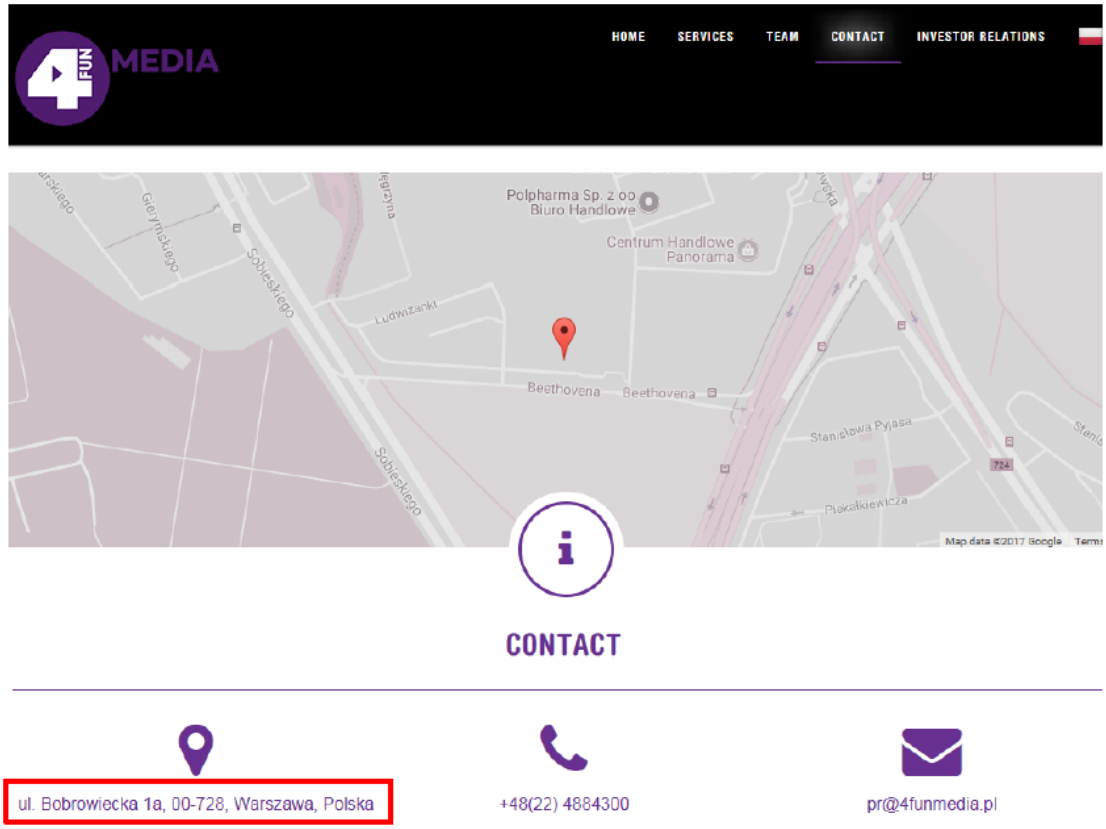
“Terra Group” logo (in Bulgarian) at “Terra Residence” gate

Source: Dimitar Katsarov/The New York Times/ © 2017 New York Times News Service

Annex 100: Contact information of companies renting DPRK Embassy space in Warsaw, Poland

Figure 1:

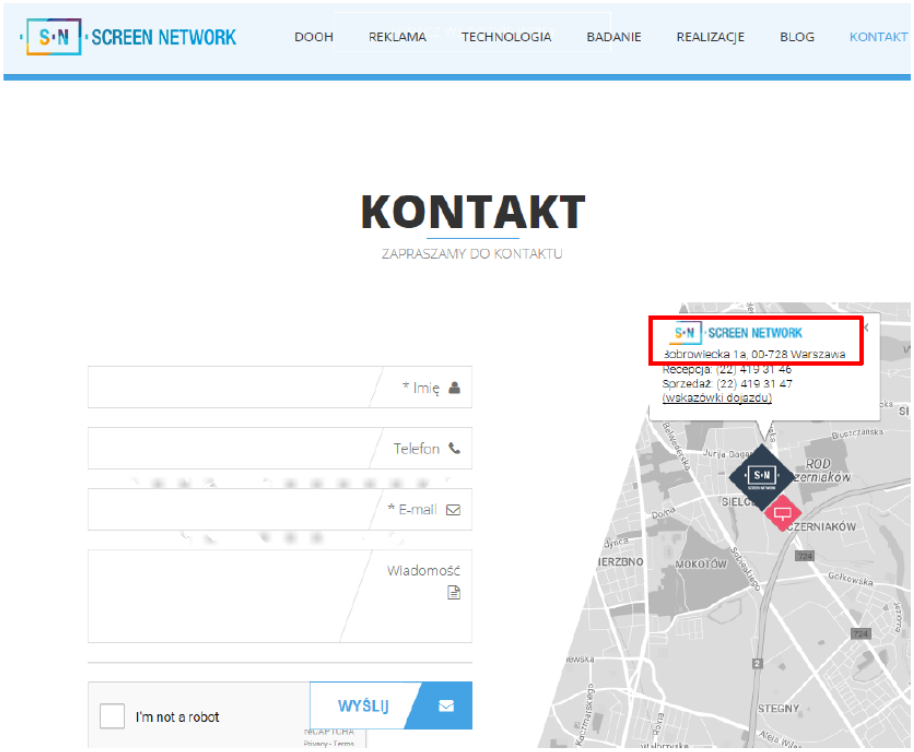
4FUN MEDIA S.A. contact information in Warsaw, Poland



Source: http://4funmedia.pl/en/, accessed on 30 November 2017.

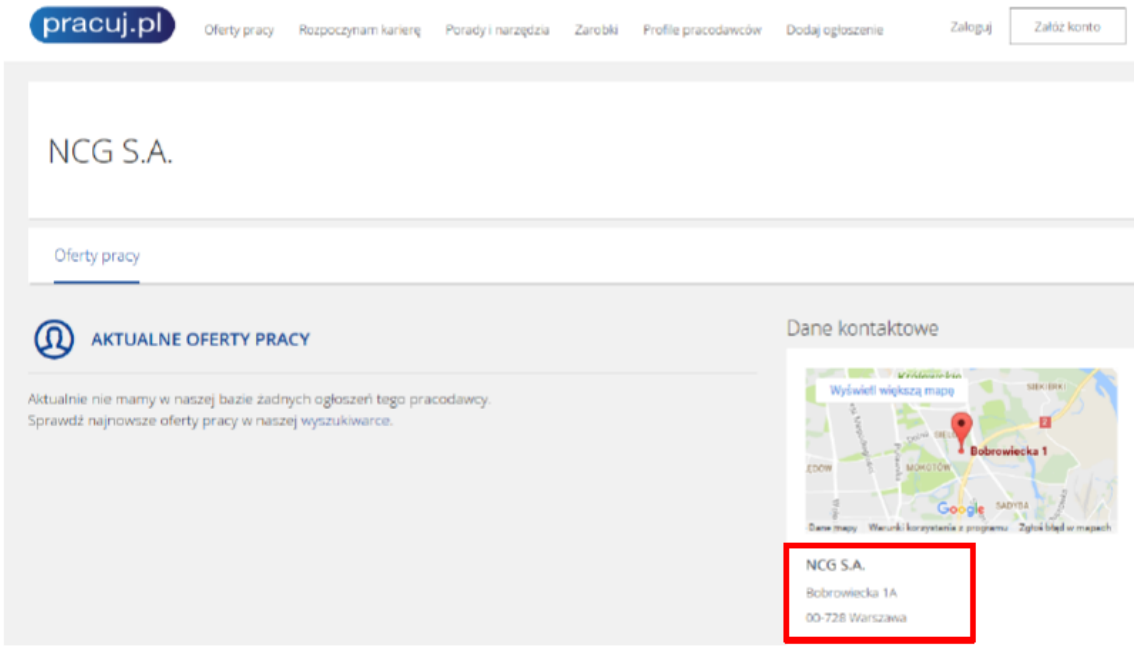
Figure 2:

SCREEN NETWORK S.A. contact information in Warsaw, Poland



Source: http://www.screennetwork.pl/, accessed on 30 November 2017

Figure 3: NCG S.A. contact information in Warsaw, Poland



Source: https://pracodawcy.pracuj.pl/ncg-s-a,8372, accessed on 30 November 2017

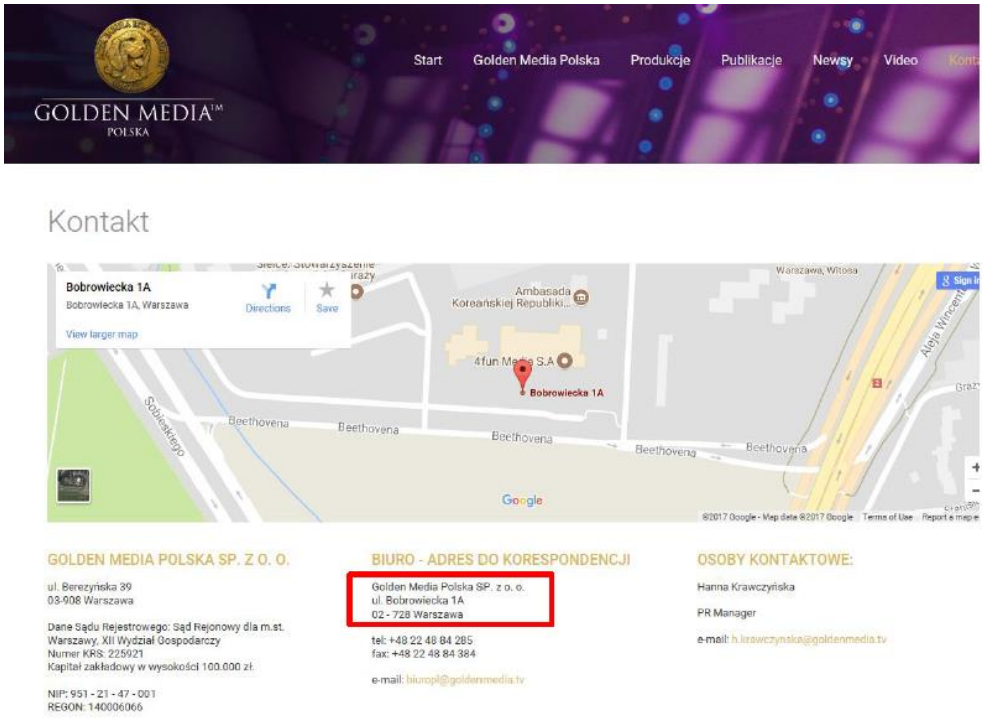
Figure 4:

CM LUX MED contact information in Warsaw, Poland

Source: http://www.luxmed.pl/dla-pacjentow/centra-medyczne-grupy-lux-med/centra-medyczne-grupy-lux-med/cm-warszawa/cm-lux-med-ul-bobrowiecka-1.html, accessed on 30 November 2017

Figure 5:

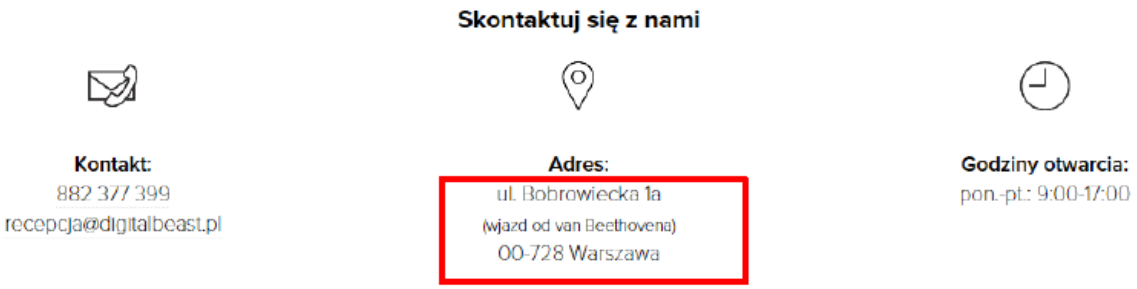
GOLDEN MEDIA Polska Sp. z o. o. contact information in Warsaw, Poland



Source: http://www.goldenmedia.tv/kontakt, accessed on 30 November 2017

Figure 6:

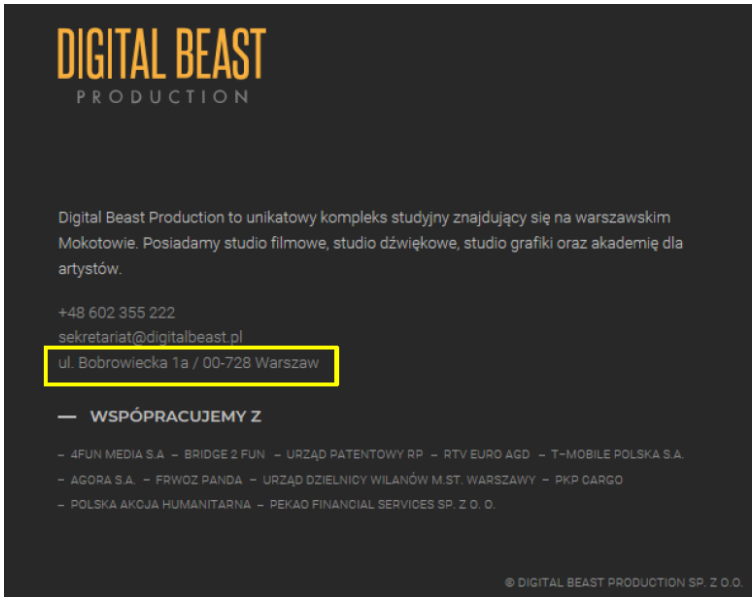
DIGITAL BEAST ESTATE Sp. z o. o. contact information in Warsaw, Poland



Source: http://digitalbeastestate.pl/, accessed on 30 November 2017

Figure 7:

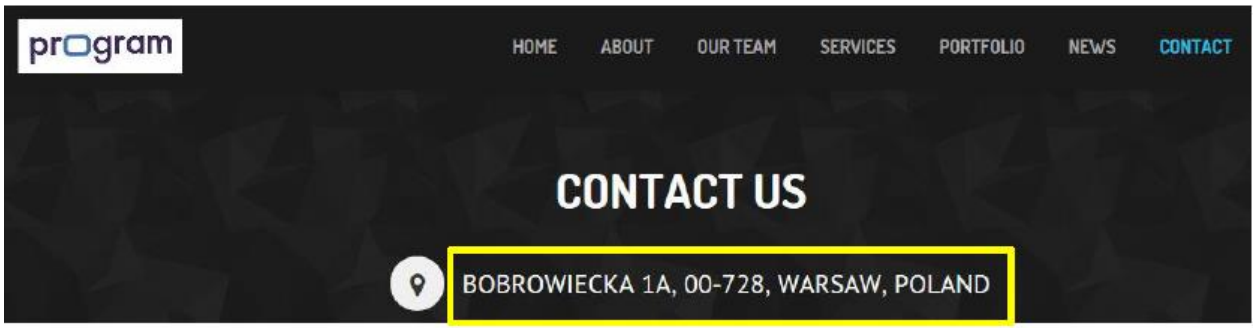
DIGITAL BEAST PRODUCTION Sp. z o. o. contact information in Warsaw, Poland



Source: http://www.digitalbeast.pl/, accessed on 30 November 20

Figure 8:

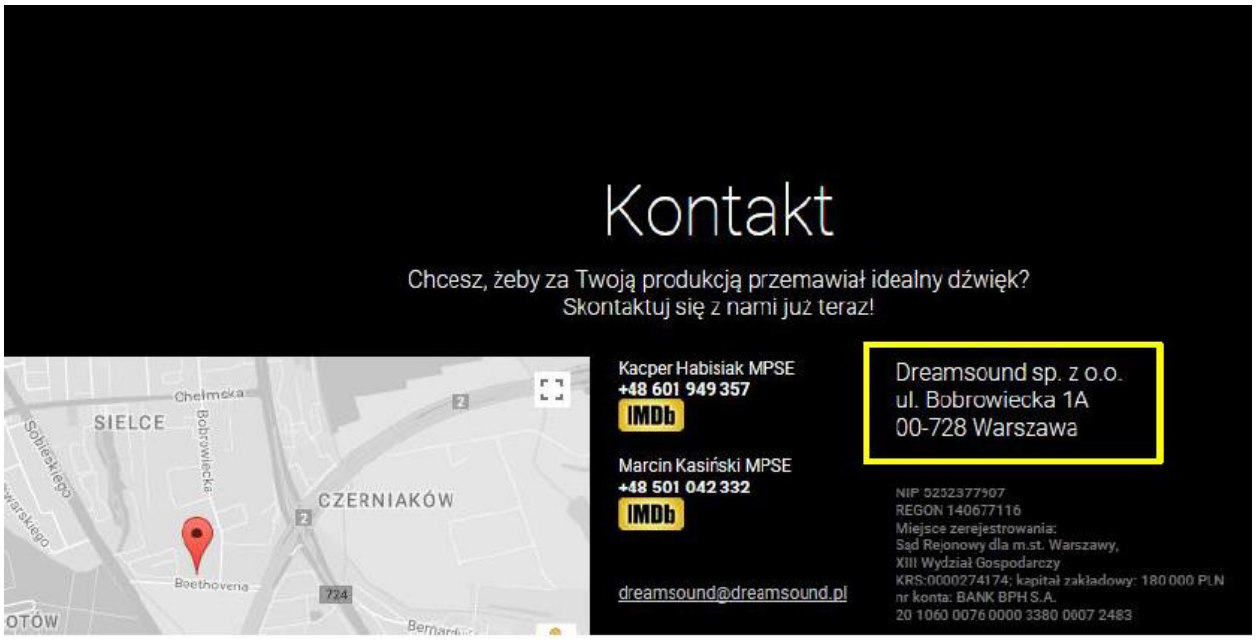
PROGRAM Sp. z o.o. contact information in Warsaw, Poland



Source: http://program.media/, accessed on 30 November 2017

Figure 9:

DREAMSOUND Sp. z o.o. contact information in Warsaw, Poland



Source: http://www.dreamsound.pl/, accessed on 30 November 2017.

Annex 101: Poland's correspondence to the Panel of 15 January 2018

Annex to the letter SP.ONZ.NJO.2540.25.2018 of the Permanent Mission of the Republic of Poland to the United Nations dated January 15th, 2018

Information for the Panel of Experts established by United Nations Security Council resolution 1874 (2009) on implementation of respective provisions of resolutions 2321 (2016), 2371 (2017) and 2375 (2017)

With reference to previous correspondence on DPRK activities in our jurisdiction please find below a summary of statements made during informal consultations on December 4th, 2017 in New York as well as follow up on actions taken by Poland in this regard.

1. Commercial use of DPRK Embassy premises in Warsaw

a. Diplomatic notes to the DPRK Embassy

As it has been indicated in previous statements, Ministry of Foreign Affairs submitted diplomatic note (February 2017) to the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea on use of the diplomatic property in contravention with binding law. In response the Embassy declared that the Embassy itself does not conduct any commercial activities, including the sublease of parts of the premises for commercial purposes. According to the statement factual use of premises has been aimed solely at providing services which are essential for the maintaining premises to the requisite extent and as such does not generate profit for the Embassy.

Pursuant to art. 20 paragraph 1(a) of Council Regulation (EU) 1509/2017 concerning restrictive measures against the Democratic People's Republic of Korea and repealing Regulation (EC) No 329/2007 it shall be prohibited to lease or otherwise make available real property, directly or indirectly, to persons, entities or bodies of the Government of the DPRK, for any purpose other than diplomatic or consular activities, pursuant to the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations and the 1963 Vienna Convention on Consular Relations.

Considering above, in November 2017, Ministry of Foreign Affairs provided the Embassy of the DPRK with note on the return to the Government of Poland premises non-used for solely diplomatic purposes on the terms specified in Article 8 of the Agreement of May 10, 1966. However, the Embassy has yet to respond in this matter.

b. Formal notice sent to the companies concerned

Notwithstanding abovementioned, Ministry of Foreign Affairs decided to inform all companies using the said premises of international obligations and legal provisions in force such as respective Security Council resolutions, Vienna Convention on Diplomatic Relations, relevant EU provisions and *Agreement of 10 May 1966 between the Governments of the Polish People's Republic and the Democratic People's Republic of Korea*. Statement of Ministry of Foreign Affairs explicitly stipulated that any activity, in particular an economic activity, cannot in any way be carried out in this property, as it constitutes a flagrant violation of the aforementioned provisions.

According to information we have been provided with, 8 companies decided to terminate agreement and change the venue, and 16 have not received correspondence as they did not run business activity at Bobrowiecka Str. 1A. In addition to the above, 1 company along with 2 close associates are about to terminate agreement immediately after finding another location.

It should be indicated that the companies concerned emphasized that they had not been in direct business relations with DPRK Embassy and relevant agreements on using premises had been signed with the Digital Beast Estate company not with the Embassy.

Prior to sending notice to the companies Ministry of Foreign Affairs organised meeting with the Digital Beast Estate company informing both on legal status of the premises and binding provisions in force. The company has also been informed on diplomatic note submitted to the DPRK Embassy reiterating international obligations but also stipulating that direct consequence of breaching international norms is that the property used in contravention of the rules will not be covered by diplomatic immunity. Therefore, the decision taken did not mean that the Embassy can freely manage the premises, but rather that the designated space uncovered by the diplomatic immunity may be subject to inspection as provided by the national law.

The company underlined that there is a binding contract concluded between the Digital Beast Estate and the Embassy of the DPRK on using specified premises at Bobrowiecka 1A free of charges in exchange for their ongoing maintenance, conservation and payment of utility bills. Considering above, there is no direct or indirect payment to the North Korean regime. The company underlined that it incurred significant costs to renovate buildings and adapt them to the needs of companies operating there mainly from the music, film and advertising industries. As the company bore significant expenses in this respect, in order to have capital returned the company decided to subleases space to other entities that are linked personally, capitally and organizationally with Digital Beast Estate.

All capital and organizational structures and linkage with other entities, as well as financial aspects are under scrutiny of national authorities.

c. Information to Ministry of Justice (National Court Register)

As we received feedback from companies regarding termination of contract, in order to prevent other companies from using premises we informed Ministry of Justice (National Court Register) on art. 20 paragraph 1 (b) of the Council Regulation 1509/2017 prohibiting to lease real property, directly or indirectly, from persons, entities or bodies of the Government of the DPRK. In accordance with national provisions as laid down in Act of August 20th 1997 on National Court Register registration of an entrepreneur in the National Court Register requires certain formal prerequisites to be met such as submitting respective form along with accompanied documents. Pursuant to Article 38 section 1 of the said Act the business register contain inter alia the following data: the name or company under which it operates, designation of its legal form and its registered office and address. Under the separate statutes entry into the National Court Register is often a mandatory condition of valid establishment of the company (partnership, limited partnership or limited joint-stock partnership, a foundation or an association). In addition any alterations such as venue of registered office also requires respective modification in the NCR.

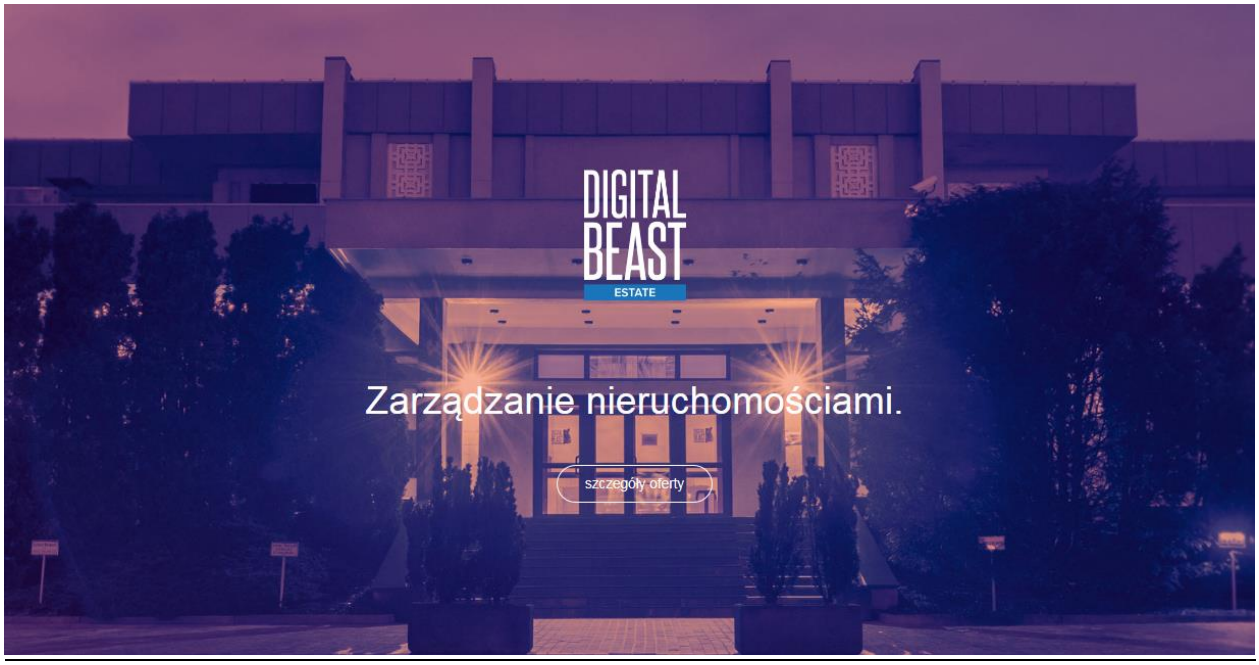
Considering the fact that under article 20 paragraph 1 (b) the Council Regulation 2017/1509, which is directly applicable and binding in its entirety, leasing from persons, entities or bodies of the Government of the DPRK is explicitly prohibited, we ask Ministry of Justice to apply this provision to any new motion if they are submitted to National Court Register, as a self-standing prerequisite to dismiss motion due to unfulfilling formal criteria.

Source: Poland

Annex 102: Ongoing advertising of DRPK Embassy space in Warsaw, Poland by DIGITAL BEAST ESTATE Sp. z o. o.

Figure 1:

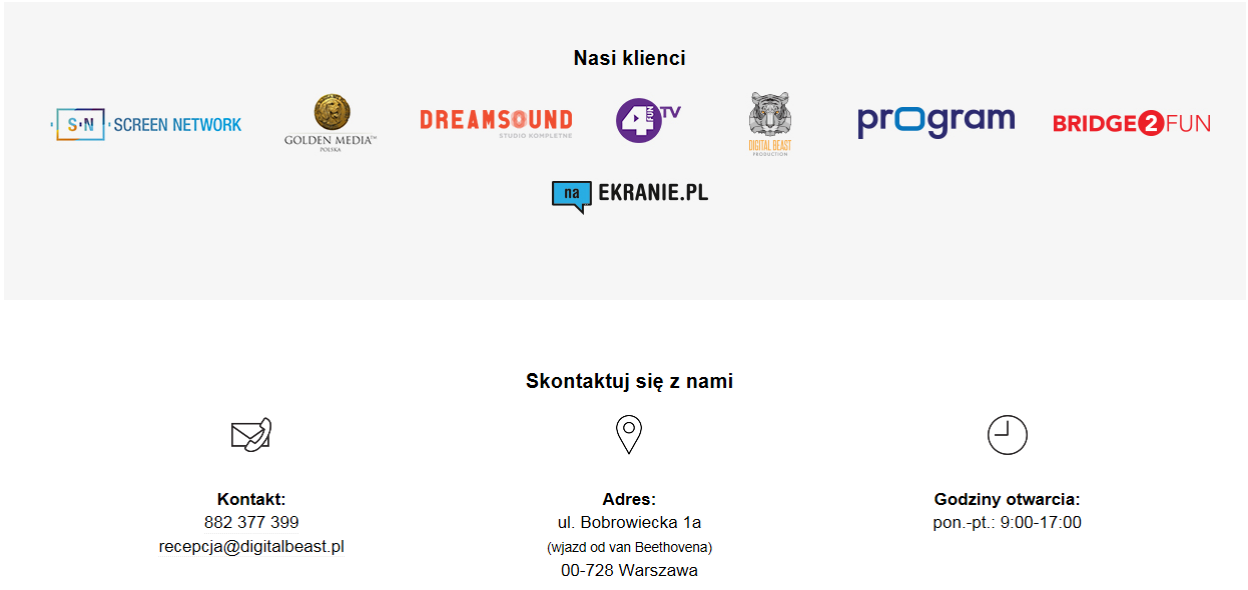
Digital Beast Estate website advertises property management over an image of the DPRK Embassy property in Warsaw, Poland



Source: http://digitalbeastestate.pl/, accessed on 26 January 2018

Figure 2:

Digital Beast Estate's clients sublet the DPRK Embassy's space in Warsaw, Poland



Source: http://digitalbeastestate.pl/, accessed on 26 January 2018

Annex 103: Addendum to lease agreement signed 13 February 2017 with DPRK Ambassador for space in the DPRK Embassy in Bucharest, Romania by IMA Partners SRL

S.C. IMA PARTNERS S.R.L
R19248059

ADDENDUM TO LEASE AGREEMENT

THE EMBASSY OF THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA IIN ROMANIA, as a representative of THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA, with premises in Bucharest, 28-36 Soseaua Nordului, 1st district, duly represented by Mr. RI PYONG DU, in his capacity as Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Democratic People's Republic of Korea in Romania (hereinafter referred to as the "Lessor"); and

S.C.IMA PARTNERS S.R.L., a limited liability company incorporated under the laws of Romania, having its registered office in Bucharest, Budisteanu Street, no.16, 1st district, registered with the Commercial Registry under no. J40/19413/2006, sole identification code 19248059, duly represented by Mr. Marius Iliev, in his capacity as director (hereinafter referred to as the "Lessee") together the•parties" and individually a "Party•.

WHEREAS: The Parties have signed on 15.02.2011 a LEASE AGREEMENT for renting a building with a build surface area (footprint of the building) of 433 sqm and the plot of land on which the building sits, located at 28-36 Sos. Nordului (provisional postal number) with an area of 1774 sqm as detailed in the LEASE AGREEMENT.

THEREFORE,

The parties have agreed upon concluding the present protocol with the following terms and conditions:

Art 4.1. Starting with the date of this addendum all payments under the lease agreement shall be perform by the Lessee; in the following bank account of the Lessor: RO08BRDE445SV77480684450 opened with BANCA ROMANA DE DEZVOLTARE

The other terms and conditions mentioned in Lease Agreement which don't contravene the provisions of this addendum remain unmodified.

The Parties have signed this Addendum on February 13, 2017.

Signed by Mr. Ri Pyong Du, as Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Democratic People's Republic of Korea in Romania on behalf Lessor and Marius Iliev on behalf of Lessee.

Ambassador of the Democratic People's Republic of Korea in Romania

Mr. Ri Pyong Du

IMA PARTNERS S.R.L.

Ima Partners SRL

Source: The Panel

Annex 104: Recommendations

1. The Panel recommends that the Security Council, when drafting future sectoral sanctions measures, includes the relevant HS codes as it did in resolution 2397 (2017).

2. The Panel recommends Member States exercise heightened vigilance over their companies to ensure the prohibition of transfer of the items listed in 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017), including all industrial machinery and transportation vehicles.

3. Given that the same key individuals continue to feature in Panel reports for a growing number of different types of violations, the Panel calls upon Member States to take the appropriate action to ensure that these individuals cease their prohibited activities.

4. The Panel recommends that any Member State receiving coal shipments for delivery or trans-shipment must take enhanced measures to validate the documentation accompanying those shipments. To assist Member State efforts, the Panel recommends the establishment of a regional cooperative mechanism to share information on whether the relevant vessels actually docked and loaded coal from the ports claimed in their documents of origin. At a minimum, Member States should establish a point of contact for this purpose. The Panel will continue to serve as a resource for Member States seeking information.

5. Member States must be vigilant regarding vessel movements in the typical areas for ship-to-ship transfers and report such transfers to the 1718 Committee.

6. The Panel recommends that Committee designate (deny port entry for) all vessels and their captains involved in prohibited ship-to-ship transfers to the DPRK.

7. The Panel recommends that the Committee designate the following individuals for violations of paragraphs 11 and 14 of resolution 2375 (2017): Shih-Hsien Chen, Boby Julian Akbari[1] and Wang Songchang.[2]

8. The Panel recommends that Member States strictly implement resolutions pertaining to prohibited ship-to-ship transfers, including by enacting enabling legislation mandating appropriate action against all vessels and their captains found to be conducting them, as well as actions against vessels such as port entry denial (in force for at least six months with all costs borne by the owners or charterers). In addition, flag states should deregister all vessels reported as involved in prohibited ship-to-ship transfers. Member States should ensure that all contracts by petroleum industry companies registered or based in their jurisdictions include a clause stipulating that all transfers involving violations of the resolutions, in particular including prohibited ship-to-ship transfers and petroleum products transferred to the DPRK, be voided.

9. Member States hosting petroleum suppliers, brokers, importers and tanker companies dealing in oil and petroleum products must heighten their vigilance of the relevant entities to ensure that these are not re-directed to the DPRK in violation of the resolutions. Countries serving as trans-shipment hubs for petroleum products must undertake similar enhanced due diligence to validate the origin and intended destination.

---

[1] Captain of the *Billions No.18*: Seaman's Book No. B2380031, DoB 30 July 1985.

[2] Captain of the *Lighthouse Winmore*: Seaman's Book No. G50001538, DoB 7 August 1973.

10. The Panel further recommends that maritime protection and indemnity insurers include a clause in all contracts, stipulating that all transfers involving violations of the resolutions, in particular prohibited ship-to-ship transfers and petroleum products transferred to the DPRK, be voided.

11. The Panel reiterates its recommendations in previous reports for the designation of Pan Systems.[3] The Panel further recommends the designation of following individuals and entities: Han Hun Il (Edward Han), Ri Ho Nam, Ri Ik (Li Ik), Wang Zhi Guo, Pak In Su, Kim Chang Hyok, and Kim Su Gwang, as well as International Global System and International Golden Services.

12. The Panel recommends that Member States, as part of their implementation of the financial provisions of the resolutions, ensure that their financial institutions implement a risk-based approach to identifying sanctions violations in their "Know Your Customer" and compliance programs, including by ensuring more robust scrutiny at the onboarding, transaction monitoring, and account review phases. To this end, Member States should provide their financial institutions with more detailed and regular information on sanctions evasion risks.

13. The Panel recommends that Member States include all Embassy personnel within the scope of paragraph 16 of resolution 2321 (2016) and ensure that diplomats do not establish additional bank accounts in the names of family members or front companies, and to verify that bank accounts are closed when a diplomat ends his/her tour in the country.

14. Given the pervasive use of front companies to evade financial sanctions, Member States should ensure that their domestic corporate service providers implement effective due diligence measures to capture detailed and accurate information on clients and beneficial owners and file Suspicious Action Reports (SAR) in the case of arrangements suspected of being used for illicit purposes.

15. Member States should take measures to ensure that financial sector supervisors subject to their jurisdiction prioritize guidance, supervision and enforcement of controls that support implementation of the resolutions.

16. Member States with appropriate knowledge and experience should offer technical assistance to other Member States seeking assistance with their legal frameworks and related mechanisms to implement the financial provisions in the resolutions.

17. The Panel recommends that Member States, in addition to ensuring an appropriate legislative framework for combating proliferation financing, require the establishment of robust information-sharing mechanisms among financial supervisors, financial intelligence units, customs and strategic trade control authorities, border control and security and intelligence agencies, and with the private sector.

18. The Panel recommends that the relevant countries take the necessary measures to ensure that all non-diplomatic activities taking place on DPRK Embassy property as prohibited by paragraph 18 of resolution 2321 (2016) be terminated and all related leases are cancelled.

19. The Panel recommends Member States to report as part of their national reporting to the 1718 Committee on the incorporation of the humanitarian exemptions contained in the resolutions into their domestic legislation.

[3] S/2017/742, para. 62.

20. In line with the latest resolutions' requests to provide the Panel with additional resources, the Panel recommends that the Council request the Secretary-General to take specific measures to reinforce both the physical security, information security, administrative support and other relevant resources.

21. The Panel recommends that the Committee update the existing list of desinated individuals and entities as follows:

(a) Ri Hong-Sop (KPi.004):

Designation: Head of Nuclear Weapons Institute

(b) Munitions Industry Department (KPe.028):

Other information: The MID oversees the DPRK's nuclear program. The Nuclear Weapons Institute is subordinate to the MID.

(c) Designate the following as being engaged in the DPRK's nuclear-related program

Name: Nuclear Weapons Institute

A.k.a.:na

Address: Democratic People's Republic of Korea

Other information: Nuclear Weapons Institute is engaged in the DPRK's nuclear program and led by Ri Hong Sop. It is a subordinate to the Munitions Industry Department.